

# **FN... tout ça pour ça!**

**La très étonnante  
évolution du  
Front national**

**Anne Kling**



**Editions Mithra**

**Anne Kling**

**FN...  
TOUT ÇA  
POUR ÇA !**

**La très étonnante  
évolution du  
Front national**

**Editions Mithra**

Première édition.

ISBN : 978-2-9529423-3-1

EAN : 9782952942331

© Editions Mithra, janvier 2012.

Couverture : illustration originale de Marco Molinari.

*Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation réservés pour tous les pays.*

# *Table des matières*

---

<i>Avant-propos</i> .....	p. 9
Une naissance laborieuse... ..	p. 15
1981 ! La gauche s'installe dans ses meubles .....	p. 23
Le succès pointe enfin le bout de son nez ! .....	p. 31
Premier palier : les européennes de 1984 .....	p. 37
Encore plus fort : les législatives de 1986 .....	p. 41
Le FN s'incruste dans le paysage politique .....	p. 47
Qui craint le grand méchant loup, méchant loup, méchant loup... ? .....	p. 51
Touche pas à mon Front ! .....	p. 79
Le clan Le Pen .....	p. 105
Héritiers de père en fille .....	p. 119
Les finances du FN et assimilés .....	p. 137
Attention, une Le Pen peut en cacher une autre .....	p. 147
Purges et départs à répétition .....	p. 169
Le piège médiatique .....	p. 191
La « dédiablement » côté FN .....	p. 207
Marine Le Pen et la communauté juive de France .....	p. 215
La dérive idéologique .....	p. 231
Conclusion .....	p. 245
<i>Annexes</i> .....	p. 249
<i>Bibliographie</i> .....	p. 253



## Avant-propos

---

**L**e 16 janvier 2011, la fille du chef du Front national, Marine Le Pen, accédait officiellement à la présidence du mouvement. Son élection ne fut guère une surprise, tant les médias avaient déjà fait leur choix. Certes, à proprement parler, ce ne furent pas eux qui votèrent, mais les adhérents. Des adhérents qui avaient été au préalable soigneusement conditionnés par un matraquage médiatique intense au bénéfice de la seule candidate souhaitée. Et ce, durant des années. Au détriment de son challenger à qui l'on fit jouer le rôle de muet du sérail.

Loin d'être inopinée, cette apothéose avait été préparée de très longue date, tant à l'intérieur du FN qu'à l'extérieur. Il fallait à tout prix que la fille du président prît la succession. Et le système fit le nécessaire à cet égard. Ce terme de système, qui reviendra très régulièrement par la suite, mérite d'être explicité dès maintenant pour éviter d'avoir à y revenir plus tard. Par système sont entendus l'ensemble des pouvoirs politique, médiatique et associatif qui, essentiellement depuis l'avènement de la gauche au pouvoir en 1981, marchent main dans la main pour défendre et promouvoir de toutes les façons possibles une certaine idée de la société et de la France. Une certaine idée de gauche naturellement car ce n'est pas faire injure aux médias que de constater globalement leur forte adhésion à ses objectifs : promotion du mondialisme et du métissage généralisé, immigration systématiquement présentée comme une « *chance pour la France* », valeurs traditionnelles bafouées et quasi criminalisées, au profit de la seule idéologie libérale-libertaire, dite « progressiste ».

S'il pouvait exister avant 1981 une presse considérée comme plutôt à droite, elle a vite subi la contagion de la pensée unique et s'est mise elle aussi à développer les mêmes thèmes, quasiment sur le même mode. Le système a agi comme un rouleau compresseur pour niveler toutes les pensées, rendues obligatoirement conformes, et les restituer un peu partout de la même façon. Inutile d'aller chercher plus loin la désaffection réelle des lecteurs à l'égard de la presse-*Pravda*.

Le système a toujours manipulé le FN selon sa convenance et il continue à le faire aujourd'hui. Tout l'objet de ce livre est d'en apporter la démonstration. Pendant des décennies, en fait depuis son arrivée au pouvoir politique, la gauche a jugé nécessaire de diaboliser le mouvement pour interdire toute entente des droites. Le FN fut donc diabolisé à mort, avec la complicité des médias, largement de gauche aussi, qui se prêtèrent au jeu à outrance. Et celle, plus trouble, de Jean-Marie Le Pen lui-même qui versait une louche de provocation à intervalles réguliers pour bien entretenir la mécanique. Un véritable jeu de rôles s'est ainsi instauré, du type « *toi méchant, moi gentil* », auquel chacun des partenaires a trouvé avantage.

Car le système avait également besoin du FN qui remplissait plusieurs fonctions des plus utiles. Celle de bouc-émissaire, la fameuse « *lepénisation des esprits* » étant naturellement de sa faute et non de celle des irresponsables politiques incapables de résoudre les problèmes qu'ils avaient eux-mêmes créés. Celle de soupape de sécurité car enfin, il fallait bien que le bon peuple pût exhaler sa rancœur à intervalles réguliers avant de rentrer sagement dans le rang. Et bien sûr, il a servi, c'était même sa fonction principale, à maintenir la gauche au pouvoir puisque la droite a toujours eu interdiction formelle, pour des raisons de moralité, de s'allier au diable.

Or, à partir du début des années 2000, ce scénario si bien huilé a commencé à connaître quelques couacs. Les choses ne se passaient plus exactement comme elles auraient dû. Des éléments importants commençaient à échapper aux apprentis sorciers.

## AVANT-PROPOS

C'est à partir de ce moment-là, marqué par davantage d'agitation dans les banlieues « sensibles », accompagnée d'une importante recrudescence d'actes avérés d'antisémitisme, qu'une nette évolution est intervenue.

Tout à coup, avec un bel ensemble, les médias du système se sont mis à ouvrir toutes grandes leurs colonnes, leurs radios, leurs télévisions, à la fille du président du parti maudit. Pour quelles raisons ? Parce qu'elle était télégénique et avait la langue bien pendue ? Allons donc ! Son père lui aussi était télégénique et n'avait pas sa langue dans sa poche. Parce qu'elle faisait vendre du papier ? Et alors ? Son père en faisait vendre tout autant.

L'explication est trop courte et il faut chercher ailleurs en creusant un peu plus profond. Il faut chercher du côté des raisons politiques d'une dédiablement du parti qui est actuellement orchestrée comme l'avait été en son temps son exact contraire. A quelles fins ?

C'est ce que nous aurons l'occasion d'examiner. Mais dès à présent, constatons, s'agissant de l'« *apothéose mariniste* », une convergence de vues certaine entre la présidence du mouvement et le système. Les deux faux « ennemis » avaient des intérêts communs à sauvegarder : le président du FN avait le souci primordial de conserver dans le giron familial un patrimoine qu'il considérait comme sa chose personnelle et le système, celui de choisir un futur interlocuteur à sa convenance. Marine Le Pen ayant pris soin de distiller les messages destinés à rassurer quant à sa compatibilité idéologique, si l'on peut oser ce terme, elle était la carte à jouer, sans contestation possible.

Il est clair que, ni pour l'un ni pour les autres, Bruno Gollnisch ne pouvait faire l'affaire. C'était un étranger au clan et en outre il se proposait de rassembler à nouveau tout le camp national. C'est-à-dire tous ceux dont les Le Pen avaient eu tant de mal à se débarrasser au fil des années, et Dieu sait s'ils étaient nombreux ! On voit immédiatement le danger, réel cette fois, pour le système, d'un camp national réunifié et fermement rassemblé sur ses fondamentaux.

Dans le contexte économique et social du pays, l'explosion n'était pas loin.

Dans la recherche du moindre mal, mieux valait miser sur l'image plus soft et plus compatible qu'offrait l'héritière. Et lâcher un peu de lest sous forme de pseudo dédiablement afin de donner du grain à moudre aux militants et offrir aux braves Français exaspérés l'illusion qu'il était possible de changer les choses. En somme, de quoi les faire patienter encore un peu en rêvant à des jours meilleurs.

Nous allons faire un petit voyage à l'intérieur du FN qui nous démontrera que cette convergence de vues et d'intérêts n'en était pas à sa première manifestation. Alors que les électeurs frontistes croyaient dur comme fer durant toutes ces années voter pour un mouvement antisystème – puisque le système le diabolisait, c'était forcément qu'il était antisystème, non ? – jusqu'à quel point cela était-il vrai ? Et cela a-t-il jamais été vrai dans l'esprit du numéro un du FN ?

A-t-il jamais eu la volonté de bâtir une alternative crédible ? N'a-t-il pas plutôt eu le souci d'occuper à lui seul et à son profit exclusif un espace politique qui lui avait été attribué et à l'intérieur duquel il avait les coudées franches ? A condition, naturellement, de demeurer dans un certain périmètre électoral. Dont effectivement il ne sortit jamais.

Si l'on discerne facilement à cet égard les mobiles de l'oligarchie qui nous gouverne, on comprend moins bien de prime abord comment et pourquoi ce mouvement perçu par l'opinion publique comme résistant et contestataire s'est laissé enfermer dans la nasse où il se trouve à l'heure actuelle. Une nasse éventuellement dorée puisque certains dirigeants ont accès à quelques babioles lucratives (mandats européens essentiellement), mais espace réduit cependant. Celui de l'apparente nuisance, sans possibilité réelle d'action.

Or, les circonstances étaient extraordinairement favorables. Historiquement favorables. Pourquoi donc le FN ou plutôt le seul et unique homme qui l'incarnait, Jean-Marie Le Pen,

## AVANT-PROPOS

a-t-il si piteusement échoué à faire de son mouvement la grande force populaire de résistance que le système aurait véritablement pu craindre ? Pourquoi est-il resté si étroitement parqué dans son périmètre bien assigné ? Pourquoi ce qui fut quand même à l'origine un authentique mouvement d'opposition nationale dans l'esprit de ses initiateurs, s'est-il réduit à la peau de chagrin actuelle ?

A l'heure où la fille du chef a pris le relais, dans un matraquage médiatique dont le système a le secret – il suffit de se rappeler celui de l'entre-deux tours de la présidentielle de 2002 –, mais en sens inverse cette fois, nous devons nous demander ce que cache cette stupéfiante promotion. Car ce virage à 180° est éminemment suspect. Après avoir diabolisé, ou fait mine de le faire, le père durant trente ans, voilà que tout à coup on dédiabolise la fille à tour de bras. Et que les intellectuels de gauche (puisqu'il n'en existe pas d'autres, paraît-il) publient à la chaîne des livres sur le sujet qui sont tout sauf trop sévères. Ils sont même étonnamment complaisants envers celle qu'ils appellent simplement « *Marine* ». Dans quel but ?

Serait-ce parce que chacune des deux faces du système – on n'ose plus vraiment dire gauche, encore moins droite – souhaite ardemment se retrouver au deuxième tour de la prochaine présidentielle face à elle ? Assurée en ce cas d'une victoire à la Chirac. Soyons sûrs que dans cette perspective la nouvelle présidente du FN *newlook* montera encore dans les sondages. Suffisamment pour entretenir les espérances de ceux qui veulent y croire et remplir les colonnes des journaux. Mais pas trop quand même. Parce qu'évidemment, tout ce yoyo n'est qu'un jeu électoral. Et le système compte bien avoir le dernier mot, cette fois comme toujours.

L'important étant que ces braves électeurs du FN continuent à s'imaginer faire la nique aux puissants !



## *Une naissance laborieuse...*

---

**A** la création officielle du FN, le 5 octobre 1972, Jean-Marie Le Pen a déjà passablement bourlingué à travers la IV<sup>e</sup> République, avec des succès divers. Il avait été élu député poujadiste de la Seine en 1956, à l'âge de vingt-sept ans, réélu en 1958 sous l'étiquette du CNIP puis finalement battu aux législatives de novembre 1962, payant ainsi son opposition farouche au référendum sur l'indépendance de l'Algérie. Commenait alors pour lui une longue traversée du désert politique.

Il en émerge un moment lorsqu'il s'engage très activement aux côtés du célèbre avocat Jean-Louis Tixier-Vignancour qui se présente à la présidentielle de 1965. Devenu son directeur de campagne, il se brouillera cependant avec son aîné dès la proclamation des résultats du premier tour. Alors que l'avocat escomptait au moins 15%, il fera un très petit 5,32%, rendant Le Pen partiellement responsable de sa déconfiture. Pour le deuxième tour, Tixier appellera tout naturellement à voter pour le candidat antigauilliste François Mitterrand. Ce dernier se gardera bien de récuser ces voix bienvenues, déclarant alors : *« Je n'ai pas à faire le tri des bulletins qui se porteront sur moi. Mais pas question de changer de ligne »*.

Retourné à son désert, dans une France en pleine transformation et totalement indifférente à l'ultra-droite, Le Pen va être inopinément remis en selle par Ordre Nouveau (ON). Ce mouvement nationaliste, étudiant au départ, s'était créé



en 1969 en riposte à mai 68 et avait dès 1971 envisagé la création d'un parti unitaire, d'un front national destiné à rassembler la famille nationaliste éparpillée, un peu sur le modèle du Mouvement Social Italien (MSI). Cette famille en effet n'est guère alors qu'une mosaïque où se juxtaposent des courants dissemblables, voire diamétralement opposés. Ce rassemblement est officiellement annoncé lors du 2<sup>e</sup> congrès d'ON en juin 1972, sous le nom de Front national pour l'unité française (FNUF). Ses initiateurs vont alors se mettre en quête d'un président pour en prendre la tête mais, pour diverses raisons, se verront opposer un refus de la part des candidats pressentis : Georges Bidault, Jacques Soustelle, Jean-Louis Tixier-Vignancour et Pierre Sergent, tous partisans de l'Algérie française et par là-même opposés à De Gaulle.

La nouvelle fédération voit néanmoins le jour quelques mois plus tard, le 5 octobre 1972, lors d'un séminaire en Normandie. Son appellation initiale un peu compliquée sera vite réduite à Front national tout court. Elle se dote d'un bureau central de six membres, à savoir deux représentants d'ON : Alain Robert et François Brigneau, un ancien de l'OAS : Roger Holeindre, Pierre Bousquet, du journal *Militant*, Jean-Marie Le Pen et son ami Pierre Durand. Le problème de la présidence est toujours ouvert puisque les premiers pressentis n'ont pas donné suite. C'est finalement Le Pen, en raison de sa notoriété et de ses états de service comme ancien député, qui est désigné à ce poste par ses associés. Le voilà enfin président. Certes, mais en liberté étroitement surveillée par Ordre Nouveau.

Le nouveau président, qui a alors quarante-quatre ans, n'apparaît pas comme un perdreau de l'année aux yeux des jeunes loups d'ON. Il a déjà une carrière politique derrière lui. Pour eux, il est même quasiment *has been* et ils comptent bien s'en servir un moment pour s'en débarrasser délicatement ensuite. Mais un événement fâcheux va contrecarrer ces plans : Ordre Nouveau est dissous en juin 1973, en même temps que la Ligue communiste, à la suite d'échauffourées à Paris lors d'un meeting sur « *l'immigration sauvage* ». Et finalement, ce sont

les initiateurs du Front national tout juste créé qui se feront débarquer cette même année 1973 à l'issue d'une épreuve de force et – première de la série ! –, d'une scission, par un Le Pen déjà tout entier à sa proie attaché.

C'est que maintenant il a enfin son pré carré, et il n'entend pas s'en défaire ! Dorénavant, c'est pour lui qu'il roulera. Pour lui seul ! Qu'on se le dise. Tant François Brigneau qu'Alain Robert accuseront en partant leur ex-associé de n'utiliser le mouvement que pour satisfaire ses ambitions personnelles et parviendront à rallier à eux bon nombre de militants. Laissant Le Pen isolé mais toujours président.

Un président de groupuscule qui veut absolument exister dans le paysage politique. Il participe donc pour la première fois à l'élection présidentielle anticipée de 1974 comme candidat de la « droite populaire et sociale ». Il faut dire qu'à l'époque, les choses étaient plus simples. Il n'était pas encore nécessaire de courir éperdument après cinq cents parrainages, rendus publics de surcroît. Cent suffisaient. Ces signatures lui seront obligeamment facilitées par Jacques Dominati, un proche de Giscard. Dominati connaît de longue date Le Pen qui est le parrain d'un de ses fils. Le président du minuscule FN se voit chargé en contrepartie de récupérer le vote pied-noir pour Giscard, au détriment du gaulliste Chaban-Delmas. N'oublions pas le contexte de la guerre d'Algérie et de ses blessures alors encore à vif.

Le Pen aura le même accès que ses collègues candidats à la télévision publique. Mais les temps ne sont pas mûrs, la France est optimiste et prospère. Il n'obtient qu'un très modeste 0,75 % sous les sarcasmes de la LICRA, déjà hyperactive à l'époque et très en pointe dans la promotion de l'immigration qui s'amorce. A l'annonce de sa candidature, son journal, *Le Droit de Vivre*, s'était moqué des ambitions présidentielles du Breton en ces termes : « *Notre vieil adversaire Jean-Marie Le Pen a décidé de travailler dans l'humour. Abandonné, tour à tour, par ses différents supporters, Pierre Poujade, Jean-Louis Tixier-Vignancour, les animateurs d'Ordre Nouveau, tous ses*

*candidats blackboulés aux élections de 1973, condamné pour la diffusion par disques de chants et de discours hitlériens, le fondateur du Front national supporte mal le silence qui s'épaissit autour de sa tumultueuse personne. Il croit avoir trouvé une occasion de refaire surface à l'occasion de l'élection présidentielle où il se présente comme candidat de la "droite populaire et sociale". On peut lui assurer, dès à présent, un gros succès... de rire ».*

C'est dire qu'en 1972, à sa création, le FN apparaît plus que modestement dans le paysage politique français. Ses troupes, disparates, et ses adhérents, sont aussi squelettiques que ses électeurs. Nous sommes à l'époque des trente glorieuses, les Français sont globalement satisfaits de leur sort. Les problèmes d'immigration et d'insécurité ne rencontrent pas encore de grands échos dans le public. Ils apparaissent davantage comme des thèmes de propagande que comme de réels enjeux politiques.

L'année de la création du FN est aussi celle de la signature, en juin, du programme commun de la gauche qui verra les socialistes s'allier sans états d'âme superflus aux communistes pour marcher de concert vers le pouvoir. A cette époque, le Parti est encore puissant et parfaitement aligné sur Moscou. Son programme est antidémocratique et les goulags tournent à plein régime dans l'URSS poststalinienne. Toutes ces brouilles empêcheront-elles l'union sacrée, réalisée dans le seul but de s'emparer du pouvoir ? L'opération ratera en 1974 mais réussira sept ans plus tard.

C'est également cette année-là, le 1<sup>er</sup> juillet 1972, qu'est votée la première loi « antiraciste » ardemment réclamée par la LICRA qui fera intervenir deux membres de son comité central, les sénateurs Gaston Monnerville, radical de gauche, et Pierre Giraud, socialiste. Ce sont eux qui présenteront, défendront et feront voter cette loi qui permettra de criminaliser les oppositions à l'immigration massive qui va bientôt s'intensifier.

En 1974 arrive Valéry Giscard-d'Estaing et sa société libérale avancée déjà bien gauchisante. Le décor se met tout douce-



ment en place pour l'entrée en fanfare de la gauche en 1981.

Pendant ce temps, les choses ne sont pas simples du côté nationaliste. Les anciens d'Ordre Nouveau gardent une sévère dent contre Le Pen. Encouragés par ses résultats plus que médiocres à la présidentielle, ils créent en novembre 1974, pour lui damer le pion, un nouveau mouvement, le Parti des Forces Nouvelles (PFN) : « *Ce que nous voulons faire, c'est un véritable New Deal de la droite en France. C'est bien pour cela que nous lançons un appel à l'union des forces nationales, à la fois contre le libéralisme désuet et contre le marxisme totalitaire* », dira son nouveau secrétaire général, Pascal Gauchon.

Le « *libéralisme désuet* » est une pierre lancée dans le jardin du président du fantomatique FN qui appartient (déjà à ce moment-là !) à la génération précédente pour les petits nouveaux aux dents longues. La guerre va s'installer entre les deux camps, exacerbée par des oppositions stratégiques majeures : le PFN est favorable à des ententes avec la droite parlementaire pour faire échec à la gauche, tandis que le Breton s'arc-boute sur son refus catégorique de toute entente avec les chiraquiens et les giscardiens. Déjà passablement mégalomane, il gagne à cette époque-là le sobriquet de Le Paon, aimablement collé par ses rivaux politiques.

Dans son livre *Les Hommes de l'extrême droite*, paru en 1985, Alain Rollat rappelle le fait suivant pour le moins étonnant, fait dont sans doute Jacques Chirac a perdu la mémoire car il est fort peu relaté : « *C'est à l'automne 1976 que ces différences stratégiques se concrétisent pleinement à la suite d'un appel au rassemblement de la droite nationale lancé par ... Jacques Chirac, qui vient de rompre avec Valéry Giscard d'Estaing en se démettant, en août, de la charge de premier ministre.*

*Jean-Marie Le Pen, dont le parti tient son cinquième congrès, début novembre, à Bagnolet, répond aussitôt par un "non" catégorique à cette proposition et met en garde les militants et les sympathisants du Front national que pourrait séduire le style "musclé" de l'ancien chef de gouvernement. Il incite aussi ses troupes à résister à la tentation du "groupusculisme" et de l'activisme. »*

Apparemment, à cette époque où Chirac est en train de créer le RPR, il ne rechignerait pas à réunir toute la grande famille de droite... sous son aile. Impossible à envisager pour Le Pen qui toujours préférera être le premier dans son village que le second à Rome.

Le PFN, lui, désireux de sortir de la marginalité, répond favorablement à cet appel du pied. Dès l'année suivante, aux municipales de 1977, il aidera le président du RPR à conquérir la mairie de Paris.

C'est en cette importante année 1976 que surviendront deux événements n'ayant aucun lien entre eux mais qui seront déterminants pour Le Pen et son avenir politique : cette année-là, en avril, quelques mois avant la démission fracassante de Chirac de son poste de premier ministre, le duo d'enfer Giscard/Chirac avait décidé, par décret, d'imposer au pays – qui n'a jamais été consulté sur ce sujet capital –, le regroupement familial, mesure calamiteuse qui va rapidement transformer l'immigration de travail en immigration de peuplement. Mesure dont les conséquences, incalculables, c'est le cas de le dire, alimenteront tout naturellement plus tard le « *fonds de commerce* » du FN. Comme diront ceux qui avaient, directement ou indirectement, provoqué cet événement majeur qu'ils ont été par la suite totalement incapables de maîtriser.

Et cette année-là également... il hérite. Ce « il » ne concerne pas le FN mais bien Le Pen personnellement, et sa famille, et il s'agira de ne pas confondre ! Nous reviendrons par la suite sur cet héritage mirifique, qui changera tout pour le clan Le Pen. Un pactole pour la famille, mais pas pour le mouvement qui n'en bénéficiera que très modestement. Pour ne pas dire pas du tout. L'héritage Lambert qui devait permettre au défenseur des idées nationales de se consacrer à sa tâche sans être distrait par de vulgaires soucis d'intendance, installera tout à coup au sommet du mouvement un potentat richissime. Et l'écart va définitivement se creuser avec le PFN, resté pauvre comme un rat d'église.

## UNE NAISSANCE LABORIEUSE...

Si les affaires financières de Le Pen sont florissantes à partir de 1976 – et n’ont jamais cessé de l’être depuis –, politiquement ce n’est pas aussi brillant. C’est même le marasme total. Le FN ne réalise que des scores confidentiels à toutes les élections. Ni lui ni son rival, le PFN, ne seront en mesure de se présenter à la présidentielle de 1981, faute d’avoir pu réunir les cinq cents signatures rendues obligatoires (et publiques) par la réforme de 1976. Cette fois, la rage au cœur, il doit se contenter de regarder passer le train. Qui va s’arrêter dans une gare qui lui sera finalement – et étonnamment –, très favorable.



## 1981 ! La gauche s'installe dans ses meubles

---

Jusqu'à cette date fatidique, les résultats électoraux du Front national, concurrencé de surcroît par le PFN, sont des plus médiocres, lui interdisant tout rôle d'aiguillon ou de nuisance. C'est la gauche enfin officiellement aux commandes – et son subtil président –, qui vont puissamment aider au décollage d'un mouvement qui se révélera fort utile à l'avenir. Pour eux.

N'oublions pas que François Mitterrand et Jean-Marie Le Pen se connaissent bien pour s'être croisés dans les couloirs de la IV<sup>e</sup> République. Tous deux ont été élus députés le 2 janvier 1956, quoique naturellement dans des formations différentes. Et, à l'époque, ils avaient siégé de concert à la commission des affaires étrangères.

Ils s'étaient retrouvés en 1962 témoins à décharge lors du procès du général Salan. Jean-Louis Tixier-Vignancour, défenseur du général, avait requis le témoignage de Mitterrand qui accepta volontiers de venir déposer. Le livre *La main droite de Dieu*, écrit par un collectif de trois journalistes en 1994, relate la rencontre hors tribunal : « *Après s'être serré la main, les témoins d'extrême droite interrogent Mitterrand sur les raisons de sa présence. Jean-Marie Le Pen se souvient de la réponse du futur candidat unique de la gauche : Il nous raconte tout d'abord en riant la petite scène avec les huissiers et son refus de s'as-*

*seoir avec des gaullistes, puis nous explique qu'il juge ce procès inique. Il ne paraissait ni dépaycé ni gêné par nos présences. La conversation fut ce jour-là très agréable ».* Trois ans plus tard, tous se retrouveront à nouveau pour la présidentielle de 1965. Tixier-Vignancour est alors candidat de l'extrême droite – son directeur de campagne se nomme Jean-Marie Le Pen –, et Mitterrand a fini par être celui de la gauche. Tous sont de farouches antigauillistes. Sans surprise, pour le deuxième tour, Tixier appellera à voter Mitterrand.

N'oublions pas davantage, au chapitre des passerelles, les nombreuses accointances de jeunesse du président socialiste avec l'extrême droite, ainsi que ses amitiés fidèles, qui lui furent abondamment reprochées par la suite en de nombreux ouvrages. C'est qu'il n'avait pas la vision manichéenne de l'histoire imposée par les lobbys, qui est désormais de règle.

Sans forcément aller jusqu'à l'entente avérée, il faut reconnaître que bien des points de convergence existent entre les deux compères. Bien plus en tout cas que n'en existeront jamais entre Jacques Chirac et Jean-Marie Le Pen dont la vive animosité réciproque a imperturbablement traversé les décennies pour subsister aujourd'hui, intacte.

### **L'inébranlable et étonnant antilepénisme de Jacques Chirac**

A ce propos, arrêtons-nous un instant sur cette constante hostilité de Jacques Chirac. Voilà un personnage qui au cours de sa longue carrière politique a, sur à peu près tous les sujets, dit tout et son contraire. Qui a changé de cap et fait volte-face un nombre incalculable de fois.

Pourtant, il faut lui reconnaître, au milieu de tous ces errements et fluctuations, un point fixe, une fixation plutôt: sa détestation de Le Pen. Voilà un homme auquel il est au sens propre, allergique. Sans vouloir sonder les reins et les cœurs, on peut hasarder, sans trop de crainte de se tromper, au moins

deux raisons essentielles à cette hargne dont les conséquences politiques furent importantes: tout d'abord les forts penchants communistes de Chirac dès sa jeunesse, alors que Le Pen a toujours fait preuve d'un anticomunisme sincère et virulent. Et deuxièmement, ses liens étroits, tout au long de sa carrière, avec les responsables communautaires juifs. Un sujet qui remplirait un autre livre. Sans oublier, peut-être, qui sait, le rejet catégorique à ses offres de rassemblement de la droite nationale en 1976.

Voilà pour les raisons « avouables ». Moins avouable, mais politiquement facile à comprendre, à partir du moment où il lui sera strictement défendu de s'allier avec lui, la droite aura elle aussi intérêt à diaboliser le FN qui empiète fâcheusement sur ses terres et vient saccager ses platebandes. C'est qu'ils partagent peu ou prou le même électorat. Et que le gâteau n'est pas extensible. Evidemment, si elle avait eu le droit de s'entendre avec ce concurrent encombrant, les choses eussent été différentes. Mais la gauche et les responsables communautaires juifs le lui avaient expressément interdit. Au nom de la « morale » et pour ne pas voir resurgir le spectre hideux des « heures les plus sombres de notre histoire ».

Dans son livre *La montée du FN-1983/1997*, paru en 1997, Roland Gaucher, qui connaissait bien la question pour avoir été présent dès les tous débuts du FN, relate ce qui suit à propos de cette inflexible animosité. Nous sommes en 1985 et un proche de Chirac, Michel Junot, propose un rapprochement entre les deux hommes. Chirac est alors maire de Paris et leader de l'opposition. Le Pen répond en ces termes à l'intermédiaire :

« – Ton ami Chirac est un homme de gauche mal élevé et avec lequel il n'y a rien à faire. Pourquoi m'en veut-il tellement ?

– Je n'en sais rien. Mais pourquoi dis-tu "mal élevé" ?

– Il m'est arrivé d'écrire à François Mitterrand : il a accusé réception. A Giscard : très courtois, il m'a dit, la semaine suivante, à Strasbourg : "Cher ami, vous m'avez écrit." A Raymond Barre, qui m'a invité à déjeuner. J'ai aussi envoyé une lettre à Chirac. Pas

*la moindre réponse, même pas un accusé de réception, contrairement à la politesse la plus élémentaire. C'est un mal élevé qui, de plus, ne peut pas me voir en peinture.*

*Quelques mois plus tard, poursuit Junot, j'ai signé une tribune dans Le Figaro, intitulée « Pas d'ennemi à droite », où je me prononçais pour une alliance strictement électorale entre le RPR et Le Pen. Chirac m'a alors affirmé :*

*– Je ne peux absolument pas te suivre. Jamais. D'ailleurs, je hais ce type.*

*– Mais enfin, tu ne le connais pas. Tu ne l'as jamais rencontré ...*

*– Non. Mais il représente tout ce que je déteste*

*– Tu pourrais le rencontrer, au moins discrètement*

*– Jamais !*

*J'étais stupéfié. J'ai demandé à Le Pen :*

*– Il y a quelque chose entre toi et ce Chirac ?*

*– Jamais. Je ne le connais pas ; je ne lui ai jamais adressé la parole.*

*Le Pen, tracassé, cherchait, lui aussi, à comprendre. Il m'a demandé :*

*– Tu ne crois pas que Chirac a une maîtresse juive qui le monte contre moi ?*

*– Sûrement pas. Mais vous étiez en Algérie à la même époque. Tu ne l'as pas rencontré alors ? Tu ne t'es pas bagarré contre lui ? Il y a dû y avoir un truc quelconque ?*

*– Rien, absolument rien.*

*Le Pen s'inventera plus tard des explications : Chirac a été certainement contraint de prendre des engagements auprès de groupes de pression dans le but d'éliminer le FN. Il mettra d'abord en cause SOS-Racisme et le CRIF. Puis le B'nai Brith ! »*

En réalité, ces explications que Le Pen se seraient « inventées » n'étaient nullement des lubies ou des délires de sa part. Chirac avait effectivement pris des engagements fermes auprès de la communauté juive. Le fait n'est en rien un mystère puisque *Le Monde* le relate en ces termes le 26 mars 1986 : « Enfin, les associations B'nai Brith "lancent un appel à la



*vigilance, attirent l'attention des partis de la nouvelle majorité contre toute tentation de vouloir reprendre les slogans extrémistes sur l'insécurité et les idées xénophobes à l'encontre des immigrés" et "rappellent aux représentants de ces partis leurs engagements pris, au cours des forums du B'nai B'rith, devant la communauté, déclarations reprises après proclamation des résultats du vote, de ne s'allier en aucun cas au Front national" ».*

Voilà qui a le mérite de la clarté. Le B'nai B'rith a interdit tout rapprochement de la droite et de l'extrême droite. Et la droite obéit servilement. Rappelons que nous sommes alors en 1986, les trente-cinq députés FN viennent tout juste d'entrer à l'Assemblée, mais pour que le plan mis au point par Mitterrand fonctionne, il faut que ces ovnis restent isolés comme un groupe de pestiférés débarqués d'une autre planète. Et que la droite ne s'allie en aucun cas avec eux, ce qui ruinerait tout.

Jacques Chirac fut celui qui orchestra ce véritable suicide politique de « son » camp.

En 1987, il récidivera devant le Conseil Représentatif des Institutions juives de France (CRIF) en réaffirmant solennellement que jamais il ne contracterait d'alliance, ni à titre personnel, ni en tant que responsable d'un mouvement politique, avec tel ou tel parti d'extrême droite. Oubliées, les anciennes accointances avec le PFN et les services rendus – et acceptés –, alors! C'est qu'en 1987, Chirac espère se faire élire président l'année suivante et il ne s'agit pas de dévier d'un pouce de la ligne qui lui a été clairement indiquée. Ce qui ne l'empêchera pas de perdre.

Cela dit, les susceptibilités du type de celles mentionnées plus haut, dans le dialogue rapporté par Roland Gaucher, ont bel et bien joué aux yeux d'un Le Pen avide, quoi qu'il en dise, de respectabilité, et très attaché aux marques extérieures de respect à sa personne. Giscard, qui avait « courtoisement » répondu à l'ombrageux président frontiste aura sa récompense : aux municipales de mars 1995, le Breton, pourtant peu enclin à favoriser une droite qui le rejette obstinément, fera

une exception pour Giscard à Clermont-Ferrand. Il appellera à voter pour lui au second tour. Malgré ce soutien, Giscard sera battu de peu.

Réponse logique du berger à la bergère, Le Pen se mettra lui aussi à détester avec constance Chirac, ce verrou solide qui parviendra à empêcher toute entente ou alliance pourtant souhaitée à diverses reprises par les militants et électeurs des deux bords. Premier ministre de la première cohabitation, Chirac s'empressera dès 1986 de revenir au mode de scrutin majoritaire pour les législatives, ce qui privera le FN de ses députés dès 1988. Au nom de la démocratie et de la morale réunies, cela va sans dire. De quoi susciter des haines tenaces.

Etant aujourd'hui l'un et l'autre d'un âge avancé voisin et forcément relativement proches de la sortie de scène définitive – Chirac a quatre ans de moins que son ennemi intime –, il y a fort à parier qu'ils continuent à se scruter avec beaucoup d'intérêt. Et de malveillance réciproque. Avant d'abandonner pour l'instant ce duo en forme de « je te déteste moi aussi », il est curieux d'observer que leur vie familiale présente d'étonnantes analogies qui les prédestinaient peut-être, qui sait, à s'exécrer de la sorte : ils ont tous deux été enfants uniques, également couvés par une mère très aimante qui leur a donné à entendre qu'ils étaient ce qui se faisait de mieux sur terre. Et ils l'ont crue, hélas. Et tous deux n'ont eu que des filles, également omniprésentes dans leur vie politique. Etonnant.

Mais revenons à 1981. Le Pen n'a pas pu concourir cette fois à l'élection présidentielle, faute d'avoir obtenu ses cinq cents signatures. Ce qui lui apparut alors comme une malchance et une injustice fut peut-être au contraire sa grande chance. L'extrême droite étant alors au creux de la vague, et le FN quasi inconnu, il aurait très vraisemblablement réalisé un score ridicule. Avec en prime une image de rescapé de la IV<sup>e</sup> République qui lui serait certainement restée collée aux basques. Mieux valait pour lui ne pas y participer et attendre des jours meilleurs.



## 1981 ! LA GAUCHE S'INSTALLE DANS SES MEUBLES

Il se gardera bien d'appeler à voter Chirac, non plus que Mitterrand du reste. Il invitera ses troupes à voter blanc ou à s'abstenir.

Les législatives qui suivent sont encore calamiteuses pour le mouvement : 0,35% des suffrages. Candidat à Paris, le président du FN engrange un petit 4,38%.

## *Le succès pointe enfin le bout de son nez !*

---

Pour Le Pen, l'arrivée de la gauche au pouvoir est un cadeau du ciel inespéré. Quatre ministres communistes au gouvernement ! De quoi enfin réveiller les Français, espère-t-il. Il redouble d'ardeur dans ses attaques contre la droite, responsable à ses yeux d'avoir provoqué cette situation.

De son côté, la gauche, enfin parvenue à l'Olympe, va vite se rendre compte qu'il était plus facile de « changer la vie » dans les discours que dans la réalité. Les rêves de lendemains radieux cèdent rapidement la place aux réveils douloureux et grincheux. L'immigration se fait de plus en plus visible et revendicative, la délinquance explose et la crise sociale s'amplifie, sur fond de chômage et de mondialisation.

Face à ce constat, il est clair que la droite classique risque de reprendre des couleurs. Et même de ravir à terme à la gauche ce pouvoir si longtemps convoité. Heureusement, l'Elysée est occupé par un président qui ne manque ni de ressources ni de passerelles. La solution se trouverait-elle du côté de l'extrême droite ? Il sait, pour bien l'avoir pratiquée, qu'elle ne présente aucun danger réel. Il considère du reste Le Pen, l'héritier si attaché à ses sous – car il est riche à millions depuis 1976 –, comme un « notable ». Et les notables n'escaladent pas les barricades. L'idée de faire grimper le FN

au détriment de la droite classique commence à faire son chemin dans l'esprit présidentiel. Il amorce le mouvement le 8 mai 1982 en déclarant benoîtement dans un discours : « *L'unité nationale, ce n'est pas l'uniformité, c'est le pluralisme des opinions, le choc des idées* ». Un message qui ne tombera pas dans l'oreille d'un sourd. Le Pen écrit aussitôt au président de la République pour réclamer un meilleur traitement médiatique. Le président va lui répondre très positivement, fera le nécessaire du côté des chaînes de télévision, et la machine sera lancée. Pour le plus grand bénéfice des deux partenaires. Le Pen apparaît sur TF1 dès le mois de juin 1982. Et bien sûr, il ne passe pas inaperçu. Les voilà lancés, lui et son mouvement, comme le souhaitait Mitterrand. Les émissions vont dès lors se succéder car les municipales de 1983 approchent et la gauche les redoute. Il faut empêcher la droite de ramasser la mise. Le livre *La main droite de Dieu* rapporte ce jugement d'alors : « *Il y a incontestablement un mouvement boule de neige dans une telle succession d'interviews, constate le politologue Roland Cayrol. En résulte un effet structurant dans l'opinion en termes d'image et d'impact électoral* ». C'est très exactement ce qui se passe aujourd'hui avec Marine Le Pen, tout aussi instrumentalisée que l'était son père. Du reste, il s'agit d'une instrumentalisation mutuelle volontaire et assumée où chacun a quelque chose à gagner. Sauf le camp national, perdant à tous les coups.

Le résultat de ces subtiles manœuvres ne se fera pas attendre. Les premiers frémissements électoraux du FN, dans le contexte détérioré évoqué plus haut, datent de ces municipales de 1983. Le Pen se présente en mars dans le XX<sup>e</sup> arrondissement de Paris, quartier populaire où les effets de l'immigration et de la crise économique frappent de plein fouet. Et loin d'être seul sur ces créneaux, voilà que ses thèmes sont largement repris par toute la droite dans les grandes villes. Même Chirac, cette année-là, fait campagne à Paris en pourfendant l'insécurité. Et Alain Juppé, tête de liste dans le XVIII<sup>e</sup>, n'hésite pas dans son journal électoral, à établir le lien

## LE SUCCÈS POINTE ENFIN LE BOUT DE SON NEZ !

entre « *immigration clandestine, délinquance et criminalité* ». Un lien qui deviendra tabou par la suite et enverra tout droit les imprudents en correctionnelle. Mais à cette époque, toute la droite embraie encore sans complexes sur ces thèmes. Et ils sont payants.

Le Pen réalise le bon score de 11,26% des voix au premier tour. Il se maintient au deuxième tour, faute d'avoir pu négocier un accord avec Chirac. Certes, il ne sera que conseiller d'arrondissement, mais c'est une première victoire.

Ce succès de mars 1983 va être confirmé par une salve en fin d'année : un trio de bons résultats qui vont intensément donner à réfléchir à la gauche et l'inciter à perfectionner le piège.

Jean-Pierre Stirbois est alors le numéro deux du FN qu'il a rejoint en 1977 et dont il est devenu secrétaire général en 1981. En 1983, il a trente-huit ans, Le Pen, cinquante-cinq. Homme méthodique, organisateur-né, c'est lui qui, avant Bruno Mégret, a entrepris de doter le mouvement des structures qui lui faisaient cruellement défaut. Ce qui ne l'a pas empêché de soigneusement ratisser avec sa femme Marie-France son fief électoral, Dreux. Une ville où l'immigration est particulièrement visible, encouragée par la députée-maire socialiste, Françoise Gaspard. Et ses efforts patients et minutieux portent leurs fruits en septembre 1983.

Le scrutin de mars, qui avait été très serré à Dreux – la gauche l'avait emporté de huit voix –, ayant été annulé, de nouvelles élections sont organisées. Et voilà qu'au soir du premier tour de cette municipale partielle, le 11 septembre 1983, la liste FN menée par Stirbois remporte 16,72% des suffrages exprimés ! Une percée majeure. Le second tour, très médiatisé, apparaît tout à coup comme un test national. Malgré l'opposition de quelques centristes, dont Simone Veil, Jean-Pierre Stirbois s'allie avec le RPR Jean Hieaux pour barrer la route de la mairie à la gauche. Et ils gagnent. Le numéro deux du FN devient maire-adjoint de Dreux.

A ce moment-là, l'entente entre les deux partis n'est pas encore diabolisée comme elle le sera par la suite car la gauche n'a pas encore mis au point l'antidote. C'est une véritable consécration pour le FN, le « *tonnerre de Dreux* ! ». Il est à noter que Le Pen, en vacances, ne jugera pas utile de rentrer soutenir son numéro deux. Le succès est beau, certes, mais justement, un peu trop beau, ne va-t-il pas lui faire de l'ombre ?

Seconde invalidation à succès pour le FN : Aulnay-sous-Bois. Dans cette ville de Seine-Saint-Denis, fief des communistes, l'élection de mars est rejouée en novembre. Le FN n'a aucune implantation locale, mais présente un parfait inconnu, Guy Viarengo, qui affiche un programme efficace quoique succinct: « *Ras-le-bol* ! ». Ras-le-bol de la gauche, du chômage, de l'insécurité, du matraquage fiscal, etc. Il obtient 9,32% des voix. Des voix provenant des quartiers populaires et parfois même des voix de gauche déçues. Au second tour, c'est le RPR qui l'emportera.

Le Pen lui-même va se présenter en fin d'année dans sa terre natale : le Morbihan, circonscription d'Auray. Une législative partielle se joue en décembre, à laquelle il se décide à participer après avoir beaucoup hésité. C'est qu'il risque gros s'il se ridiculise après le score de son numéro deux, surtout dans cette région encore épargnée par l'immigration et l'insécurité. Mais il y va, se présentant comme « député de la mer », et met la gomme, aidé en cela par les médias qui font de lui l'attraction principale de la campagne. De gros moyens de propagande sont libérés par le parti. Au soir du premier tour, le bilan est positif : Jean-Marie Le Pen fait 12,02%. Ouf ! Certes, il ne peut se maintenir au second tour, mais l'essentiel est sauf. Son score prouve que le FN commence à trouver un écho partout en France et pas seulement dans les zones fortement urbanisées.

Cette salve et ces embryons d'alliance, comme à Dreux, vont amplement fournir la gauche en sujets de méditation. Les nouveaux maîtres se sont épanouis sous les ors de la République et n'entendent pas les lâcher de sitôt ! Faire grim-

## LE SUCCÈS POINTE ENFIN LE BOUT DE SON NEZ !

per le FN au détriment de la droite classique est une chose. Mais voir s'allier ces deux adversaires en est une autre, toute différente ! C'est même un danger mortel pour la gauche.

Il faut à tout prix empêcher ces alliances. Un mécanisme à double détente va donc être imaginé au sommet de l'Etat et scrupuleusement exécuté par les médias et associations dites antiracistes : premièrement, Le Pen continuera à se voir accorder un bon accès médiatique afin de gonfler les scores électoraux de son parti – ce seront toujours des suffrages que la droite classique n'aura pas –, mais dans le même temps, on va le diaboliser, corollaire obligé, pour empêcher, d'une part que la poussée n'aille trop loin et d'autre part, pour interdire toute alliance avec la droite. Au nom de la morale et des droits de l'homme réunis, tous domaines où la gauche excelle.

Ce grand tabou ainsi jeté par les excellences morales du pays sur un parti qui ne présente aucun danger réel, mais de grands avantages pour la gauche, va charger la droite d'un handicap insurmontable. Les suffrages « extrémistes » provenant d'un électorat régulièrement et copieusement insulté ne serviront à rien ni à personne et iront se perdre dans les sables mouvants de l'inutilité et de l'innocuité politiques. De simples poussées d'urticaire qui ne prêteront pas à conséquence.

Le FN, cet « ennemi » si utile de la gauche, n'est-ce pas déjà un allié ?

### **Je me vois si belle en ce miroir...**

Il est clair qu'à partir des années suivantes, on a la très nette impression d'assister entre la gauche et Le Pen à la mise en place d'un jeu de rôles dont la finalité est de torpiller la droite. Puisqu'après tout, la droite, en la personne de Chirac, obéit aux diktats du camp adverse et le rejette obstinément, pourquoi être plus royaliste que le roi ?

Et finalement, Le Pen, avec son goût de la provocation et son ardent désir d'exister politiquement d'une façon ou d'une



autre, y trouvera lui aussi son compte. Le Breton va avoir son espace politique, limité certes mais où il règne en maître absolu, et au fil des années, toute la vie politique française va finir par tourner autour de lui, de son « *fonds de commerce* » et de ses « *dérapages* ». Pas mal, finalement, pour quelqu'un qui n'avait même pas pu se présenter en 1981.

Le jeu de rôles sera mené de main de maître et ses effets perdurent, facilités par la présence en France d'une presse massivement acquise aux objectifs et idéaux de gauche. On peut même considérer cette manœuvre magistrale comme le fondement de la suprématie absolue de ces mêmes idéaux pendant les dernières décennies. Leur assurance-vie, en quelque sorte.

Jamais durant les années d'intense diabolisation qui vont suivre le FN n'a cessé de tendre à la gauche un miroir dans lequel celle-ci se voyait si belle qu'elle s'en pâmail : tolérante, généreuse, ouverte à toutes les différences, follement prodigue de l'argent des Français, etc. Un merveilleux exemple pour le reste de la planète, un rêve éveillé. Le FN symbolisait à lui tout seul le méchant principe de réalité contre lequel il fallait lutter de toutes ses forces. Et qu'il fallait nier, encore et toujours nier, pour parvenir à enfin « changer la vie ».

L'ennui, c'est que le principe de réalité, qui avait été jeté à la porte comme un malpropre, a fini par rentrer par la fenêtre. Et par tous les orifices. Son mufle hideux est notamment apparu pour de bon lors des premières manifestations avérées d'un antisémitisme des banlieues qui n'était pas prévu au programme. A ce moment-là, les de souche, eux, ayant déjà été réduits au silence, il n'y avait plus grand-chose à craindre de leur côté. Les nouveaux arrivés, par contre...

C'est à partir de ce moment-là, autour de l'an 2000, qu'une certaine « dédiabolisation » tout aussi instrumentalisée que son contraire, a commencé à faire surface. Mais nous y reviendrons.

---

## *Premier palier : les européennes de 1984*

---

Ces élections vont marquer une étape importante pour Le Pen. Pas en raison de leur intérêt politique, car elles n'en ont quasiment aucun, surtout en 1984. Les Français se fichent du tiers comme du quart de ces députés siégeant à Strasbourg ou Bruxelles. Du reste, pas loin de la moitié des électeurs – 43% plus précisément –, ne se déplacera même pas pour aller voter. Il n'en demeure pas moins que les quatre-vingt-un sièges français à pourvoir sont répartis à la proportionnelle, ce qui laisse pour une fois toutes ses chances au FN. Et puis, chacun sait que ces mandats, à défaut d'être importants, sont fort lucratifs.

Comme dans le cas de Marine Le Pen aujourd'hui, le coup de pouce au mouvement va passer par les médias et la sacro-sainte télévision. C'est que le contexte socio-économique est toujours aussi mauvais pour la gauche au pouvoir depuis trois ans et qu'il faut songer à limiter la casse.

Le 13 février 1984, soit quelques mois avant le scrutin, François Mitterrand fait donc inviter Jean-Marie Le Pen à *L'Heure de Vérité*, sur Antenne 2. Le président de la République est en effet intervenu personnellement à cet effet, au nom de la « *pluralité des opinions* ».

Il ne s'agit pas là d'un mince cadeau : *L'Heure de Vérité* présentée par François-Henri de Virieu à une heure de grande écoute est la principale émission politique du moment. Y être invité est considéré comme la consécration pour un homme politique.

Quoiqu'il soit alors âgé de cinquante-six ans, c'est pour Le Pen le baptême du feu dans une émission de ce type et il va y faire des étincelles. Plus encore, rompant pour une fois l'omerta officielle sur le sujet, il imposera une minute de silence durant l'émission à la mémoire des victimes du communisme, déclarant : « *Je voudrais me lever à mon tour pour observer une minute de silence à la mémoire des dizaines de millions d'hommes qui sont tombés victimes de la dictature communiste, et avoir une pensée fraternelle pour tous ceux qui se trouvent dans les camps et au goulag* ». La moitié de l'assistance se lèvera, l'autre restera assise.

C'est à cette époque-là que le FN commence à accueillir des transfuges du RPR et de l'UDF, des militants pour la plupart. A l'étage au-dessus, celui des élus, on attend encore prudemment de voir comment les choses évolueront. Mais ces nouvelles recrues participent fortement à l'implantation locale.

De février à juin 1984, encouragé par les résultats très positifs de ses prestations médiatiques, Le Pen va réaliser un tour de France politique, enchaînant les meetings où les gens paient leur entrée vingt francs de l'époque.

Car rien n'est gratuit en ce bas monde et le FN est pauvre, du moins officiellement. C'est Le Pen qui ne l'est pas, mais qui le sait vraiment ? De toute façon, le public ne se plaint pas. Il en a pour son argent : le président du FN est en grande forme et offre aux salles déchaînées un festival de formules qui font mouche. Alain Rollat nous les rappelle dans *Les Hommes de l'extrême droite*. En voici un échantillonnage choisi : « *Je me présente : je suis la bête immonde qui monte... Nous dérangeons les partis traditionnels. Nous les empêchons de bander à quatre* » ; « *La patrie n'est pas un hôtel de passe pour six millions d'immigrés dont une petite partie travaille et une majorité sont des*

*assistés. Nous devons réserver la France aux Français. Nous ne sommes pas des xénophobes mais on ne s'invite pas chez nous* » (Compiègne, 3 mars) ; « *C'est un instituteur, Benito Mussolini, qui a fondé le parti fasciste italien. Oui, c'est vrai ! S'il doit y avoir demain un fascisme dans ce pays, il viendra en priorité, je le dis, d'un parti socialiste et de la Fédération de l'Education nationale, cet état syndical dans l'Etat* » (Versailles, 25 avril) ; « *Je suis un Robin des bois qui n'a pas honte de tirer des flèches dans les grosses fesses des occupants (...) je suis Super-Dupont, le Zorro des pauvres* » (Lyon, 8 juin). Etc, etc. En tout cas, des réparties qui tranchent clairement sur la triste langue de bois pratiquée par les énarques.

Les bénéfices ne se font pas attendre : le 17 juin, le FN, qui se présente sous l'étiquette « *Front d'opposition nationale pour l'Europe des patries* », confirme bel et bien sa percée de l'année précédente et ce, en dépit des prévisions des sondages, obtenant 10,95% des suffrages. Juste derrière les communistes qui recueillent quand même encore 11,21% des voix. Jean-Marie Le Pen pavoise : dix élus ! Parmi eux, les principaux dirigeants du FN certes, mais également plusieurs renforts utiles à l'image et au développement ultérieur du mouvement : le diplomate Michel de Camaret qui n'achèvera pas son mandat car il décède en 1987 ou Olivier d'Ormesson, député européen sortant puisqu'élu en 1979 sur la liste Veil. Cette fois, le maire d'Ormesson-sur-Marne est député européen FN. Lui non plus n'achèvera pas son mandat puisqu'il quittera avec fracas le mouvement en 1987 à la suite de l'affaire « du détail », dont nous reparlerons. Autre personnage étonnant élu parmi les dix : Gustave Pordea, Roumain naturalisé Français, au parcours pour le moins atypique, qui fut soupçonné d'être un agent d'influence au service de la Roumanie de Ceausescu.

Lorsque Pierrette Le Pen quittera son mari, quelques mois après les européennes, elle révélera dans les salves d'un divorce à la mitrailleuse quelques dessous peu affriolants relatifs à l'attribution des places éligibles, et au prix élevé qui aurait été

demandé à certains pour les obtenir. Comme nous l'avons dit, rien n'est gratuit au FN et si le public paie pour entendre son idole, au niveau au-dessus, il faut carrément alléger son compte en banque pour espérer être élu.

Voilà en tout cas Jean-Marie Le Pen député européen, fonction qu'il occupe toujours à ce jour et dont il va pleinement profiter à tous points de vue. Il va ainsi présider, de 1984 à 1989, le Groupe des droites européennes, composé principalement des élus FN et MSI italiens. Outre les avantages matériels conséquents procurés par l'existence d'un groupe parlementaire, il voit s'ouvrir devant lui de nouveaux horizons riches de contacts potentiels.

Avec ses dix élus européens, qui ont d'autant limité le succès de la liste de droite menée par Simone Veil, le FN vient de franchir une étape. Merci, François Mitterrand. Et ce n'est pas fini.



## *Encore plus fort : les législatives de 1986*

---

**M**itterrand voit loin et à peine tournée la page des européennes – un revers pour la gauche comme prévu, et une victoire pour la droite, quoique limitée par l'émergence du FN –, voilà qu'il faut déjà penser aux législatives de 1986. Comment les préparer au mieux ? C'est qu'elles aussi s'annoncent plutôt mal pour les socialo-communistes, l'état de grâce étant bel et bien révolu. Qu'à cela ne tienne : les modes de scrutin ne sont-ils pas faits pour être manipulés au gré des intérêts du moment ?

Le chef de l'Etat décide donc de modifier la donne et de passer au scrutin proportionnel, comme aux européennes ! La recette est bonne, pourquoi ne pas la resservir ? Il sait naturellement qu'en agissant ainsi, il fera inmanquablement entrer un groupe FN à l'Assemblée nationale. Tant mieux ! Ce seront autant de sièges que la droite classique n'aura pas ! Il est assez amusant de noter que le premier ministre de l'époque chargé de la mise en œuvre de la décision présidentielle est... Laurent Fabius, pourtant membre distingué de la LICRA. Tout comme François Mitterrand, qui en est membre d'honneur de longue date. Fabius opérera pourtant sans protester et sans d'ailleurs que les associations dites antiracistes ne donnent de la voix. Car c'est pour le bon motif : que la gauche reste au pouvoir à n'importe quel prix et que l'on continue à se partager le gâteau entre soi.

En octobre 1985, Le Pen a donc droit à une nouvelle *Heure de Vérité*, afin de bien remonter la mécanique avant l'échéance. A ce moment-là, le président du mouvement croit réellement pouvoir peser sur les événements et il se voit jouer un rôle clé dans les années à venir. Dans son livre *Ne dites pas à ma mère que je suis chez Le Pen, elle me croit au RPR*, paru en janvier 1986, François Bachelot, alors dans la première fraîcheur de son engagement tout neuf au FN, rapporte les prévisions du chef pour les législatives qui s'annoncent : « *Pour la première échéance, celle des législatives [la seconde étant la présidentielle de 1988, NDLA], nos résultats seront tels que personne, dans ce qu'on appelle la « droite », ne pourra rien faire sans nous, ni l'UDF, ni le RPR, sauf à s'allier avec la gauche, ce qui sera leur choix et leur problème. Quelle sera notre attitude ? S'ils nous demandent de participer à un gouvernement, les choses seront simples car il y aura une plate-forme politique qui nous sera soumise. Ou bien elle réalisera effectivement une avancée décisive vers la rupture avec le socialisme, et nous participerons, ou bien elle ne comportera pas les éléments fondamentaux de cette rupture, et nous ne participerons pas* ».

Là, Le Pen rêve tout haut car à ce moment-là, il espère que sortira de son « Rassemblement national » un groupe de cinquante à cent députés. C'est en effet sous l'étiquette plus large de « Rassemblement national » qu'il se présente, Bruno Mégret ayant rejoint en 1985, quoique sans enthousiasme excessif, le mouvement. Il apporte dans la corbeille de ce mariage de raison ses Comités d'action républicaine (CAR) qui se morfondaient dans la marginalité. De son côté, le FN manque cruellement de cadres. Le polytechnicien Mégret, transfuge du RPR, est le bienvenu. Chacun y trouve son intérêt. Et dans un premier temps, la complémentarité prendra largement le pas sur la rivalité qui finira par s'instaurer entre ces deux personnages aussi dissemblables que possible.

Donc, à ce moment-là, Le Pen voit grand. En fin de compte, au soir du 16 mars 1986, il ne remporte que 9,65 % des suffrages et c'est un groupe de trente-cinq députés FN/CNIP qui entre à l'Assemblée nationale. Il est vrai que quelques

jours avant le scrutin, un colleur d'affiches du FN marseillais avait mortellement blessé un adversaire, ce qui suscita un énorme hourvari médiatique, et empêcha, sans doute, le FN de dépasser ce résultat, et François Mitterrand de réussir son pari. C'était un groupe appréciable, certes, mais néanmoins insuffisant pour espérer rebattre les cartes du jeu politique et s'imposer au milieu de la scène. La vraie partie va se poursuivre sans lui.

Il faut se demander qui furent ces députés<sup>(1)</sup> : dix-neuf d'entre eux provenaient globalement des milieux de droite « classique » et avaient rejoint le FN en 1984/85/86. Il s'agissait de : Bruno Gollnisch (Rhône), Pierre Descaves (Oise), Jean Roussel (Bouches-du-Rhône), Bruno Chauvière (Nord), Guy Herlory (Moselle), Pierre Sargent (Pyrénées-Orientales), Pascal Arrighi (Bouches-du-Rhône), François Bachelot (Seine-Saint-Denis), Yvon Briant (Val d'Oise), Pierre Ceyrac (Nord), Charles de Chambrun (Gard), Michel de Rostolan (Essonne), Gabriel Domenech (Bouches-du-Rhône), Edouard Frédéric-Dupont (Paris), Hervé le Jaouen (Loire), Jean-Claude Martinez (Hérault), Bruno Mégret (Isère) et François Porteu de la Morandière (Pas-de-Calais).

Les autres étaient des « historiques », tels Roger Holeindre et Jean-Pierre Revaud, d'anciens militants du PFN, tels Robert Spieler ou Gérard Freulet, ou d'anciens solidaristes, tel Christian Baeckeroot qui avait suivi Jean-Pierre Stirbois. On peut considérer qu'en cette occasion, le FN avait bel et bien réussi à attirer un certain nombre de personnalités qui pouvaient jouer un rôle à l'avenir et considérablement développer le mouvement. Or, hormis quelques-uns qui moururent au cours des années suivantes – notamment Jean-Pierre Stirbois en 1988 dans un accident de la route –, on peut compter sur les doigts d'une seule main ceux qui restèrent et plus encore, ceux qui sont toujours au FN aujourd'hui. Naturellement, il y a Bruno Gollnisch, qui croyait avoir fait

1) La liste complète des députés FN élus en 1986 figure en annexe.

une bonne affaire en viager et qui avala bien des couleuvres dans cet espoir, et l'un ou l'autre apparatchik toujours présent, le doigt sur la couture du pantalon.

Tous les autres finirent par comprendre plus ou moins rapidement que la seule chose que le président attendait d'eux était de faire de la figuration intelligente et d'applaudir au bon endroit. La politique était chasse gardée. Il ne fallait surtout pas risquer de faire de l'ombre au numéro un.

L'opération montée en 1986 par Mitterrand pour faire échec à la droite en installant durablement le FN dans le paysage politique échouera quand même lors de ces élections car malgré cet énorme caillou dans sa chaussure, l'opposition remporta de justesse ces législatives. Et le pays connaîtra sa première cohabitation, avec Jacques Chirac comme premier ministre. Lequel avait déjà annoncé sa décision, toute démocratique, de revenir immédiatement au mode de scrutin antérieur. Ce qu'il s'empressa de faire. Ce qui prouve bien que certaines promesses sont tenues.

En 1986, à peine arrivés, les députés FN avaient apporté leurs voix au socialiste Roland Dumas qui brigait la présidence de la Commission des affaires étrangères, contre le centriste Bernard Stasi. Dumas les accepta sans faire d'histoires. Un service en vaut bien un autre.

### **Les régionales aussi**

Cette élection ne doit cependant pas en occulter une autre, fort importante aussi, qui se déroula le même jour : les régionales. Une innovation là encore car pour la première fois, les électeurs désignaient au suffrage universel les assemblées régionales. Le FN fera un score très voisin de celui des législatives : 9,56 % des voix. Ce qui était bien normal, les électeurs étant invités à désigner en même temps leurs députés et leurs conseillers régionaux. Il obtiendra 137 élus.

A ce moment-là, la diabolisation à l'encontre du FN existe, certes, orchestrée par les associations dites antiracistes,

toutes de gauche naturellement, mais les « dérapages » ne sont pas encore intervenus. Des accords vont donc pouvoir se nouer pour ces régionales entre droite classique et FN. Les dirigeants RPR/UDF, sous la pression de leurs troupes en province, laisseront faire. C'est grâce à l'appoint des voix frontistes que plusieurs régions vont être cogérées par la droite et le FN : Languedoc-Roussillon ou PACA, notamment. Leurs présidents, Jacques Blanc et Jean-Claude Gaudin, tous deux UDF, ne feront pas la fine bouche.

Deux ans plus tard cependant, en 1988, lorsque Mitterrand tout juste réélu renvoya l'Assemblée nationale devant les électeurs – une décision qui prit Le Pen de court –, tout le groupe FN fut balayé. Difficile en effet pour les pestiférés de se faire élire au scrutin majoritaire. Et puis, on n'avait plus vraiment besoin d'eux, maintenant, ils gênaient. Tout le groupe ? Non, car un seul irréductible, ou plutôt une seule, surnagea : Yann Piat, députée du Var. Le président du FN, candidat à Marseille, y obtint un bon résultat, mais insuffisant cependant pour se faire réélire, ce qui constitua pour lui une très grosse déception. Et une vraie humiliation.

On pourra admirer au passage l'implacable « logique » républicaine et démocratique qui permit aux communistes dont les scores avaient été très voisins de ceux du FN, d'entrer cependant dans la nouvelle Assemblée... avec un groupe de vingt-cinq députés.

Yann Piat raconte dans son livre *Seule, tout en haut à droite* [la place qu'elle occupait dans l'hémicycle, NDLA], paru en 1991, que le soir de sa victoire, le 12 juin 1988, elle attendit en vain un coup de fil du chef : « *Pendant plusieurs jours, j'ai espéré un appel de Jean-Marie Le Pen. Jamais Jean-Marie Le Pen n'a décroché son combiné pour me dire trois petits mots. Et son silence obstiné m'a peinée. Cet homme, pourtant, était à mes yeux plus que le patron du mouvement politique auquel j'ai adhéré. Le Pen, c'était comme mon père spirituel. Et ma victoire, c'est à lui, et à lui seul, que je voulais l'offrir* ».



## FN : TOUT ÇA POUR ÇA !

C'est que Le Pen était furieux. Un crime de lèse-majesté venait d'être commis. Un seul et unique député FN et ce n'était pas lui ! Roland Gaucher nous conte sa réaction, à laquelle il assista, dans *La montée du FN 1983-1997* : « Je me souviens de la tête que faisait Jean-Marie Le Pen à la télévision le soir des élections législatives de 1988, tandis qu'au même moment, sa filleule Yann Piat était élue dans le département du Var. Elle allait nous quitter en compagnie du Dr Bachelot quelque temps plus tard. Mais elle était peut-être encore récupérable. Il n'eut pas un mot pour elle ».

## *Le FN s'incruste dans le paysage politique*

---

**J**ean-Marie Le Pen a-t-il jamais cru pouvoir arriver au pouvoir ? S'il l'a fait, c'est dans l'euphorie des premiers succès, ceux des européennes de 1984, suivis des législatives de 1986. Le FN est alors en pleine ascension et Le Pen se prend à rêver.

C'est à cette époque, alors qu'il règne sur un groupe de trente-cinq députés à l'Assemblée nationale, qu'il entreprend de nombreux voyages à l'étranger pour fortifier sa carrure de présidentiable. En visite aux Etats-Unis en février 1987, il s'arrange pour serrer la main du président Ronald Reagan. Une photo qu'il se chargera de diffuser largement.

A ce moment-là, il se voit déjà au deuxième tour de la présidentielle de 1988. Il est persuadé d'être le seul à même de pouvoir battre Mitterrand. Dès mai 1987, lors d'un banquet à Issy-les-Moulineaux, il annonce espérer un score de 20%. Cette fois, ce n'est pas comme en 1981, il peut concourir sans problème de signatures, la gauche y a veillé.

C'est dire qu'il va tomber de haut au soir du 24 avril 1988. Son score est bon, pourtant : 14,38 %. Mais voilà, il n'est jamais que quatrième, derrière Mitterrand, Chirac et Barre. C'est ce Chirac exécré qui est au deuxième tour, à sa place. Avec un score plus que médiocre, pourtant : pas même 20%. Le Pen a alors déjà soixante ans et il commence à s'aigrir. La réussite suprême n'arrive pas aussi vite que prévu. On lui fait

miroiter un joujou magnifique qui se dérobe toujours lorsqu'il s'approche trop près.

Roland Gaucher nous dépeindra cette fois encore sa réaction en ces termes : « *Pourtant, sa première réaction est la fureur. Nous sommes un certain nombre à être présents autour de lui dans la salle à manger de Montretout. Il nous quitte brusquement pour gagner le premier étage. Et il est clair que si le résultat n'est pas celui qu'il espérait, c'est notre faute. Il se calmera assez vite pour venir déclarer devant les chaînes de radio et de télévision qu'il a obtenu un grand succès.* »

Très déçu par la réaction des Français à ses pressantes avances, il se gardera bien d'appeler à voter Chirac pour le second tour. Et refusera officiellement de choisir entre « *le pire et le mal* ».

Aux municipales de 1989, les résultats du FN, mal implanté, sont modestes. Du reste, c'est par excellence le scrutin qui n'intéresse pas Le Pen. Les préoccupations locales, celles qui motivent les électeurs, ne sont vraiment pas la tasse de thé du président qui voit les choses de beaucoup plus haut. Il n'empêche que son mouvement décroche à cette occasion sa première mairie, puisque Charles de Chambrun, ex-député de 1986, se fait élire à Saint-Gilles, commune du Gard. Il démissionnera de ce mandat trois ans plus tard.

1989 est également à nouveau l'année des européennes, un scrutin autrement plus intéressant, financièrement parlant. Là, on se dispute féroce­ment les places éligibles. Le Pen est seul à décider de la composition de la liste et il distribue les apanages à ses affidés. Quelques sortants rempilent, mais un certain nombre de « nouveaux » apparaissent : notamment Bruno Mégret, qui avait perdu comme les autres son mandat à l'Assemblée nationale, et Yvan Blot, venu du RPR justement en cette année 1989.

Jean-Pierre Stirbois, le numéro deux reconnu du mouvement, avait trouvé tragiquement la mort quelques mois auparavant. Sa veuve, Marie-France Stirbois, faisait équipe avec

lui et était elle aussi une militante historique. Elle venait de se faire élire conseillère municipale à Dreux en mars et l'on s'attendait à sa présence sur la liste des européennes. Il n'en fut rien et Le Pen osa dire alors : « *Le fait d'être la veuve de Jean-Pierre Stirbois n'a joué aucun rôle, il n'y a aucun héritage politique. Nous avons tous été chagrinés de perdre notre camarade. Mais son autorité, son poids politique ont hélas disparu avec lui. Nous avons proposé à Mme Stirbois d'être la troisième femme sur la liste, ce qui n'est pas désobligeant. Nous nommons des gens en fonction de leur compétence, pas en fonction de leur sexe* ». Etre la « *troisième femme sur la liste* » la plaçait à la vingt et unième place, bien sûr inéligible. Entendre Le Pen récuser vertueusement les héritages politiques au nom de la compétence ne manque pas de sel à la lumière des récents développements au FN.

M<sup>me</sup> Stirbois prendra une revanche éclatante cette même année puisqu'en décembre 1989, à la faveur d'une législative partielle, elle parviendra à se faire élire députée d'Eure-et-Loir avec 60% des suffrages. Yann Piat ayant entre-temps été exclue du mouvement, en octobre 1988, elle sera la seule et unique députée FN jusqu'en mars 1993. Après, il n'y en aura plus jusqu'en 1997 qui verra Jean-Marie Le Chevallier s'imposer dans la première circonscription du Var. Son élection sera invalidée un an après et lui-même quittera le FN en 1999.

Ouvrons une parenthèse pour rappeler que Yann Piat, Marie-France Stirbois et Jean-Marie Le Chevallier ont été les trois seules personnalités du mouvement à avoir réussi à se faire élire députés au scrutin majoritaire. Un exploit que personne d'autre n'a réussi. Pas plus le président que les autres. Inutile d'aller chercher beaucoup plus loin les raisons inextricablement mêlées de rancœur et de jalousie qui conduiront à leur exclusion future pour Piat et Stirbois. Et à l'éloignement pour Le Chevallier.

En attendant, les résultats de ces européennes constituent à nouveau une grande déception : on s'attendait, au Front, à faire au moins 15% des voix et voilà que la liste fait un modes-

te 11,73%, soit 0,78% de progression en cinq ans. Le groupe stagne toujours à dix élus<sup>(2)</sup>.

C'est qu'entre-temps, divers dérapages lepénistes plus ou moins contrôlés ont entraîné une diabolisation renforcée qui s'est montrée redoutablement efficace. Comme prévu, le FN est bien ancré dans le paysage politique, mais pas trop quand même. Son seul vrai pouvoir est celui de nuisance, essentiellement de la droite classique. Et il présente le grand avantage de servir de nécessaire soupape de sécurité, les électeurs excédés par l'arrogance de la classe politique ayant besoin à intervalles réguliers de pouvoir décharger leur bile. Avant de rentrer dans le rang lorsque l'on agite l'épouvantail voulu sous leur nez. Le FN est fait pour ça.

Par la force des choses, Le Pen va donc s'installer de plus en plus confortablement dans la peau du méchant de service. Un rôle à sa mesure, finalement, qui lui permettra de jouer sa partition sur la scène politique et d'y vociférer à sa guise. Sans tous les tracas et embêtements divers du vrai pouvoir. Ce rôle-là, on le lui laisse et même, on l'encourage fortement à le jouer. En prime, et c'est tout bénéfice pour le système, entièrement occupé à jouer son personnage, et de toute façon naturellement mégalomane, Le Pen négligera de développer son mouvement qui n'existe, de son point de vue, que par et pour lui.

---

2) Leur liste figure en annexe.



## *Qui craint le grand méchant loup, méchant loup, méchant loup... ?*

---

Jean-Marie Le Pen, communauté juive de France et diabolisation sont des paramètres intimement mêlés. Ce sont les responsables et l'intelligentsia communautaires qui ont au premier chef joué la partition de la diabolisation avec la bénédiction et les encouragements de l'Elysée, et ce, pour le plus grand bénéfice de la gauche. Ils ont naturellement utilisé pour cela de nobles prétextes moraux, particulièrement difficiles à battre en brèche, contrairement aux arguments politiques. La poussée électorale du FN va donc voir l'éclosion, en parallèle, de toute la floraison d'associations dites antiracistes grassement subventionnées par le contribuable, dont la seule raison d'être, avec la complicité active des médias, sera d'agiter l'épouvantail aux yeux des Français effrayés. Ceux qui ne seront pas suffisamment effrayés et persisteront dans leur vote « extrémiste » seront systématiquement et publiquement insultés.

Cette intelligentsia communautaire n'a pas eu à se forcer. Globalement, elle vomissait d'instinct le président du FN, bien avant ses premiers dérapages. A une époque où elle était elle-même massivement à gauche, elle détestait en lui le nationaliste et l'anticommuniste. Et à travers lui, toute l'« extrême droite », forcément raciste et antisémite de son point de vue.

Elle a accepté le gros coup de pouce élyséen à Le Pen parce que c'était pour le bon motif – handicaper la droite classique et conserver le pouvoir –, mais, en compensation, elle a veillé avec une sourcilleuse vigilance à resserrer toujours plus autour du cou de ce personnage honni le nœud coulant de la diabolisation. Il faut reconnaître que lui-même a bien aidé à la manœuvre.

A la première invitation de Le Pen à l'émission *L'Heure de Vérité*, en février 1984, Jean-Louis Servan-Schreiber est préposé aux estocades et il tente de coincer l'invité diabolique en le titillant sur l'antisémitisme, cette gigantesque tarte à la crème qui fonctionne quasiment à tous les coups. Rappelons qu'à cette date aucun dérapage officiel n'est encore intervenu.

Patrick Buisson dépeindra le « *calamiteux J.-L.S.-S.* » en ces termes quelques mois plus tard (*Album Le Pen*) : « *Ce Torquemada passé à l'after-shave tient dans la distribution le rôle de procureur de l'antiracisme frénétique. De toute évidence, il est venu, en compagnie des groupies du clan Schreiber, régler un compte personnel. Condamné en première instance et en appel pour avoir traité Le Pen de "raciste" au détour d'un entretien télévisé avec Jacques Chirac, le directeur de L'Expansion entendait bien obtenir à l'écran ce que lui avait refusé la cour : la mise à mort solennelle de la "bête immonde". On la lui avait préparée pour ainsi dire sur un plateau.* »

A une attaque concernant François Brigneau, alors à nouveau proche de lui, Le Pen se borna à répondre : « *Je considère les juifs comme des citoyens comme les autres, mais pas comme des citoyens supérieurement protégés. Ils ne le sont pas plus que ne le sont les Bretons ou d'autres et on finirait par croire, M. Servan-Schreiber, qu'il en est ainsi, et qu'il y aurait en quelque sorte deux catégories de Français, dont certains seraient légalement mieux protégés que les autres. Certains le pensent aussi pour les étrangers. Je suis personnellement de ceux qui pensent que dans notre pays, s'il doit y avoir une protection supérieure, elle doit l'être à l'égard des Français !* ».

### **La France antisémite ?**

Il est permis de s'autoriser beaucoup d'écarts dans le domaine politique : on peut se moquer du bon peuple, faire rentrer par la fenêtre les traités qu'il a cru avoir jetés à la porte et les lui imposer comme si de rien n'était, gaspiller l'argent public, renier ses promesses à peine élu. Toutes ces brouilles ne comptent pas tant elles sont monnaie courante. Il n'y a pas là de quoi fouetter un chat.

Par contre, il existe un péché absolument capital qu'aucun politicien soucieux de sa carrière ne songerait à commettre, même en rêve : ce péché consisterait à douter du dogme selon lequel la France étant un pays définitivement et féroce-ment antisémite, ses habitants doivent être étroitement surveillés, bien canalisés et punis lorsque nécessaire. La classe politique ayant, quant à elle, le douloureux devoir de protéger de toutes les façons possibles une communauté juive perpétuellement menacée.

Ce dogme gravé dans l'airain a servi d'axe autour duquel pratiquement toute la vie politique du pays a tourné pendant plusieurs décennies, au point même de finir par gommer toutes différences entre droite et gauche. Puisque tout le monde sans exception était prié de sacrifier à la nouvelle religion, dite de l'« antiracisme ». Ce dogme a naturellement servi de base à la diabolisation du FN.

Qui avait intérêt à un tel montage ? Un montage de toute évidence car si la France avait réellement été le pays antisémite décrit sur tous les tons, les juifs l'auraient quittée en masse. Ils avaient à présent un point de chute, Israël, ce qui n'était pas le cas auparavant. Mais ils se sont bien gardés de partir.

Ces accusations perpétuelles d'antisémitisme constituent, soit dit en passant, une bien curieuse façon de remercier un pays qui malgré le difficile contexte des années d'avant-guerre fut malgré tout accueillant aux parents et grands-parents des responsables communautaires actuels, lesquels, fuyant

l'Europe de l'est, furent alors bien heureux de pouvoir y trouver refuge. Mais ce montage était une pièce essentielle du dispositif destiné à disqualifier la droite, coupable de Vichy et de tous les maux de la terre. Et, par voie de conséquence, à promouvoir la gauche pour l'aider à accéder au pouvoir et à s'y maintenir.

Emblématique à cet égard est le pamphlet que publia Bernard-Henri Lévy en février 1981, soit quelques mois avant l'élection de François Mitterrand : *L'idéologie française*. Il s'agissait d'instruire en bonne et due forme un procès contre la France, son histoire, ses traditions, ses penchants réels ou supposés. Et de la condamner en bloc, bien entendu. BHL entamait là une brillante carrière de belle conscience patentée, dorée sur tranche.

A ce stade, et pour comprendre pleinement comment et pourquoi la diabolisation a pu « prendre » aussi facilement dans notre pays, il faut revenir aux sources et, n'en déplaise à la nouvelle présidente du FN *new look*, remonter aux conséquences de la dernière Guerre mondiale.

### **Retour aux sources**

On ne peut en effet saisir toutes les implications, les dimensions et surtout les raisons de la diabolisation qui s'attacha si étroitement au FN si l'on ne connaît pas un peu d'histoire récente. Et Marine Le Pen a grand tort de considérer la Seconde Guerre mondiale et ses prolongements comme d'antiques lunes tout juste bonnes à exciter encore quelques vieux schnocks qu'elle s'est empressée de jeter par-dessus bord. Si ignorer l'histoire et ses leçons est fâcheux pour tout un chacun, que dire alors pour celui ou celle qui prétend diriger un parti politique et incarner une vision pour le pays ? C'est carrément en faire un analphabète politique.

Car le fait est que nous vivons toujours sur les conséquences de cette funeste période de notre histoire. Au sortir de la guer-

re, l'URSS totalitaire se trouvait du côté des vainqueurs. C'est la raison pour laquelle seul le totalitarisme vaincu fut chargé de tous les péchés tandis que le totalitarisme vainqueur devenait parfaitement fréquentable et se mit même à donner des leçons de démocratie. Or la France fut, et reste, un pays de forte influence communiste et faire l'impasse sur ce fait historique ne peut que conduire à des interprétations partielles et erronées.

Sans vouloir entrer dans des détails qui échappent au cadre de ce livre, rappelons que la poussée des communistes en France, fortement financée par Moscou, remonte aux années 1930. En vertu des préceptes enseignés par le communiste Antonio Gramsci, la gauche eut soin de préparer son arrivée au pouvoir politique en installant sa prééminence intellectuelle et culturelle dès ces années-là. L'« antifascisme » fut inlassablement relayé par les intellectuels compagnons de route. En gros, était « fasciste » tout ennemi du communisme. Grossier mais efficace. Et qui oserait prétendre que les choses ont véritablement changé ?

Le « fascisme » est toujours l'ennemi public numéro un. Ennemi de carton-pâte tandis que les crimes communistes, autrement plus réels, sont discrètement évacués. Jamais la soumission à la pensée unique et dominante n'a été plus forte. Condition capitale pour espérer faire une carrière politique aujourd'hui en France.

Dès la fin de la guerre, l'influence communiste triompha dans le pays – cinq ministres communistes au gouvernement en 1945 grâce à De Gaulle –, et elle imposa sans tarder le mythe de la gauche résistante et de la droite collaboratrice. Cette droite « collaboratrice » devait par conséquent être châtiée pour l'éternité. Aussi incroyable que cela paraisse, la gauche dans son ensemble – alors même que le totalitarisme communiste mettait les peuples à genoux dans une bonne partie du monde –, parvint à imposer l'idée qu'elle seule incarnait l'avenir, le progrès et la solidarité.



Le régime de Vichy fut assimilé à l'ordre bourgeois, au conservatisme, au profit, à l'égoïsme sous toutes ses formes. Ainsi qu'à l'odieux antisémitisme. Et à la droite, naturellement. La gauche oublia pieusement qu'en juillet 1940, les pleins pouvoirs avaient été votés à Pétain par l'Assemblée issue du Front populaire et le Sénat, soit par une large majorité de socialistes et de radicaux. Que Pierre Laval et François Darlan, tous deux chefs du gouvernement de Vichy, venaient de la gauche. Que Jacques Doriot venait du parti communiste. Que Marcel Déat était issu de la SFIO.

Cette caricature et cette relecture de l'histoire très spécifiques à la France illustrent l'hégémonie que le marxisme et ses dérivés exercèrent, et exercent toujours, sur le pays. Cette domination fut puissamment aidée par une presse largement acquise aux mêmes intérêts. Et là encore, il faut remonter aux sources, car sinon, comment comprendre l'influence toujours déterminante de la gauche dans les médias ?

Rappelons donc brièvement qu'au sortir de la guerre, en 1947, le socialiste Jean Pierre-Bloch, qui deviendra bientôt le quasi inamovible président de la LICRA de 1968 à 1993, est placé à la tête de la SNEP par le président socialiste Vincent Auriol. La SNEP est la Société Nationale des Entreprises de Presse créée pour liquider tous les biens de presse saisis ou confisqués aux pétainistes ou présumés tels. Car on ne fut pas très regardant. Pendant plusieurs années, c'est cet homme de gauche issu de la communauté juive qui eut la haute main sur la presse en France et sur la redistribution des cartes qui en résulta. Beaucoup de ruisseaux sortirent du fleuve Pactole qui coula largement entre les mains de ce personnage très influent. Et qui le resta jusqu'au début des années 1990.

### **FN = Vichy. Simple et imparable**

Cette réécriture de l'histoire en forme d'imposture a été puissamment réactivée lors de la percée du FN. Le plat était

tout prêt, il suffisait de le réchauffer. Ce qui fut fait. Pour diaboliser le mouvement, il suffisait d'en faire l'héritier du régime de Vichy. Répétée matin, midi et soir, cette antienne ne pouvait que finir par pénétrer les cervelles malléables des électeurs. Puisque tous les médias s'y mettaient, et la télé aussi, ça devait forcément être vrai, non ?

Du côté de la « droite », ce ne sont pas les idiots utiles qui manquèrent qui, ignorance crasse de l'histoire et/ou pusillanimité, n'eurent pas même l'idée ou le courage de répliquer en rappelant aux vertueux donneurs de leçons les horreurs du communisme. Ainsi Jacques Chirac qui déclara en mai 1990, à l'époque de l'affaire de Carpentras : *« Je n'ai pas vu beaucoup de gens se rattachant à la famille de l'extrême droite dans la résistance. Ils étaient plutôt dans la collaboration »*. Il n'en avait pas vu beaucoup ? Pas étonnant. Né en 1932, il avait treize ans à la fin de la guerre et était encore dans les jupes de sa mère. Et pourtant, ce furent des « gens d'extrême droite » qui furent les premiers résistants. Pendant que les communistes « français », tout à la logique du pacte germano-soviétique, appelaient les ouvriers français à pactiser « avec le soldat allemand » et que Jacques Duclos quémandait auprès de la *Kommandantur* la réparation de *L'Humanité*... Rappelons à ce propos que Guy Môquet, le fusillé devenu icône, fut arrêté par Vichy non pour faits de résistance mais pour avoir distribué des tracts communistes dans cet esprit.

Chirac n'a pas dû voir davantage les victimes de la terreur sauvage que les communistes firent régner dans notre pays au moment de l'épuration. Il est vrai que ces regrettables petits excès étaient déjà généreusement oubliés à l'époque où le jeune Jacques, en 1950, signait l'Appel de Stockholm sur le désarmement, d'inspiration communiste, avec son condisciple et ami Jacques Friedmann. Ou en 1951, lorsqu'il vendait *L'Humanité* dans les rues de Paris. A ce propos, rappelons la grande amitié qui unit toute leur vie les deux Jacques, Chirac et Friedmann, amitié née dans ces années d'études communes, qui éclaire beaucoup l'attitude que conserva

imperturbablement Chirac à l'égard de l'« extrême droite ». Et souvenons-nous que la famille Friedmann penchait plutôt vers la gauche.

### **Le Pen, un anticomuniste viscéral**

Ceux qui orchestrèrent la diabolisation étaient donc des gens de gauche. Outre les avantages politiques qu'ils en retirèrent, ils n'eurent pas à se forcer beaucoup pour diaboliser de toutes leurs forces médiatiques l'homme qui déclarait : *« Le communisme est à tous les points de vue une escroquerie strictement indéfendable qui n'est jamais qu'une monstrueuse hégémonie. Personnellement, je suis un anticomuniste viscéral parce que je le ressens instinctivement comme une menace furieuse contre tout ce que j'aime : c'est-à-dire contre Dieu, contre la liberté des hommes, contre le progrès, la justice, la beauté, la joie de vivre, et comme un échec institutionnalisé et comme une organisation systématique de la misère, de la pénurie, de l'esclavage humain ».*

Voilà qui était clair et net et jamais Le Pen n'a dévié de cette ligne, rendons-lui cette justice.

### **L'assassinat de François Duprat revendiqué**

François Duprat, historien et enseignant, est en 1978, avant Jean-Pierre Stirbois, le numéro deux du FN qu'il a rejoint en 1974. Le mouvement est alors minuscule. Mais déjà sous haute surveillance de la « communauté », comme tout groupe se réclamant de la nation. Duprat s'intéresse de près aux questions liées à la persécution des juifs durant la Seconde Guerre mondiale. A telle enseigne que, nous apprend Alain Rollat dans *Les Hommes de l'extrême-droite*, « cet aspect de son activité lui vaut d'être dénoncé dans un Dossier néo-nazisme préfacé par Beate Klarsfeld et Simon Wiesenthal, un livre que François Duprat qualifie d'« appel au meurtre » parce qu'y figurent les noms et adresses de nombreux responsables d'extrême droite, dont le sien ».

## QUI CRAINT LE GRAND MÉCHANT LOUP, MÉCHANT LOUP...

De l'appel au meurtre au meurtre proprement dit, il n'y a qu'un pas. Le 18 mars 1978, entre les deux tours des législatives, où il est candidat en Seine-Maritime, François Duprat meurt dans l'explosion de sa voiture piégée et sa femme est grièvement blessée. Il préparait alors un livre sur le financement des partis politiques.

Qui a fait le coup ? Difficile de le savoir car officiellement, l'enquête n'aboutit jamais. Cependant, l'attentat avait été revendiqué et Alain Rollat nous rappelle par qui : « ...*deux organisations inconnues, un "commando du souvenir" et un "groupe révolutionnaire juif", revendiquent l'assassinat, trois jours plus tard, en affirmant que "François Duprat est le premier leader néonazi français exécuté par le commando du souvenir sur le thème N'oublions pas Auschwitz"* ».

Ceci dit, il n'est pas impossible que cette revendication soit un « faux-nez ». François Duprat entretenait des relations quelque peu dangereuses avec notamment les services syriens et aussi les services français. Trente ans plus tard, le secret-défense qui couvre cette affaire n'a toujours pas été levé, malgré la demande récente d'un journaliste écrivant un livre sur la question.

### **Des responsables communautaires en pointe**

Si la diabolisation de tous les mouvements nationaux a été si forte dans notre pays, bien plus que dans les autres pays européens – ce qui n'est pas peu dire ! –, c'est en raison d'une donnée essentielle qui est en général soigneusement passée sous silence, comme si elle ne présentait pas d'intérêt, alors qu'elle constitue au contraire un paramètre de première importance : il s'agit de la présence en France d'une forte communauté juive, la plus importante d'Europe. C'est elle qui a été le fer de lance de la diabolisation. Ou, plus précisément, ce sont ses dirigeants politiques, associatifs et religieux qui l'ont été. Et l'intelligentsia qui se réclamait d'elle. Tous,



avec une belle unanimité, ont couru sus à la bête immonde ou présumée telle.

Les responsables communautaires importants, ceux qui s'arrogent aujourd'hui comme hier le droit de parler au nom de tous les juifs de France, les présidents du CRIF et de la LICRA essentiellement, étaient alors, dans les années précédant et suivant 1981, des gens de gauche. Des socialistes ou des communistes. Ils avaient tout intérêt à accompagner la longue marche de la gauche vers le pouvoir, et ils l'aidèrent puissamment en jouant leur partition « morale ». Ils n'eurent pas affaire à des ingrats.

Une fois la gauche installée au pouvoir, il fallait l'aider à y rester. Une nouvelle religion, celle de l'antiracisme, fut instaurée à cet effet. Nous n'allons pas retracer ici toutes les étapes de cette installation qui devait permettre de garder la droite sous contrôle et de justifier l'immigration musulmane massive en cours. Ce sujet a été amplement traité dans *La France LICRAisée* et *Le CRIF, un lobby au cœur de la République*<sup>(3)</sup>.

La nouvelle religion a fini par pénétrer toutes les strates de la société : justice, éducation nationale, etc, avec l'appui massif d'une presse totalement acquise à la démarche. La « droite » complètement tétanisée en a rajouté dans la servilité, de crainte d'être traitée de fasciste, ou pire encore, par cette presse arrogante.

### **Une floraison d'associations dites antiracistes**

Les années suivant 1981 vont donc voir proliférer bon nombre d'associations « antiracistes » grassement subventionnées par le contribuable *via* l'Elysée : Touche pas à mon pote, SOS Racisme, Comités de vigilance divers et variés, etc. Cependant que les grands anciens, comme la LICRA, la Ligue

3) Du même auteur, 2006 et 2010.



des droits de l'homme, le MRAP, voyaient se démultiplier leurs moyens d'action.

La seule et unique raison d'être de toutes ces officines fut de taper en permanence sur le même *punching-ball* : Le Pen, le grand méchant loup raciste et antisémite. L'objectif étant, à travers lui, d'atteindre la droite dans son ensemble et de la maintenir divisée.

Au final, l'antiracisme va se révéler un incroyable filon. Et inépuisable, puisque aujourd'hui encore les subventions publiques de tous ordres continuent de pleuvoir dru sur ces parangons des vertus civiques et morales.

Avant de se résigner à endosser ce rôle, Le Pen fit un certain nombre d'efforts pour tenter de se concilier les bonnes grâces de la communauté juive de France. Constatant assez rapidement que c'était en pure perte et que des intérêts plus puissants commandaient une diabolisation persistante, il abandonna la politique de la main tendue et entra dans la peau du personnage que l'on attendait de lui. Il se mit même à en rajouter. Et les « dérapages » commencèrent.

### **Un vieux routier de la politique**

Jean-Marie Le Pen est un vieux routier de la politique. Impossible de lui faire l'injure de la naïveté ou de la méconnaissance des ressorts qui régissent la vie politique du pays. Il connaît parfaitement le poids des lobbys et l'influence déterminante de certains d'entre eux sur les carrières faites et défaites en fonction du degré de soumission à des non-dits impératifs.

Il y avait déjà goûté, du reste, au temps de la SERP, la Société d'Etudes et de Relations Publiques qu'il avait créée en 1963 avec d'autres associés. L'objet social de cette société était assez vague. Il s'agissait surtout de fournir à Le Pen, alors sans mandat, un salaire et une vitrine pour y développer un certain nombre d'activités. Cette parenthèse entre ses

précédents mandats politiques et l'héritage Lambert, pendant laquelle il dut gagner sa vie comme tout un chacun, dura une bonne dizaine d'années.

La SERP éditait principalement des disques historiques et politiques et Jean-Marie Le Pen se mit à vaquer à ses occupations phonographiques dans une relative indifférence. Ainsi, dans sa collection « *Hommes et faits du XX<sup>e</sup> siècle* », il publie en 1963 « *Philippe Pétain, maréchal de France* ».

En 1965, c'est au tour de l'album : « *Le III<sup>e</sup> Reich, voix et chants de la révolution allemande* » avec ce commentaire sur la pochette : « *La montée vers le pouvoir d'Adolf Hitler et du parti national-socialiste fut caractérisée par un puissant mouvement de masse, somme toute populaire et démocratique, puisqu'il triompha à la suite de consultations électorales régulières, circonstances généralement oubliées.* » Mais cette année-là est aussi celle de la campagne présidentielle. Tixier-Vignancour est candidat d'extrême droite contre De Gaulle et son directeur de campagne s'appelle justement Jean-Marie Le Pen. Les circonstances sont fortement politiques et Le Pen se voit poursuivi en justice pour cette pochette de disque. Il sera finalement condamné en 1971, pour « apologie de crimes de guerre », après avoir épuisé toutes les voies de recours.

Est-ce pour rétablir l'équilibre ? Toujours est-il qu'en 1971, il publie un album de trois disques, « *Histoire d'Israël* », qualifié d'« *Histoire sonore du peuple juif et de la renaissance de l'Etat d'Israël* ». Cette fois, il est chaleureusement félicité. Il figure même dans le très officiel *Guide juif de France* qui paraît la même année et qui publie deux pages très flatteuses sur l'album en rapportant des louanges du style : « *Un travail honnête, impartial. On ne pouvait faire mieux et nous avons le devoir d'en féliciter M. Le Pen et ses collaborateurs* » (*L'information d'Israël*).

C'est dire qu'il sait où il met les pieds, et qu'il connaît parfaitement le poids des mots, surtout de certains mots en certaines circonstances, ce qui rendra ses « dérapages » ultérieurs d'autant plus incompréhensibles.

## **Tribune Juive**

En février 1984, le mensuel *Tribune Juive* se fend d'un commentaire particulièrement flatteur à l'égard de l'homme qui monte (mais qui n'a pas encore dérapé): « *L'émergence du phénomène Le Pen concerne-t-elle les Juifs de façon spécifique ? S'il s'agit d'antisémitisme, disons tout de go que nous n'avons pas connaissance de propos antisémites qu'on puisse attribuer au chef du Front national. Lui-même affirme qu'il n'est pas antisémite et comme notre vocation n'est pas de sonder les reins et les cœurs nous ne formulerons aucune accusation en ce sens. A l'égard d'Israël, M. Le Pen tient un langage plutôt flatteur, si bien que nous ne saurions non plus le taxer de la variante antisioniste* ».

Le Pen est bien conscient du fait qu'il lui faut amadouer la communauté juive de France. Mais sans en faire trop, ce qui lui aliènerait d'autres suffrages. Il va donc créer :

### **Le Cercle National des Français Juifs (CNFJ)**

Ce satellite du FN a été fondé par Robert Hemmerdinger. Né en 1918 dans une famille juive alsacienne, il fut résistant pendant la Seconde Guerre mondiale puis participa aux guerres d'Indochine et d'Algérie. Ardent partisan de l'Algérie française, Hemmerdinger sera inculpé en 1962 pour « atteinte à la sûreté de l'Etat ». Il vivra ensuite un temps en Israël. Il était proche de deux transfuges qui avaient rejoint le FN : Olivier d'Ormesson et Pierre Descaves. Il rejoindra à son tour le mouvement en 1985. Hostile au CRIF et à la LICRA, alors clairement à gauche, Robert Hemmerdinger fonde le CNFJ en 1986. Il sera conseiller régional FN d'Ile-de-France de 1992 à 1998 et figurera sur la liste des européennes de 1999.

En février 1990, il déclare à *L'Événement du jeudi* : « *Jean-Marie Le Pen est le seul homme politique à avoir demandé la fermeture du bureau de l'OLP à Paris.* »

## **Je t'aime moi non plus**

En 1986-87, Jean-Marie Le Pen est sur un petit nuage : député européen, député national – car en ces heureux temps, les deux mandats n'étaient pas encore incompatibles –, riche à millions grâce à l'héritage Lambert, il envisage l'avenir avec sérénité. Et la présidentielle de 1988 avec gourmandise. Car il y croit, alors. Il doit donc asseoir sa crédibilité pour apparaître en France comme un homme d'Etat potentiel. Et adouber la communauté juive de France, ce qui n'est pas le plus simple. C'est dans ces dispositions qu'il entreprend en 1987 une série de voyages à l'étranger.

Ces déplacements sont organisés par ses députés qui ont des accointances avec certains milieux. C'est du reste pour cela qu'ils figuraient sur les listes FN. Le (futur) président (de la République) ne laisse rien au hasard. Cette année-là, il se rend en Asie où il rencontre Cory Aquino, en Afrique, et surtout aux Etats-Unis où il réussira à se faire photographier avec Ronald Reagan. Il s'y rend également pour d'autres raisons. Car, cerise sur ce beau gâteau, il compte bien aller ultérieurement en Israël, passage obligé pour tout candidat sérieux. Y être reçu, c'est être adoubé. Il doit cependant préparer cette étape essentielle aux Etats-Unis.

### **1987 – Le second voyage aux USA**

En février, Le Pen s'envole donc pour les Etats-Unis en compagnie notamment de Jean-Marie Le Chevallier, alors député européen, et de Pierre Ceyrac, député du Nord et représentant en Europe de la secte Moon. Il s'y était déjà rendu une première fois en avril 1984 pour la convention du parti républicain. De là datait le virage libéral pris en matière économique par l'ancien député poujadiste.

Cette fois, le but est de rencontrer Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, afin de normaliser les relations

du mouvement avec la communauté juive. Et surtout, de préparer le voyage en Israël qui constitue le point d'orgue obligé de toute carrière politique digne de ce nom. On ne va plus à Canossa, on va en Israël à présent. Les temps changent, l'esprit demeure.

Laissons Roland Gaucher nous conter, dans *La montée du FN 1983/1997*, comment fut préparé et organisé le voyage du chef aux Etats-Unis en 1987, ainsi que les réactions en France : « Dès septembre 1986, Le Pen avait pris contact avec Jacques Torczyner, un homme d'affaires belgo-américain, vice-président de l'Organisation sioniste mondiale. Celui-ci organise, le 17 février à New-York, au restaurant The Four Seasons, dans l'immeuble que possède Edgar Bronfman, président du Congrès juif mondial, un déjeuner où Le Pen, flanqué de Le Chevallier, Ceyrac et Chambrun, rencontre les représentants de vingt-quatre organisations juives. Le président du FN prononce une allocution où il se déclare pour la fermeture du bureau de l'OLP à Paris et qualifie Israël de "pilier du monde libre".

– *Que pensez-vous de Kurt Waldheim, lui demande-t-on ?*

– *C'est un agent soviétique.*

Ces propos sont bien accueillis. Mais, dans la communauté juive de France, l'hospitalité des juifs new-yorkais fait grincer des dents. Le président du Congrès juif européen, Théo Klein, est indigné : "Si nous recevions demain un personnage du Ku-Klux-Klan à Paris, nous pourrions aussi le trouver très sympathique en oubliant ce qu'il a fait dans son pays. Les Américains protesteraient avec véhémence et ils auraient raison" ».

Il est clair que les responsables communautaires français sont viscéralement hostiles à une normalisation qui ferait capoter tout le montage mis sur pied dans l'hexagone. Ces Américains ne comprennent rien aux affaires françaises. Ils n'ont pas saisi que Le Pen qui, faut-il le rappeler, n'a pas encore « dérapé » à ce moment-là, doit rester pour toutes sortes de raisons le grand méchant loup de la politique. Il est hors de question qu'il sorte de ce rôle qui lui a été dévolu.



Et il n'en sortira pas, ils y veilleront.

On peut donc penser que c'est ce veto des responsables communautaires français qui fit capoter en fin de compte le voyage en Israël. Et non pas le « *point de détail* » qui n'interviendra qu'en septembre de la même année. En ce printemps 1987, deux émissaires du FN feront cependant le voyage à Jérusalem pour tenter de préparer, malgré ces réticences, la rencontre au sommet entre Le Pen et Sharon : François Bachelot et Pierre Descaves. Ils y rencontreront des dirigeants du Hérout, parti de droite radicale sioniste.

Dans leur biographie de Le Pen, parue en 1994, Gilles Bresson et Christian Lionet évoquent en ces termes la perspective du voyage en Israël, qui aurait été annulée, selon eux, par le « *point de détail* » : « *D'Ormesson est d'autant plus atterré que le faux-pas de Le Pen a réduit à néant les grandes manœuvres qu'il préparait depuis plusieurs mois avec Pascal Arrighi, membre de l'"amicale France-Israël", et François Bachelot, pour réconcilier Le Pen avec la communauté juive de France, et légitimer le Front national dans le paysage politique. L'opération devait être couronnée par un voyage de Jean-Marie Le Pen en Israël. "Tout était prévu. Il allait être accueilli à sa descente d'avion, à Jérusalem, par le général Sharon". Par l'intermédiaire des forces chrétiennes libanaises et de ses amis sud-africains, Olivier d'Ormesson entretient, en effet, d'excellentes relations avec le vainqueur de la guerre des Six jours, présent au même moment dans la capitale alsacienne pour assister, au parlement européen, à un débat sur le sionisme. "Le Pen et lui devaient s'y rencontrer. Mais tout a capoté à cause du « point de détail », assure Olivier d'Ormesson" ».*

« *...et légitimer le Front national dans le paysage politique* » : voilà une très étonnante assertion qui tendrait à prouver que seule la communauté juive de France – ou plutôt ses représentants plus ou moins autoproclamés –, est habilitée à décerner le brevet de vertu démocratique indispensable à quiconque espère participer aux agapes républicaines.

Roland Gaucher, qui faisait partie à l'époque du bureau politique du FN, note le fait suivant qui n'a rien de très sur-

prenant s'agissant du fonctionnement de ce mouvement si particulier: jamais ces grandes manœuvres diplomatiques ne furent portées à la connaissance du bureau politique qui au contraire en resta soigneusement écarté. Ce qui est pour le moins curieux s'agissant officiellement de l'organe de direction politique d'une part, et d'autre part – en cas de voyage en Israël –, d'une orientation majeure du mouvement.

On peut imaginer que c'est ce clair veto des responsables communautaires français et l'impossibilité pour lui de se rendre en Israël qui firent comprendre à Le Pen toute l'inanité de ses efforts. Toujours est-il que le premier « dérapage », qui fit couler des torrents d'encre, date de septembre 1987, soit quelques mois plus tard. A ce moment-là, il savait fort bien qu'il n'avait plus rien à attendre de ces adversaires irréductibles.

### **Le fatidique point de détail**

Le dimanche 13 septembre 1987, Le Pen est invité au *Grand Jury RTL-Le Monde*. Sa ligne de mire est toujours la présidentielle qui se profile. Avril 1988 n'est pas loin et Le Pen fonde de grands espoirs sur ce scrutin. Il se voit même arrivant en tête des candidats de droite au premier tour. Un contexte qui rend ce « dérapage » d'autant plus étonnant.

Vers la fin de l'émission, Olivier Mazerolles lui demande ce qu'il pense des thèses de MM. Faurisson et Roques. Un sujet éminemment complexe et sensible. Ces thèses explosives avaient peu avant défrayé la chronique et provoqué l'habituel déluge d'insultes et d'anathèmes. Le président du FN pouvait donc s'attendre à se voir poser ce type de questions en forme de piège.

Il répondra ces phrases à présent historiques : « *Je ne connais pas les thèses de M. Faurisson ni de M. Roques. Mais, quelles que soient ces thèses, et quelles que soient celles développées intellectuellement, je suis un partisan de la liberté de l'esprit. Je pense que la véri-*

*té a une force extraordinaire qui ne craint pas les mensonges ou les insinuations. Par conséquent, je suis hostile à toutes les formes d'interdiction ou de réglementation de la pensée. Nous avons un code pénal qui s'applique si les gens violent la loi.*

*Tout ce que nous savons sur l'histoire des guerres nous apprend qu'un certain nombre de faits ont été controversés et discutés. Il a fallu 50 ou 60 ans pour savoir ce qu'il en était arrivé exactement du Lusitania. Je suis passionné par l'histoire de la seconde guerre mondiale. Je me pose un certain nombre de questions. Je ne dis pas que les chambres à gaz n'ont pas existé. Je n'ai pas pu moi-même en voir. Je n'ai pas étudié spécialement la question. Mais je crois que c'est un point de détail de l'histoire de la Seconde Guerre mondiale ».*

Voilà le crime. Finalement, ce qu'il a dit aurait pu passer sans trop de difficultés si un malin diable ne lui avait soufflé l'expression de trop : « *point de détail* ». Une expression malheureuse qui ne sera pas un détail pour la suite de sa carrière politique.

Il se passera quand même 48 heures avant que le tsunami ne se déchaîne, le temps pour certains d'actionner médias et classe politique qui se mettront alors avec une parfaite unanimité, quoique un léger retard à l'allumage, à vomir leur dégoût et leur indignation. L'expression malheureuse est instrumentalisée à mort dans la perspective de la présidentielle. Une occasion rêvée d'abattre un concurrent menaçant. Et cela n'a jamais cessé depuis.

Il a été dit et redit que Le Pen s'était trouvé piégé, avait fait une énorme bourde, laissé échapper le mot infernal sans réfléchir, etc. Curieux. Voilà un homme qui manie admirablement le verbe, dont l'expérience politique s'étend sur plusieurs décennies. Cet homme connaît parfaitement le contexte politico-communautaire français très particulier et la sensibilité plus qu'exacerbée sur ces questions. Sans parler de l'instrumentalisation qui en est faite, il est bien placé pour le savoir.

Et il lâcherait ce « *point de détail* » par inadvertance ? C'est assez difficile à croire. Dans le meilleur des cas, si l'on peut

## QUI CRAINT LE GRAND MÉCHANT LOUP, MÉCHANT LOUP...

dire, c'était une formulation extrêmement malheureuse. Dans le pire, une provocation délibérée. Survenue dans un contexte de sondages très favorables : il planait alors à des 18%. Ce qui rend d'autant plus étonnant qu'il ait choisi ce moment-là pour lâcher une provocation de ce calibre. Quoiqu'il en soit, son ascension devenait dangereuse pour la classe politique et il était urgent de faire retomber le soufflé, d'une façon ou d'une autre.

Il faut dire que ce dérapage, le premier de la série, survenait dans un contexte un peu particulier. Le Pen était furieux car il venait d'être passablement échaudé. Une journaliste d'origine canadienne, Denyse Beaulieu, l'avait salement piégé peu de temps auparavant au bénéfice du magazine gauche caviar *Globe* qui avait monté tout un scénario à cet effet. Elle s'était introduite au FN en se faisant passer pour une journaliste sympathisante et Le Pen l'avait traînée partout pendant une semaine. Il faut dire que cette affriolante brune avait quelques arguments : se présentant comme une spécialiste du marquis de Sade, elle publiera plus tard, en 2007, un livre intitulé *Sex Game Book : une Histoire culturelle de la sexualité* et entre-temps aura lancé « le premier magazine français de charme destiné aux femmes, Bagatelle ». Difficile de reprocher à Le Pen d'avoir voulu compléter sa culture, déjà bien étendue.

Le reportage paraîtra précisément en septembre 1987. La brune affriolante y crachait évidemment avec délectation son venin sur Le Pen, c'était le but de la manœuvre. Une spécialité de *Globe*. Du grand journalisme.

### **Michel Durafour et les communistes**

Un an après, le 2 septembre 1988, la présidentielle est passée et perdue pour Le Pen. Pire encore, aux législatives de juin, il a également perdu son groupe de députés, grâce au rétablissement du mode de scrutin antérieur, que s'est empressé d'opérer Chirac. Comment refaire surface dans les

médias ? Comment refaire parler de lui ? Dieu sait qu'on en a parlé, de son « *point de détail* » ! Pourquoi ne pas remettre ça ? Le second « dérapage » aura pour cadre l'université d'été de son mouvement, au Cap d'Agde.

Cette fois, c'est un mauvais calembour qui va mettre le feu aux poudres : « *M. Durafour et Dumoulin, obscur ministre de l'ouverture, dans laquelle il a d'ailleurs immédiatement disparu, a déclaré : "Nous devons nous allier, aux élections municipales, y compris avec le Parti communiste, car le PC, lui, perd des forces tandis que l'extrême droite ne cesse d'en gagner." M. Durafour-crématoire, merci de cet aveu !* »

Michel Durafour était à l'époque ministre de la fonction publique et sa notoriété persistante est essentiellement due à cette saillie d'un Le Pen qui a toujours vu rouge, c'est le cas de le dire, lorsqu'il était question des communistes. Le président du FN sera condamné en première instance puis acquitté par la cour d'appel de Versailles en juillet 1991. Durafour qui clamait, lui, qu'il fallait « *exterminer le Front national* » n'a pas été inquiété pour ses propos belliqueux. En 2007, à l'âge respectable de quatre-vingt-sept ans, il présidait encore le comité de soutien à Ségolène Royal dans la Loire.

En tout cas, ce nouveau « dérapage » fera fuir du FN un certain nombre d'élus, dont François Bachelot.

### **Même sans les « dérapages »...**

...et bien avant eux, la diabolisation allait bon train car elle obéissait à des objectifs politiques supérieurs. Elle n'était pas là par moralité, pour « punir » Le Pen, mais par stratégie, pour empêcher toute alliance de la droite et de l'extrême droite qui aurait renvoyé la gauche à ses études.

*Globe* est un mensuel créé en 1985 par Georges-Marc Benamou, par ailleurs membre éminent de SOS Racisme. Benamou a été aidé par Pierre Bergé, Bernard-Henri Lévy... et l'Élysée. Toute la fine fleur de l'intelligentsia de gauche caviar anti-



raciste va s'y retrouver à colonnes ouvertes.

« *On était les plus virulents contre l'extrême droite. Mais je récusé les accusations selon lesquelles Globe aurait "diabolisé" Le Pen. On disait qu'il était une crapule et un pervers, pas le diable, et on aidait la droite à dresser un cordon sanitaire vis à vis de son extrême.* », dira plus tard Benamou en toute simplicité.

« *...on aidait la droite* ». Sympathique de leur part. Il est vrai qu'elle n'y serait pas arrivée toute seule. Et il fallait bien l'aider à rester dans le droit chemin.

Dès le premier numéro de novembre 1985, BHL s'était lâché dans *Globe* en ces termes : « *16 octobre : complaisance pour complaisance, on devrait s'intéresser un peu plus, il me semble, à celle dont a bénéficié hier soir, sur Antenne 2, un certain Jean-Marie Le Pen. Que les règles de la démocratie obligent à donner son temps d'antenne à un homme de cette espèce, je veux bien, à la rigueur, l'admettre. Mais fallait-il cette faiblesse pour autant ? Fallait-il cette déférence ? Fallait-il traiter de manière aussi convenue, convenable et, donc, responsable et respectueuse, un homme dont chacun sait qu'il est un authentique fasciste, doublé probablement d'un assassin ?*

(...) *Une seule attitude face à Le Pen : l'exclure par tous les moyens possibles du cercle de famille de la politique consacrée. Un seul impératif : tracer autour de lui le cordon idéologique et éthique qui, seul, le tiendra hors du jeu. Une seule question, un seul type de question à lui poser : encore, toujours, sans relâche ni rémission, la question de ce racisme dont il est, avant toutes choses, le héraut.* »

Il serait possible de citer des pages entières écrites du même fiel et du même venin par le même folliculaire et par bien d'autres. Mais ce passage est emblématique car il expose très clairement la marche à suivre qui sera très fidèlement appliquée par cette intelligentsia autoproclamée. Majoritairement communautaire du reste. C'est-à-dire le microcosme germanopratin bourré d'argent, crachant sur la France et persuadé d'être le sel de la terre.

La fine allusion citée plus haut « *probablement un assassin* » se réfère à la campagne menée conjointement par *Libération* et *Le*

*Canard enchaîné* sur les activités de Le Pen en Algérie. Plus de vingt ans après les faits, il sera accusé de tortures.

Mais que l'on ne s'y trompe pas : *Globe* n'est que l'un des multiples vecteurs antiracistes qui vont se déchaîner parallèlement à la poussée électorale du FN. Pour bien la canaliser.

Il y a deux aspects dans cette diabolisation, dont l'un est parfaitement clair et compréhensible et l'autre quand même plus troublant.

L'aspect incontestable est la détestation réelle, par la gauche, des valeurs portées par le FN. Elle n'a pas eu à forcer sa nature pour condamner tout ce qui était défense de la patrie, des identités, des terroirs, des ancrages, de la tradition. Ce sont là des valeurs qui lui sont étrangères et qu'elle combat sans relâche. Sans même parler de l'utilité politique de la diabolisation pour rester au pouvoir, largement évoquée.

Plus troublante est la part prise par Le Pen à ce jeu de rôle. Au lieu d'esquiver habilement et de faire entendre subtilement certaines vérités, ce qu'il lui était possible de faire – tout étant dans la manière –, il fit exactement le contraire, utilisant, consciemment ou non, une terminologie qui ne pouvait qu'enflammer les esprits et flétrir durablement tout son mouvement. Bref, ses « dérapages » et autres provocations donnent sérieusement à réfléchir.

### **Les promesses de Chirac aux officines juives**

Tout aussi étonnant : la soumission complète de la droite aux diktats de la gauche. Certes, elle tentera bien d'avancer en l'une ou l'autre circonstance que le camp adverse avait bien fait alliance avec les communistes, lui. Il lui sera vertement rétorqué que les choses n'avaient rien à voir. Les communistes voulaient le bonheur de l'humanité. S'ils ont massacré à tour de bras, c'était malgré eux. Ils y avaient été contraints par les ennemis du peuple. Ce n'était pas de leur faute. Par contre, les nazis étaient le mal personnifié. Eux

massacraient sans même vouloir le bonheur de l'humanité. La droite n'était-elle donc pas capable de comprendre la différence gigantesque entre les deux ?

Il est clair que pour que l'opération « diabolisation » réussisse, il fallait que les responsables politiques de la droite filent doux. Le CRIF demandera donc poliment mais fermement en 1987 à Chirac, futur candidat à la présidentielle de 1988 (et membre de la LICRA) de ne contracter en aucun cas d'alliance avec le FN. En d'autres termes, une officine communautaire interviendra très officiellement et très naturellement dans la vie politique du pays en dictant ses exigences. Sans surprise, Chirac y souscrira solennellement et prendra l'engagement voulu. Il est intéressant de rappeler que le président du CRIF à cette époque est le socialiste Théo Klein, citoyen français et israélien.

Cette promesse venait renforcer celle faite l'année précédente par le même Chirac aux B'nai B'rith, la franc-maçonnerie juive, que le journal *Le Monde* avait relatée le 26 mars 1986.

Dans son livre *Seule, tout en haut à droite*, Yann Piat évoquera elle aussi ce qu'il faut bien appeler une allégeance : « *L'une des raisons qui justifient l'animosité qui oppose Le Pen et Chirac est liée à la question juive. Il y en a sûrement d'autres. Je comprends celle-là un matin de mai 1988, au cours d'un petit déjeuner hebdomadaire, fixé au lundi 8 heures, auquel j'assiste exceptionnellement. Le lundi matin, en effet, je suis généralement dans mon département.*

*8h10. Jean-Marie pénètre dans la salle à manger de Saint-Cloud, où nous sommes entassés comme des anchois autour de la table ronde, trop petite pour tous les membres du bureau politique.*

*Le Pen est furieux. Je le vois au premier coup d'œil à son menton vengeur jeté en avant et au pli des lèvres en accent circonflexe. Je l'ai rarement vu aussi renfrogné. Il lance un "bonjour" à peine audible.*

*"Il va y avoir du roulis", me dis-je.*

*On se tait en attendant l'orage. Son domestique lui sert une tasse de café et s'éclipse. Il boit quelques gorgées, nous observe avec une moue méprisante, repose sa tasse et lance, agressif :*

– *Alors, personne n'a rien à dire ?*

*Un imprudent avale sa salive, racle sa gorge, puis demande humblement :*

– *Pour le deuxième tour, président, est-ce que le FN appellera à voter Chirac ?*

*Le sang afflue au visage de Le Pen. Je le sens prêt à bondir. Il se contient. D'une voix sourde, il répond :*

– *Jamais ! Et vous savez pourquoi ?*

*Nous hochons la tête négativement.*

– *Parce que j'ai le double d'une lettre que Théo Klein, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France, a adressée à Jacques Toubon. Et savez-vous ce qu'il lui demande !*

– *Non, président, avoue l'un des « apôtres ».*

– *Le patron du CRIF exprime clairement au secrétaire général du RPR qu'il ne bénéficiera d'aucun soutien des juifs s'il ne fait pas un barrage total au Front national. »*

Voilà qui en dit long sur la pusillanimité de la classe politique. Et sur l'incroyable arrogance du CRIF prétendant parler au nom de tous les juifs de France ! Ceci dit, Yann Piat donne la date de mai 1988, entre les deux tours, pour situer cette scène. En réalité, à cette date, Le Pen ne pouvait rien ignorer de toutes les promesses de Chirac qui avaient précédé la lettre comminatoire de Théo Klein à Toubon. Il savait parfaitement à quoi s'en tenir.

Accuser sans relâche l'extrême droite de fascisme et de nazisme était aussi, et peut-être surtout, une façon de faire passer à la trappe le totalitarisme communiste et le rôle éminent qu'y avaient joué les juifs. C'est qu'en 1917, et même avant, ces derniers étaient en pointe dans la lutte des bolcheviks contre le tsarisme. Ce sont eux qui figurèrent massivement parmi les vainqueurs de la Révolution d'Octobre. Là encore, n'en déplaise à la nouvelle présidente du FN, il est utile de connaître l'histoire récente qui permet de mieux comprendre le présent. Bilan du triomphe révolutionnaire en

URSS : des dizaines de millions de victimes, des pans entiers de la société russe et d'Europe de l'est anéantis. Finalement, du point de vue de l'intelligentsia juive, n'était-il pas préférable à tous points de vue d'escamoter ces rappels gênants et de se concentrer sur la seule et unique bête immonde ?

D'autant qu'en ces années, le danger communiste est encore bien réel, lui. Mieux vaut prudemment l'oublier et agiter un tigre de papier.

### **La machination de Carpentras**

La diabolisation instrumentalisée à des fins politiques va atteindre un palier inédit à Carpentras, en mai 1990. Nous sommes dans le contexte particulier d'une nouvelle offensive musclée visant à faire taire les révisionnistes. En effet, depuis la fin de la seconde guerre mondiale, d'anciens déportés, des universitaires ou même des historiens, s'interrogent sur certains aspects de la destruction des juifs et remettent en question la vérité officielle issue en 1945/46 des délibérations du Tribunal de Nuremberg. Il s'agit là d'un danger gravissime pour Israël et la diaspora. Rien ne doit venir menacer une vérité officielle sur laquelle s'est bâti tout un équilibre politico-économique.

Il faut donc frapper un grand coup pour étouffer dans l'œuf ces interrogations interdites : Laurent Fabius, alors député socialiste et membre de la LICRA, dépose une première proposition de loi dans ce sens à l'Assemblée nationale en 1988. Mais ce projet fait l'objet de vives contestations de la part d'historiens.

C'est dans ces circonstances qu'intervient la profanation du cimetière juif de Carpentras, dans la nuit du 8 au 9 mai 1990. Les stèles d'un certain nombre de tombes sont renversées et brisées, un mort de fraîche date est extrait de son cercueil. Certes, il arrive bien que de jeunes voyous profanent des cimetières catholiques, sans que cela ne fasse beaucoup réagir



médias ou responsables publics. Mais là, c'est autrement plus grave, puisqu'il s'agit d'un cimetière juif, et l'affaire devient nationale. Et même internationale. L'exploitation de l'événement sera à la mesure des enjeux. Très curieusement, cette profanation est concomitante avec la participation de Le Pen à une nouvelle *Heure de Vérité*. Le FN est alors en pleine ascension électorale. Un antidote s'impose.

Dans un climat de quasi guerre civile, le coupable est désigné d'office et par le ministre de l'Intérieur en personne, Pierre Joxe : forcément l'extrême droite. « *Il n'y a pas besoin d'enquête policière pour savoir qui sont les criminels, coupables de cette abomination raciste* », n'hésitera-t-il pas à clamer sur les lieux du crime. Mitterrand lui-même, dans son souci de souffler alternativement le froid et le chaud au gré des intérêts de son camp, prendra la tête d'une manifestation monstre à Paris.

Quoique présumé coupable dès le départ, le FN n'était pour rien dans la sombre affaire de Carpentras. Mais il faudra des années d'enquête pour aboutir à cette conclusion et pendant ce temps, la calomnie continuera à croître et embellir. Ce qui est sûr également, c'est que l'hystérie entretenue autour de cette affaire et le rappel obsessionnel des « heures les plus sombres de notre histoire » permettront de faire passer comme une lettre à la porte l'incroyable loi de circonstance antirévissionniste, le 13 juillet 1990, soit tout juste ... deux mois après l'affaire.

Portant le nom de loi Fabius-Gayssot, du nom du député communiste (tout un symbole !) qui avait été chargé de la présenter à nouveau, elle crée une infraction nouvelle : celle de contestation des crimes contre l'humanité commis pendant la Seconde Guerre mondiale par les Allemands. Et seulement par eux.

La profanation ne porta pas chance à son principal instigateur, Jean-Claude Gos, qui trouva la mort en décembre 1993 dans un accident de moto provoqué par un véhicule conduit par un dénommé Rachid Belkir. Lequel sera lui aussi retrouvé mort en 1995 dans le Rhône, criblé de quelques

balles et avec deux grosses pierres attachées aux pieds pour plus de sûreté.

### **Profitable aussi à Le Pen, la diabolisation ?**

Jamais la diabolisation n'a fonctionné au niveau des arguments. Elle n'a joué que sur l'émotionnel, le passionnel, avant de finir en réflexe pavlovien. Dont on a pu admirer les effets en 2002, entre les deux tours de la présidentielle.

Pour la classe politique, outre ses effets d'intimidation certains sur les électeurs, la diabolisation a eu le grand mérite de geler tous les problèmes gênants en les frappant du grand tabou. L'immigration ? L'insécurité ? Ce n'était là que le « fonds de commerce » de l'extrême droite, clamaient en chœur les médias. De purs délires indignes de voir la classe politique se pencher sur eux.

Pour le président frontiste, finalement, cette diabolisation est loin de n'avoir eu que des effets négatifs. Elle lui a été largement profitable, au contraire. En premier lieu, la gauche a pris soin d'assimiler Le Pen à toute l'extrême droite, ce qui a constitué un vrai cadeau pour lui. Il a ainsi pu s'emparer sans contestation possible d'un patrimoine idéologique disparate et occuper à lui tout seul un espace politique inédit et inespéré. Et puis, quelle incroyable publicité !

Voilà un homme qui, au fil des années, va cesser d'être un responsable politique, même détesté ou vilipendé. Il devient carrément l'archétype de l'ennemi du genre humain, la bête immonde, le repoussoir absolu à lui tout seul.

On peut parier sans grand risque qu'il n'a pas trop détesté ce rôle de grand méchant loup de la politique. Il en fallait bien un pour faire vivre l'« antiracisme » qui faisait vivre à son tour tant de monde. Sans Le Pen, symbole vivant, pas de racisme, pas d'antisémitisme, pas d'associations pour agiter sans cesse les épouvantails du passé. Et en tirer dans le présent tant de bénéfices.

Quant à lui, la diabolisation le campait bien au centre de la vie politique française et ancrerait profondément ses thèmes dans la conscience collective. Sinon, aurait-il lui-même aidé à la manœuvre grâce à ses « dérapages » réguliers ? Allons donc ! A partir du moment où il savait de toute façon la conquête suprême impossible, loin de lui nuire, la diabolisation lui a permis de se démarquer de la droite classique, a assuré sa promotion et fidélisé son électorat.

Finalement, le vrai « fonds de commerce » de Le Pen, c'était bien cette diabolisation si utile. A lui et à la gauche. Et lorsque Mégret – qui avait épousé en 1992 la fille d'un rhumatologue juif d'origine russe, Catherine Rascovschi, la future maire de Vitrolles, ce qui le rendait d'office plus fréquentable –, a osé prôner une stratégie parfaitement contraire à celle du chef, à savoir l'alliance à terme avec les partis de droite, Le Pen s'est empressé de se livrer à quelques « dérapages » bien sentis afin de ruiner toute tentative de ce côté-là. Et de rendre à nouveau le FN bien infrequentable pour la droite honnie.

# *Touche pas à mon Front !*

---

« **J** ai bien connu Jean-Marie Le Pen. Formidable orateur, courageux et doué souvent d'intuitions fulgurantes, doté d'un charisme exceptionnel, il sut rassembler, avec à ses côtés Jean-Pierre Stirbois, en 1984, toutes les forces nationales et identitaires. Ses défauts sont à la hauteur de ses qualités : jugeant les hommes à l'aune de leur servilité à son égard, écartant ceux qui avaient l'audace d'exprimer des désaccords, pratiquant le népotisme et le clanisme, incapable de prendre de la hauteur quand les circonstances l'exigeaient, il refusa de construire un parti structuré et rassembleur, doté d'un vrai centre de formation de cadres, organisé sur le terrain, condition sine qua non d'une implantation durable. » Tel est le jugement que Robert Spieler, ancien député frontiste de 1986-88, portait en avril 2007 sur l'Inamovible, au lendemain de sa défaite à la présidentielle.

Il est bien vrai que Le Pen a toujours obstinément refusé tout avenir au FN en dehors de lui et a constamment voulu faire accroire, tant aux militants qu'aux électeurs, que le parti ne pouvait exister sans un Le Pen à sa tête, seule et unique condition de son succès.

## **Le Front, c'est moi !**

« Il n'y a en effet, et je le dis en toute amitié et en toute affection, il n'y a qu'un seul numéro, le numéro un, élu à l'unanimité par le Congrès », tempête ce même numéro un en août 1998, alors que le mouvement est en proie à de grosses turbulences internes.

Et puisqu'effectivement il s'est toujours considéré, non seulement comme le numéro un du mouvement, mais comme le seul et unique numéro existant, c'est à lui, et à lui seul, qu'incombe en priorité la responsabilité de l'échec.

Car au moment de la passation des pouvoirs entre le père et la fille, il est clair que l'échec politique du FN est patent. Jamais, malgré les circonstances exceptionnellement favorables, si l'on ose dire, ce mouvement n'a réussi à s'imposer comme une alternative crédible aux yeux des Français. Jamais il n'a fait « trembler » le système, contrairement à ce qu'affirmaient à intervalles réguliers les gros titres racoleurs des médias pour entretenir la fiction et faire vendre du papier. Il a juste servi à canaliser les mécontentements et à stériliser les suffrages d'une partie de la population. Et, à travers lui, à diaboliser, ce qui est bien plus grave, toute opposition à la substitution de population qui se perpétrait dans le même temps.

Les chiffres sont là : 14,38% à la présidentielle de 1988, 15% à la suivante de 1995, une pointe de 16,86% et 17,79% aux deux tours de 2002 pour finir à 10,44% en 2007, le tout dans un contexte économico-social de plus en plus dégradé au fil des années, ce ne sont pas à proprement parler des chiffres mirobolants. Disons le mot : ils sont plutôt modestes.

Et les scores des législatives se situent dans les mêmes eaux : 9,65% en 1986, 9,66% en 1988, 12,42% en 1993, 14,94% en 1997, 11,34% en 2002 et un fâcheux 4,29% en 2007.

Alors, bien sûr, des raisons extérieures au FN existent pour expliquer cette stagnation qui s'étend quand même sur vingt-cinq années. S'il est exact que durant tout ce temps le mouvement a dû lutter contre des ennemis extérieurs nombreux et déterminés – et contre la diabolisation orchestrée –, force est de constater que les raisons internes à ce surplace ont été au moins aussi déterminantes. Et sans doute davantage.

Jean-Marie Le Pen avait pourtant bien des atouts dans sa manche pour réussir : un réel amour de sa patrie, un anti-communisme viscéral et sincère et une exceptionnelle élo-



quence, servie par une vraie culture historique. Voilà un homme qui ne parlait pas la triste langue de bois énarchique et qui se démarquait totalement de la grisaille de la classe politique.

Et pourtant ! Si un rendez-vous a été manqué, c'est bien celui-là. Souhaitait-il, d'ailleurs, arriver à l'heure à ce rendez-vous ? Une question troublante.

### Un ego dévastateur

Dans son livre *Monsieur le président... je vous fais une lettre*, paru en 1999, le journaliste Dominique Jamet, parlant de Giscard et de Chirac en termes plus que sévères, dira ceci à leur propos : « *Vous n'avez ni l'un ni l'autre jamais fait passer l'intérêt général avant l'intérêt de votre camp, l'intérêt de votre camp avant l'intérêt de votre parti, l'intérêt de votre parti avant le vôtre, vos idées avant vos sentiments* ».

Voilà un jugement qui peut également s'appliquer mot pour mot au président du FN. Il explique en grande partie la stagnation du mouvement et la fuite de ses cerveaux. Car à une époque, il y en eut. Il y eut du moins un certain nombre de têtes politiques qui auraient pu modifier la donne en poussant le FN vers plus de qualité.

Mais comment exister dans un parti réduit à une seule et unique personne ? Dont l'ego boursoufflé ne souffre aucune concurrence et qui exige de se faire appeler sobrement « Président » ? Et pour qui les autres, y compris les élus frontistes, ne sont là que pour la figuration ?

Yann Piat, la filleule de Le Pen, sera nommée au bureau politique par son parrain en 1986, lorsqu'elle deviendra députée. C'est là qu'elle prendra conscience du curieux fonctionnement du mouvement. Les bureaux politiques auxquels elle est conviée comme celui qu'elle décrit ci-après, se tiennent à Montretout : « *A mesure que je participe aux réunions du bureau politique, je découvre un Le Pen inconnu. Jusque-là, je ne*

*connaissais de lui que l'ami attentif et chaleureux, le pater familias tour à tour sévère ou débonnaire, le conteur breton capable d'attendrir ou de faire rire. Bref, Le Pen intime. Je commence à entrevoir un personnage autoritaire, sinon tyrannique. Autour de cette table, il devrait y avoir un échange d'idées, une liberté d'expression et d'opinion qui permettrait au mouvement de progresser. En fait, à part les exposés précis et froids de Stirbois, pas un ne s'aventure à discuter, et encore moins à critiquer.*

*Quand Le Pen parle, tout le monde se tait ; quand Le Pen décide, nul ne se risque à susurrer la moindre contradiction. Au Front, à cette époque, le bureau politique, c'est la cour du roi Jean-Marie Ier. Autour de lui, les courtisans, ses amis, ses fidèles l'écoutent. Ils sont là pour encenser les propos du roi, un point c'est tout ; et parfois, accessoirement, pour décider du format des affiches. Nul ne tient tête au roi, sous peine de déclencher des colères épouvantables où perce un tel mépris que celui qui en fait les frais n'a plus qu'un seul souhait, disparaître sous sa chaise, tandis que s'installe un silence de mort, chacun retenant sa respiration ».*

A ce moment-là, nous étions encore avant 1988, l'année du décès de Stirbois. Bien d'autres récits du même type devaient suivre. Non seulement cette mégalomanie du président ne s'est pas atténuée au fil des ans, mais elle s'est au contraire hypertrophiée au point d'étouffer le mouvement lui-même, réduit à sa seule personne.

### **Une appropriation du mouvement**

Dès le départ, en 1972, Jean-Marie Le Pen a considéré le FN comme un moyen d'exister enfin sur la scène politique et à son propre compte cette fois. Fini de travailler pour le compte des autres. Les épisodes Poujade et Tixier-Vignancour, avec lesquels il avait fini par se brouiller, l'avaient amplement convaincu que rien ne valait d'être maître chez soi. Et puis, il était *pen* de naissance, mot signifiant *chef* en breton. Alors...

Ce chef-né ne se laissera plus déposséder et se cramponnera contre vents et marées à la tête du mouvement. Après l'héritage Lambert, il aura les moyens matériels de se consacrer entièrement à sa promotion personnelle. Au fil du temps, et de plus en plus ouvertement, il va considérer le parti comme sa chose, sa création à lui – occultant complètement les circonstances réelles de la naissance du FN –, sa propriété privée destinée à son usage exclusif et à celui de sa famille. Et les militants comme devant être dévoués à sa personne avant toute chose. Son petit personnel, en quelque sorte.

Même chose pour les élus dont il attend une obéissance absolue, car tous autant qu'ils sont, lui doivent leur mandat. C'est lui, et lui seul, qui les a « fabriqués », il le leur rappellera régulièrement. En oubliant que lui aussi a été « fabriqué », du moins en grand partie, par Mitterrand.

Le legs Lambert, en 1976, va lui apporter la fortune : hôtel particulier sur les hauteurs de Saint-Cloud, domestiques, train de vie luxueux. Il a alors quarante-huit ans et ce pactole va totalement transformer sa vie et celle de sa famille. Jamais plus il n'aura besoin de travailler pour vivre. Jamais plus il n'aura à se soucier de l'intendance ou de problèmes de fins de mois. Par contre, la vie du mouvement n'en sera pas affectée et le FN continuera à tirer le diable par la queue. A son entourage politique de l'époque, émerveillé par cette manne inespérée, et qui commencera à tirer des plans sur la comète et à imaginer tout ce qu'il sera possible de faire avec cet argent, il mettra tout de suite les pendules à l'heure en rappelant avec vivacité que c'est à lui, et à lui seul, que cet argent a été transmis. Pierrette Le Pen, au moment du divorce et du grand déballage, confirmera que Le Pen « *n'a jamais voulu mettre un centime à lui dans la politique. Il en faisait même un point d'honneur. "Pas d'argent pour ces connards", disait-il* » (*Globe*, avril 1988). Et les « connards » venus à ses meetings seront priés de verser leur obole. Puisqu'il faut bien aider ceux qui veulent sauver la France.

Cadres et militants qui croyaient se mettre au service d'une cause politique se sont mis en réalité au service d'un clan familial. C'est la raison essentielle de l'incroyable déperdition de cadres de valeur tout au long des années. Car tout le monde a fini un jour ou l'autre par claquer la porte du FN. Les uns, les plus lucides, ont compris très vite et sont partis tôt. D'autres ont voulu y croire le plus longtemps possible et sont partis bien plus tard.

D'autres encore ont été poussés à la faute et à la sortie car ils constituaient le pire danger qui soit : désireux de voir se développer la prospère mais limitée PME familiale, ils ambitionnaient d'en prendre la tête. Vouloir devenir calife à la place du calife : le crime suprême.

### **Mégréttisation... et démégréttisation**

Bruno Mégret et ses amis du Club de l'Horloge, Jean-Yves Le Gallou et Yvan Blot notamment, avaient rejoint le FN en 1985 pour les deux premiers et en 1989 pour le troisième. Cet arrivage d'un polytechnicien et d'énarques distingués avait été fort apprécié par le chef, conscient du déficit en cadres de valeur. C'est qu'à l'époque, il nourrissait encore de vraies ambitions pour son mouvement et avait besoin de crédibilité pour y parvenir. Les nouveaux arrivés seront chouchoutés et auront vite droit à des mandats intéressants.

Arrivent les européennes de juin 1994. Le scrutin est marqué une fois de plus par une abstention record : près de la moitié des électeurs ne juge pas utile de se déplacer. Et le résultat du FN est cette fois carrément médiocre : 10,52% des voix, soit un recul par rapport aux européennes précédentes (11,73%). Et même par rapport au résultat de 1984 (10,95%). Rien à faire, le FN reste obstinément scotché dans le même périmètre qui lui permet néanmoins de conserver ses onze élus<sup>(4)</sup>. Ni plus, ni moins que précédemment.

4) Liste en annexe.

Cette fois, la stagnation vient de ce que d'autres populistes sont venus braconner sur ses terres : Philippe de Villiers et Bernard Tapie qui le devancent, tous deux. Plus grave, l'image du chef se ringardise par rapport à ces nouveaux venus d'une autre génération.

A la présidentielle de l'année suivante, 1995, qui verra s'affronter au premier tour les frères ennemis Jacques Chirac et son « *ami de trente ans* » Edouard Balladur, Le Pen arrive à nouveau en quatrième position, avec 15% des voix. Juste un gros demi-point de plus qu'en 1988. Soit 197 358 suffrages supplémentaires en sept ans. Il attribue ce qui est pour lui une nouvelle grosse déception à la candidature « *parasite* » de Philippe de Villiers. « *Parasite* » peut-être mais efficace puisqu'il parvient à détourner du vote frontiste quelques points qui auraient été précieux à Le Pen. Celui-ci a maintenant soixante-six ans et ne parvient pas à faire franchir ce palier au FN qui semble condamné au surplace.

Quoique médiocre de son point de vue, notons que ce résultat est bien supérieur à celui qu'il fera douze ans plus tard, en 2007, sous la houlette de sa fille. Sans surprise, au second tour, il déclare que « *Chirac, c'est Jospin en pire* ». Cette hostilité malade et cette consigne à peine déguisée en faveur du « *vote révolutionnaire* » pour la gauche éloigneront beaucoup de sympathisants qui comprennent de moins en moins pourquoi le chef réserve ses flèches les plus acérées à la droite.

En interne, cette attitude creusera l'incompréhension et bientôt l'hostilité entre Le Pen et Mégret qui, de complémentaires qu'ils étaient à l'origine, vont bientôt se trouver sur des lignes totalement opposées. Du coup, ce résultat décevant dans une élection qui voit son vieil ennemi triompher à sa place, est mis au débit du numéro deux qui, comme en 1988, était directeur de campagne. Voilà tout trouvé un bouc émissaire idéal.

Comme Jean-Pierre Stirbois en son temps, Bruno Mégret a su créer à l'intérieur de l'appareil des structures qui lui sont dévouées et il est effectivement devenu le numéro deux recon-



nu. Un chiffre porte-malheur, il devrait le savoir, qui fait considérablement réfléchir Le Pen. Ce numéro deux aurait-il par hasard envie de devenir le numéro un et de rafler la mise? Il ferait beau voir ! N'empêche que le temps presse : Le Pen a déjà soixante-sept ans et Mégret... quarante-six.

Les règlements de compte vont commencer à partir de ce moment-là, menés par les anti-mégrétistes inquiets de cette montée: en premier lieu le gendre du président, Samuel Maréchal, qui se verrait bien lui aussi en successeur, mais aussi Bruno Gollnisch et bien d'autres.

Pour ne rien arranger, de nouvelles étoiles semblent monter au FN et concurrencer le patriarche qui ne s'est jamais vraiment soucié de se tailler un fief. Cela exigeait une assiduité par trop réductrice à ses yeux. Et puis, descendre au niveau des contingences locales ne correspondait pas à la haute idée qu'il se faisait de la politique. Ou de lui-même.

### **Heureusement, les municipales...**

Toujours est-il que d'autres n'ont pas ses répugnances et aux municipales de juin 1995, trois mairies importantes tombent pour la première fois dans l'escarcelle du FN à l'occasion de triangulaires : Jean-Marie Le Chevallier devient maire de Toulon, Jacques Bompard s'empare de la ville d'Orange et Daniel Simonpieri, de Marignane. Toutes villes du sud où le mouvement est particulièrement bien implanté. Cette fois, le secrétaire général, Carl Lang, a réussi à présenter bien davantage de candidats qu'aux municipales de 1989. L'ancrage territorial se confirme. Point important, mais inquiétant aux yeux de Le Pen, nombre de listes locales font mieux que lui-même à la présidentielle, quelques semaines plus tôt. C'est la première fois que pareille chose se produit à une telle échelle et cette constatation ne fait que renforcer son acrimonie. Surtout, ses barons décrochent des mairies alors que lui-même n'a jamais réussi à en remporter une. Comble du

comble, Jacques Peyrat réussit à s'emparer de la ville de Nice, que le chef convoitait pour lui-même quelques années auparavant. Et Jacques Peyrat, pourtant un vieux compagnon de route, n'est même plus au FN à ce moment-là ! Il l'avait quitté l'année précédente, excédé par l'intransigeance de son ex-ami. Le Pen avait en effet refusé catégoriquement la proposition de Peyrat, pour conquérir Nice, de se passer de l'étiquette FN et de ne réserver qu'un tiers des places aux frontistes. Voilà qui était inacceptable à ses yeux. Résultat : une grande ville et un compagnon de route perdus.

Ces municipales marquent en tout cas le succès des efforts entrepris par Mégret pour enraciner le parti et le doter de cadres capables d'assumer des responsabilités locales. 1 075 conseillers municipaux frontistes sont élus contre 360 sortants.

Le directeur de la Sofres <sup>(5)</sup> Jérôme Jaffré, ne s'y trompe pas, qui analyse dans *Le Monde* du 17 juin : « *Le vote FN était souvent décrit comme une simple flambée liée au talent de Jean-Marie Le Pen et qui disparaîtrait avec la retraite de son fondateur. Or ces élections municipales montrent tout au contraire qu'une génération de leaders frontistes émerge et dispose désormais d'une véritable assise locale qui lui permet des performances supérieures à celles du président du mouvement. Comment dans ces conditions avoir la naïveté de penser que le phénomène frontiste n'est que passager alors qu'il ne cesse de s'enraciner en France depuis onze ans et qu'une génération est désormais prête à succéder à Jean-Marie Le Pen ?* »

Nul doute que le Breton n'ait considérablement médité lui aussi cette émergence et les conséquences qu'elle impliquait inévitablement. Toute une frange du FN est mûre à présent pour s'émanciper d'un chef perçu désormais davantage comme un boulet, après tous ses « dérapages », que comme un moteur. Et cette frange se reconnaît dans un numéro deux prêt à lui succéder. Un numéro deux qui développe des stratégies visant à terme à l'alliance des droites, alors que lui-

5) Société française d'enquêtes par sondages.

même reste vissé dans son allergie absolue à toute entente avec ces « *traîtres* » et ces « *corrompus* ». Un numéro deux qu'il va s'agir de déboulonner par tous les moyens pour conserver le mouvement.

Comble de malchance, en février 1997, ce numéro deux exécré réussit à s'emparer de la ville provençale de Vitrolles au terme d'un combat acharné et fortement médiatisé. La victoire est nette et sans bavures, les chiffres en témoignent : avec une participation record de 81,2% des électeurs inscrits, le couple Mégret remporte 52,48% des suffrages. Le couple, car Bruno Mégret a été contraint de présenter son épouse Catherine à sa place en raison de son inéligibilité pour dépassement de frais lors d'une précédente campagne. C'est une innovation de taille qui va cependant fonctionner et donnera une bonne idée l'année suivante à Le Pen.

### **Le tournant des législatives de 1997**

Sur ces entrefaites vont se dérouler les législatives anticipées de 1997, superbe but marqué par Chirac contre son camp. Cette fois, Le Pen recule devant l'obstacle et ne se présente nulle part. C'est trop risqué. Son intérêt est donc qu'aucun député FN ne sorte des urnes. Et surtout pas Mégret. Cette fois aussi, la différence de stratégie éclate aux yeux de tous. L'obsession de Le Pen, c'est de faire battre la droite. Et Chirac. Quitte à s'aliéner de plus en plus d'électeurs complètement déboussolés par cette politique de la terre brûlée. L'objectif de Mégret, c'est tout au contraire de ménager la droite en vue d'alliances futures. Et pour ce faire, de dédramatiser le parti, car on commence alors à voir apparaître ce terme. Une stratégie qui le met bien plus en phase avec l'électorat frontiste. Au final, seul le maire de Toulon, Jean-Marie Le Chevallier, réussira à se faire élire député. Mais quarante-sept députés de gauche seront élus grâce au maintien du FN dans soixante-seize triangulaires.

Cette fois, Le Pen sent le souffle du boulet passer près de sa tête. Sa dérobade devant l'obstacle, au motif qu'il se réserve pour une éventuelle présidentielle anticipée – piètre prétexte qui ne convainc personne –, sa préférence tellement évidente pour la gauche, la montée en puissance de son second qui incarne tout à la fois une autre stratégie et une autre génération, tout cela le fragilise de plus en plus.

Et voilà que la gauche revient aux affaires deux ans seulement après l'arrivée de Chirac à la tête de l'Etat. Les troupes de droite sont fatiguées de cette situation ubuesque où la gauche dicte ses conditions et impose ses diktats. Dans *Le Monde*, Alain Peyrefitte juge le président du FN en ces termes : « *Le Pen ne doit pas souhaiter assumer les responsabilités gouvernementales : sinon, il ne tiendrait pas si souvent des propos à l'allure irresponsable. Son jeu, son verbe recherchent visiblement la satire bouffonne, le bruit polémique, la jubilation de brouiller les cartes. Ses écarts délibérés ne sont en fait que des dérobades. Tant que M. Le Pen reste à la tête du FN, aucune alliance avec ce parti ne paraît acceptable ni par elle, ni par lui* ».

Le Pen n'attendra pas de se faire débarquer par Mégret. Il va au contraire multiplier provocations et humiliations pour pousser son trop ambitieux et trop pressé second à la faute. Et à la porte.

### **La démégrétisation s'amorce**

Jean-Claude Martinez, fidèle du président et ennemi acharné de Mégret, monte au créneau en juillet 1997 lors d'un séminaire interne à Strasbourg au cours duquel il accuse : « (...) *Autour de la délégation générale, par réseau de solidarités de hauts fonctionnaires, d'affinités psychologiques et idéologiques, forgées dans des clubs et de complicités sociales, une triade a confisqué, en moins de dix ans, l'essentiel des moyens nationaux et régionaux du mouvement... Cette trop grande distorsion entre l'altruisme des fins et l'égoïsme de l'accaparement des moyens, entraîne un déséquilibre*

*initial qui porte en lui, potentiellement, des déstabilisations à terme d'un organisme... Dans l'organigramme, par exemple, de la campagne présidentielle 1995, comme dans le programme officiel du congrès de Strasbourg, on trouve et retrouve tous les hommes du clan. Mais on ne trouve et ne retrouve pas d'autres noms. Absents, écartés, éliminés... »*

Il est troublant de constater, presque au mot près, que les tares alors reprochées au délégué général – mainmise sur l'appareil, accaparement des fonctions et des mandats, etc. –, sont plus que jamais d'actualité au FN nouvelle version. Nouvel habillage, plus mode, mais vieilles recettes éprouvées. La grande différence d'avec cette époque pas si lointaine, c'est qu'il y avait alors un certain nombre de hauts fonctionnaires au FN. Tous sont partis depuis. Comme Jean-Claude Martinez. Qui a fini, lui aussi, par jeter l'éponge.

En mars 1998, 275 conseillers régionaux FN sont élus. Six présidents de régions de droite conservent leur région avec l'appoint des voix frontistes. Cette fois, la gauche et les associations dites antiracistes ne rient plus. Quand les voix des électeurs FN profitent à la gauche, elles sont les bienvenues et personne ne va chercher plus loin. Mais qu'elles se mettent à avantager la droite et rien ne va plus. Quelques années avant le psychodrame du deuxième tour de la présidentielle de 2002, nous assisterons à une répétition de ces grandes manœuvres d'intimidation.

Arrêtons-nous un instant pour nous remémorer l'incroyable déchaînement des médias à cette occasion. Prenons *L'Événement du jeudi* paru le 26 mars 1998. L'hebdomadaire a été créé en 1984 par Jean-François Kahn puis repris par Benamou, l'ancien de *Globe*. Non seulement nous sommes à gauche toute, mais en pleine gauche communautaire. Couverture du numéro : *Droite/FN la liste des collabos – Région par région, ceux qui ont pactisé avec l'extrême droite*. Ouvrons : éditorial de Benamou « *C'est la République qu'on assassine* ». Rien que ça. On ne trouvera à toutes les pages que déluge d'insultes, d'amalgames, de jugements diffamatoires. Morceaux choisis : « ...la liste hon-



*teuse de tous ceux qui, au sein de la droite, attirés par le fumet que dégageait la marmite de Jean-Marie Le Pen, sont venus laper la soupe du FN. (...) Vous eussiez, monsieur Blanc, monsieur Millon, monsieur Soisson et les autres, perdu votre Safrane, votre fastueux hôtel de Région, vos généreuses prébendes, vos larges défraiements et quelques-uns de ces avantages divers qui vous sont le sel de la vie ; mais sauvé votre honneur. (...) Vous vous vautrezt toutes canines dehors dans l'auge lepéniste. (...) Vous avez choisi de bâfrer et c'est la France qui vomit ».*

Et on pourrait continuer... Voilà ce qui se passait lorsque les voix FN favorisaient la droite au lieu de la gauche. La gauche qui curieusement ne perdait pas son honneur, elle, lorsqu'elle profitait des voix maudites. On pouvait trouver dans ce même numéro de *L'Événement du jeudi* la liste complète et circonstanciée des pseudos « collabos » dressée par les vertueux censeurs. Car eux s'étaient arrogé le droit, strictement interdit à tous les autres car rappelant trop les « heures les plus sombres de notre histoire », de constituer des fichiers.

### **La provocation des européennes**

Suite au pugilat de Mantes-la-Jolie, le 30 mai 1997, où Le Pen, venu « soutenir » sa fille aînée Marie-Caroline, candidate aux législatives, avait fait le coup de poing face aux provocations gauchistes, le président du FN est condamné en avril 1998 à deux années d'inéligibilité. Or les européennes sont prévues pour 1999. Et Le Pen, toujours optimiste, s' imagine cette fois pouvoir décrocher la timbale : au moins 20% des voix. Que faire devant ce coup du sort ? Pas question de laisser Mégret empocher une mise pareille. Or, le numéro deux, député européen, se déclare spontanément prêt à mener la bataille en l'absence de son chef empêché. Voilà justement ce que le Breton ne veut à aucun prix. Il tient avant tout à identifier totalement et exclusivement le parti à son propre destin. Ou à celui de sa famille, ce qui revient au

même. Hors des Le Pen, point de salut pour le FN !

Il va donc rapidement contre-attaquer en affirmant haut et fort que malgré les « persécutions », il y aura bien un Le Pen en haut de l'affiche, comme d'habitude. Et pas un vulgaire Mégret : *« Je serai tête de liste aux prochaines élections européennes mais si, en raison de décisions monstrueuses, j'étais rendu inéligible, mon nom figurerait en encore plus gros sur les affiches des candidats FN. Par famille interposée éventuellement... »*.

Curieusement, cette fois, il ne pense pas à ses filles pour le remplacer. Il aurait pourtant pu songer à l'aînée, Marie-Caroline, qui à trente-huit ans a déjà un passé politique et détient un mandat de conseillère régionale FN. Mais il y a justement eu l'affaire de Mantes-la-Jolie et l'intervention désastreuse de son père qui a ruiné ses chances, réelles, aux législatives. Comme elle passera bientôt dans le camp des « félons », on peut imaginer qu'il y a déjà passablement de l'eau dans le gaz entre eux deux à ce moment-là.

Il ne pense pas davantage à la benjamine Marine, qui vient de prendre les rênes du service juridique du mouvement et de se faire élire elle aussi conseillère régionale pour la première fois. Et qui est enceinte de surcroît. Tout cela est suffisant pour l'instant.

Non, il tient encore une cartouche en réserve, qu'il fait exploser au bureau exécutif de juillet 1998 : sa femme Jany. Celle-ci n'a jamais fait de politique de sa vie, déclare s'y intéresser très médiocrement. Qu'importe ! Elle s'appelle Le Pen et cela seul compte. Voilà donc une Jany de pas loin de soixante-dix ans embarquée dans l'aventure. Contrairement à ce que l'on pourrait croire, Le Pen était très sérieux en avançant cette suggestion incongrue et s'imaginait même réaliser un bon coup politique. Les femmes avaient toujours eu du mal à mordre à l'hameçon du FN, c'était le moment de les faire évoluer.

Et puis, Jany aimait tellement ses futurs électeurs : *« Les braves gens du Front, quand je les embrasse, j'oublie complètement qu'ils sont moches »* dira-t-elle en toute candeur à la fête des

Bleu-blanc-rouge (BBR), quelques semaines plus tard. Certes, ces manants ne sont pas aussi présentables que ses fréquentations habituelles, mais si utiles au moment des élections.

Une fois n'est pas coutume, Le Pen décide de prendre l'avis « de la base ». François Brigneau nous conte la suite : *« Je fais partie de cette "base". Le Pen sonde lui-même, comme toujours moins pour entendre mes raisons que pour m'exposer les siennes. »*

– *Qu'en penses-tu ?*

– *C'est une erreur (je crois que j'ai même dit "connerie"), et ressentie comme telle par tous les gens que j'ai rencontrés.*

– *Mais non. Vous vous trompez. Avec Jany, nous allons créer la surprise. C'est une femme élégante, parisienne, avec du charme. Elle a des origines grecques et hollandaises. C'est ça, l'Europe. Elle fera entendre la voix nouvelle d'une femme qui ne fait pas de politique. Elle plaira à tous ceux qui en ont assez des rhéteurs et des idéologues. Je suis certain qu'elle fera plus de voix que moi.*

– *Alors n'hésite pas. Si tu redeviens éligible, conserve-la en numéro 1, pour le succès de la liste.*

*Il rit, mais ne répond pas. Tout va s'enchaîner très vite, dans un mouvement irrésistible, celui du toboggan. On ne parle plus que de Jany Le Pen. Lors d'un entretien avec Martin Peltier, elle fond en larmes. Cette aventure l'effraie. Mais Jean-Marie le veut. Je ne rencontre pas une seule personne qui y soit favorable. Les fidèles, les grognards, ceux de la première caravane à travers la France, avant Tixier, baissent la tête, accablés. Ils se taisent ou, quand ils parlent, ils disent :*

– *Que veux-tu qu'on fasse ? Tu le connais ...*

*Bientôt l'évidence s'impose. La candidature de Jany est une machination pour empêcher la candidature Mégret, si l'inéligibilité est maintenue. On peut lire dans une interview du Figaro :*

*Question : n'y a-t-il pas aussi des arguments en faveur de la candidature de Mégret ?*

*Réponse : si on choisit quelqu'un d'autre qu'un membre de ma famille, beaucoup peuvent y prétendre dans notre parti. Ce serait un comble, en tout cas, que certains veuillent profiter des coups qui me*



*sont portés pour se promouvoir dans le parti » (21 juillet 1998).*

Cette déclaration au *Figaro* rapportée par Brigneau mérite que l'on s'y arrête. Elle illustre de manière quasi caricaturale l'obsession de Le Pen : est-ce l'intérêt du parti et sa crédibilité auprès des électeurs qui le motive ? Ou n'est-ce pas plutôt son besoin irrépressible de rester le chef, le conducator suprême en toutes circonstances ? Le terme de promouvoir est parfaitement révélateur à cet égard. A ses yeux conduire la liste n'implique pas une charge ou une responsabilité politique quelconque. Pour lui, il s'agit d'une promotion. Et en la circonstance, d'une promotion lucrative. Raison de plus pour la garder dans la famille. Curieuse notion de l'intérêt supérieur du parti.

Pour bien en rajouter dans la provocation, Le Pen charge Jean-Claude Martinez, l'ennemi juré de Mégret, de diriger la campagne des européennes. Finalement, la peine frappant le chef sera réduite à un an d'inéligibilité et Le Pen pourra se présenter en personne. Mais en lambeaux car la scission sera intervenue entre-temps, en décembre 1998.

A ces fameuses européennes de juin 1999 qui devaient voir l'apothéose du FN, le mouvement tombe à 5,70%. Son groupe passe de dix à cinq élus<sup>(6)</sup>.

Une consolation de taille : la liste Mégret échoue. Elle fait 3,28% et n'a aucun élu. Il est amusant de rappeler en quels termes l'album hagiographique *Le Pen*, publié par le FN en septembre 2001, relate ces événements, tout à la gloire de l'« animal » politique : « *Brisé dans son élan par une scission menée par un quarteron d'ambitieux, le Front national passera-t-il la barre fatidique des 5% aux élections européennes de 1999 ? La question est sur toutes les lèvres. Pour la première fois en vingt ans, le mouvement de Jean-Marie Le Pen, qui n'a cessé de gagner en audience, joue, cette année-là, sa survie. Mais notre homme n'est pas, en même temps, marin et Breton pour rien. Il n'est jamais aussi bon que dans la tempête. Le gros temps le met en forme. Les médias*

6) Liste en annexe.

*le donnent pour battu, c'est bien mal connaître l'animal qui, en quelques semaines, parcourt la France de long en large afin de regonfler le moral de milliers de militants déboussolés. On a voulu le chercher, on l'a trouvé et c'est au pas de charge qu'il mènera la campagne, en compagnie de Charles De Gaulle, le petit-fils du Général. Au soir de l'élection tombe le résultat : 5,7% des suffrages. Le Front national est sauvé ».*

Sauvé avec un bénéfice supplémentaire : Mégret est désormais dehors. Au FN, on respire : les « félons » partis, on est à nouveau entre soi ! Et c'est bien l'essentiel. Le patriarche, à présent septuagénaire, est enfin débarrassé du successeur potentiel le plus dangereux pour le clan.

Bien plus tard, Robert Spieler, ancien député FN, aura ce commentaire : *« J'avais suivi avec une grande attention la révolte des militants qui suivaient Bruno Mégret. Pouvait-il réussir ? Avait-il raison de se lancer dans cette aventure ? Jean-Pierre Stirbois, si cela avait été lui, aurait sans doute subi les mêmes conséquences. Première étape : Elimination des fidèles au sein du mouvement. Les salariés fidèles au futur "traître" sont virés. Que faire ? L'accepter, c'est passer pour un salaud et un lâche qui ne défend pas ses hommes. Alors ? Tenter de prendre le contrôle d'un parti statutairement ultra verrouillé ? Ça ne marche pas. Et puis, se soumettre, et se retrouver en douzième place, celle de Judas, sur la liste européenne ? Ridicule. Autre solution : quitter avec les meilleurs, les plus déterminés, les plus combatifs, les plus nombreux le mouvement, mais, l'expérience l'a prouvé, cela ne marche pas davantage, car la marque prime le talent. Bruno Mégret n'avait le choix qu'entre deux décisions désastreuses. Ce fut le talent de Le Pen de le pousser ainsi à une faute impossible à éviter. Jean-Pierre Stirbois, nonobstant son talent, se fût retrouvé dans la même nasse... ».*

François Brigneau, qui fut l'un des cofondateurs du FN et un proche de Le Pen pendant de longues années, écrivit en 1999 sa réaction à la scission dans le livre intitulé *Jean-Marie m'a tuer...* « *Au vu de ce titre, dit-il, on a ri. A tort. Ce n'était pas une boutade et nous devions être nombreux dans cet état, à souffrir de mille morts en voyant un homme que nous estimions, que nous*



*admirions, que beaucoup d'entre nous considéraient comme un homme d'Etat, ou plus exactement comme un homme possédant les qualités qui auraient pu en faire un homme d'Etat, se conduire comme un énergumène vociférateur, un histrion hystérique, un Dr Jekyll définitivement métamorphosé en Mister Hyde, et nous jouant un acte inédit du Père Ubu. J'étais démoli. Je me sentais sali, atteint, ridiculisé, blessé par l'affligeant spectacle auquel s'abaissait le président du Front national. A huis clos, ou en privé, ce torrent d'insultes, d'accusations, de menaces : traîtres, félons, vendus, je ne serai pas César, j'égorgerai Brutus (avec les gestes), ce déferlement de haine contre le compagnon d'armes de la veille était déjà insupportable. Le pire, c'est qu'il se passait en public, dans les journaux, à la radio, à la télé, devant l'ennemi frétilant qui n'en croyait pas ses yeux émerveillés ».*

Débarrassé de tous les « comploteurs », le FN poursuit sa route comme si de rien n'était. L'Inamovible tient plus que jamais fermement la barre et bien qu'il ait passé le cap des soixante-dix ans, compte se présenter à la présidentielle de 2002. C'est dans cette perspective qu'en septembre 2001, il fait composer sous la direction de sa fille Yann Maréchal un album hagiographique modestement intitulé *Le Pen*. Il y donne à voir en images un aperçu, légèrement revisité, de sa longue carrière. Ainsi que des photos de famille. On y admire au passage l'extrait du dictionnaire breton-français vieux de trois cents ans, qui traduit *chef* par *pen*. Une façon de souligner la prédestination d'un homme né pour être chef, pour tenir le premier rang.

### **Le précédent album : sous la direction de... Patrick Buisson**

Cet album n'était pas le premier. Un autre, très semblable dans sa conception et ses objectifs, et intitulé *L'album Le Pen*, avait paru des années auparavant. Mais il ne fut que fort peu distribué, contrairement à ce qui était initialement prévu. Nous étions alors en 1984, en pleine phase ascendante du

mouvement. Le Pen avait fait composer cette hagiographie à sa gloire – la seconde en cette année 1984, comme nous le verrons au chapitre suivant –, par Patrick Buisson et Alain Renault, un ancien d'Ordre Nouveau. Il est savoureux de noter qu'aujourd'hui Patrick Buisson s'est reconverti aux ors du système dont il profite amplement en tant que consultant très écouté de Nicolas Sarkozy.

Si cet album, aujourd'hui devenu un *collector*, fut très peu distribué, c'est parce qu'à sa parution, Pierrette Le Pen, l'épouse du chef, venait tout juste de prendre la poudre d'escampette avec Jean Marcilly. Or, de nombreuses photos de l'infidèle ornaient l'album. Il fallut tout recommencer et une version édulcorée, privée des photos indésirables, vit le jour un an après.

Jamais la prééminence ne sera disputée à Jean-Marie Le Pen par ceux de sa génération, les Chaboche, Holeindre et consorts, pour qui il resta toujours le patron incontesté. Par contre, comme on l'a vu, il aura eu bien du mal avec les jeunots aux dents longues arrivés plus tard au FN. Ceux-là auront d'autres idées, voudront développer de nouvelles stratégies et n'hésiteront pas à pointer toutes les carences et freins rédhibitoires encouragés par le président. En retour, ce dernier aura pour principal souci de couper toutes les têtes qui osaient dépasser. Et d'entretenir soigneusement les divisions à seule fin de régner sans contestation possible. Et de durer, encore et toujours.

En quoi il n'a pas fait preuve d'une folle originalité. Il est courant dans les partis politiques d'agir de la sorte et sans aller trop loin, on rencontrera Jacques Chirac qui de la même façon n'a eu de cesse au fil des années de creuser les rivalités pour rester seul et unique présidentiable incontesté dans son camp. Un travers plus marqué à droite qu'à gauche où, si l'on se déchire à belles dents en coulisses, on sait aussi, pour la façade et le pouvoir, présenter un front uni.

Mais autant Chirac que Le Pen ont toujours tremblé qu'un plus talentueux ou un plus jeune ne finisse par lui prendre sa place. Le problème, c'est que la grosse machine électorale

qu'était le RPR a pu digérer ce type de comportement sans sombrer, tandis qu'il a fini par totalement gripper la faible machinerie FN.

A force d'être poussés à la démission, exclus à tour de bras pour un oui ou pour un non, les divers prétendants à un trône jamais vacant ont effectivement fini par lâcher prise. Mais en laissant derrière eux de gros trous que l'ego surdimensionné de Le Pen n'a pas réussi à combler à lui tout seul. C'est ainsi qu'au fil des années et des purges, ce qui aurait pu devenir un grand parti populaire, s'il avait su garder ses troupes et les renouveler au lieu de les faire fuir, s'est rétréci comme une peau de chagrin. Mais une peau de chagrin toujours présidée par un Le Pen, ce qui était bien l'essentiel à ses yeux.

Un exemple entre cent : peu de temps avant la scission, le 3 novembre 1998, dans un contexte très tendu, Le Pen rencontre les permanents du *Paquebot* (nom donné au siège du FN, à Saint-Cloud) pour leur remonter les bretelles afin qu'ils n'oublient pas qui est le chef suprême. C'est l'occasion de leur rappeler sévèrement : « *Il n'y a qu'une seule photo autorisée dans les bureaux, c'est la mienne !* ». Interdiction d'arborer la photo de Mégret ! Il n'y a pas lieu de s'étonner qu'un personnage à ce point imbu de lui-même soit devenu un obsédé du complot, qu'il voyait partout. Et surtout chez les mégrédistes dont il n'aura de cesse de se débarrasser.

Lorsque la scission sera intervenue et tous les « félons » jetés par-dessus bord, Le Pen respirera à nouveau. Certes, le FN est en lambeaux mais il en est toujours le chef absolu et puisqu'il faut bien un « numéro deux » virtuel, son choix se portera désormais officiellement sur Bruno Gollnisch. Un choix qu'il sait de tout repos. Et pourtant, au lendemain du décès de Jean-Pierre Stirbois en 1988, Le Pen avait annoncé à Bruno Gollnisch et à Carl Lang, dans les toilettes du funérarium, que ce serait ce dernier qui remplacerait le défunt au poste de secrétaire général du mouvement. Le Pen le percevait comme plus soumis. L'Histoire démontrera que ce ne fut pas le cas, puisque Carl Lang finira par claquer la porte du FN, laissant

Bruno Gollnisch s'enfoncer dans une situation des plus humiliantes et dans un combat perdu d'avance.

### **Un besoin lancinant de revanche sociale**

Dans son livre *La montée du FN 1983-1997*, Roland Gaucher évoque la fascination de Le Pen pour les riches en ces termes : « *Ce comportement doit, à mon avis, attirer l'attention sur une sorte de distance chez "le Menhir" des milieux populaires que je ne me suis jamais bien expliquée. Car, ces milieux populaires, il en sort. (...) Et pourtant, dès son adolescence, il ne montrera pas la moindre attirance pour les milieux populaires. Il est très tôt fasciné par les gens en place. Quand il crée l'incident dans une église et qu'il est questionné par la police, il évoque aussitôt ses relations. Il n'est pas n'importe qui...*

*Par la suite, on le retrouvera avec des gens qui ont un nom, qui disposent d'une particule et dont la trésorerie n'est pas négligeable. C'est la bijoutière Lulu Arpels, ou le marquis de Cuevas, plus tard de Chambrun, ou d'Ormesson, ou Porteu de la Morandière. Le peuple, c'est très bien, à la fête des BBR ou sur un marché où, jovial, on distribue des poignées de mains. Mais lors de ses réceptions à Montretout, et aujourd'hui à Rueil-Malmaison où il réside avec sa seconde épouse dans une luxueuse propriété, les invités issus d'un milieu modeste brillent par leur absence.*

*On pourra certes critiquer ces remarques, qui relèvent de l'appréciation subjective. Ce qui me paraît beaucoup plus grave pour le Front, c'est l'attitude à l'égard de la classe ouvrière. C'est elle qui est en première ligne dans le combat quotidien contre les immigrés. C'est elle aussi qui fournit le gros des bataillons de suffrages lors des élections... (...) Qui a mis en évidence ce phénomène que je considère comme capital ? Des journaux (comme Libération) et des sociologues de gauche (comme Emmanuel Todd ou Michel Wieviorka). (...) Ni au bureau politique, ni au comité central (pratiquement inexistant), ni au conseil national, ni au comité scientifique composé de profs sclérosés, on n'avait fait cette analyse.*



Bruno Gollnisch s'enfoncer dans une situation des plus humiliantes et dans un combat perdu d'avance.

### **Un besoin lancinant de revanche sociale**

Dans son livre *La montée du FN 1983-1997*, Roland Gaucher évoque la fascination de Le Pen pour les riches en ces termes : « *Ce comportement doit, à mon avis, attirer l'attention sur une sorte de distance chez "le Menhir" des milieux populaires que je ne me suis jamais bien expliquée. Car, ces milieux populaires, il en sort. (...) Et pourtant, dès son adolescence, il ne montrera pas la moindre attirance pour les milieux populaires. Il est très tôt fasciné par les gens en place. Quand il crée l'incident dans une église et qu'il est questionné par la police, il évoque aussitôt ses relations. Il n'est pas n'importe qui...*

*Par la suite, on le retrouvera avec des gens qui ont un nom, qui disposent d'une particule et dont la trésorerie n'est pas négligeable. C'est la bijoutière Lulu Arpels, ou le marquis de Cuevas, plus tard de Chambrun, ou d'Ormesson, ou Porteu de la Morandière. Le peuple, c'est très bien, à la fête des BBR ou sur un marché où, jovial, on distribue des poignées de mains. Mais lors de ses réceptions à Montretout, et aujourd'hui à Rueil-Malmaison où il réside avec sa seconde épouse dans une luxueuse propriété, les invités issus d'un milieu modeste brillent par leur absence.*

*On pourra certes critiquer ces remarques, qui relèvent de l'appréciation subjective. Ce qui me paraît beaucoup plus grave pour le Front, c'est l'attitude à l'égard de la classe ouvrière. C'est elle qui est en première ligne dans le combat quotidien contre les immigrés. C'est elle aussi qui fournit le gros des bataillons de suffrages lors des élections... (...) Qui a mis en évidence ce phénomène que je considère comme capital ? Des journaux (comme Libération) et des sociologues de gauche (comme Emmanuel Todd ou Michel Wieviorka). (...) Ni au bureau politique, ni au comité central (pratiquement inexistant), ni au conseil national, ni au comité scientifique composé de profs sclérosés, on n'avait fait cette analyse.*



*Or, ni le bureau politique, et ni le comité central, n'ont reflété la réalité sociologique de l'électorat frontiste. Pas un seul prolo ! »*

Le Pen est tout à la fois fortement attiré par les paillettes et par les signes extérieurs de respectabilité et de pouvoir.

Au chapitre des paillettes, vont se succéder au fil des années à Montretout fêtes grandiloquentes, bals costumés, etc, où sont conviées les brillantes relations mondaines que sa femme Jany lui a apportées en dot. Tous frais de réception naturellement pris en charge par le parti puisque c'est en qualité de président qu'il reçoit. Au lendemain de l'élection, en 1986, des trente-cinq députés de la droite supposée nationale, sociale et populaire, n'avait-il pas organisé une grande réception, non à Montretout cette fois, mais au luxueux Pavillon d'Armenonville, invitant ambassadeurs, personnalités, et exigeant que ses invités du FN fussent en « tenue de soirée ». Cela scandalisa les vrais fidèles de la sensibilité sociale du FN, dont Jean-Pierre Stirbois, qui refusèrent de s'y rendre. Aucun ambassadeur, bien entendu, n'y vint, sauf celui d'Uruguay, proche de la secte Moon qui bénéficiait d'une certaine influence au FN *via* son responsable en France, le député Ceyrac.

S'il se gausse de l'*établissement*, c'est parce qu'il en est rejeté. Son plus cher désir, ce serait de le rejoindre. L'épisode drolatique du *shadow cabinet* est plus qu'éloquent à cet égard.

Nous sommes en 1988. Le groupe parlementaire FN a été renvoyé à ses études. Fini de jouer pour de vrai dans la cour des grands. Qu'à cela ne tienne : Le Pen imagine de créer un « pré-gouvernement » afin d'être prêt à accéder au pouvoir, le jour (inévitables) venu. L'idée est bonne, sa mise en œuvre va l'être nettement moins.

Car s'il ne sortira de ce cabinet fantôme où l'on jouait à « *si j'étais président et si tu étais ministre* » rien de concret sur le plan des idées et de la crédibilité, par contre cette affaire coûtera beaucoup d'argent. Au FN, naturellement.

Car il est clair que le « *président* » ne peut pas cogiter n'importe où. Ce sera donc dans un lieu proche de l'Élysée, afin

de se mettre dans l'ambiance. L'hôtel de Crillon fera l'affaire, ce modeste établissement de la chaîne des Relais et Châteaux situé place de la Concorde à Paris étant comme chacun sait particulièrement emblématique du peuple français.

Jacques Bompard, qui fut l'un des fondateurs du mouvement qu'il a quitté depuis et qui participa lui aussi au « pré-gouvernement » frontiste nous en raconte le déroulement. Certes, sa plume est trempée dans le vinaigre. Il n'en demeure pas moins que les choses se passèrent bien ainsi car d'autres en témoignèrent :

*« La salle où prirent place Messieurs les pré-ministres était donc magnifique, grande table de bois, nappe épaisse, lambris au mur, dorures au plafond. Une vraie pièce de gouvernement, un vrai décor pour y jouer une pièce. Pour que l'illusion soit parfaite, un permanent du Front national, incarnant le rôle d'un huissier élyséen, annonça d'une voix grave et compassée l'arrivée de Jean-Marie Le Pen : "Monsieur le Président !". Puis on passa à l'ordre du jour. L'étude des affaires de la France prit deux bonnes heures, passées lesquelles on en vint aux choses sérieuses, un cocktail et une conférence de presse.*

*La comédie du Crillon se renouvela à plusieurs reprises. Pour varier les plaisirs, le gouvernement Front national partit tout un week-end en Alsace, pour un séminaire de réflexion, dans un hôtel de luxe à 1 000 francs la chambre. Ce fut, à ma connaissance la dernière séance de travail collectif de Messieurs les ministres. Invité à m'y rendre au titre de secrétaire d'état, je dois avouer que je n'en sortis pas épuisé, mais pas davantage rassuré sur cette étrange conception du combat politique.*

*A ma connaissance, le bilan de ce contre gouvernement est mince : un livre que personne n'a lu et qui parfois donne également l'impression de ne pas avoir été écrit, une demi-douzaine de Lettre du contre gouvernement à la distribution groupusculaire, la répartition de luxueux cartables en cuir noir marqués "pré-gouvernement Front national" entre Messieurs les "ministres". Et puis c'est tout ! ».*

Il n'en sortit effectivement pas grand-chose sur le plan des projets, ce qui n'empêcha nullement Le Pen de récidiver une dizaine d'années plus tard : « *Compte tenu de l'urgence et pour passer à la vitesse supérieure [...], nous allons mettre en place un gouvernement virtuel capable de plus en plus, chaque jour, d'assumer en cas de désastre national ou d'alternative politique, le gouvernement de la République* » annonce-t-il fin août 1997 à la clôture de l'université d'été du FN qui se tient cette année-là à Orange.

Ceci est le but avouable. Le FN veut offrir à l'extérieur l'aspect d'un parti « comme les autres », capable de gérer le pouvoir si d'aventure il tombait dans son escarcelle. L'objectif réel, quoique moins avouable, est de rogner les ailes de Mégret, le trop ambitieux délégué général du parti. Mégret avait doté sa délégation générale d'une structure définissant la ligne politique du mouvement. C'est ce pouvoir qu'il faut lui retirer en lui mettant ce gouvernement virtuel dans les pattes. Le Pen va s'y employer. Le luxueux hôtel de Crillon va à nouveau servir de décor à ce théâtre coûteux. Tout d'abord, à un président, même virtuel, il faut un premier ministre : ce sera l'occasion d'une provocation sournoise puisqu'est choisi Jean-Claude Martinez, ennemi intime de Mégret. Il faut aussi des ministres : les ministères les plus prestigieux, quoique fictifs, iront aux anti-mégrétistes. Sa fille Marine fait elle aussi partie de ce pré-gouvernement. Au poste tout naturel, puisqu'elle est avocate, de... ministre de la Justice.

Le décor une fois planté et la pièce jouée à plusieurs reprises, nul n'en entendit plus parler. Elle avait pourtant à nouveau coûté fort cher au parti. Dans *Histoire secrète du Front national*, paru en 1999, Renaud Dély nous donne les précisions suivantes : « *Tout est fait pour donner à Le Pen l'illusion de "jouer au gouvernement" : la publication de riches « lettres » en couleurs copiées sur celles de Matignon, une photo officielle du "président" Le Pen entouré de son équipe gouvernementale, la location du luxueux salon d'un palace parisien, "le salon des Aigles", 15 069 francs la séance, la signature de "lettres de mission" synonymes d'"acceptation solennelle des fonctions confiées", la création*

## TOUCHE PAS À MON FRONT !

*de "commissions de travail" attribuées aux uns et aux autres par Le Pen, la nomination de "directeurs de cabinet" le plus souvent dépourvus de cabinet, pour chacun des "coordinateurs", l'organisation des réunions autour d'une longue table ovale recouverte de feutrine verte copiant celle de l'Élysée qui accueille le conseil des ministres, et même, la location des services d'un aboyeur déguisé en huissier chargé d'annoncer l'entrée du "Président" ! ».*

### Reçu à l'Élysée

Jean-Marie Le Pen se montre très flatté d'être reçu à l'Élysée par Nicolas Sarkozy, le 20 juin 2007. Pile le jour de son anniversaire de surcroît. Le nouveau président reçoit tous les chefs de parti pour un tour d'horizon sur le traité relatif à la constitution européenne. Quoiqu'il lui ait siphonné les voix de ses électeurs, Le Pen est conquis par le personnage, pour lequel il a, à ce moment-là ces paroles aimables : *« Il a passé la première phase de sa lune de miel avec assez d'efficacité. (...) Chacune de ses actions est mûrement réfléchie, pesée, très bien informée et jusqu'ici assez bien réalisée ».*

C'est qu'il semble alors vaguement caresser l'idée d'une légitimation du FN, d'une entente qui pourrait éventuellement déboucher sur l'un ou l'autre accord. Voire plus si affinités.

Mais la lune de miel va vite tourner à la lune de fiel lorsqu'il s'apercevra de sa grosse erreur. Sarkozy veut bien lui piquer ses électeurs. Mais l'« échange » s'arrête là. Trente ans de diabolisation ne s'effacent pas d'un trait de plume. Les accords éventuels, ce ne sera pas avec lui.

## *Le clan Le Pen*

---

**L**a vie entière du président du FN ne faisant qu'un avec la politique, sa famille ne pouvait échapper au déterminisme paternel. Elle s'est donc trouvée étroitement mêlée à toutes les tribulations du mouvement et a vécu, très largement, des opportunités qu'il offrait. C'est donc en raison de ces constantes implications politiques que nous allons rappeler un certain nombre de faits. Avant de nous intéresser, dans un autre chapitre, à la carrière de Marine Le Pen au sein du parti paternel.

L'aînée des filles de la famille Le Pen, Marie-Caroline, a six mois lorsque ses parents convolent en justes noces, le 29 juin 1960. C'est que la nouvelle épousée, Pierrette Lalanne, se trouvait jusque-là en instance de divorce d'avec l'entrepreneur de spectacles Claude Giraud, divorce qui sera finalement prononcé quelques jours avant le mariage. Le Pen, âgé de trente-deux ans, est alors député indépendant de la Seine. Suivra la naissance d'une autre fille, Yann, en novembre 1963, puis d'une troisième et dernière, Marine, le 5 août 1968.

Bien plus tard, dans son autobiographie intitulée *A contre flots* parue en 2006, à une époque où la présidence du mouvement est déjà largement pour elle en ligne de mire, Marine Le Pen se dépeindra en victime d'une enfance difficile. Certes, le 2 novembre 1976, un attentat dévaste l'immeuble du 9 villa Poirier dans le XV<sup>e</sup> arrondissement où la famille occupe deux appartements. Il n'y aura pas de victimes. Ni de condamnés du reste car l'enquête n'aboutira jamais. « *En ce matin du 2 novembre 1976, nous n'avons plus de toit. La munici-*



*palité n'a pas ouvert le gymnase à côté pour héberger les familles sinistrées, ni dépêché de psychologues en blouse blanche pour une "cellule de soutien". A chacun de se débrouiller comme il peut avec son malheur. C'est donc l'ami intime, Jean-Marie Le Chevallier, qui nous offre l'hospitalité et accueille toute la famille chez lui pour plusieurs semaines », se plaindra-t-elle.*

Plus de toit à Paris peut-être, mais quand même encore une maison de famille à La Trinité-sur-Mer, plus une maison de week-end à Mainterne près de Dreux qui ne sera vendue que par la suite. Toute à sa douleur, Marine Le Pen les a complètement oubliées dans le paragraphe qui va suivre, où elle décrit l'arrivée à Montretout :

*« Et c'est donc dans ce contexte houleux que nous débarquons à Montretout cinq semaines après l'attentat avec ce qui nous reste de bagages, c'est-à-dire, rien ! En vérité, je dois dire que n'eussent été les circonstances dramatiques qui nous y contraignaient, ma mère ne voulait pas du tout s'installer là. "C'est une vieille maison, disait-elle, sombre, triste et bien trop grande pour nous".*

*Seulement, nous n'avions plus nulle part où aller excepté l'hospitalité de nos amis qui ne pouvait être éternelle, et aucun autre port d'attache en vue. Cette demeure restait le seul point de chute que nous puissions raisonnablement trouver : nos parents n'avaient pas les moyens d'acheter quoi que ce soit et personne ne voulait louer à Le Pen, l'homme qui venait de prendre vingt kilos de dynamite ! »*

Pauvres parents qui n'avaient pas les moyens d'acheter quoi que ce soit ! Heureusement que le fabuleux héritage Lambert venait opportunément d'échoir à Le Pen quelques semaines auparavant. Il comportait entre autres babioles un magnifique hôtel particulier à Montretout, le bien nommé, sur les hauteurs de Saint-Cloud d'où l'on avait une vue imprenable sur Paris. Mais nous reviendrons sur ce cadeau du ciel.

Gageons que bien des locataires « innocents » de la villa Poirier, qui ne faisaient pas de politique ni ne venaient d'hériter, mais qui virent eux aussi cette nuit-là s'envoler toutes leurs possessions, n'avaient pas forcément autant de solutions de

rechange que la famille Le Pen.

Toute à son émoi rétrospectif, Marine Le Pen n'hésite pas à parler carrément de vingt kilos d'explosifs. Tant qu'à faire... En réalité, la charge était de cinq kilos de dynamite, ce qui était suffisant de toute façon. Nous le savons de la façon la plus irréfutable qui soit car c'est le FN lui-même qui nous l'apprend. Dans une plaquette de propagande intitulée *La vraie opposition : le Front national*, distribuée en 1985, on peut voir la photographie de l'immeuble dévasté accompagnée de la légende suivante: « 2 novembre 1976. 5 kg de dynamite explosaient au quatrième étage de l'immeuble habité par Jean-Marie Le Pen. » Il y a eu une forte inflation entre 1985 et 2006. Et même entre 1985 et 2001, car à cette date, dans l'album hagiographique *Le Pen*, tout juste paru, on retrouve cette même photographie avec une nouvelle légende : « 1<sup>er</sup> novembre 1976 : vingt kilos d'explosifs, déposés au domicile de Jean-Marie Le Pen, (...) font les gros titres des journaux. »

La benjamine se plaindra également, toujours au chapitre des difficultés de l'enfance, de brimades au collège, pour elle et ses sœurs, tout en précisant que sa sœur aînée, Marie-Caroline, avait passé son bac à dix-sept ans et poursuivi ses études supérieures aux Etats-Unis et en Angleterre. Née en 1960, elle avait donc passé son bac en 1977 et n'a pas dû trop souffrir d'une diabolisation qui n'était pas encore virulente à cette époque. Surtout si elle avait quitté le pays pour ses études supérieures.

Yann, elle, aurait « décroché » l'année du bac, sans le passer « parce qu'elle n'en pouvait plus. Elle était confrontée à une telle hostilité au lycée, qu'une conseillère d'éducation kabyle, qui s'appelait Fatima et que je remercie ici, l'avait prise sous son aile. C'est cette femme qui est venue trouver nos parents pour leur dire : "L'hostilité politique dont votre fille est victime est proprement inadmissible. Ce qu'elle vit est insupportable. Elle est confrontée à une dureté telle que cette gamine est en train d'être vraiment détruite". »

Sans vouloir mettre en doute ce désarroi, on peut quand même s'interroger sur cette forte hostilité politique qui se serait manifestée en 1981-82, à une époque où le FN n'avait

pas percé électoralement et où, encore une fois, la diabolisation était loin de battre son plein. Peut-être que ce décrochage était dû également à d'autres raisons ?

On devine effectivement d'autres explications possibles à travers un texte paru dans *National Hebdo* le 6 mars 1986 sous la plume de Jean Bourdier, un proche, qui brossait avec sympathie, sans penser à malice, leur portrait à toutes les trois : « *Les petites Le Pen, j'ai eu le redoutable privilège de les voir grandir. (...) Marie-Caroline, une vieille dame de quelque vingt-cinq ans, fut d'abord journaliste au Figaro-Magazine, puis au Quotidien de Paris, où elle eut le grand privilège d'apprendre à une rédaction naïve mais admirative à confectionner des avions en papier.*

*Yann fut toujours le charme incarné, mais le respect de la vérité historique oblige à préciser que, plus jeune, elle avait un palmier dans la paume droite – ne proteste pas, Yann : j'ai une amie qui était pionne au lycée de Saint-Cloud, à l'époque où tu étais censée t'y trouver. Papa, pourtant pointilleux, le lui pardonnait parce qu'elle était bon marin. Ces Bretons ont des raisons que la raison ne connaît pas. (...) Quant à Marine, c'est plus affreux encore : c'est Papa. C'est Papa réincarné – en plus séduisant, à mes yeux tout au moins. Même art de prendre la parole à huit heures du soir pour l'abandonner à regret à quatre heures du matin, même brio, et même manie de s'esclaffer au milieu d'une phrase en rejetant la tête en arrière et en s'étouffant presque de son propre rire. On s'y croirait. Cela fait peur ».*

Durant ces années-là, Le Pen met volontiers en scène sa famille, mais la belle image d'Epinal à visée électorale va voler en éclats en octobre 1984.

### **Un divorce à la *Dallas***

En cette année 1984, tout baigne pour Le Pen : percée électorale de 1983, accès aux grands médias et cerise sur le gâteau, un mandat de député européen en juin. Pour adoucir son image, celui qui se présentait comme le « *Reagan français* »

avait offert en février à *L'Heure de Vérité*, aux Français subjugués, l'image idyllique d'une famille à l'américaine : belle épouse mince et blonde et trois filles tout aussi blondes, âgées de vingt-quatre, vingt et un et seize printemps, qui toutes rigolaient de bon cœur aux bons mots paternels et semblaient avoir finalement assez bien surmonté les terribles traumatismes de leur enfance.

Toujours dans le but de se rendre plus fréquentable dans la perspective des européennes proches, Le Pen avait eu une idée de génie : celle de faire écrire un livre à sa gloire, qui le montrerait... tel qu'en lui-même il souhaitait être vu. Aussitôt dit, aussitôt fait. Le choix du journaliste engagé pour cette hagiographie tomba sur Jean Marcilly qui s'installa à Montretout le 9 février 1984 – c'est lui qui nous l'apprend –, pour écrire le livre en question. Portant le titre subtil de *Le Pen sans bandeau*, il paraîtra en mai 1984, juste avant les européennes, ce qui était l'objectif. Dans le dernier chapitre, Jean Marcilly dresse le portrait de l'épouse du chef, qui déclare ceci : « *Après 25 ans de mariage, ce qui me touche toujours en lui, c'est sa bonté, envers chacun. Il ne supporte pas que l'on dise du mal d'autrui ; même si c'est vrai, il leur trouve toujours une excuse.*

(...) *En fait, ce que j'ai oublié de dire, c'est que je suis très fière de lui. (...) Et quand je vois le succès qu'il a, quand je vois les gens applaudir, j'ai de la peine à me retenir de pleurer, tellement je suis fière, tellement je suis bouleversée d'être à cet homme-là. Mon nom, c'est Pierrette Le Pen, je n'ai pas de nom de jeune fille ».*

Voilà ce qu'elle déclarait aux lecteurs charmés en mai. Et en octobre de la même année 1984, Pierrette-Le-Pen-qui-n'avait-pas-de-nom-de-jeune-fille... levait le camp en compagnie de Jean Marcilly. Eh oui, oubliant soudainement ses déclarations énamourées, elle fila sans tambour ni trompette avec ce nouvel homme de sa vie et ne revit pas ses filles pendant quinze ans.

Il faut cependant préciser que lors du grand déballage ultérieur dans la presse, Pierrette nous fournira un autre son de cloche : à la question de la revue gauche caviar *Globe* qui lui



ouvre obligeamment ses colonnes en avril 1988 : « *Comment s'est passée votre vraie séparation, en 1984 ?* », elle répondra : « *Depuis six mois, je lui répétais que je voulais divorcer. Mais il faisait comme s'il ne m'entendait pas... jusqu'au jour où il a cessé d'être sourd. Il m'a alors séquestrée. Pendant un mois, je n'ai pas pu sortir de la maison. J'ai décidé de m'enfuir...* »

Une déclaration en totale contradiction avec les propos lénifiants rapportés (ou inventés ?) par Marcilly, propos destinés de toute évidence à l'édification de l'électorat potentiel qui était censé se pâmer devant cette belle famille si représentative de la France éternelle.

En tout cas, c'en était bien fini de l'admiration et de la bonté universelles. Commença un divorce sordide, à coups de règlements de comptes par voie de presse, une guerre digne du feuilleton *Dallas*, où les questions d'argent étaient loin d'être absentes. Les trois filles, dont deux étaient largement majeures, prirent fait et cause pour leur père, allant jusqu'à signer en janvier 1986 à l'intention de la presse une déclaration commune contre leur mère : « *Nous témoignons que les allégations de notre mère sont un tissu d'affabulations calomnieuses. (...) Face à ces attaques, notre père a conservé une attitude stoïque et digne, au risque de laisser beau jeu à ses ennemis. Nous lui exprimons publiquement notre admiration et notre amour.* »

Oubliant son inaltérable bonté, Le Pen cogna dur contre l'infidèle qui avait commis l'incroyable forfait de le plaquer : comme elle lui réclamait de l'argent, il lui conseilla dans *Lui* de faire des ménages pour vivre et l'on sait comment l'ex-châtelaine de Montretout riposta : en montrant tout, justement, dans *Playboy* cette fois, en juin 1987. Ces photos s'étaient aujourd'hui encore sur Internet, ce qui permet de mesurer la nocivité de cette magnifique invention lorsque l'on manque de prudence. Car en quelques clics ses petits-enfants peuvent aujourd'hui encore y avoir accès comme tout un chacun. *Dallas*, on vous dit.



N'en restant pas là, elle toucha un point infiniment plus délicat, de l'ordre du tabou : largement accueillie pour l'occasion dans la presse de gauche et à la télé, elle mangea le morceau et révéla bien des petits secrets qui auraient normalement dû continuer à échapper à la curiosité du fisc. Nous en reparlerons dans le chapitre consacré à l'héritage Lambert.

### **Les « petits boulots » au FN et assimilés**

Après une enfance et une jeunesse pareillement marquées au fer rouge du sceau d'infamie Le Pen, il aurait semblé logique que les trois filles s'émancipent au plus vite et s'efforcent de rompre le cordon ombilical les reliant à un père aussi écrasant. Force est de constater qu'il n'en fut quasiment rien et qu'après un (tout) petit tour hors du parc de Montretout, elles revinrent très vite au bercail qui leur assura désormais le gîte et le couvert. Et beaucoup plus encore : des mandats politiques comme s'il en pleuvait. Aucune des trois ne renonça par ailleurs à se faire appeler de son nom de jeune fille, Le Pen, nom maudit qui les avait pourtant tellement fait souffrir, au bénéfice de son nom marital, ce qui aurait pu sembler logique.

Petit tour d'horizon :

L'aînée, **Marie-Caroline**, était logiquement l'héritière prévue de la PME familiale. Elle était au départ la plus politique des trois, celle qui militait au FN depuis quasiment les débuts du mouvement « *par réaction, parce que c'est dur d'être une fille Le Pen à l'école publique* », a-t-elle souvent dit. Pourtant, née en 1960, elle n'a pas dû beaucoup souffrir à l'école publique des dommages collatéraux de la création du FN qui n'est intervenue, et encore, très modestement, qu'en 1972.

Après un DEUG de droit, elle fait un petit tour au *Figaro Magazine* où elle entre par piston et écrit sous pseudonyme.

Ses dispositions journalistiques étant assez maigrichonnes, elle réintègre vite le cocon familial où son père la nomme attachée de presse du secrétariat général du mouvement. Elle s'occupera ensuite du service de presse du groupe parlementaire FN qui entre à l'assemblée en 1986.

Toujours au chapitre des fonctions salariées, son père la place en 1992, pour des raisons fiscales, à la gérance de la SERP, sa société d'éditions phonographiques. Ce qui provoquera bien des démêlés en 1999, au moment de la scission.

Elle est également placée, toujours par papa, à la tête de National Vidéo, société produisant les cassettes vidéo du mouvement, ainsi qu'à la maison d'édition FN, la PRES.

Côté politique, elle participe à bon nombre d'élections pour son parti et est élue pour la première fois conseillère régionale d'Ile-de-France en mars 1986. Elle a alors vingt-six ans. L'année suivante, elle épouse en premières nocces Jean-Pierre Gendron, conseiller régional du Nord, qui sera membre du bureau politique jusqu'en 1994. C'est lui qui inaugurera la riche série des « gendres ».

En 1997, elle est élue au comité central du mouvement, à une bonne quatorzième place, l'année même où sa sœur Marine est recalée. C'est également l'année où elle se présente aux législatives dans la VII<sup>e</sup> circonscription des Yvelines. Arrivée en tête au premier tour, avec 28,48% des voix, devant les candidats socialiste et RPR, elle sera hélas pour elle « soutenue » par son père pour le second tour. Et ce sera l'affaire de Mantes-la-Jolie : Le Pen père venu sur le marché le 30 mai 1997 s'énervait face au comité d'accueil gauchiste et une échauffourée se produit. La candidate socialiste, Peulvast-Bergeal, ne rate bien sûr pas l'occasion de porter plainte pour violences. Un « dérapage » qui coûtera cher à la fille du président puisqu'il ruinera ses chances, réelles, de victoire.

En 1998, Marie-Caroline Le Pen est réélue conseillère régionale d'Ile-de-France. Sa sœur Marine le sera pour la première fois dans le Nord-Pas-de-Calais et son père comme d'habitude

en Provence-Alpes-Côte-d'Azur. Un bon cru pour la famille.

D'autant que les gendres eux aussi auront droit à leurs mandats : Philippe Olivier, second époux de Marie-Caroline, est élu conseiller régional d'Ile-de-France et Samuel Maréchal, époux de Yann, dans les Pays de la Loire. Autant d'indemnités publiques qui s'ajoutent aux sinécures généreusement prodiguées par le parti.

Hélas, les projets paternels d'éventuelle transmission à l'aînée des filles vont se voir ruinés par la scission qui se produit à la fin de l'année. Marie-Caroline Le Pen et Philippe Olivier, par ailleurs membre du bureau politique du FN, suivent Mégret, le « félon ». Autant dire que la rupture est consommée avec son père qui jamais ne pardonnera. Elle quitte Montreuil en février 1999 pour n'y plus revenir.

Comme toujours dans la famille, affaires politiques et financières sont inextricablement mêlées : la « félonne » fera expulser ses deux sœurs de la maison familiale de La Trinité-sur-Mer sur laquelle, toujours pour des raisons fiscales, elle a des droits, et Marine Le Pen, durant cette période, poursuivra en vain sa sœur en justice. Toutes deux sont alors enceintes. Ce qui n'empêche pas la bagarre. Il est à noter que Marie-Caroline Le Pen gagnera tous les procès intentés par ses sœurs et son père, jusqu'en cassation.

Aux européennes qui suivent, en 1999, elle sera présente en quatrième position sur la liste Mégret. Sous le nom de Marie-Caroline Le Pen. Et non sous celui d'Olivier, pourtant nettement moins diabolisé. Mais aussi tellement moins porteur.

**Yann Le Pen**, née en 1963, semble avoir la fibre politique moins développée que ses sœurs. Jamais elle ne se présentera à une élection. Ce qui ne l'empêche pas d'être elle aussi totalement immergée dans le bain FN, professionnellement et maritalement. Elle se mariera cependant une première fois avec un steward totalement étranger au FN. Une originalité

par rapport à la série des mariages des trois sœurs, qui ont toujours, sauf cette exception, convolé à l'intérieur du petit monde du FN.

Professionnellement, après l'une ou l'autre expérience peu concluante en dehors des clous, style GO au Club Med, ou création d'une agence d'hôtesse d'accueil, elle réintègre vite le cocon frontiste où elle va désormais mener tranquillement sa carrière d'apparatchik. Son père lui attribue son petit fromage : chef de projet événementiel. C'est elle désormais qui organisera meetings, banquets patriotiques, etc. Elle en est toujours chargée actuellement.

Son second mari, Samuel Maréchal, fera toute sa carrière au FN où il entre en 1985 à l'âge de dix-huit ans. Il épouse Yann Le Pen en janvier 1993 et n'a en principe plus à se soucier de l'avenir. Installé à Montretout avec le reste du clan, il est nommé directeur national du Front national de la Jeunesse (FNJ) en 1992 – il a vingt-cinq ans –, et le restera jusqu'en 1998. Puis, frappé par la limite d'âge, il prend la tête de l'association Génération Le Pen en 1998. Son bilan à la tête du FNJ sera assez contesté : malgré les gros moyens engagés – un budget multiplié par dix –, la structure compte moins de 2000 militants pour l'ensemble du pays lorsqu'il quitte ses fonctions. Ce qui ne l'empêche pas de se voir volontiers en numéro deux du mouvement, à l'époque. Eventualité qui l'amène tout naturellement à cordialement détester Mégret.

Hélas pour lui, malgré la présence de trois enfants, il divorcera en 2007 d'avec Yann Le Pen. *Exit* Samuel Maréchal.

Nous examinerons plus à fond par ailleurs le parcours de Marine Le Pen. Dans le droit fil des précédents.

### **Des assistés en or massif**

Au moment de la scission, en 1998-99, l'ancien directeur du personnel Serge Martinez, « félon » lui aussi, va se faire un devoir et un plaisir de donner quelques chiffres. Il évaluera



ainsi, feuilles de paie en main, ce que coûte le clan Le Pen au FN : la modique somme annuelle de 2 159 000 francs. Soit l'équivalent d'une année de cotisations de 21 500 adhérents chômeurs, précisera-t-il alors.

Cette somme se décomposait comme suit : 30 000 francs brut mensuels pour Marine Le Pen en qualité de directrice du service juridique, pour un 2/3 de temps. Cette dernière protestera hautement en ces termes : « *Je suis là de 8 à 20 heures !* ». Ce qui démontre un don d'ubiquité certain puisqu'elle est alors toute fraîche émoulue conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais. Et qu'elle traversera de surcroît les années 1998 et 1999 enceinte à deux reprises et au final mère de trois enfants en très bas âge. Serge Martinez, ce vilain cafard, précisera même qu'elle ne reversait rien de son indemnité de conseillère régionale, contrairement à la règle d'airain fixée par son père... pour les autres.

Le couple Maréchal a droit également à sa volée de bois vert : 73 000 francs mensuels pour Yann Le Pen et son mari, directeur du FNJ, et conseiller régional, ce qui complète ses revenus. Comme beau-papa, Samuel Maréchal a le sens de la famille : il fera un temps embaucher son frère Etienne et sa sœur Sarah.

Dans ce grand déballage, Marie-Caroline Le Pen sera épargnée par les mégrétistes. Car elle a fait, à ce moment-là, le bon choix. De leur point de vue, naturellement.

### **Tout est bien qui finit... très curieusement**

Pierrette Le Pen se rabibochera peu à peu avec ses filles au bout de quinze années bien sonnées d'absence. Et pourtant, il y en avait, du passif, entre elles ! Elle se rapprochera tout d'abord de Marie-Caroline. Ce qui était bien normal car cette dernière, quoique pour d'autres raisons, avait également claqué la porte de Montretout début 1999. Ce qui faisait deux exilées au lieu d'une, boutées hors du clan Le Pen



qui se resserrait de plus en plus.

La « normalisation » finira par atteindre cahin-caha les deux autres filles, en 2006. Pierrette se retrouvait, paraît-il, seule, ruinée, sans un sou de retraite et très repentante. Sans compter qu'elle pouvait encore rendre quelques services. Aux dernières nouvelles, âgée à présent de plus de soixante-quinze ans, elle habite l'ancienne petite maison du gardien dans le parc de Montretout et s'occupe des trois enfants de Marine Le Pen, bien trop occupée pour assumer cette charge au quotidien. Le Pen, grand seigneur, accepta cette solution. Il est vrai que si quelqu'un connaît tous les petits secrets des débuts du FN et de l'héritage Lambert, c'est bien Pierrette... Sans doute estima-t-il plus sage d'arrondir les angles. N'oublions pas qu'en 1987, dans le fracas du divorce, elle avait menacé d'écrire un livre sur ses années de mariage avec le grand homme, qui devait paraître après la présidentielle de 1988. Et que ce livre, très attendu, n'a jamais vu le jour. L'une ou l'autre transaction a vraisemblablement évité sa parution à l'époque. Mais enfin, il pourrait à nouveau lui venir des démangeaisons d'écriture, afin d'arrondir ses fins de mois. Maintenant qu'il lui est devenu plus difficile de poser pour *Playboy* ...

De son côté, quelques années après son divorce, Le Pen se remaria en mai 1991 avec Jeanne-Marie Paschos, dite Jany, de quatre ans sa cadette, elle-même divorcée d'avec Jean Garnier, un homme d'affaire belge. Ayant eu le malheur par la suite de déclarer Marine Le Pen « *trop ambitieuse* », la seconde épouse s'attira cette réplique assassine de la nouvelle présidente: « *Elle n'a jamais rien voulu faire de sa vie. Elle n'a pas d'ambition, elle n'en a jamais eu. Ni familiale, ni professionnelle, ni personnelle...* ». Fermez le ban.

Dans la famille Le Pen, impossible de demander un non divorcé. Marie-Caroline ayant divorcé une fois et les deux autres filles, deux fois – dans un laps de temps assez rapproché, que de travail pour les avocats ! –, cela nous fait neuf divorces pour six personnes : deux rien que pour Pierrette, un pour le président *himself*, un pour sa deuxième épouse,

## LE CLAN LE PEN

plus ceux des filles. Marine Le Pen divorcera une première fois en 1999 après deux ans de mariage et trois enfants, et une seconde fois en 2006, après trois ans de mariage.

Ceci relève de la vie privée, certes, sauf que vie privée et vie politique sont ici étroitement imbriquées. Et que cette avalanche est quand même assez déconcertante et peu emblématique d'un parti considéré dans l'imaginaire collectif comme le défenseur de la famille traditionnelle et de ses valeurs. Encore une image qui est bien loin de coller à la réalité...

## *Héritiers de père en fille*

---

Jean-Marie et Marine Le Pen sont tous deux des héritiers. Chacun dans son genre, mais le fait est là. Le Pen père recueillera en 1976 un fabuleux héritage en argent qui, en l'installant sur un trône, lui assurera un statut tout à fait particulier au sein de la famille nationaliste. Et sa fille recevra benoîtement des mains de son géniteur, en héritage, un mouvement politique que ce dernier a toujours considéré comme lui appartenant en propre. Et plus étrange, sans que ce fait stupéfiant ne déclenche les sarcasmes d'une presse pourtant encline à pratiquer l'ironie dévastatrice. Lorsque c'est sans danger toutefois, c'est-à-dire lorsque ne sont pas visées les vaches sacrées du système, à propos desquelles l'ironie est strictement interdite. En cette circonstance, il n'y avait pas de danger – taper sur le Front national est normalement recommandé –, et pourtant les journalistes ne se sont pas gaussés comme ils auraient pu, et dû, le faire. Non, ils ont enregistré le fait, en passant rapidement, comme si c'était la chose la plus naturelle du monde. De quoi se poser quelques questions.

Et aussi de quoi donner des idées à d'autres leaders politiques. Suggérons à Martine Aubry, lorsqu'elle se sentira d'humeur à décrocher, d'ici quelques décennies, de passer sans plus de cérémonie le flambeau à sa fille. Ou à Jean-François Copé, lorsqu'il approchera des rives de 2050, de faire de même avec l'un ou l'autre de ses fils. C'est tellement plus simple lorsque les choses se passent en famille. S'il fallait une preuve supplémentaire que ce mouvement n'a jamais, au grand jamais, fonctionné comme un parti normal, ce serait bien celle-là.

## Le magot du président

Les questions d'argent occupent une place primordiale pour le clan et il n'est pas hasardeux d'avancer qu'elles ont également eu une importance politique majeure, en ce sens qu'elles ont induit un certain comportement et certaines réactions de Jean-Marie Le Pen vis-à-vis du système. Et réciproquement.

Le président du mouvement est un fils du peuple et il ne se fera pas faute de le rappeler à tout propos : « *Indigène français de race bretonne (pas la petite blanche et noire, bonne laitière, mais la grande blonde), né, comme l'écrit l'état civil, d'une lignée de laboureurs et de cultivateurs, tous morbihannais me donnant mes seize quartiers de roture, eux-mêmes fils de laboureurs venus sans doute du fond des siècles. J'ai mes racines là, dans ce camp armoricain coïncé entre la mer d'Ouest et le ressac des grandes invasions qui venait le battre à revers* » (*Album Le Pen*, 1984). Il devient pupille de la nation en 1942 au décès de son père, marin-pêcheur. Il a quatorze ans.

Ce fils du peuple passera sa jeunesse à tirer le diable par la queue et occasionnellement à taper les copains. Il vivra ensuite de ses mandats de député. Mais en 1962, terminés les mandats. Il a trente-quatre ans et doit commencer à gagner sa vie. Il pourrait être avocat, puisque telle est sa formation, mais il n'exercera jamais ce métier, n'ayant nulle envie à son âge de passer par la case des stages obligatoires. Il crée donc en 1963 une société d'éditions phonographiques, la SERP, avec quelques associés.

Ce n'est pas la fortune, mais il est son propre maître, ce qui est l'essentiel à ses yeux. Et puis, pour arrondir les fins de mois, il y a l'argent hérité de sa belle-mère. C'est Pierrette ex-Le Pen qui révélera ces détails lors du divorce houleux : « (...) *Ma mère est décédée en 1972 en me laissant une assez grosse fortune (...) Elle avait pas mal réussi dans la parfumerie. Tandis que Jean-Marie, lui, ne s'en sortait pas financièrement, il avait perdu tout mandat électoral...*

- *Que vous a-t-elle légué ?*
- *350 millions d'anciens francs de liquidités, des appartements et des revenus fonciers » (Globe, avril 1988).*

La fortune réelle et personnelle va lui échoir en 1976 et toute sa vie en sera transformée. Que se serait-il passé s'il n'avait pas hérité ? Certes, il était déjà président du FN et le serait vraisemblablement resté. Mais au même niveau que les autres dirigeants et militants du mouvement. Il aurait dû batailler bien davantage pour conserver sa place. L'héritage Lambert va lui offrir, à lui personnellement, un statut et des moyens inespérés. Il a alors quarante-huit ans.

### **Un beau compte de fée**

Le 25 septembre 1976, Hubert Lambert, dit Saint-Julien de son nom de plume, meurt à Saint-Cloud d'une crise d'éthylisme. Né le 20 août 1934, il était le fils unique, et tardif, de l'industriel Léon Lambert, fondateur des Ciments Lambert et de son épouse, née Angèle Marie-Rose de Saint-Julien. Celle-ci couve littéralement, surtout depuis la mort du père, ce rejeton maladif et perdu dans ses chimères. Ainsi Hubert Lambert ne se rendra pas aux épreuves du baccalauréat, ne fera pas son service militaire, n'assistera jamais aux conseils d'administration de sa société. Il mène une existence d'oisif richissime, s'adonnant à la boisson, se soumettant occasionnellement à des cures de désintoxication.

Ce qui ne l'empêche pas de fantasmer sur une notoriété journalistique ou politique qu'il désire ardemment. Sa signature apparaît dans *Faisceaux, organe des jeunes nationaux européens* (1952), *L'heure française* (1955), *Artaban* de Jacques Hébertot (1957), *Jeune Nation* (1958), *Fraternité française* de Pierre Poujade (1960). Il donne de l'argent à Pierre Boutang pour lancer *La Nation Française* et ce dernier, pour le remercier, en imprimera un exemplaire sur vélin, à son intention.



On le voit, il est une véritable providence pour les mouvements nationalistes, distribuant avec libéralité ses largesses pour financer campagnes, propagande, revues diverses et variées. Pierre Sidos, le fondateur de l'Œuvre Française, a bien connu Lambert qu'il dépeint en ces termes : « *Hubert Lambert était un homme d'une grande sensibilité, qui lisait énormément. Il avait beaucoup soutenu financièrement le monarchiste Pierre Boutang mais était plutôt de sensibilité bonapartiste. Il n'avait qu'une idée : il fallait pour le pays quelqu'un qui ait de la poigne. Il était très fier du fait que sa maison de St Cloud ait été construite par le secrétaire de Napoléon III [le comte Muffat dans Nana de Zola]. Il avait des sympathies pour l'Œuvre. Il avait pour secrétaire un professeur de lettres, Jean Féraudy, qui lui écrivait ses articles. Non qu'il n'en fût pas capable, mais c'était un velléitaire. Ce secrétaire eut aussi droit à son testament. On raconte qu'il dormait avec le testament sous son oreiller...* »

Car effectivement, Hubert Lambert, brouillé avec le reste de sa famille, a pour habitude de faire des testaments en faveur de ses tocales du moment. Et pourtant, tout aurait pu basculer en 1964. Car à cette date, il parvient à suffisamment s'extraire des jupes de sa mère pour convoler. Mais le mariage ne dure que quinze jours, le temps du voyage de noce et le divorce intervient la même année. Connue comme le loup blanc dans le milieu nationaliste, Lambert est évidemment sollicité par le président du Front national nouvellement créé en 1972. Il est bientôt nommé au comité central. Le Pen va dès lors le fréquenter assidument, ainsi que sa mère, Marie-Rose, en compagnie de son épouse Pierrette.

Parmi ses fantasmes, Lambert avait celui de devenir ministre. Or, divers témoignages, dont celui de Pierre Sidos, concordent : Le Pen avait promis à Lambert le ministère de l'Intérieur dans la perspective imminente (à son avis) de la prise du pouvoir. Le général d'armée Jean-Paul Etcheverry était censé être dans le coup... Ce dernier, qui tomba des nues, fut entendu par les autorités et eut quelques problèmes. Tout cela était bien sûr fantaisiste ! Fantaisiste, mais l'héritier se mit à rêver à son

ministère. Quoique plus jeune de six ans, Lambert va s'enticher de Le Pen en qui il voit un futur homme d'Etat, au point de faire de lui son nouveau légataire universel, dans un testament olographe daté de janvier 1976. Le président du minuscule Front national convaincra son riche ami de se faire soigner par son vieux compagnon d'armes, le médecin militaire Jean-Maurice Demarquet qui vient justement d'ouvrir un cabinet médical à Boulogne. Ces soins ne l'empêcheront pas de décéder quelques mois plus tard, une poignée de semaines après sa mère, à l'âge de quarante-deux ans, sans héritiers directs. Et sans avoir eu le temps de changer d'avis une fois de plus.

Le testament que brandit aussitôt Le Pen est donc le dernier en date. Il va cependant être contesté par un cousin du défunt, également héritier putatif disposant d'un testament antérieur, fort mécontent de se voir coiffé au poteau. Ce cousin, Philippe Lambert, vit au rez-de-chaussée du manoir de Montretout et l'un de ses enfants a le cousin Hubert pour parrain. Il demande l'annulation du nouveau testament en raison de l'état de faiblesse évident à tous points de vue du testateur. Une enquête est ouverte. Le constat médical conclura à un « *abus de médicaments pris d'une façon excessive et sans discernement* ».

Le Pen, lui, contre-attaquera en affirmant que « *L'intelligence, le talent littéraire et la lucidité d'Hubert Lambert n'ont jamais été affectés par les maux qui l'accablaient* ».

Alors qu'un procès se profile, prévu pour octobre 1977, les deux adversaires trouvent inopinément un accord. Laissons *Le Canard enchaîné* dans son dossier sur Le Pen paru en octobre 1992 nous raconter le fin mot de l'histoire : « *Que s'est-il passé ? En fourbissant leurs armes, les deux adversaires parviennent très vite à la même conclusion : le délire éthylique du malheureux Hubert est tellement évident, corroboré par tant de témoignages, que la justice va nécessairement le considérer comme incapable d'exprimer sa volonté. Le Pen a donc perdu. Mais, selon toute probabilité, ce n'est pas seulement le dernier testament en faveur de Le Pen qui sera annulé, mais tous les testaments. Philippe Lambert a donc égale-*

*ment perdu : l'héritage ira, selon la loi du sang, aux plus proches parents. Philippe, lointain cousin, n'en aura qu'une maigre partie. Moralité, si l'on ose dire, il vaut mieux négociier, et s'entendre... »*

Le 31 octobre 1985, dans le contexte de la montée du Front national, *L'Événement du jeudi*, toujours à l'affût de détails croustillants pouvant nuire au grand méchant loup, nous avait rappelé ceci : « *Jean-Marie Le Pen aime à présenter Hubert Lambert, l'homme dont il a hérité, comme un grand esprit. Or Francesco Balaguer Monteagudo, qui fut le chauffeur de ce même Lambert, a témoigné le 7 mars 1977 en ces termes : "Mon patron affirmait qu'il serait bientôt Premier ministre... J'ai passé de longues heures auprès de lui pour lui apprendre à faire des additions et lui expliquer la différence entre les anciens francs et les nouveaux... Il voulait devenir journaliste ou écrivain, ce qui malheureusement était impossible ; en effet, il en était incapable puisqu'il n'arrivait jamais, ou presque jamais, à terminer une phrase jusqu'au bout".* »

Après accord avec le cousin Lambert, Jean-Marie Le Pen garde Montretout et hérite, selon ses dires, de 17 millions de francs de l'époque. Mais, toujours selon ses dires, le fisc rapace lui en prendra 70%.

Quoi qu'il en soit, il n'aime guère s'étendre sur cette évocation d'un passé pas si éloigné que cela. C'est un sujet quasiment tabou. Dans son premier album hagiographique paru en 1984, on ne trouvera mention de cet héritage providentiel qu'au détour d'un texte relatant les péripéties de l'existence du « Menhir », et encore, en des termes plus que succincts. Dans le second, publié en septembre 2001, on verra tout en bas d'une colonne apparaître une petite photo d'Hubert et de Marie-Rose Lambert suivie de ces quelques lignes : « *Les dernières volontés testamentaires de Madame Lambert et de son fils Hubert, son ami, frère de cœur et combattant politique de la première heure, lui donnèrent un toit et une liberté d'action dont Jean-Marie Le Pen leur sera à jamais redevable* ».

Ce qui était bien le moins qu'il pouvait faire pour eux.

Dans son livre *A contre flots*, Marine Le Pen nous livre un récit édifiant des circonstances de cet héritage, édifiant mais peut-être pas très vraisemblable : « *Lambert invite même à plusieurs reprises mon père à les accompagner, sa mère et lui, chez leur notaire – ce que Le Pen refuse –, jusqu’au jour où ce sont Hubert Lambert et sa mère qui se déplacent jusqu’à l’appartement de la villa Poirier pour remettre à Jean-Marie et Pierrette Le Pen les testaments croisés qui les font héritiers. Car c’est bien la mère et le fils, et non seulement ce dernier qui, d’un commun accord, ont décidé de transmettre ainsi leur patrimoine.*

*Mon père prend ce testament, le met dans un tiroir et l’oublie. »*

Et l’oublie ! A qui faire croire une chose pareille ? Le Pen à l’époque vit assez chichement de la SERP et des loyers des appartements de sa femme, il est chargé de famille, n’a aucun mandat. Voilà qu’il lui échoit la perspective d’un pactole mirifique. Et il l’oublierait ?

Il a été abondamment écrit que ce legs avait été fait dans l’esprit du donateur pour favoriser les activités politiques du cofondateur du FN et pour qu’il n’ait plus à se préoccuper de basses contingences matérielles. Précisément celles au milieu desquelles se débattent généralement les électeurs du mouvement. Il a également été abondamment précisé que les testaments croisés de la mère et du fils avaient été rédigés en ces termes : chacun des deux, mère et fils, se léguait ses biens mutuellement. Puis, à défaut, à Jean-Marie Le Pen, à défaut à Pierrette Le Pen, à défaut aux enfants Le Pen. Ce qui signifie en clair que s’il était arrivé quelque chose de fâcheux au patron du FN, sa famille aurait hérité du magot. Quoiqu’il soit exact que légalement le FN ne pouvait recevoir de legs, c’est là néanmoins une curieuse façon d’assurer l’avenir d’un mouvement auquel Hubert Lambert croyait. Mais il est vrai qu’à l’époque, aux dires des témoins, il n’émergeait plus que très rarement des brumes où le plongeaient alcool et médicaments réunis.

Toujours est-il que l’héritage Lambert servira exclusivement au président du mouvement, à la promotion de son image et



à son train de vie.

Pour clore ce douloureux chapitre dans l'humour, rappelons ce que Jean Marcilly écrivait dans *Le Pen sans bandeau* paru en mai 1984. C'était avant qu'il ne lève le pied avec Pierrette Le Pen et ne tienne sur l'héritier du magot Lambert des propos fort différents. Mais à ce moment-là, le miel coule à flots de sa plume et il nous relate, comme s'il y avait assisté, aux préparatifs du « *personnage supérieurement intelligent, extrêmement fin et cultivé* » qu'était ce pauvre hère richissime, depuis son bain qu'il prenait lentement, jusqu'à son arrivée dans les restaurants parisiens de luxe où il traitait ses commensaux, en passant par sa toilette recherchée.

Encore plus fort, nous assistons au premier accès de générosité d'Hubert sous la plume fertile de Jean Marcilly : « *Jean-Marie Le Pen ne fut pas autrement surpris, un jour de 1972, de voir débarquer dans son bureau ce cher Hubert, porteur d'une forte serviette en cuir et des meilleures intentions :*

– *Jean-Marie, tu as fondé un parti politique, je veux que tu sois élu et je viens t'aider.*

– *Tu es bien bon, mais tes regrets vont s'ajouter aux miens car il est exclu que je puisse être élu, le mode de scrutin est uninominal à deux tours. Dans la bataille que je mène pour préparer l'après-gaulisme, j'ai de la conviction mais pas d'illusion !*

– *Mais en 1958 ...*

– *En 58, le scrutin, souviens-t'en, était à la proportionnelle et je bénéficiais à fond du courant Algérie française consécutif au 13 mai.*

*Hubert ne se laisse pas envahir le moins du monde par le pessimisme, déclarant malgré tout ses bonnes intentions :*

– *Ecoute... moi j'ai confiance en toi. Je suis certain qu'il est essentiel pour tous que tu remontes au baroud et sur la scène politique. Il t'appartient de porter le drapeau de la droite nationale, de relever le défi. Tu dois savoir que tu n'es pas seul... que beaucoup de bonnes volontés sont avec toi. Moi pour commencer :*

– *Tiens ! ce n'est qu'un début...*



*Il déverse sur le bureau le contenu de la serviette. Très exactement vingt millions en espèces.*

*Jean-Marie Le Pen n'a jamais vu autant d'argent en une seule fois, mais n'en affirme pas moins :*

*– Tu es formidable, mais honnêtement tu dois savoir que même plus ne changera rien au problème ...*

*– Je m'en doute un peu. Simplement, chacun doit faire ce qu'il peut faire. Je peux ça, je continuerai ...*

*Il referma sa serviette, laquelle effectivement devait encore servir et conforter les activités du Front national dont il devenait mécène et bienfaiteur ».*

Jean Marcilly, décidément intarissable sur le sujet, et visiblement désireux de mettre en valeur le rôle de l'épouse du chef dans ce legs mirifique, nous rapportera même en ces termes la cour assidue que fit Pierrette à la mère, Marie-Rose Lambert : « *Il s'était créé entre Madame Lambert et Pierrette Le Pen, la femme de Jean-Marie, une espèce de lien affectif. Toutes deux sont originaires du sud-ouest. Cette connivence de compréhension subtile complète harmonieusement l'amitié de Jean-Marie et de Hubert.*

*Madame Lambert est relativement recluse et, avec Pierrette, peut aborder des sujets féminins dont elle ne pouvait pas s'entretenir avec son fils ni, sans doute, avec ses parents qui cohabitaient dans l'hôtel particulier de Saint-Cloud. »*

C'est en raison de cette participation active que Pierrette s'imagina naïvement, lors du divorce, avoir droit à une part du magot. C'était compter sans la radinerie devenue proverbiale du Breton qui mit provisoirement de côté son inaltérable bonté pour défendre bec et ongles un argent qui était à lui. Et à lui tout seul.

### **Les autres héritages**

Il s'agit-là du plus important héritage recueilli par Le Pen, mais pas de l'unique, loin de là. On aborde là cependant à

des rivages obscurs car secrets comme toujours lorsqu'il est question d'héritage. Personne ne va crier sur les toits ce genre de dispositions.

Et si nous pouvons soulever un coin du voile, c'est à la faveur d'une condamnation de Jean-Marie Le Pen.

En 1994, Henri Bussière, ancien gendarme vosgien ayant quelques antécédents psychiatriques, décide de léguer ses biens, d'un montant évalué entre 500 000 et 1 million de francs, au Front national. Le trésorier du mouvement, Jean-Pierre Reveau, écrit alors au généreux testateur pour le remercier, certes, mais surtout pour lui demander – étant donné que « *la loi interdit aux partis politiques de recevoir un héritage* » –, de modifier son testament en précisant bien : « *J'institue pour mon légataire universel M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national...* ».

C'est là qu'intervient la sœur d'Henri Bussière, qui va retrouver l'échange de courrier et contester la validité du testament. Le Pen est représenté par sa fille Marine, avocate. Ils vont perdre. Le testament est bel et bien annulé au motif que le FN s'est livré à une manœuvre prohibée. Mais le président du mouvement ne l'entend pas de cette oreille et fait appel. L'annulation sera confirmée par la cour d'appel de Nancy en octobre 1997 et Le Pen condamné à 5 000 francs de dommages et intérêts à payer à la sœur récalcitrante.

### **Pierrette crache le morceau**

A son départ en octobre 1984, Pierrette s'était rendu compte que son mari avait été plus rapide qu'elle : il s'était dépêché de vider leur compte à la banque Darier de Genève sur lequel elle avait également la signature. Il n'y avait plus rien à récupérer. C'est à partir de cette constatation, et pour se venger, qu'elle va révéler quelques points de détail relatifs à leur fortune à divers médias accueillants.

Elle attendra cependant pour se mettre à table que les choses se soient à ce point envenimées que, n'ayant plus rien à perdre, toutes les munitions y passeront. C'est ainsi qu'en décembre 1987, soit six mois après la parution de ses photos déshabillées dans *Playboy*, Pierrette Le Pen choisit l'hebdomadaire genevois *GHI* (*Genève Home Informations*) pour y faire des révélations fracassantes. Elle a bien choisi son support, *GHI* est un journal gratuit extrêmement lu dans cette région suisse. Elle va attaquer au point qu'elle sait particulièrement sensible : au portefeuille. Elle accuse son ex-mari de frauder le fisc et raconte avec moult détails comment les choses se passaient. Selon ses dires, l'essentiel du capital dont ils avaient hérité était en réalité placé dans une fondation familiale installée en Suisse, la Fondation Saint-Julien, un montage classique pour éviter les droits de succession. Une fois vendus titres et actions, pour un montant, toujours dicit Pierrette, de la bagatelle de... quatre milliards de centimes de 1977, les fonds furent placés à l'Union des Banques Suisses. Et ensuite transférés en 1977 par eux deux à la banque privée Darier : « *Nous avions plusieurs valises de billets, c'était impressionnant. Nous avons effectué le transport nous-mêmes.* »

Car elle précisera même le nom du banquier : Darier, « *notre banquier suisse habituel, une banque très influente qui ramasse de l'argent à droite comme à gauche* ».

Par la suite, en cas de besoin d'argent, on réclamait au banquier des « *petits nègres* », chaque petit nègre équivalant à 10 000 francs français, qu'il se chargeait de transmettre. Des petits nègres, ceux-là, dont l'arrivée en France, terre d'accueil, était la bienvenue.

Ce banquier compréhensif, Jacques Darier, connaîtra par la suite quelques démêlés avec la justice. Il est interpellé le 13 novembre 1985 et écroué à la prison de Fresnes sous l'inculpation d'« *infractions à la législation et à la réglementation sur les relations financières avec l'étranger* ». Il sera remis en liberté après versement d'une caution de 15 millions de francs. Au grand soulagement de ses riches clients, l'enquête n'aboutira

pas car Jacques Darier avait eu le temps, lors de son arrestation, d'avalier la liste de noms compromettants qu'il portait sur lui. Compréhensif et vorace, voilà un banquier qui possédait toutes les qualités.

Deuxième vague des révélations de Pierrette : cette fois, nous sommes en avril 1988. Juste deux mois avant la présidentielle à laquelle son ex-époux est candidat. Ce n'est donc nullement un hasard si le magazine gauche caviar *Globe* tient à remettre le couvert sur ces points si intéressants parus dans la presse suisse. Il lui ouvre toutes grandes ses colonnes pour une interview décoiffante sobrement intitulée *Pierrette (ex)-Le Pen balance tout*. Tout ce qui peut contribuer à déstabiliser le candidat d'« extrême droite » et semer la zizanie est pain béni pour Georges-Marc Benamou et ses potes. Normal, eux sont tellement irréprochables. Pierrette va donc pouvoir déverser à nouveau sa bile tout à loisir, elle qui s'estime lésée puisque son ex lui a refusé tout argent lors du divorce. Nous en arrivons toujours là. Jean-Marie Le Pen essaiera en vain de faire interdire la diffusion de ce numéro de *Globe*.

Laissons de côté les gracieusetés habituelles en ce genre de circonstances et arrivons au vif du sujet : encore une fois, l'argent Lambert. Même en tenant compte de la volonté de nuire, il y a là, fournis obligeamment par l'ex-première dame du FN, des détails et des précisions qui ne s'inventent pas : « *L'affaire Lambert... les journalistes l'ont prise par le mauvais bout. C'est du côté de la Suisse qu'il fallait enquêter. Les trois quarts de la fortune des Lambert étaient là-bas. Et sur ce montant, il n'y avait, évidemment, pas d'impôts à payer* ».

Amusant : à un moment donné au cours de l'interview, Pierrette ex-Le Pen s'emballe, risque une incursion inhabituelle dans le domaine politique et affirme : « *Tout le monde sait par ailleurs que, depuis 1965, Le Pen a toujours fait voter Mitterrand* ». Là, *Globe* croit de son devoir de faire suivre cette affirmation tendancieuse du rectificatif de son cru suivant, qu'il met entre parenthèses : « *(Suivent alors quelques divagations sur le prétendu « socialisme » clandestin de Le Pen, sur ses supposés liens avec Mit-*



*terrand et la Gauche, sur sa haine farouche de Chirac)* ». Mais il se garde bien de nous en dire plus sur ces « supposées » di-vagations forcément hors sujet. Mais qui ne devaient pas être dénuées d'intérêt.

Calomnies, que ces accusations de son ex-épouse, clamera Le Pen. Pourtant, d'autres sources confirmeront des mouvements bancaires en Suisse, impliquant cette fois le gérant de fortune installé à Genève, Jean-Pierre Aubert. Des chiffres et des dates précis seront publiés. Aubert, qui ne cachait pas ses sympathies pour le patron du FN – il était présent à son remariage en mai 1991 –, sera arrêté pour blanchiment d'argent et trafics divers, juste quelques mois plus tard, en octobre de la même année. Et passera quatre mois en prison.

La question à se poser après des accusations de fraude fiscale aussi précises, est de savoir si les autorités françaises se sont penchées avec intérêt sur ce cas si emblématique à tous points de vue.

Or, il faut se rendre à l'évidence : le fisc n'a finalement pas été trop méchant après ces déclarations inopportunes. Etrange... Nous sommes en plein septennat « moral » puisque socialiste. Mais Mitterrand a sans doute marqué une forme de reconnaissance en ne faisant pas trop creuser la question par ses services. Le Pen, finalement, était plutôt utile, qui préférerait en toutes circonstances favoriser la gauche plutôt que la droite.

### **L'ISF ? Encore une persécution...**

Tout au long de sa carrière politique, Jean-Marie Le Pen va se présenter systématiquement en homme persécuté. Persécuté en toutes choses, mais tout particulièrement par le fisc. Voilà sa bête noire. Il ne considérera jamais que finalement les choses auraient pu être bien pires, après les révélations de son ex-femme. « *La France est entrée dans un système d'inquisition fiscale comparable à la Gestapo* », affirmera-t-il à plusieurs reprises.



C'est qu'il garde une sévère dent au fisc !

Il prétendra même n'avoir pu conserver que cinq millions sur les dix-sept rescapés du partage avec le cousin Lambert, la voracité insatiable du fisc étant passée par là. Et il aura le front de déclarer « sur l'honneur » en octobre 1985, à *L'Heure de Vérité*, devant des millions de spectateurs : « *Mon patrimoine est tel que je ne suis pas astreint à faire la déclaration sur les grandes fortunes.* » Le seuil de l'ISF était alors de 3,5 millions de francs.

Or, il avait naturellement dû payer cet impôt les années précédentes et avait même fait l'objet d'un redressement fiscal. Confronté à ce mensonge, il arguera que sa situation fiscale avait changé du fait de son divorce. Or le divorce n'était pas encore prononcé à l'époque de sa déclaration à *L'Heure de Vérité*.

D'ailleurs, dès 1986, année où il se retrouve à l'Assemblée nationale, Le Pen dépose une proposition de loi d'amnistie fiscale. Une idée fixe, chez lui.

En réalité, le président du FN, fort bien conseillé, a su user de petits stratagèmes et autres artifices pour limiter autant que possible les appétits du fisc. Et toujours, il ne finira par payer de très mauvais gré ses impôts qu'après avoir épuisé tous les recours possibles.

En prenant possession de Montretout, Le Pen a pris soin de créer une SCI dont il détient quasiment toutes les parts. Petite astuce rapportant gros car cela lui permet de faire sortir son manoir de la déclaration de patrimoine. Il s'en déclare locataire et verse à la SCI propriétaire un très modeste loyer.

Au titre de ce qui est visible et incontestable, il possède également la maison familiale de La Trinité-sur-Mer. En fait, et toujours pour des raisons fiscales, il s'agit là encore d'une copropriété appartenant aux différents membres de sa famille. Ce qui créera, lors de la scission, bien des complications avec Marie-Caroline qui demandera sa part pour pallier la ruine de la SERP causée par Jean-Marie Le Pen.

### **Investissement à bulles**

En juin 2004, pour ses soixante-seize printemps, Le Pen s'offre une nouvelle aventure financière avec son épouse Jany : le rachat de 50% du capital des champagnes François Daumale, pour un montant de 24 000 euros. Les 50% restants étant la propriété de Patrick Bourson et de son épouse, viticultrice. Bourson est un personnage haut en couleurs, de ceux qui plaisent au président du FN. En 1980, un braquage malheureux le mène tout droit à la centrale de Clairvaux. Où il purge cinq années de réclusion. C'est à sa sortie qu'il se reconvertit dans la viticulture. Et dans les amitiés politiques. Sa femme Catherine Bourson devient conseillère régionale de Champagne-Ardenne en mars 2004 et trois mois plus tard, voilà les Bourson associés pour le meilleur et pour les bulles aux Le Pen.

Contrairement à ce que de mauvaises langues pourraient imaginer, l'opération est (quasiment) à but philanthropique. Le Pen clame alors à qui veut l'entendre que ce qu'il compte réellement faire en participant à cette opération, c'est « *essayer de défendre ce secteur prestigieux, cible principale d'une attaque mondiale contre notre industrie agroalimentaire* ».

De son côté, Bourson va se lancer tête baissée dans les élections pour le FN : candidat aux législatives en 2007, il est tête de liste pour la région Centre aux européennes de 2009. Mais hélas, le champagne vire à l'aigre cette année-là car Bourson, ayant échoué à se faire élire, quitte le FN. Ce n'est pas à son ex-associé qu'il en veut, mais à sa fille : « *Je garde toute mon amitié à Jean-Marie Le Pen, mais je ne veux plus rien avoir à faire avec ce parti. Je n'ai plus à lui donner mon nom, ni mon argent. Il y a des choses qui me dérangent, et quand on s'aperçoit que les gens sont là pour la bouffe, on se tire ! La France ne mérite pas ça.* » .

Aux dernières nouvelles, cet ancien de Clairvaux, qui avait été déchu de ses droits civiques pendant plus de vingt ans – mais il les a dernièrement récupérés, heureusement –, vise à

présent la magistrature suprême. Il a fondé son propre parti et compte bien concourir en 2012. Ne serait-ce que pour tâcher d'embêter la fille de son ex-grand ami.

Le Pen et sa femme, de leur côté, s'étaient retirés de l'opération en 2008, revendant leurs parts en empochant une belle plus-value de 81 000 euros. Autrement dit, une bonne opération. Et tant pis pour la défense de ce « *secteur prestigieux* » que Le Pen n'aura pas défendu longtemps.

### **Des redressements à répétition**

Au fil des années, divers mouvements et rentrées d'argent, notamment relatives à des profits boursiers non déclarés, alerteront à plusieurs reprises le fisc qui constatera d'importants décalages entre ces sommes élevées et les déclarations de revenus du président, nettement revues à la baisse. Il serait fastidieux de recenser toutes les tribulations fiscales de Le Pen que *Le Canard enchaîné* s'est fait un plaisir à plusieurs reprises de détailler par le menu.

Disons simplement que les motifs de suspicion de la part du fisc étaient nombreux et variés et que conséquemment, le président du FN se verra à diverses reprises infliger des redressements. Quoique à chaque fois après bien des contestations et des procédures qui, en règle générale, lui permettront de gagner un temps précieux. Et le temps, c'est de l'argent, chacun le sait. Or, et c'est là une question politique loin d'être anodine, est-on réellement l'homme libre que l'on se vante d'être lorsque l'on est à ce point tributaire des administrations fiscales de son pays ? N'est-on pas plutôt fermement tenu, quoique par des liens si subtils qu'ils en deviennent quasi invisibles ?

Quelques exemples de redressement, loin d'être exhaustifs (source *Le Canard enchaîné*) :

En 1992, la SCI propriétaire de Montretout reverse au fisc

la coquette somme de 847 636 francs pour les seules années 1989 à 1991.

En 1995, Le Pen est condamné à un redressement fiscal de 1,4 million de francs. Ayant fait appel, il est débouté.

En 1998, il est condamné à un redressement fiscal de 1 million de francs pour diverses omissions s'étalant de la fin des années 1970 au début des années 1980. L'arrêt de la Cour administrative d'appel de Paris du 12 mai 1998 établira qu'à une époque, certains dons versés par des militants au FN arrivaient sur le compte personnel de Le Pen.

En 2001, ayant déclaré un actif net imposable de près de 10 millions de francs, il paie 27 000 francs au titre de l'impôt sur la fortune. Cette même année, il est épinglé par le Conseil d'Etat pour avoir oublié de déclarer la somme de 754 361 francs gagnée en bourse en 1979 et 1980.

En décembre 2005, le Conseil d'Etat, encore lui, le considère coupable de détournement fiscal et de mauvaise foi. Il a alors une ardoise de 750 000 euros.

Eh bien, cet ennemi public n°1, ce diable personnifié, va bénéficier d'une mansuétude tout à fait particulière, que tous les contribuables lisant ce livre apprécieront à sa juste valeur : en juin 2006, le médiateur de Bercy efface carrément l'ardoise du grand méchant loup ! Qui dit mieux ? Le médiateur est alors Emmanuel Constans, qui ne pouvait avoir pris une telle décision tout seul. Le ministre de l'Economie était Thierry Breton, celui-là même qui imaginera le bouclier fiscal repris ensuite par Sarkozy. Le patron de Breton était Dominique de Villepin, premier ministre, et au sommet de la pyramide trônait... Chirac.

### **Circulez, il n'y a rien à voir**

Les élus européens sont gâtés. Financièrement, ils n'ont à se plaindre de rien, la manne bruxelloise nourrit bien son homme. Ou sa femme. Il est cependant demandé à mesdames

et messieurs les députés, ceci afin d'éviter d'éventuels conflits d'intérêts, de remplir chaque année une déclaration d'intérêts financiers. Mais rassurons-nous : aucun contrôle n'est effectué sur les affirmations. C'est entièrement « sur l'honneur ».

Pour le dernier exercice portant sur l'année 2010, les déclarations des Le Pen père et fille, signées en janvier 2011, sont des plus succinctes. Rien à déclarer au chapitre des soutiens financiers ou autres perçus dans le cadre de leurs activités politiques. Si Bruno Gollnisch exerce, lui, une véritable activité professionnelle, mentionnée sur sa déclaration : professeur d'université, il est amusant de constater que Marine Le Pen, au chapitre des activités professionnelles, a indiqué ce qui suit : député européen – conseiller régional – conseiller municipal. Et son père : député au parlement européen. C'est à la ligne suivante : fonctions ou activités rémunérées, qu'il a indiqué : conseiller régional PACA.

Ce qui est clair, c'est que, activités dites « professionnelles » ou fonctions rémunérées, les Le Pen père et fille vivent exclusivement, en dehors naturellement de leur fortune familiale héritée, des deniers publics.



## *Les finances du FN et assimilés*

---

« *P*opuliste, ça consiste à dire que, pendant que les Français sont triqués, l'hyperclasse se gave. » Telle est la définition du populisme par Marine Le Pen, se posant sans complexe en championne de la France d'en bas. Pourtant, nous avons vu que le clan Le Pen, qui clame représenter le « petit peuple », se situe très au-dessus des angoisses de ces Français triqués. En réalité, sa fortune et son train de vie l'apparentent tout à fait à l'« hyperclasse » démagogiquement dénoncée.

Ce train de vie est essentiellement une conséquence de l'héritage Lambert. Il s'agit-là de la fortune personnelle du président du FN et de sa famille. Mais à côté de cela, il est un autre domaine dans lequel le patron n'admet pas davantage de droit de regard : celui des finances du parti. Lui seul a le droit de savoir. Lui seul a le droit de gérer. Aucune transparence n'existe dans ce domaine ultrasensible. Cet état de fait avait été l'une des causes de la scission, les cadres se plaignant de l'opacité régnant en matière financière. Et de la mainmise totale du président sur les finances et la dotation publique. Une manière pour lui de contrôler l'appareil et d'éviter que ne se créent des baronnies. Car qui dit baronnie dit prévisible complot pour lui piquer sa place.

Au FN, rien n'est gratuit et tout le monde paie : les sympathisants pour assister aux meetings et aux journées BBR (où la location des stands s'élevait en 1992 à la modique somme de 10 000 F l'un), les militants qui voient partir au siège l'argent des cotisations, les élus qui « participent aux frais » pour figurer sur les listes en bonne place. Et qui, une fois élus, ont l'obligation de reverser une partie de leurs indemnités. Sauf les filles du chef, bien sûr.

Juste après la scission, en février 1999, *L'Express* avait mené une enquête sur l'argent du FN et répercuté les doléances qui avaient explosé lors du congrès de Marignane quelques semaines auparavant: « *Dans le système lepéniste, en effet, pas un centime de la subvention d'Etat ne parvient à la base, tandis que toutes les cotisations perçues au niveau départemental remontent à Saint-Cloud, qui les redistribue après avoir ponctionné sa quote-part. Sur les 260 francs d'une adhésion normale, 100 seulement reviennent ainsi à la fédération, 100 francs vont au siège – et les 60 restants couvrent les frais d'abonnement à Français d'abord, la publication officielle de Jean-Marie Le Pen. (...) De même faut-il que les élus lui soient inféodés. Lorsqu'il reçoit l'investiture du FN, chaque candidat s'engage à reverser, une fois élu, une part de son indemnité au parti, en général 25% pour les sommes de moins de 10 000 francs, 50% au-delà. Le reversement est une pratique courante des partis politiques, toutes tendances confondues. La différence, c'est qu'au Front, comme au Parti communiste, c'est une obligation. En fait, tous les élus FN, sous prétexte qu'ils bénéficient de moyens financés par le siège, sont liés au parti par un contrat équivalant à une reconnaissance de dette. (...) Outre qu'elle a l'avantage de ne pas figurer dans les comptes de campagne du candidat, cette formule revient à cadénasser les élus. "Au cas où le candidat, postérieurement à son élection, croirait devoir quitter le groupe politique organisé par le Front national (...) ou cesserait d'appartenir au Front national pour quelque cause que ce soit (démission, exclusion...), la dette souscrite par lui continuerait d'être exigible", précise le contrat, particulièrement pointilleux quant aux moyens juridiques de recouvrement de la créance en cas de non-paiement. »*

Officiellement, le parti est pauvre et il lance donc régulièrement de pathétiques appels à la générosité de ses sympathisants. Surtout au moment des campagnes électorales. Un beau geste sous forme de prêt. Une petite obole pour sauver la France. Mais toutes ces petites oboles finissent par constituer une cagnotte des plus appréciables. Et c'est là qu'intervient un organisme appelé :

## La Cotelec

Les généreux donateurs sont en effet priés d'adresser leur offrande, non pas au siège du parti, comme il semblerait logique, mais à l'adresse de cette structure que nous allons à présent évoquer.

La Cotelec (abréviation de « cotisations électorales ») dont le siège est situé au 8 parc de Montretout à Saint-Cloud – l'adresse privée de Le Pen –, a été créée par lui et pour lui à la veille de la présidentielle de 1988. Mais il faudra attendre décembre 1991 pour que les statuts en soient officiellement déposés. L'article 2 dispose qu'il s'agit d'un parti politique chargé « *de promouvoir l'image et l'action de Jean-Marie Le Pen* ». La Cotelec est donc indépendante du FN qui n'a aucun droit de regard sur ses finances ni sur son fichier de donateurs – tenu top secret –, qui sont du ressort exclusif du président. Elle est pourtant la pompe à finances du parti. Deux branches ont été prévues : l'une pour gérer les prêts accordés par les sympathisants et l'autre pour recueillir les dons. Ces derniers doivent être faits directement à Jean-Marie Le Pen-Cotelec, du nom de la seconde association jumelle créée spécifiquement à cet effet. Les gens ne connaissent naturellement pas l'existence de ces associations et pensent en toute bonne foi prêter ou donner directement au FN. Grosse erreur. C'est à Jean-Marie Le Pen-Cotelec qu'ils donnent ou à la Cotelec tout court qu'ils prêtent.

Mais le patron a bon cœur, comme Pierrette le savait. Et les subsides reçus, il les prête généreusement au FN, lorsque ce dernier est dans la gêne. Le FN se trouve donc être son débiteur. Sans doute ne prête-t-il pas gratuitement. Ainsi, en 2009, en pleine déconfiture financière du mouvement, la Cotelec qui elle, a les moyens, a prêté 2,6 millions d'euros au FN.

La Cotelec, cette structure opaque de collecte de fonds, est donc nécessaire à la survie du mouvement qui ne reçoit directement que les cotisations de ses adhérents et les subventions

publiques. A titre d'exemple du montant des sommes brassées : en 2007, année de campagne présidentielle, la Cotelec a récupéré 415 387 euros de dons de personnes physiques. En 2008, la commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques a fait état de prêts accordés pour un montant de 2 238 897 euros et de dons pour 235 481 euros.

Le 1<sup>er</sup> décembre 2010, en pleine campagne de succession, le président a adressé un courrier aux adhérents et sympathisants FN dans lequel il sollicitait à nouveau dons et prêts, mais dans lequel il prenait également bien soin de préciser que quel que soit le résultat du congrès de Tours, quelques semaines plus tard, il resterait bien sûr aux manettes de la Cotelec.

En restant à la tête de cette pompe à fric, Le Pen a donc toute latitude de continuer à peser sur un parti appauvri depuis ses récentes déroutes électorales. Lui et son clan n'ont pas ce type de problèmes. D'ailleurs, Marine Le Pen, qui n'avait pas de mots assez durs pour stigmatiser le financement opaque des partis, envisage elle aussi de créer son propre micro-parti. Preuve que c'est bien utile. Et puis, tellement plus discret.

### **Jean-Pierre Mouchard** **la Suisse – la Cotelec**

Si Le Pen préside naturellement la Cotelec, un autre personnage peu connu mais très important dans la galaxie du clan, est, ou plutôt était, chargé de gérer toutes ces rentrées d'argent: Jean-Pierre Mouchard. Un vieil ami des années 1970. Ensemble ils ont fait de la voile. Et des affaires. De celles qui ne regardent pas vraiment le FN.

Français devenu citoyen helvétique, Mouchard a tout d'abord fait carrière dans l'édition. Il était le patron des éditions François Beauval, *« une énorme entreprise destinée à un public populaire, qui employait plus de mille personnes, et qui commença à décliner avec la crise financière ouverte au milieu des années 70 »*,



nous apprend Roland Gaucher. Qui connaissait bien la question car il avait lancé une « lettre confidentielle » qui s'intitulait *Dans la coulisse*, précisément avec l'appui logistique de cet homme précieux : « *Mouchard possédait un fichier d'environ 600 000 noms, classés par catégories : PME, professions libérales, cadres, retraités, agriculteurs, etc. Pour le lancement de Dans la coulisse, il exploita systématiquement ce fichier, expédiant trois "mailings" successifs, rédigés chaque fois de façon différente par des spécialistes. (...) Je me souviens qu'après le premier numéro de Dans la coulisse, Jean-Pierre Mouchard m'invita à venir le voir et me dit : "Après notre premier « mailing », nous avons fait 2,5% d'abonnements". J'étais catastrophé. Il sourit : "C'est un excellent résultat. Au-dessous de 1%, c'est l'échec. A 1%, c'est moyen. A 1,5%, c'est bon. Au-dessus, c'est très bon".*

En fait, la collaboration financière de Mouchard et de Le Pen date de bien avant la création de la Cotelec, en 1988. En 1981, soit cinq années après l'héritage Lambert, Mouchard ouvrait un compte à Genève, à l'Union des Banques Suisses, compte sur lequel Le Pen possédait une procuration et qui fonctionnera jusqu'en mai 1987. Mouchard expliquera au *Journal de Genève* que la somme versée sur ce compte – 600 000 francs suisses –, servait à cautionner un prêt fait à la SERP.

C'est en 1991 que Mouchard devient trésorier des deux branches de la Cotelec. Mais en 1997, s'avisant tout à coup d'« *un risque de confusion entre les affaires de Le Pen et les miennes* », il démissionne de ce poste. « *J'avais accepté ce poste pour rendre service à Jean-Marie Le Pen. Toutefois, je n'étais qu'un trésorier nominal de la Cotelec. Je n'en ai jamais contrôlé les activités* » déclarera-t-il alors. A cette époque-là il est vrai que des ombres judiciaires commencent à planer au-dessus d'un ciel jusque-là serein.

Car en 1992, tout en étant trésorier de la Cotelec, Mouchard avait participé à la création d'Ecotec dont il deviendra le directeur. Et nous restons dans le même cercle. Car la société Ecotec avait été créée par Jean Garnier, le premier époux (belge) de la seconde Madame Le Pen. Avec quelques associés soigneusement choisis, ils vont se lancer dans une



très juteuse opération. Il s'agit de vendre un brevet de « gazole allégé » à Elf-Aquitaine. Le beau-frère de Mouchard, Eric Vandesher, est précisément directeur des filiales grands produits chez le pétrolier, ce qui ne sera pas un obstacle. Bien au contraire. Toujours est-il qu'après avoir réussi à débarquer de l'affaire l'inventeur du brevet, Mouchard et Garnier concluent le marché avec Elf-Aquitaine qui, en décembre 1996, rachète 50% d'Ecotec et verse aux deux compères la coquette somme de 13 millions de francs.

Et c'est là que le temps se couvre car la société Ecotec avait réglé « *pendant quelques mois* » en 1992 et 1993... les loyers de la belle demeure occupée par Jany et Jean-Marie Le Pen à Rueil-Malmaison. A quel titre ? Il devenait urgent de dissocier des affaires par trop embrouillées et qui remontaient dangereusement vers le président du FN. D'autant que des fonds importants avaient circulé entre maisons d'éditions, Ecotec et quelques sociétés panaméennes.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, voilà que l'associé débarqué, l'inventeur du brevet Carlos Miriel, se mettait à accuser ses ex-associés d'escroquerie. Une information judiciaire fut ouverte en 1999. Elle a fait un certain bruit à l'époque, puis plus rien. Gageons que personne n'avait réellement intérêt à ouvrir cette boîte de Pandore. Et qu'un arrangement a dû être trouvé. Entre gens de bonne compagnie, on s'arrange toujours. Mouchard s'est cependant prudemment éloigné de la Cotelec.

En juin 2011, lors d'une de ses innombrables apparitions médiatiques, Marine Le Pen a trouvé judicieux d'attaquer le journaliste Laurent Joffrin en claironnant sur RMC: « *Vous savez que le père de M. Joffrin est un des meilleurs amis de mon père, c'est pour ça qu'il est aussi énervé, et M. Joffrin a eu l'occasion de passer une croisière, lorsqu'il avait à peu près 25 ans, avec son père et avec Jean-Marie Le Pen* ».

Eh oui, Laurent Joffrin, icône de la gauche en majesté, le Laurent Joffrin qui dirige actuellement la rédaction du *Nouvel Observateur*, est bien le fils du grand ami du grand méchant

loup, Jean-Pierre Mouchard. Ce n'est nullement un scoop. La chose est connue de longue date. Mais il y a fort à parier qu'au FN, le patriarche n'a dû que très modérément apprécier ce rappel en forme de polémique sur la place publique. Car on touche là à des points extrêmement sensibles, à des fonds si l'on peut dire qu'il vaut mieux ne pas aller troubler. Aux financements secrets ou à tout le moins discrets du clan.

### **Il n'y a pas de petits profits**

En vertu de ce sage principe d'économie, Le Pen s'y entend à faire payer par le contribuable certains services qui lui sont rendus à titre personnel. Exemple en deux déclinaisons (non exhaustives) :

#### **Gérald Gérin**

Aussi curieux que la chose paraisse, le majordome-homme à tout faire de Le Pen, qui vit avec le couple à Rueil-Malmaison et ne quitte pas son patron d'une semelle, est rémunéré... par le parlement européen. Donc, par le contribuable. Après un lycée hôtelier à Salon, Gérald Gérin commence sa carrière comme barman au Carlton de Cannes. Sa rencontre avec le président du FN va changer sa vie. Ce dernier fait de lui son factotum en 1994 et l'inscrit comme attaché parlementaire afin que Bruxelles règle son salaire. Pour arrondir les fins de mois de son majordome, il le propulse en sus conseiller régional Provence-Alpes-Côte-d'Azur depuis mars 2010. Ce qui prouve que l'honorable profession de barman peut mener à tout. A l'occasion, ce dévoué serviteur se présente également là où son patron lui dit d'aller. A Vitrolles, par exemple, en 2007, il sera candidat aux législatives... face à Mégret. C'est que le chef a la rancune tenace.

« *Je suis un peu son deuxième cerveau* » dit de lui fort modestement Gérald Gérin... qui se considère lui-même comme « *atypique* ». Ce qui est bien le moins que l'on puisse dire.

### **Thierry Légier**

Le fidèle garde du corps de Le Pen depuis 1992 a lui aussi été rémunéré par le parlement européen. Son patron a fait de cet ancien para reconverti dans la sécurité de luxe l'un de ses assistants parlementaires jusqu'en juin 2009. Simple et économique. Et en récompense des services rendus, il a eu droit lui aussi à sa place éligible de conseiller régional en Haute-Normandie.

Depuis le relatif effacement de son patron, le conseiller régional/garde du corps a rempli : il est à présent l'ange gardien de Marine Le Pen.

Une vieille habitude : avant lui, le garde du corps attitré du patron s'appelait Robert Moreau, *alias* le Bourreau de Béthune dans le monde du catch, sa vie antérieure. Lui aussi en récompense des services rendus avait eu droit à une place éligible de conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais, de 1992 à 2004. Soit une retraite bien arrondie, de soixante et un à soixante-treize ans, aux frais du contribuable. Plutôt qu'à ceux de son ancien employeur. Toujours ça de gagné.

### **La vente mouvementée du *Paquebot***

Fernand Le Rachinel, vieux compagnon de route, ex-député européen et conseiller régional, a été l'imprimeur du FN pendant des années. Lui aussi finit par quitter le mouvement en 2008. Mais en 2010, après des années de revers électoraux et donc de cure d'amaigrissement du financement public passant de 4,6 à 1,8 million d'euros, le mouvement lui doit toujours près de 7 millions d'euros prêtés en 2007 pour les législatives et jamais remboursés. Le Rachinel aura bien du mal à rentrer dans son argent, Le Pen père estimant qu'il a un sacré toupet d'en réclamer le remboursement et qu'il pourrait bien faire « un geste ». Le genre même de geste que lui-même se garde bien de faire, mais qu'il attend tout naturellement des autres. Une petite manie d'héritier, sans doute.

## LES FINANCES DU FN ET ASSIMILÉS

L'entourage de Le Pen fille va avoir une bonne idée : celle d'accuser Le Rachinel dans un premier temps de fausses factures et dans un second temps, « seulement » de surfacturations de ses services. C'est un proche de Marine Le Pen, par ailleurs ancien du GUD, l'avocat Philippe Péninque, qui est chargé de la manœuvre. Il va commencer par demander un audit dans l'espoir d'éviter le remboursement. Le Rachinel propose un arrangement amiable, mais le patriarche le prend de très haut et refuse net. L'imprimeur porte alors plainte et obtient satisfaction en justice en février 2009. Le FN est condamné à rembourser 6,3 millions d'euros de dettes majorés de 600 000 euros d'intérêts.

Le parti finira par se résigner à payer. Mais pour cela, il lui a fallu mettre en vente son siège historique, dit le *Paquebot*, situé à Saint-Cloud, non loin de Montretout. Opération qui ne sera pas des plus faciles, le prix demandé au départ, de 15 à 20 millions d'euros, étant trop élevé. Le Pen sera obligé de revoir ses prétentions à la baisse. Le bâtiment sera finalement vendu « autour » de 10 millions d'euros en avril 2011.

Annonçant lui-même cette vente, le désormais président d'honneur s'est félicité de ce que, dettes remboursées, il restait une petite cagnotte d'environ 3,5 millions d'euros pour la campagne présidentielle de 2012.

## *Attention, une Le Pen peut en cacher une autre*

---

**E**n 1997, l'aînée des filles, Marie-Caroline Le Pen, est élue à une bonne quatorzième place au comité central du parti. Alors âgée de trente-sept ans, elle est conseillère régionale depuis 1986 – elle avait alors vingt-six ans –, et occupe un certain nombre de fonctions dans l'appareil. Dans l'esprit de son père, qui avance vers ses soixante-dix ans, nul doute qu'il ne tienne là la prochaine patronne de la PME familiale. Mais rien ne presse, il a le temps.

Seulement voilà : tous les projets, espoirs, calculs, vont voler en éclats lors de la scission de décembre 1998. Marie-Caroline, l'héritière putative, choisit son camp : celui des « félons ». Aussi étonnant que cela paraisse, avec son compagnon Philippe Olivier, elle choisit de suivre les mégrétistes. Ce qui en dit long sur le climat régnant alors au FN. Ce faisant, elle commet l'irréparable aux yeux de son irascible père qui jamais ne lui pardonnera ce forfait.

Mais enfin, il lui reste quand même deux roues de secours : ses deux autres filles. La dernière surtout, que tout un chacun, et sa mère en tout premier lieu, s'accorde à considérer comme le clone de son père. Car Yann ne semble pas preneuse.

C'est donc Marine Le Pen, benjamine aux dents longues, qui va dorénavant, avec constance et l'appui inébranlable de papa, prendre le relais. Elle va gravir les échelons et brûler les étapes destinées à la mener inexorablement – et il fallait être singulièrement naïf pour conserver quelques illusions là-dessus – à la présidence du parti. Naturellement, au jour décidé



par papa, lorsqu'il se déciderait enfin, de très mauvais gré, à quitter le premier rang.

### **Vous avez dit népotisme ?**

Née en 1968, Marine Le Pen fait droit comme papa et obtient son CAPA (certificat d'aptitude à la profession d'avocat) en 1991. Son père va lui mettre le pied à l'étrier professionnellement et politiquement : elle entre comme stagiaire chez l'avocat paternel, Georges Paul Wagner, qu'elle quitte au bout de deux ans pour voler de ses propres ailes. Et en 1993, alors qu'elle avait déclaré vouloir se consacrer à sa carrière d'avocate tout juste naissante, elle se présente pour la première fois aux législatives dans le XVII<sup>e</sup> arrondissement de Paris contre Bernard Pons. Elle fera 11,1%.

Installée en cabinet groupé au cours des années suivantes, elle plaidera pour le FN, cadres ou militants, lors de certaines affaires. Et notamment dans celle de Mantes-la-Jolie.

Arrive 1997, année charnière. La grogne enfle au FN et la guerre des clans, quoique feutrée sur le devant de la scène, se déchaîne en coulisse. Mégret vient de décrocher, par épouse interposée, la mairie de Vitrolles. Son étoile est au plus haut.

Il est urgent de renforcer le clan du chef qui sent son trône vaciller. C'est la raison pour laquelle Marine Le Pen fait acte de candidature au comité central qui doit être élu au congrès de Strasbourg, en mars. Les mégrétistes observent ce qu'ils nomment « *la dérive monégasque* » du mouvement d'un très mauvais œil. A cette époque-là, la benjamine « *n'avait jamais milité et ne possédait aucune culture politique. Elle confondait croix gammée et croix celtique* » déclarera plus tard son beau-frère Philippe Olivier, proche de Mégret. Elle se borne alors à présenter des factures plutôt élevées pour les prestations d'ordre juridique qu'elle fournit au parti. Ce sont là tous ses états de service politiques.

Dans cette ambiance assez délétère, elle n'est pas élue – sa sœur Marie-Caroline le sera, elle –, mais son père, furieux de ce qu'il considère comme un « *complot* » des mégrétistes, prétextera une erreur informatique imaginaire pour l'imposer néanmoins sur son quota personnel de vingt membres. C'est dans ces circonstances que Marine Le Pen entre au comité central. Non par élection, mais par le fait du prince.

Trois mois plus tard, en juin 1997, elle se marie pour la première fois.

Elle a eu tout loisir de constater qu'il lui fallait ramer pour se faire une place dans sa profession d'avocate depuis qu'elle avait quitté le cocon du cabinet Wagner. Ce n'est pas simple. Pas plus pour elle que pour quiconque débute dans une profession. Cette courte expérience lui permettra cependant de se vanter d'avoir pu défendre des « sans-papiers », entendons des clandestins : « *En tant qu'avocate, ça m'amuse souvent de défendre des Noirs ou des Arabes et en plus je suis volontaire. Même si je suis commise d'office, c'est un choix de ma part car il faut s'inscrire sur une liste d'avocats pour les comparutions immédiates (...) J'essaye de les défendre le mieux possible. Il y a beaucoup d'étrangers parmi eux, hélas, malgré mon talent je n'arrive pas tout le temps à empêcher leur expulsion.* » (*Interview Magazine*, 1993).

Dans son autobiographie *A contre flots*, elle se plaint amèrement d'avoir subi des rejets et d'innombrables difficultés dues à son nom. Qu'elle se console en songeant aux affres autrement plus éprouvantes qu'ont subies nombre de militants du FN qui, sans avoir sa fortune familiale en guise de parachute, ont expérimenté toutes les exclusions professionnelles et autres imposées par le système dès lors qu'ils faisaient état de leur appartenance politique.

C'est dans ce contexte de quasi fiasco professionnel qu'elle persuade son père de la nécessité de créer un service juridique au sein du parti. Voilà qui résoudrait bien ses difficultés à elle. Quoique disposant alors d'un certain nombre d'avocats extérieurs au FN, il se laisse convaincre, d'autant que des turbulences sont en vue au sein du parti, d'où l'intérêt de resserrer

le maximum de boulons. Et Marine Le Pen, enceinte, prend ses fonctions de directrice du service juridique du FN le 1er janvier 1998. Un emploi à temps partiel (2/3 de temps) fort bien rémunéré qui consiste surtout à faire du relationnel. Du reste, à toutes fins utiles, un bon juriste qui fera office de directeur adjoint, est nommé en même temps qu'elle : Marcel Ceccaldi. C'est lui qui fera l'essentiel du travail. Il tiendra le coup pendant sept ans, avant d'annoncer, début 2006, son départ : « *Je ne me reconnais plus dans mon parti. Longtemps, j'ai pensé que la raison allait triompher des dérives claniques et idéologiques, mais ce sont ces dérives qui ont triomphé de la raison.* ». Jamais cet adjoint pourtant précieux ne sera cité par Marine Le Pen dans son livre. Tout au plus va-t-il apparaître une fois de loin, sous la périphrase « *mon adjoint et moi* ».

L'arrivée au *Paquebot* de la benjamine promue directrice est loin de faire l'unanimité. Dans son livre *Marine Le Pen un nouveau Front national ?*, Laszlo Liskai rapporte que « *même ses proches collaborateurs, comme par exemple Bruno Bilde, qui la rejoindra plus tard dans l'équipe de Hénin-Beaumont et au niveau national, reconnaissent qu'à l'époque «elle n'était pas du tout sympathique». Et cela lui donnait une image hautaine de fille à papa. Les cadres de l'époque la fustigent. "Elle était méprisante, elle rentrait souvent en oubliant de dire bonjour ; son père, lui, n'a jamais fait une chose pareille... et elle faisait la java avec sa bande de jeunes" confie un ancien membre du personnel* ».

En mars de la même année 1998, vivant et travaillant à Saint-Cloud dans les Hauts-de-Seine, elle devient conseillère régionale du Nord-Pas-de-Calais sur la liste conduite par Carl Lang. Son père l'y a imposée en deuxième position. Là encore, le but est de bétonner face aux mégrétistes et de renforcer par tous les moyens le clan. Sa fille naît en mai 1998. Et moins d'un an plus tard, en avril 1999, elle mettra au monde des jumeaux. Puis divorcera en septembre, après deux ans de mariage.

Marine Le Pen n'est pas contente lorsque l'on parle de népotisme à son propos ou à celui de ses sœurs. Les gens sont

méchants et médisants à un point inimaginable. Dans *A contre flots*, elle rapporte les propos vitriolés des mégrétistes à leur rencontre en ces termes : « *Ainsi – Marie-Caroline ayant été épargnée grâce à son compagnon, bras droit de Mégret –, Yann et moi étions devenues des gourdasses surpayées, blondes sans cervelle qui se faisaient les ongles toute la journée, n’avaient jamais milité et étaient scandaleusement imposées par leur père. L’accusation – elle reviendra plus tard dans d’autres bouches, preuve d’un manque certain d’imagination –, était lancée : nous assistions à une “dérive monégasque” ! La réalité était bien entendu toute autre* ».

Voire. Existe-t-il une autre explication à ces accusations répétées que le « *manque certain d’imagination* » ? Est-il possible qu’elles n’aient fait que refléter tout simplement la réalité de faits que tout un chacun pouvait constater ?

### **Marine Le Pen s’en va-t-en guerre**

C’est dans ce contexte pour le moins chahuté que la fille du chef va pleinement s’investir dans sa lutte féroce contre les mégrétistes. Ce faisant, il n’est pas question pour elle de défendre l’une ou l’autre stratégie ou vision politique. Mais exclusivement de défendre bec et ongles le patrimoine familial dont un étranger veut s’emparer.

Nous sommes en octobre 1998. Dans son livre *Histoire secrète du Front national* paru en avril 1999, juste après la scission, Renaud Dély rapporte que « *dans les coursives du Paquebot, l’ambiance devient tellement délétère que deux des filles Le Pen, la benjamine, Marine, et l’aînée, Marie-Caroline, s’insultent en public et manquent de peu d’en venir aux mains, la première accusant la seconde, compagne de Philippe Olivier d’être “mégrétisée”, en clair de “coucher avec l’ennemi” !* ».

En sa qualité de directrice du service juridique, Marine Le Pen va mettre les bouchées doubles pour éplucher les comptes mégrétistes et lancer des procès tous azimuts. Elle y gagnera, entre autres, le doux sobriquet de « policière du Paquebot ».

Début décembre 1998, pour bien mettre de l'huile sur le feu juste avant l'explosion finale, *Libération* publie une ébauche de la liste FN pour les européennes de 1999. Derrière Le Pen, rien que des lepénistes, dont sa fille Marine qui cette fois, exceptionnellement, figure sous son nom de femme mariée, Chauffroy, moins voyant. Elle aurait pu être élue cette fois-là si la scission n'était pas intervenue. Finalement, elle devra patienter jusqu'au tour suivant, en 2004.

Le 5 décembre 1998 se déroule, entre les deux clans, le psychodrame de la Maison de la Chimie à Paris. Un lieu hautement prédestiné. C'est ce jour-là que Marine Le Pen se démène dans les couloirs en apostrophant les mégrétistes. Écoutons à nouveau Renaud Dély : « *Dans les couloirs, Marine, la benjamine des filles Le Pen, agrippe les uns et les autres : "Tu es qui, toi ? Et toi ? – Et toi, alors, tu es qui ? lui rétorque un mégrétiste. Marine s'étouffe : "Mais moi, je suis la fille Le Pen ! - Et alors, ça change quoi ?"* ».

Car la scission est bel et bien intervenue, début décembre 1998. Les « félons » ont entraîné dans leur sillage la moitié des fédérations et les finances qui vont avec. La situation est gravissime. Il s'agit en toute priorité d'empêcher que le FN ne sorte du giron familial. Il en va de la survie du clan à plusieurs niveaux.

Dans les procès qui vont être lancés depuis le *Paquebot*, il y en aura pour tout le monde. Y compris pour sa sœur Marie-Caroline qui réclame ses parts de la SERP dont elle assurait la gérance. Il y aura procès également pour la maison familiale de La Trinité-sur-Mer dont le statut, pour des raisons fiscales, est compliqué.

On ne plaisante pas avec les sous dans la famille : le 17 septembre 1999, la SERP est condamnée par le tribunal de commerce de Paris à rembourser 516 000 francs correspondant à un compte courant, obligeant sa gérante, Marie-Caroline Le Pen, à déposer le bilan de la société. Elle ripostera en débalant elle aussi quelques petits secrets bien gardés jusqu'ici. Interviewée sur France Inter, elle déclarera que le maître d'hôtel de son père, dans son ancienne résidence de Saint-Cloud,



avait été rémunéré entre 1982 et 1992 par la SERP, soit 757 000 francs de salaires qu'elle estime « fictifs ». « *Mon père fait un peu ce qu'il veut. Quand il ne peut plus diriger les hommes ou quelque chose (...), il préfère les casser ou s'en débarrasser* ». Mais surtout, ce qu'il préfère, c'est éviter de payer lui-même.

### **La montée en puissance**

Finalement, le clan familial va gagner sa bataille juridique contre Mégret. Par décision intervenue en mai 1999, il obtient de conserver le nom et la dotation publique que les « félons » lui disputaient. Mais le mouvement est en lambeaux. C'est fâcheux. Cependant, la situation présente des avantages : le terrain est considérablement déblayé. Enfin débarrassé des contestataires et des prétendants à une succession jamais ouverte, le clan se resserre sur lui-même et ses affidés. Ce mouvement centripète de repli sur des positions sûres ne cessera plus.

La fille du chef voit la route se dégager devant elle et un avenir radieux se profiler. Elle a trente-deux ans, elle a le temps. Son père tiendra la barre jusqu'à ce qu'elle soit prête à lui succéder. Certes, il y a bien Gollnisch, l'éternel second. Mais est-ce un adversaire tellement dangereux ? Le « fils spirituel » n'est-il pas là qu'en manière de feinte en attendant que la vraie héritière soit prête à prendre le relais ?

En 2000, en sus de sa fonction de directrice du service juridique et de son mandat de conseillère régionale – ne parlons même pas de ses obligations familiales, avec trois enfants de moins de deux ans –, elle prend la tête de *Génération Le Pen*, structure créée par son beau-frère Samuel Maréchal deux ans auparavant pour contrer le clan Mégret. Toute la jeune garde du mouvement, du moins celle qui est restée pour occuper avec délices les places rendues vacantes, s'y retrouve. La fille du chef rajoute un *s* à l'appellation pour ratisser le plus large possible, ce qui donne *Générations Le Pen* et entreprend dans

la foulée son grand œuvre : dédiable le parti. Elle aurait pu tout aussi bien rajouter également un s à Le Pen car ils sont deux à présent à diriger l'affaire familiale. Du reste, cette même année, elle entre au bureau politique. Cependant, ce n'est pas elle qui est désignée cette fois pour diriger la campagne de la présidentielle 2002, c'est son rival, Gollnisch. Elle va donc s'employer à le doubler et pour ce faire, crée la cellule *Idées, image et communication*. Objectif : relooker le président.

Arrive le pseudo séisme de l'élection présidentielle de 2002. Un geste fort du président du FN aurait consisté à tendre la main au soir du premier tour à Mégret et à rassembler à nouveau tout le camp national derrière lui pour le second tour. D'opérer une réconciliation générale en ce moment si particulier. Il se garda bien de le faire, agissant ainsi en chef de clan et non en chef d'Etat. S'il l'avait fait, il aurait certes servi les idées qu'il prétendait siennes, mais il aurait compromis l'avenir strictement familial du mouvement. De nouveaux prétendants n'auraient pas manqué de surgir à la faveur d'un mouvement réunifié et élargi. A ses yeux, la première des priorités n'était pas le second tour mais le maintien du FN dans le giron du clan.

C'est au soir du second tour, le 5 mai 2002, que Marine Le Pen est officiellement lancée sur orbite médiatique. Entre 1998, date de son premier mandat, et cette soirée fatidique, elle a eu amplement le temps de se roder. La fusée était prête. La légende dorée raconte qu'Alain Vizier, directeur de la communication du FN, chargé d'envoyer les cadres du parti sur différents plateaux de télévision, s'était trouvé démuni et avait envoyé la fille du chef presque par hasard. La réalité, telle qu'elle ressort des déclarations de divers cadres présents à ce moment-là, est bien plutôt qu'il s'agissait d'empêcher au maximum Gollnisch, que n'appréciaient ni Vizier ni la fille du chef, de s'exprimer.

En juin 2002, elle se présente aux législatives dans la 13<sup>e</sup> circonscription du Pas-de-Calais. Elle est battue au deuxième tour par le candidat socialiste.

En février 2003, elle est impliquée dans une altercation avec des policiers pour tapage nocturne. La soirée se passe dans un appartement parisien du XVI<sup>e</sup>, au domicile de ses amis Frédéric Chatillon, ancien chef du GUD (Groupe Union Défense) et Marie d'Herbais. Alertés par des voisins, trois gardiens de la paix se seraient fait insulter à 2h30 du matin par une Marine Le Pen passablement éméchée selon leur rapport. Un rapport qui sera qualifié par elle de « *totalelement mensonger* ». Quoi qu'il en soit, elle est convoquée au commissariat de l'arrondissement et une procédure pour outrage à agents de la force publique est engagée. Une procédure qui s'enlisera par la suite dans de mystérieux sables mouvants.

La médiatisation de la fille du chef va désormais s'amplifier, nettement encouragée par des prises de position conformes à la pensée dominante, du type : « *Il faut faire émerger un islam français, parce que l'islam de France, on a l'impression que c'est une notion territoriale* ». (LCI, 30 avril 2003). Ses positions sur l'avortement témoignent également d'un virage sensible. Les résultats ne se font pas attendre au sein de l'appareil : peu sensibles aux sirènes médiatiques et inquiets des dérives idéologiques qui s'amorcent, les délégués départementaux la relèguent à la 34<sup>e</sup> place au comité central lors du congrès de Nice en 2003. C'est une claque, et cette fois, ce n'est pas de la faute de Mégret. Qu'à cela ne tienne, son père, extrêmement remonté, la nomme vice-présidente du FN le lendemain. Non mais ! Dans la foulée, et pour faire bonne mesure, il lui ouvre également les portes du bureau exécutif. Cette fois, l'ascension est en excellente voie, malgré les grincheux. Et les choses se précisent.

En mars 2004, elle revient en Ile-de-France pour les régionales. C'est quand même plus pratique pour elle qui vit à Montretout et a ses bureaux au *Paquebot*, juste à côté. Sans surprise, la nouvelle vice-présidente, tête d'une liste qui fera 12,2%, est à nouveau élue conseillère régionale.

## Députée européenne

Cette même année, décidément faste, la revoilà tête de liste en Ile-de-France en juin, pour les européennes. Malgré sa médiatisation, déjà bien enclenchée, son score de 8,58% sera inférieur à celui global du FN, de 9,8%. Mais elle sauve un siège : le sien, ce qui est l'essentiel<sup>(7)</sup>.

La voici arrivée au pinacle de ce que peut espérer un dirigeant frontiste dans le contexte actuel qui lui interdit un mandat de député national. Jusque-là, elle n'était *que* conseillère régionale comme bien d'autres. Et comme sa sœur Marie-Caroline en son temps. Là, elle vient de passer un cran important pour la suite. Car comment être un prétendant crédible sans passer par cette case obligatoire ?

Sur le site de *Générations Le Pen*, en novembre 2004, la fille du chef, tout juste élue, se montre pleine de bonnes intentions : « *Je compte m'investir pleinement dans mon rôle pour mieux servir le Front national au niveau des idées et des propositions* ». En réalité, cet investissement massif dans les mots va vite tourner dans les actes à la présence *minima* requise pour percevoir les indemnités attachées au mandat. Et se borner à quelques interventions, toutes rédigées par ses assistants parlementaires.

Car, il faut bien le dire, se coltiner des sessions mensuelles à Strasbourg, c'est bien embêtant. Il y a certes des compensations car le mandat européen est lucratif : 7 956,87 euros bruts par mois avant imposition. Plus une confortable indemnité annuelle de voyage de 4 148 euros. Plus une indemnité forfaitaire de 298 euros par jour de présence aux réunions du parlement. Plus, ne partez pas, une indemnité mensuelle de 4 202 euros pour les « frais généraux ». C'est juste cette dernière indemnité qui est réduite de moitié pour les députés par trop absentéistes : ceux qui n'assistent pas au moins à la moitié des séances. Marine Le Pen aura soin de rester du bon côté de la barre : de 2004 à 2009, elle assistera à 58% des sessions à

7) Liste des élus FN en annexe.

Strasbourg, se classant à la 724<sup>e</sup> place sur 736.

Pour résumer, un mandat ennuyeux mais payant. Et qui ouvre des perspectives de contacts. Marine Le Pen va vite en prendre conscience. En s'inscrivant dès son arrivée au groupe d'amitié France-Israël. Mais nous en reparlerons.

Alors que tout baigne, voilà qu'en janvier 2005 son père accorde un long entretien à *Rivarol* dans lequel il fait à nouveau des siennes. Du moins du point de vue de sa fille. Il déclare qu'en France l'occupation allemande « *n'avait pas été particulièrement inhumaine* ». Une évidence si l'on se réfère à ce qu'elle a été en Europe de l'est. Mais de quoi faire à nouveau hululer les ligues de vertu officielles qui ont tout intérêt à relancer la machine à intervalles réguliers.

Marine Le Pen n'est pas contente. Elle s'échine à dédiaboliser, avec la complicité active des médias, et voilà que derrière son dos, son père rediabolise ! Car à ses yeux, parler de la Seconde Guerre mondiale, cette époque préhistorique, est totalement contreproductif. Mauvais pour l'image, ça. Et l'image, c'est primordial pour la dédiabolisation, pas vrai ? Le suspense est insoutenable. Va-t-elle se désolidariser publiquement d'un parti aussi compromettant ? Va-t-elle renoncer en signe de protestation à ses hautes fonctions au sein de l'appareil ? Va-t-elle démissionner de ses mandats européen et régional ?

Rassurons-nous. Elle ne fera rien de tout cela. Elle va juste suspendre temporairement sa participation aux bureaux politique et exécutif et part avec armes et bagages... dans la maison familiale de La Trinité-sur-Mer. Mais elle se garde bien de démissionner de ses fonctions au parti. Ni bien sûr de ses mandats. Cette période de « traversée du désert », bien courte, lui permettra d'entamer la rédaction de son autobiographie, *A contre flots*, qui paraîtra en avril 2006. Une « *thérapie* », dit-elle, qui lui permettra de revisiter à sa façon l'histoire du mouvement et son propre parcours. Elle pourra ainsi tout à loisir se victimiser afin d'accompagner son entreprise de dédiabolisation. Et se dépeindre en femme moderne, sœur de toutes les femmes « ordinaires » jonglant avec toutes sortes



d'obligations. Une femme si semblable aux autres en effet : divorcée (deux fois), chargée de trois enfants en bas âge, occupant un emploi. Cette femme ordinaire oubliera juste de préciser que contrairement à ses « sœurs » d'infortune, rien ne l'obligeait, elle, à une telle frénésie d'activités et à une telle boulimie de mandats. Rien, sinon son ambition à satisfaire.

Ce livre est également une façon de répliquer à Nicolas Sarkozy qui avait fait paraître lui aussi son bouquin dans la perspective de la présidentielle, *La République, les religions, l'espérance*. Un livre paru en octobre 2005 qui piétinait allègrement les platebandes du FN. Et puis, signer un livre constitue un exercice quasiment obligatoire pour tout présidentiable ou aspirant à le devenir.

Sa mini-traversée du désert ne va pas durer bien longtemps. Ayant manifesté son ire, elle rentre de Bretagne et regagne tranquillement ses pénates de Montretout. Elle n'a rien à gagner à un clash avec son père. C'est quand même encore lui qui tient les manettes pour l'instant. D'ailleurs, il a la ferme intention, quoiqu'approchant des quatre-vingt ans, de remplir à l'élection présidentielle de 2007.

Mais elle est rentrée en grâce et se voit confier la direction stratégique de la campagne. Avec l'ex-communiste Alain Soral, enrôlé pour ratisser plus large, elle est à l'origine du discours de Valmy, le 20 septembre 2006, où le président du FN proclame son attachement à la République. C'est elle aussi qui innovera avec des affiches de campagne pour le moins inhabituelles, qui auront pour principal effet d'introduire le trouble dans l'électorat frontiste. Les conseils conjugués de Soral et de Marine Le Pen ne seront pas vraiment judicieux car le résultat est un bide : avec 10,44% des voix au soir du premier tour, Jean-Marie Le Pen est relégué à la quatrième place. Une dégringolade par rapport à 2002. Il est clair que la percée médiatique de Marine Le Pen depuis 2002 ne s'est pas traduite dans les urnes en 2007.

## Ancrages territoriaux

Les médias complaisants ont dit, écrit et répété qu'à Hénin-Beaumont, Marine Le Pen avait réalisé ce que jamais son père n'avait su faire : se créer un ancrage territorial. Cette assertion mérite d'être pour le moins relativisée. Certes, elle s'est présentée dans la petite ville d'Hénin-Beaumont sans arriver à décrocher la mairie. Son géniteur, lui, aurait considéré cette modeste cité comme indigne de son talent politique. Mais il était partant pour se présenter dans une ville, une vraie : Nice.

Dans *La montée du FN 1983-1997*, Roland Gaucher nous explique comment Le Pen voyait les choses : « *Un jour, à Saint-Cloud, il m'expliqua son plan : il voulait devenir maire de Nice. En même temps, il était parfaitement possible que le Front devînt majoritaire dans la PACA aux régionales. Il serait donc automatiquement président de la PACA.*

– *A partir de là, enchaîna-t-il, nous aurons une base de départ à la fois politique et financière pour la conquête de la présidence de la République.*

*Quelques jours plus tard, j'intervieurai au téléphone Jacques Médecin, qui était alors à Montevideo. J'avais gardé la candidature de Le Pen à Nice pour la fin.*

– *Chances de Le Pen pour la mairie de Nice ?*

*La réponse fusa : – Aucune.*

*J'étais stupéfait : – Aucune chance ? Mais pourquoi ?*

– *Il n'est pas Niçois.*

*Il enchaîna en m'expliquant que même un Niçois qui avait quitté la ville était hors-jeu. A preuve : le cas de son père, contre qui De Gaulle avait dépêché le général Delphino. Niçois de naissance, mais qui n'avait plus remis les pieds dans la ville depuis sa jeunesse. Et Delphino alla au tapis.*

– *Oui, dis-je. Mais il avait contre lui votre père, personnalité remarquable. Il n'y en a plus aujourd'hui de comparable dans la majorité.*

– *Ça ne fait rien, insista-t-il. Le Pen ne peut pas passer.*

*Dans la reproduction de cette interview dans National-Hebdo, je supprimai le passage final. Serge Martinez, qui lui aussi avait interviewé Médecin pour Minute, fut moins prudent. D'où fureur de Jean-Marie.*

*Cela ne changea rien quant au résultat. Le Pen fut battu ».*

Au final, et au vu des résultats, il n'y a guère de différence entre le père et la fille en matière d'implantation. Il y a juste une différence géographique et climatique. Lui, après une incursion en Ile-de-France, a fait, de façon certes plus modeste qu'il n'escomptait, son trou territorial dans le sud de la France, région qu'il apprécie, et dont il est conseiller régional et député européen. Et sa fille a fait exactement la même chose : après quelques allers et retours en Ile-de-France, elle a fini par partir dans la direction opposée, puisque le sud était chasse gardée de son père. Et elle a fait son trou dans le nord, également terre fertile pour le FN où les militants avaient beaucoup labouré. Et où il ne lui restait plus qu'à récolter les fruits de leurs efforts. Tout comme son père elle y est, elle aussi, conseillère régionale et députée européenne.

Bien d'autres avant elle ont véritablement réussi un ancrage territorial en décrochant, eux, des mairies importantes : Toulon, Marignane, Orange. Et si l'un de ces anciens cadres frontistes a parfaitement réussi à ce jour cet ancrage, c'est bien Jacques Bompard, maire d'Orange depuis 1995, qui fut au nombre des fondateurs du mouvement. Mais qui l'a quitté, depuis.

### **Hénin-Beaumont et la dernière ligne droite**

Jean-Marie Le Pen y croyait-il encore, en mai 2007 ? C'est qu'il approche alors des quatre-vingt ans et sa fille ne nourrit aucun doute quant à la suite des événements. Elle prendra la suite, naturellement. Le FN, c'est à eux, quand même. Sa crédibilité, et la nécessité de renforcer sa légitimité poli-

tique, nécessitent néanmoins, elle s'en rend bien compte, de se fixer quelque part pour tenter de s'y tailler ce que d'autres appellent pompeusement un « fief ». Quel endroit choisir ? Abandonnant une fois de plus l'Ile-de-France, dont elle est pourtant députée européenne, elle va au plus facile et choisit pour les législatives de juin 2007 une circonscription, la 14<sup>e</sup> du Pas-de-Calais, où son père a fait un très bon score au premier tour de la présidentielle : 19% des voix. C'est une circonscription idéale, taillée sur mesure. Une région sinistrée labourée par le FN depuis bien longtemps. Steeve Briois s'y présente sans désespérer à toutes les élections depuis 1995. Il connaît le terrain comme sa poche. La circonscription couvre justement Hénin-Beaumont, petite ville de 30 000 habitants, emblématique du désastre de ces cités minières du département. Et de l'échec de la gauche. C'est donc dans cette circonscription très soigneusement sélectionnée qu'elle se présente en juin 2007, s'adjoignant Briois comme suppléant. Dans une élection qui sera globalement une bérézina pour le parti, elle va y réaliser, de la façon la plus logique, le meilleur score du FN. D'autant que l'UMP a cru judicieux de lui opposer un adversaire nommé Nesredine Ramdani. Ce qui était très sympa de sa part.

Malgré le bide de la campagne présidentielle, dont elle était directrice stratégique, son père la nomme vice-présidente exécutive chargée des affaires intérieures lors du congrès de Bordeaux, en novembre de cette même année 2007. Encore une étape de franchie. Carl Lang qualifiera d'ailleurs Bordeaux de congrès « de donation ». Et il est bien vrai que cette fois, les carottes sont cuites. Le poste de délégué général de Bruno Gollnisch est carrément supprimé et avec ce poste, toutes ses possibilités d'intervention dans l'appareil. Relevant d'un quadruple pontage coronarien, il hérite d'une fonction de vice-président chargé des affaires extérieures. Il pourra toujours continuer à s'amuser avec ses petits camarades européens. Marine Le Pen a désormais tous les outils en main pour achever de cadénasser le FN. Achever, car les purges ayant suivi le

précédent congrès de Nice, dont nous parlerons par ailleurs, ont porté leurs fruits. Cette fois, lors du vote des délégués départementaux au comité central – qui constitue l’applaudimètre interne du mouvement –, elle passe de la 34<sup>e</sup> place lors du précédent congrès... à la seconde, derrière Gollnisch. Encore et toujours lui. Pour l’instant. Mais cette fois, on peut d’ores et déjà considérer qu’au FN, la patronne, c’est elle.

Arrivent les municipales de 2008. Marine Le Pen se présente à nouveau en tandem avec Steeve Briois à Hénin-Beaumont. La gauche y est divisée et très mal en point. L’UMP de son côté présente un candidat néophyte, agent immobilier local : Laurent Bocquet. Ce candidat atypique fera 5,49% des voix. Finalement, dans une triangulaire, la liste FN ne totalisera que 28,83% des voix au second tour. Pari perdu. Marine Le Pen aura le toupet d’affirmer au soir du second tour « *Je suis allée au casse-pipe* ». On a plutôt l’impression que c’est Bocquet qui y était allé...

Toujours est-il que le maire socialiste sortant est réélu. Marine Le Pen doit se contenter d’un modeste mandat de conseillère municipale et laisse entendre qu’elle pourrait s’installer dans la ville pour être « *proche de ses électeurs* ». En réalité, en février 2011, la loi sur le cumul l’obligera à démissionner de ce mandat, non sans avoir épuisé moult procédures ayant au moins permis de gagner quelques mois d’indemnités. Et aux dernières nouvelles, c’est au soleil du sud-ouest et non dans les brumes du nord qu’elle a acquis une maison avec Louis Aliot.

Ces municipales de Hénin-Beaumont vont connaître un remake l’année suivante, en juin 2009, car le maire socialiste fraîchement réélu est mis en examen. Un nouvel espoir se lève au FN et le tandem de 2008 repart à l’assaut. Cette fois encore, pour « faire barrage » au FN, l’UMP trouve pertinent de lui opposer le même candidat « issu des minorités visibles » qu’elle avait déjà affronté aux législatives : Nesredine Ramdani. De plus en plus curieux. Et qui incite à se poser quelques questions... Ce candidat UMP ne franchira pas la barre du premier tour où il fera un pathétique 4,34%. Le FN, lui, caraco-



le à 39,34%. Cette fois, il n'y aura pas de triangulaire. Mais, malgré une propagande massive et les gros moyens engagés par Paris, le FN est quand même battu au second tour par le candidat divers gauche. Raté cette fois encore pour faire d'Hénin-Beaumont son Vitrolles à elle.

Chiffre rarement rappelé : le taux d'abstention dans la ville avait atteint quasiment les 40%. Ce qui relativise fortement les résultats de chacun.

Il est amusant de relever le net virage de celle qui n'est encore à ce moment-là que prétendante, par rapport aux préoccupations locales si décriées naguère: en 2003, dans le contexte des mots aigres-doux alors échangés entre Le Pen père et Jacques Bompard, maire d'Orange, elle avait cru bon d'ajouter son grain de sel pour bien aviver la brouille : « *Depuis trente ans, Jacques Bompard s'en tient à un engagement local. Souvenez-vous de son exposé sur les eaux usées à notre université d'été* », se gaussait-elle alors. A quoi le maire d'Orange rétorquera sans ménagements « *Il y aurait donc les "petits" élus locaux et les "grands" dont vous êtes sans doute le type accompli ? Nous traitons parfois de problèmes d'assainissement ? Oui. Mais du moins nous agissons dans le réel. Pas dans le virtuel des médias qui, comme la vague hostile, vous élève pour mieux vous engloutir ensuite* ». A présent, voilà que c'est elle qui presse ses troupes de s'immerger dans les problèmes locaux pour se faire élire.

Quoiqu'ayant été élue députée européenne en 2004 par l'Ile-de-France, Marine Le Pen décide aux européennes suivantes, en 2009, de désertir définitivement cette région, décidément trop difficile électoralement, où elle risque de ne pas se faire réélire. Tandis que dans le nord, l'exercice ne présente aucun risque. Elle peut y bénéficier du travail en profondeur effectué depuis des années par les militants. Elle choisit donc de ne pas y défendre son mandat et de sacrifier cette région à haut risque, pourtant emblématique pour le mouvement car région capitale. Tant pis pour les électeurs. Manifestant un parfait opportunisme politique, elle décide donc de se présenter comme tête de liste... à la place bien chaude de Carl

Lang, secrétaire général du mouvement.

Bon, il était là avant elle, et après ? Il n'a qu'à laisser sa place et se contenter de figurer sur la liste. Ce qui lui est généreusement proposé. Mais voilà que Carl Lang a l'incroyable mauvais goût de renâcler à laisser sa place à l'héritière. Ce sera le clash. Cette fois, la coupe est définitivement pleine, elle vient même de déborder. Carl Lang quitte un mouvement où il militait depuis trente ans et monte une liste dissidente.

Marine Le Pen sera bien tête de liste comme elle le voulait dans la région Nord-Pas-de-Calais. Elle fait 10,1% et gagne un seul élu : elle, ce qui était l'essentiel à ses yeux.

Aux régionales de 2010, toujours dans le Nord-Pas-de-Calais, sa liste fait 22,2% et obtient dix-huit élus. En 2004, Marine Le Pen, alors tête de liste en Ile-de-France, y avait obtenu 10,11% des voix et quinze élus. Cette fois, en 2010, sa désertion entraînera un recul très sensible : en Ile-de-France, le FN ne fera plus que 5% et n'aura aucun élu. Pas plus aux régionales qu'aux européennes, Marine Le Pen n'a cherché à défendre son mandat ou celui de ses colistiers. Elle est allée au plus facile et au plus porteur en termes d'image.

### **La passation des pouvoirs**

Elle va s'effectuer lors du congrès de Tours, les 15 et 16 janvier 2011. Le Pen père s'est enfin résigné à n'être plus que président d'honneur et à laisser le champ libre à sa fille dans la perspective de la présidentielle de 2012. On connaît à ce moment-là le nombre des adhérents du mouvement : 22 403 sont habilités à voter. Sur ce total, 5 276 ne se prononceront pas, ce qui est un chiffre important. 17 127 ont effectivement voté : 11 546 pour Marine Le Pen et 5 522 pour Bruno Gollnisch (plus quelques bulletins blancs ou nuls). Marine Le Pen pèse en conséquence la moitié de son mouvement.

Ces chiffres sont en tout cas bien éloignés des périodes fastes qui ont vu le nombre des adhérents culminer à des 42 000

avant la scission. C'est le chiffre qu'indiquera le secrétaire national chargé des fédérations, Serge Martinez, lorsque les mégrétistes réclameront la tenue d'un congrès extraordinaire. Les statuts du FN prévoyant une demande présentée par 20% des adhérents, il nous faut donc obtenir le soutien de 8 400 personnes, indiquera-t-il lors d'une conférence de presse.

Ce sera ensuite la dégringolade. Les adhérents ne seront plus qu'environ 10 000 en 2008. Et même, si l'on en croit *Le Canard enchaîné*, il n'y en avait plus qu'environ 8 000 en septembre 2010. Mais tout à coup, magiquement, vont se bousculer au portillon des centaines et des centaines d'adhésions nouvelles, rien qu'entre septembre et décembre 2010. Cette campagne fut-elle vraiment équilibrée et loyale ? Gollnisch ne disposait pas des fichiers d'adhérents, son adversaire, si. Lors de la grande réunion de Villepreux, organisée par les partisans du challenger, Le Pen exigea que la flamme du FN fût retirée des invitations. Et Gollnisch, quoique vice-président du parti, obtempéra sans protester.

Durant cette campagne qui avait précédé le congrès de Tours, Marine Le Pen, forte de ses passages matin, midi et soir dans tous les médias, était très confiante. Mais patatras ! Voilà que Bruno Gollnisch déclare vouloir réunifier le camp national s'il gagne. Aussitôt, Le Pen père monte au filet car le risque est sérieux. Ce maladroit n'a décidément rien compris ! En octobre 2010, le président menace : « *Faire campagne là-dessus, c'est entrer en guerre contre le bureau politique et la ligne du mouvement. (...) Si Bruno Gollnisch était élu, il y aurait un choc très grave. Surtout s'il fait rentrer les dissidents. Je ne siégerai pas avec Carl Lang. Mais je resterai au FN et ça ne se passera pas comme ça. Les militants devront choisir entre la ligne Le Pen et la ligne Lang* ».

Il enfoncera le clou en une autre occasion : « *C'est certain que Bruno Gollnisch est le candidat de tous les dissidents. C'est d'ailleurs une des raisons pour lesquelles il ne sera pas élu* ».

En réalité, réunir à nouveau le camp national constituerait un risque mortel pour le clan familial. Un cauchemar peuplé de nouveaux prétendants putatifs. Tous ceux dont les Le Pen

ont fini par se débarrasser laborieusement au fil des ans. Rassembler les Français, oui ! Rassembler les nationaux, non ! Mille fois non !

### **La soif de respectabilité**

Tout au long de cette ascension foudroyante, due comme on a pu le voir à ses seuls mérites, il est à noter que Marine Le Pen a accepté tous les mandats et fonctions dans l'appareil sans jamais émettre d'objection ni demander de droit d'inventaire. Ce qui rend sa démarche de pseudo dédramatisation, sur laquelle nous reviendrons, pour le moins suspecte.

Avant d'être politique, cette démarche est personnelle. Une immense soif de respectabilité transparaît de chacune de ses interventions. Marine Le Pen est avant tout une bobo, grande bourgeoise parisienne élevée dès l'âge de huit ans dans un hôtel particulier. Gamine archi-gâtée, sa souffrance est celle de la pauvre petite fille riche et célèbre. Qui en réalité a toujours détesté le FN, ses cadres, ses militants, tous ces fachos avec lesquels elle n'avait rien de commun. A présent qu'elle est aux commandes, elle ne veut plus être montrée du doigt, elle veut normaliser son image. Tout en conservant naturellement le FN qui est une prise de guerre familiale. Et qui rapporte gros financièrement et en termes de notoriété. Elle va donc normaliser le mouvement.

Voilà qui fait d'elle sans conteste la favorite des médias qui savent très bien que la prétendante d'hier, présidente d'aujourd'hui, n'a qu'une idée en tête : devenir respectable, propre sur elle. Faire enfin partie du système, bien au centre du jeu politique, et plus à la marge comme une pestiférée.

Mais pour cela, il convient de balancer par-dessus bord, outre les thèmes sulfureux qui froissent certaines susceptibilités de ses futurs partenaires, tous ceux qu'elle appelle élégamment « les bras cassés ». En oubliant qu'ils ont été fort utiles aux débuts du mouvement. Et même qu'ils en constituent peut-

être encore les piliers qui soutiennent l'édifice. Dans l'émission *A vous de juger* dont elle était l'invitée le 9 décembre 2010 – juste avant la clôture des inscriptions pour le congrès de Tours, alors que Gollnisch ne sera pas convié une seule fois –, Arlette Chabot lui posera très clairement la question : « *Allez-vous vous débarrasser d'un certain nombre de gens ?* ». A quoi Marine Le Pen répondra : « *Ce n'est pas le Front national* ».

Voire. En tout cas, il est clair que ce n'est pas *son* Front national, le nouveau, celui qui vient de sortir, et qui doit lui permettre de forcer enfin la porte de l'*établissement*, tant vilipendé par son père. Autrefois. Dans un passé désormais lointain.



## *Purges et départs à répétition*

---

Dans l'hagiographie écrite en 1984 par Jean Marcilly, *Le Pen sans bandeau*, le patron du FN déclare vertueusement : « *Dans le fond ce sera le premier reproche que j'adresserai dès mon adolescence à De Gaulle : n'avoir pas su ni voulu imposer la paix civile qui me semble être la première des missions d'un grand homme d'Etat. Par-delà ses préférences, ses répulsions, ses attachements, le premier devoir de l'homme d'Etat, c'est de faire régner et respecter la paix civile.* »

Réflexion cocasse de la part d'un homme qui, prétendant rassembler les Français, ne parvint jamais, à forces de purges, d'exclusions et de départs plus ou moins forcés, à développer et fortifier son propre mouvement.

Toute l'histoire du FN est émaillée de ces départs fracassants et de ces brouilles, provoqués par le caractère autoritaire du patron ne souffrant pas le moindre début de velléité de contestation. Le chef – *le pen* – a toujours raison, tel est le premier et unique article de foi nécessaire et suffisant pour s'embarquer dans l'aventure frontiste. Au début, en général, le charisme réel du personnage aidant, ça passe. A l'arrivée, dans l'écrasante majorité des cas, ça a cassé.

Outre les exigences de son caractère ne supportant pas la contradiction, Jean-Marie Le Pen a délibérément tâché de diviser pour régner sans contestation. Durer, encore durer, toujours durer, tel a toujours été son objectif premier. Il ne fallait surtout pas se laisser déposséder de cet instrument précieux qui non seulement lui assurait une place particulière dans la vie politique française, mais également, et peut-être

surtout, lui permettait de garder la haute main sur des prolongements financiers qu'il ne voulait livrer à la curiosité de personne.

Or, il est clair qu'un parti qui se développe échappe forcément à un moment ou à un autre à son pygmalion, aussi talentueux soit-il. Des structures naissent, de nouveaux talents apparaissent, des divergences de vues, de stratégies, des oppositions se manifestent, etc. Toutes choses dont le patron du FN n'a jamais voulu entendre parler.

Il serait particulièrement fastidieux de dénombrer tous ceux qui firent un petit tour au FN et le quittèrent. Ce phénomène existe certes dans tous les partis, mais a atteint là un paroxysme tout à fait stupéfiant. En réalité, *tout le monde* a fini par quitter, plus ou moins rapidement, un mouvement qu'il avait cru servir. Alors qu'il ne servait que son chef et sa famille.

Il est beaucoup plus simple d'énumérer aujourd'hui ceux qui sont restés : Bruno Gollnisch, qui a toujours cru, ou feint de croire, qu'il succéderait un jour à l'Inamovible, et quelques apparatchiks qui se comptent sur les doigts d'une main et ont compris le parti qu'ils pouvaient tirer de la désertion et/ou de l'exclusion de tous les autres.

Même le petit noyau des historiques a fini par jeter l'éponge. Dans *Histoire secrète du Front national*, Renaud Dély recense les fidèles parmi les fidèles en escomptant que ceux-là ne faibliront jamais. Il écrivait ce livre début 1999, juste après la scission : « *Ces dix années de disette électorale, qui courent de 1972 à 1982, ont pris dans la légende frontiste l'appellation de "traversée du désert". C'est à cette époque que le fondateur du FN noue avec un quarteron de baroudeurs des liens indéfectibles. L'ancien para Roger Holeindre, Christian Baeckeroot auquel il confie en 1974 les rênes du tout nouveau Front national de la jeunesse (FNJ) chargé de combler la défection d'Ordre Nouveau, Martine Lehideux, Jean-Pierre Reveau, Alain Jamet ou encore l'ex-poujadiste issu d'une famille monarchiste, Dominique Chaboche, tels sont ceux qui lui font alors allégeance. Tel est le dernier carré qui lui demeure encore aujourd'hui fidèle et qui le restera, sans aucun doute, jusqu'au bout...* ».

Ce jugement datait de 1999. Douze ans plus tard, même ceux-là – la plupart en tout cas –, ont fini par claquer la porte : Roger Holeindre, Christian Baeckeroot, Martine Lehideux, Jean-Pierre Reveau. Chaboche est mort mais son épouse a rejoint Carl Lang. Seul résiste Alain Jamet, presque aussi âgé que le président d'honneur, et qui a connu sa petite consécration en janvier 2011 : pour avoir fait le bon choix, il a été promu premier vice-président du FN. Ce qui prouve bien que Marine Le Pen ne les a pas tous éliminés... Seulement certains. Ceux qui avaient le malheur de ne pas l'apprécier à sa juste valeur. Ou qui, plus exactement, ne l'appréciaient que trop à sa juste valeur.

Avec le recul, on peut facilement discerner deux courants principaux de purges et de départs qui correspondent à deux moments-clés de la vie du mouvement. Il y eut d'abord les concurrences organisées et mises en scène par le président entre cadres du mouvement, afin que les numéros deux putatifs s'entredéchirent. Un procédé vieux comme le monde. Ces guéguerres menées en interne finirent par aboutir, comme il était inévitable, au clash. A la scission. Le FN faillit en périr, mais Le Pen était enfin débarrassé de Mégret en qui il voyait – et en qui le système voyait –, son successeur tout désigné. Il avait alors soixante-dix ans et décida sans doute à ce moment-là que sa fille Marine pourrait bien lui succéder un jour. Il pensait auparavant à Marie-Caroline, mais puisque la félonne était partie avec Mégret ...

L'ascension de Marine Le Pen est rapide et constante à partir de ce moment-là et seule une bonne dose de naïveté, défaut mortel en politique, pouvait permettre d'entretenir encore quelques illusions. D'où un nouveau train de purges qui aura pour effet au fil des ans de déblayer la route afin qu'au jour venu ne restent plus que les deux prétendants désignés dès le départ. Il fallait qu'il y en ait deux pour que l'« élection » soit crédible. Mais il fallait aussi que le challenger soit désarmé et rendu totalement inoffensif. D'où la purge de ses principaux soutiens.

Maintenant que la présidente est installée sur son trône, cette purge se poursuit encore vis-à-vis des quelques maigres partisans du vaincu encore restés au FN. Mieux vaut faire table rase, on n'est jamais trop prudent.

### **Concurrences organisées, départs et scission**

#### **Jean-Pierre Stirbois**

Jean-Pierre Stirbois a longtemps fait office de numéro deux. C'est lui qui a accompagné en tant que secrétaire général l'ascension électorale du FN, à laquelle il a fortement contribué. Energique, méthodique, il avait mis sur pied de solides réseaux à l'intérieur de l'appareil. Et de plus, il avait dix-sept ans de moins que Le Pen. Une tare aux yeux du président qui voyait sans plaisir excessif grandir son influence.

C'est essentiellement pour limer les dents de ce numéro deux peu malléable que Le Pen accède en septembre 1988 à la demande de Bruno Mégret, arrivé au FN en 1985, de créer, pour la lui confier naturellement, une « délégation générale ». Mégret veut avoir les coudées franches et de son côté Le Pen est ravi de voir ses deux numéros deux potentiels occupés à se tirer dans les pattes. Pendant ce temps-là, personne ne lui conteste le leadership. La nouvelle délégation générale, directement rattachée au président, est « *chargée de coordonner et de développer notamment les actions de propagande, d'étude et de formation* ». Contrairement au secrétariat général, cette nouvelle structure n'est pas prévue dans les statuts du mouvement. C'est une décision prise par Le Pen qui va ainsi doubler tout l'appareil du FN. Diviser pour régner, telle sera toujours sa devise.

Avant de lui accorder la délégation générale, Le Pen avait également, fin 1987 et toujours dans le même but, confié la direction de sa campagne présidentielle de 1988 à Mégret. Un camouflet pour le secrétaire général.

C'est dans ce contexte de conflit larvé particulièrement éprouvant que Jean-Pierre Stirbois va se tuer le 5 novembre 1988 dans un accident de voiture, en rentrant d'un meeting à Dreux, après un voyage harassant en Nouvelle-Calédonie. Il s'y était rendu pour faire campagne en faveur du « non » au référendum sur le statut de l'archipel.

### **Bruno Mégret**

Au décès de Stirbois, c'est lui qui endossera le dossard numéro deux. Un dossard des plus dangereux car très mal vu par le numéro un à vie. Favori du temps de Stirbois car cela arrangeait le patron, Mégret ne va pas tarder à devenir suspect à son tour. Lui aussi a les dents longues et le montre un peu trop. Le chef lancera vite dans les jambes de l'impudent trop pressé divers concurrents. Dont Bruno Gollnisch.

Au contraire de Mégret, Gollnisch est un universitaire, pas un politique. Le Pen a flairé qu'il aurait bien moins à craindre de ce côté-là. Restait à faire patienter l'impétrant. Au cours des années, et surtout après la scission, Gollnisch, demeuré inébranlablement fidèle, se verra aimablement qualifié de « *fils spirituel* » par le chef, ce qui ne mange pas de pain et fait toujours plaisir, en attendant mieux. Hélas, au fur et à mesure que la véritable épreuve de force se rapprochera, qui devait aboutir inéluctablement à l'apothéose de la fille du chef, le « *fils spirituel* » sera rétrogradé au rang de « *champion olympique de natation* ». Un champion qui ne faisait plus le poids et ne tenait plus la longueur face au « *pilote de formule 1* » qu'était entre-temps devenue Marine Le Pen. Avec la complicité et l'aide des médias.

Mais revenons-en à Mégret, qui voulait faire évoluer le FN de la PME familiale vers un parti d'opposition crédible, au fonctionnement normal. Une évolution hautement indésirable pour Le Pen qui entendait au contraire conserver le mouvement sous son contrôle exclusif. Les européennes de 1999 serviront de détonateur au clash.



La scission, intervenue en décembre 1998, verra le départ des poids lourds du mouvement : Jean-Yves Le Gallou, Philippe Olivier, gendre du président, Damien Bariller, Serge Martinez, Daniel Simonpieri, Frank Timmermans, Pierre Vial, Bruno Courcelle. Ils seront suivis de peu, en mars 1999, par un « historique », Jean-Marie Le Chevallier, député européen et maire de Toulon.

A partir de ce moment-là, tournant majeur dans la vie du mouvement, les cadres formés désertent massivement le FN. Qui, de son côté, accentue l'exode en organisant une chasse aux sorcières de tous les éléments peu « sûrs ». Loin de chercher à arrondir les angles et à retenir les troupes, le mouvement coupera, y compris en province, toutes les branches mégrétistes ou présumées telles. Cette purge constituera une véritable bénédiction pour tous les seconds couteaux, les plus ou moins laissés pour compte du mouvement qui vont voir tout à coup, sous leurs yeux émerveillés, se libérer des places et des fonctions auxquelles ils n'auraient jamais pu prétendre du temps des mégrétistes. D'où la promotion, essentiellement comme responsables locaux et/ou conseillers régionaux, de personnages dont la seule qualité apparente se résumait trop souvent en une fidélité à toute épreuve à « Jean-Marie » ou à sa fille, les dispensateurs d'investitures. Cette vague de « fidèles » alimentaires constitue aujourd'hui encore le gros des troupes d'élus du FN.

### **Place nette pour l'ascension de Marine Le Pen**

S'il est un domaine où Marine Le Pen ne risque pas de se démarquer de son géniteur, c'est bien celui des purges. Diviser pour régner, exclure à tour de bras ceux qui ne font pas allégeance à sa personne et récompenser les affidés de stricte obédience, les bonnes vieilles méthodes sont toujours au goût du jour. Depuis la scission, c'est même un domaine qu'elle maî-

trise particulièrement bien, puisqu'elle s'était alors trouvée au premier rang de l'épuration.

Il est permis de s'étonner de ces grands nettoyages réguliers venant d'une personne qui, durant la campagne de succession, confiait aux médias : « *Bruno Gollnisch veut rassembler l'extrême droite, cela peut être une stratégie, moi je veux rassembler les Français* ». Sauf qu'il n'est guère crédible de prétendre rassembler les Français alors que l'on passe son temps à éliminer à l'intérieur de son camp toutes les têtes qui dépassent.

En bonne logique, la montée en puissance de la fille du chef et le népotisme de plus en plus affiché à la tête du mouvement vont conduire à de nouveaux départs ou démissions importants au cours des années qui suivront la scission. La claque reçue par Marine Le Pen au congrès de Nice en 2003 – reléguée en 34<sup>e</sup> position au comité central ! – va entraîner un important train de purges. « *Crispation et jalousie d'apparatchiks* », expliquera-t-elle aux journalistes. Encore un complot, naturellement. Cette fois, ce ne sont plus les mégrétistes qui sont dans le collimateur, mais les anti-marinistes. Ils n'ont plus rien à faire au FN et sont plus ou moins poliment priés de plier bagage. Ce qu'ils vont faire : en juillet 2003, Bernard Antony, chef de file des nationaux-catholiques du FN, démissionne du bureau politique ; en septembre 2004, Marie-France Stirbois est suspendue ; en décembre 2005, Jacques Bompard, maire d'Orange et conseiller général du Vaucluse et son épouse Marie-Claude Bompard, conseillère générale du Vaucluse et conseillère régionale de PACA, quittent le FN.

Qui se transforme peu à peu en désert. Ou en bunker. « *On s'enlise dans une sorte de huis-clos familial ! Je ne comprends pas que Gollnisch accepte cette mort lente. Je suis sidéré par les ambitions, chacun veut son parachute doré ! Ce qu'ils veulent, c'est faire main basse sur le magot !* » se plaindra Jean-Claude Martinez au journal *Minute* (29 octobre 2008). Car lui aussi va être dans le collimateur. Il est clair qu'à partir de 2007, la dernière campagne peu inspirée du patriarche, c'est Marine Le Pen qui tient la boutique. Et elle a l'intention bien arrêtée de liqui-

der tous les « *vieux schnocks* », « *bras cassés* » et autres « *extrémistes* » – souvent les mêmes du reste –, au bénéfice de son entourage.

Les purges et exclusions vont donc aller bon train et dans ce grand nettoyage préparant la consécration, Marine Le Pen prendra quelques libertés avec les grands principes dont elle entretenait ses lecteurs dans *A contre flots* : « (...) *Et être une bonne chrétienne ou un bon chrétien, c'est témoigner par son comportement d'un ensemble de valeurs telles que la bonté, la charité, le pardon, toutes ces valeurs d'une importance considérable pour moi* ».

Le pardon des offenses est une vertu que l'on trouvera plus facilement entre les pages de son livre que dans la réalité de l'appareil.

### **Jean-Claude Martinez et Carl Lang**

Ces cadres historiques vont être « suspendus » du mouvement pour défaut d'allégeance à Marine Le Pen dans le contexte de la préparation des européennes de 2009. Nous sommes en novembre 2008, les désastres électoraux de l'année précédente ont eu une conséquence financière : les dotations publiques ont fondu. Le *Paquebot* doit être mis en vente. Heureusement que la Cotelec a pu prêter de l'argent à un pauvre FN en déroute. En clair, le clan Le Pen, qui est riche, a pu prêter de l'argent au FN, qui est pauvre.

L'universitaire Jean-Claude Martinez est alors vice-président du mouvement et député européen du Sud-Ouest depuis 1989. Pas de chance, c'est justement là que compte se présenter Louis Aliot, le compagnon de Marine Le Pen. Martinez est donc gentiment prié de laisser sa place. Il va regimber, d'où sa suspension pour manque de souplesse dans l'échine. Dépité, il présentera une liste dissidente mais finalement ni l'un ni l'autre des adversaires ne sera élu : dans un contexte d'abstention record, Louis Aliot fait 5,94% des voix et Martinez, 0,92%.

Le cas est parallèle pour Carl Lang, lui aussi vice-président du mouvement et lui aussi député européen, mais du Nord. Manque de chance pour lui aussi, la fille du chef, qui est alors députée européenne d'Ile-de-France, subodore qu'elle ne réussira plus à s'y faire élire. Le sud-est est déjà chasse gardée de son père. Pourquoi ne pas aller dans le nord où elle a déjà posé ses valises ? Et où surtout Carl Lang a réussi en 2004 à faire élire deux députés ?

Carl Lang est bien gentil, mais une place sur la liste devrait lui suffire, non ? Incroyable, lui non plus ne sera pas d'accord, pas plus que Jean-Claude Martinez. Lui aussi claque la porte, entraînant avec lui l'écrasante majorité des conseillers régionaux du nord. Il présentera lui aussi une liste dissidente qui ne suffira cependant pas à empêcher Marine Le Pen de décrocher un seul siège : le sien. Lorsque Carl Lang quittera en fanfare le FN, Jean-Marie Le Pen aura l'incroyable toupet – ou l'inconscience ? – de signer le 17 novembre 2008 une « lettre aux cadres » fustigeant Lang en ces termes : « *Je croyais en le nommant secrétaire général à la mort de Jean-Pierre Stirbois qu'il était fait de l'acier dont on trempe les meilleures armes, je me rends compte aujourd'hui qu'il est fait du zinc dont on fait les gamelles* ». Incroyable déclaration que le président d'un mouvement qui au long des années a grassement entretenu toute sa tribu était bien le dernier à pouvoir faire. De surcroît, il ne faisait là que singer Marie-France Garaud qui, bien des années auparavant, avait déclaré à propos de son ex-poulain, un certain Jacques Chirac : « *Je croyais que Chirac était du marbre dont on fait les statues. En réalité, il est de la faïence dont on fait les bidets* ».

Globalement, ces européennes de 2009 marqueront une vraie déroute pour le mouvement dont le groupe au parlement européen passe de sept membres à... trois : les deux Le Pen et Gollnisch.

## Démissions en série

La fin de l'année 2008 et le début de 2009 vont être très chahutés. Car le départ de Lang et Martinez, en novembre 2008, sera suivi, fin janvier 2009, de la défection de toute une série de cadres, pourtant parmi les plus anciens fidèles : Martine Lehideux, Martial Bild, Myriam et Christian Baeckeroot, Michel Bayvet et Michel de Rostolan. Une perte pour le mouvement, mais tout bénéfique pour la fille du chef qui voit la route se dégager de plus en plus.

Alain Soral va les suivre de peu. Cet ex-communiste, membre du comité central du FN, avait rejoint le mouvement en 2005. Son petit tour y sera bref puisqu'il démissionne avec fracas le 1<sup>er</sup> février 2009, fort mécontent de ne pas avoir été désigné pour conduire la liste des européennes en Ile-de-France, région désertée par la fille du chef partie poser ses pénates dans le nord. Il exhalera son aigreur dans un texte sanglant, *Marine m'a tuer*, dont il dira plus tard qu'il avait été écrit sous le coup de la colère. Mais chacun sait que bien des vérités s'expriment sous le coup de la colère.

C'est Marine Le Pen, affirmera-t-il, qui a manœuvré afin qu'il ne soit pas tête de liste en Ile-de-France. Pour quelle raison ? Facile à deviner. Si Soral, contre toute attente, avait réussi à se faire élire député européen, cette promotion aurait fait de lui un prétendant putatif de plus dans la basse-cour lepéniste. Et un prétendant peu commode et lui aussi médiatique, de surcroît. Rien d'étonnant à ce qu'elle ait préféré le voir dehors que dedans. A travers cet exemple, on touche du doigt le fonctionnement du mouvement : ne surtout pas encourager les éléments intéressants, même controversés, car ces gens-là ont de l'ambition. Ambition égale danger. Ils pourraient se mettre en tête de vouloir s'emparer du pouvoir. Et du magot qui va avec. Le complot n'est jamais loin dans l'esprit passablement paranoïaque du clan. La famille régnante du FN préfère de loin les moutons bêlants, ceux qui diront toujours oui et se contenteront de prendre ce qu'on voudra bien leur don-



ner, en fait de mandats ou de fonctions. De toute façon, la politique est chasse gardée. Deux personnes suffisent largement pour faire tourner la boutique et causer dans les médias. Et une seule, c'est encore mieux, de l'avis de la présidente.

Un mode de fonctionnement qui explique amplement pourquoi le système n'a vraiment rien à en craindre.

Février 2009 verra également le départ du second mari de Marine Le Pen : Eric Iorio, conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais. Il démissionne du FN après vingt-cinq années de militantisme pour rejoindre le mouvement de Carl Lang, le Parti de la France.

Parmi les derniers à quitter le navire, et non des moindres : Roger Holeindre, l'un des pères fondateurs du FN. Quoique élu en 2<sup>e</sup> position au comité central lors du congrès de Tours en janvier 2011, il s'en va dès l'élection de la fille du chef : *« Je ne crois pas qu'elle pense ce qu'elle dit »*, se bornera-t-il à déclarer sobrement au micro de Radio-Courtoisie.

### **Dernières purges présidentielles en date :**

Le ménage à géométrie variable ne s'est pas arrêté là. La commission des conflits, aimable structure fantôme priée d'entériner ce qui a été décidé plus haut, n'a pas chômé.

19 avril 2011 : exclusion du conseiller régional de Rhône-Alpes Alexandre Gabriac, proche de Bruno Gollnisch

9 mai 2011 : exclusion du conseiller régional de Rhône-Alpes Olivier Wyssa, proche de Bruno Gollnisch

7 juillet 2011 : exclusion temporaire pour deux ans d'Yvan Benedetti, conseiller municipal de Vénissieux et secrétaire départemental adjoint du Rhône, bras droit de Bruno Gollnisch.

Et bien d'autres. Les recenser tous serait par trop fastidieux.

Outre les derniers soutiens encore restés à Gollnisch, sont dans le collimateur mariniste tous les nationalistes. Ces gens-

là font vraiment trop tache dans ce FN nouveau, bien propre, qu'elle s'échine à présenter aux médias admiratifs. Eux aussi sont priés de dégager, de gré ou de force.

### **Des candidats pas très montrables**

A force de faire le ménage et d'exclure à tour de bras, les rangs se sont inévitablement clairsemés et la présidente a été bien embarrassée lorsqu'il s'est agi de désigner certains candidats aux cantonales de 2011. Du coup, le mouvement ne s'est pas montré trop regardant et a recruté sans complexe des deux côtés de la pyramide des âges. Il n'a pas rechigné non plus devant certains profils professionnels pour le moins particuliers. Comme celui d'une *escort girl* candidate du FN dans le nord, qui proposait ses prestations sur deux sites spécialisés, sous les pseudos évocateurs de *Anguun* et *Gotikha*. Ce qui n'empêche pas les convictions politiques, mais fait un peu désordre dans un parti censé défendre des valeurs traditionnelles.

Autre candidate « atypique », mais qui serait, selon les dires de la présidente elle-même, un gage d'évolution de son parti : Vénussia Myrtil, transfuge du NPA de Besancenot et favorable à la légalisation des drogues, à l'avortement, au « mariage » homosexuel et à l'adoption par les mêmes. Là aussi, les électeurs du FN apprécieront.

Ou encore Mireille Barde. Cette brave dame au savoureux accent, candidate dans un canton marseillais, est l'héroïne involontaire d'une vidéo très drôle qui a beaucoup circulé sur Internet. Soumise à une série de questions sur le mandat qu'elle convoitait et sur les compétences du conseil général, elle s'est signalée par une ignorance abyssale des plus réjouissantes. Ignorance totalement assumée du reste, l'essentiel étant ailleurs, de son point de vue. Elle n'en sera pas moins présente au second tour, avec 35,31% des voix. Et une très forte abstention, quand même.

Le plus âgé de ces candidats atypiques sera Roger Marin, dont *L'Express* fera ses délices le 16 mars 2011 : « *Roger Marin, 93 ans, qui a été investi par le Front national dans le canton de Blâmont (Meurthe-et-Moselle), sera le doyen des candidats aux élections cantonales de dimanche, selon des statistiques du ministère de l'Intérieur. Le candidat, qui se présente comme "un vieux militant du Front national, depuis que le parti existe, avec Jean-Marie Le Pen", ne souhaite pourtant pas siéger au Conseil général de Meurthe-et-Moselle. "J'arrive à un âge certain, alors si je suis élu, je n'irai pas."* »

*Mais le sketch ne s'arrête pas là. Roger Marin en rajoute une couche. Il assure que sa candidature est "un bon signe pour les jeunes". Ou pas ! Ancien cheminot, Roger Marin ne s'était jusqu'alors jamais présenté à une élection. "C'est le parti qui m'a demandé. J'ai accepté, à condition de ne pas faire campagne. Je leur ai dit : 'Laissez-moi tranquille'", a-t-il ajouté. ».*

### **Le mégrétisme recyclé**

Au fur et à mesure des purges, des exclusions et des départs plus ou moins volontaires, les trous ainsi formés ont été bouchés par les affidés de la nouvelle icône du FN. Au cours des dernières années, elle a ainsi placé ses *boys* – essentiellement des « nordistes », ceux qui lui ont facilité la tâche dans le Pas-de-Calais –, aux emplacements stratégiques.

On a le droit d'avoir été mégrétiste dans le passé à condition d'être mariniste pur sucre aujourd'hui. C'est même plutôt recommandé (d'avoir été mégrétiste) car c'est en grande partie la stratégie du félon en chef, celle qui mena au clash, que Marine Le Pen recycle actuellement.

Il est amusant de reprendre aujourd'hui le dossier que *Le Canard enchaîné* consacrait en octobre 1998 à Bruno Mégret, dossier sous-titré *La montée du petit brun qui veut la peau du gros blond*. Nous étions juste avant la scission et on pouvait lire en introduction, sous la plume de Erik Emptaz : « *Ainsi donc Bruno Mégret serait, comme on dit, "propre sur lui". Sous prétexte qu'il*

*n'éructe pas, se garde du révisionnisme d'après-choucroute et évite de rire aux calembours nauséabonds, le petit homme brun serait réputé plus "fréquentable" que le gros homme blond. (...) "Napoléon", comme le surnomment ses ennemis du Front, ne cache pas sa volonté de "faire du FN un parti de gouvernement", autrement dit d'accéder au pouvoir. Et pour y parvenir, le calcul est simple : il lui faut attirer des élus et des électeurs de la droite républicaine vers le FN, en commençant par pousser Le Pen, qui leur fait peur, vers la sortie. (...) Dans le même temps, le "fréquentable" s'ingénie toujours à vendre à la droite susceptible de le fréquenter son programme. Comme s'il était plus modéré que celui de Le Pen, alors qu'il s'agit du même sous un emballage moins salissant. La force de l'ingénieur Mégret est simplement d'avoir remplacé le style facho qui fâche par le style facho feutré. Et de le faire vendre par de jeunes diplômés en costume plutôt que par des anciens de la coloniale à béret. »*

Remplaçons dans ce texte Napoléon par Marine Le Pen et l'analyse ne sera guère différente. Globalement, nous restons dans la même démarche avec cependant quelques différences de taille : les « *jeunes diplômés en costume* » se sont évaporés dans la nature. Et des pans entiers de fondamentaux les ont suivis. Ne restent plus que des appétits de moins en moins déguisés, sans forcément les moyens de les satisfaire.

L'attitude face aux médias est également un copier-coller. Alors que le 18 janvier 1998, Le Pen conseillait aux futurs candidats frontistes : « *Ne vous inquiétez pas de l'image que les médias donneront de vous. Mieux vous agirez, plus votre image sera déformée !* », Mégret, lui, comme Marine Le Pen aujourd'hui, conseillait aux mêmes la séduction tous azimuts : « *Nous n'avons pas vocation à rester dans l'opposition et la protestation, mais à rassembler le peuple français (...) dans une démarche d'ouverture et de tolérance. (...) Tout est là, dans ce contact, ce sourire, cette conversation de campagne. Prenons garde de ne pas donner de nous une image trop hégémonique et trop dogmatique (...) Sachons rassurer et soyons décidés à séduire pour conquérir* » (17 janvier 1998).

On se souvient qu'en décembre 2010, Marine Le Pen avait réussi à faire parler d'elle et à créer son mini-scandale en



comparant les prières de rues des musulmans à une occupation. Mais même cela est copié de Bruno Mégret qui avait établi un parallèle similaire lors d'un colloque du conseil scientifique du FN consacré à la résistance et à la collaboration : « *Le combat de la résistance visait à s'opposer, à la fois, à l'invasion allemande et à l'oppression nazie. Or, aujourd'hui, il y a invasion et il y a oppression. Certes, il s'agit de formes molles, non militaires, de ces deux fléaux mais les deux mots peuvent être valablement utilisés. (...) L'invasion, c'est naturellement l'invasion liée à l'immigration* ».

Marine Le Pen se garde bien de souhaiter officiellement un rapprochement avec la droite classique. Ce ne serait guère son intérêt immédiat de le faire. Officiellement elle est contre, absolument contre une telle idée, préférant laisser agir les cercles navigant dans ses eaux. Qui, eux, ne se privent pas d'essayer d'établir des passerelles.

Si elle agissait ainsi, elle s'éloignerait trop dangereusement de la ligne toujours affichée par son père qui, au soir du 5 décembre 1998, dans une ambiance survoltée, précisait une fois de plus aux cadres et militants réunis, sa position à l'égard d'un éventuel rapprochement au sein de la droite : « *Ne vous faites pas d'illusions, vous n'aurez jamais – et Dieu merci ! –, jamais d'alliance avec une partie de la droite, traître et corrompue. Même s'ils le voulaient, beaucoup d'entre eux le veulent, ne serait-ce que pour se faire élire, ils ne le pourraient pas. Ils sont pieds et poings liés entre les mains des lobbys, et même ceux que nous faisons élire sont obligés de nous cracher à la figure et de nous insulter, mettant – il faut bien le dire – nos nerfs et ceux de nos militants à rude épreuve. Il n'y aura pas d'alliance, mais le Front national, en progressant, dans la solitude et sa certitude de l'avenir, atteindra un moment donné un étiage qui, joint à la gravité des événements, amènera à rejoindre ce môle tous les gens qui aiment encore leur patrie, qu'ils soient de droite ou de gauche. Ne nous abaissons pas à composer avec des gens que nous considérons comme des traîtres, avec les naufrageurs de la nation, avec les assassins de la patrie* ».



Difficile dans ces conditions pour Marine Le Pen de contrarier trop ostensiblement celui qui tout à la fois l'a faite reine et tient encore fermement les cordons de la bourse. Pourtant, son entourage immédiat, où abondent les anciens mégrétistes repentis, plaide pour des orientations futures plus en adéquation avec leur soif de mandats et de reconnaissance sociale.

### **L'entourage de la présidente**

Dans son ire, Alain Soral, a globalement dépeint cet entourage en des termes lapidaires. Mais en très peu de mots, il a su dire l'essentiel : « *C'est la "bande à Marine" – cet agglomérat de multi-transfuges, de marchands du Temple et de cage aux folles* ». Laissons-lui la responsabilité de la « *cage aux folles* », qu'il a eu tout loisir de contempler de près durant son séjour au FN, et voyons plus politiquement les « *multi-transfuges* », c'est-à-dire les anciens mégrétistes :

#### **Steeve Briois**

Dans une vie antérieure, cet ancien commercial faisait du porte à porte pour placer des abonnements à la télévision par câble. Un excellent entraînement au militantisme politique. C'est le fort enracinement local à Hénin-Beaumont de ce docile suppléant de la fille du chef, 39 ans, qui fera pardonner son escapade chez les « félons ». Car oui, l'actuel secrétaire général du mouvement, entré par la grâce de Marine Le Pen au bureau politique en 2007, avait suivi Mégret en 1999, ulcéré à l'époque par le « népotisme » du chef. Il était alors conseiller régional du Nord depuis l'année précédente. Ayant réfléchi que son mandat ne tenait qu'à un fil, il en conclut que tout compte fait, Le Pen avait quand même bien des qualités, électoralement parlant, et il revint au bercail. Malgré l'hostilité de Carl Lang. Mais Briois était soutenu par Eric Iorio, l'ex-mari de Marine Le Pen. Il réussit même à deve-

nir secrétaire départemental en 2006, à la place dudit Iorio. Il a poursuivi depuis son petit bonhomme de chemin dans la roue de l'héritière. C'est un grand défenseur de la liberté d'expression, surtout pour les élus. A condition qu'ils répètent ce qui a été décidé plus haut. Et pas autre chose.

Ainsi, Yvan Benedetti, conseiller municipal FN de Vénissieux, et proche de Gollnisch, a été exclu du mouvement en juin 2011 pour des propos non conformes à la nouvelle ligne. A ses yeux, il « *ne sert à rien de s'engager dans une forme quelconque de repentance au service d'une prétendue dédramatisation* ». Une opinion que Briois a commentée en ces termes : « *Ce n'est pas à lui de définir la ligne du mouvement* ». Des élus qui se mettent à penser par eux-mêmes, à présent, on aura tout vu...

### **Bruno Bilde**

Grand ami de Briois, ce frontiste de 35 ans a eu lui aussi des faiblesses pour Mégret, ayant été secrétaire départemental MNR dans la Meuse de 1999 à 2001. Et comme son grand ami, il est revenu au FN en 2002. Depuis, il suit à la trace Marine Le Pen. Bien lui en prendra. Il devient conseiller régional de Lorraine en 2004 puis du Nord-Pas-de-Calais en 2010. Entre-temps, il s'occupe des campagnes de la fille du chef qui l'a fait entrer au comité central et au bureau politique.

Aujourd'hui, il fait fonction de chef de cabinet de la présidente.

### **Nicolas Bay**

Un jeunot de 34 ans qui naguère avait fait ses classes au Front national de la jeunesse. Lors de la scission, il n'a alors que vingt-deux ans, lui aussi suit Mégret et devient même secrétaire général du MNR. Il est élu conseiller municipal de Sartrouville (Yvelines) en 2001, réélu en 2008. En 2004, toujours au MNR, il mène la liste des régionales en Ile-de-France, contre... Marine Le Pen, elle aussi tête de liste. Mais pour le FN. Interrogé à cette époque pas si lointaine sur France 3, le

28 février 2004, il livrait ses impressions sans fard : « *Je n'ai rien à voir avec le Front national. (...) Moi, je ne me complais pas dans le ringardisme. (...) Je n'ai rien à voir non plus, je m'empresse à le préciser, avec la fille de monsieur Le Pen qui est un peu le Tanguy de la politique régionale ; vous savez, ce film qui raconte cette histoire d'un jeune homme qui, à trente ans passés, se refuse à quitter le cocon familial. Eh bien elle, c'est un peu ça : à 36 ans, elle habite dans le château de son père à Saint-Cloud, elle est payée par son père au siège du F.N., et son mari est payé également par son beau-père, alors ces gens-là ne sont pas en phase avec les préoccupations des Franciliens et des Franciliennes* ».

Il déclarera aussi (quand on est jeune, on a toujours tendance à trop causer) : « *Le sentiment qu'on a lorsqu'on discute avec Marine, c'est quand même que ça passe pas. (...) Les qualités politiques du personnage sont limitées. D'abord, c'est le vide doctrinal sidéral* ».

Ce vide sidéral ne va pourtant pas l'empêcher de signer en novembre 2010 une déclaration de soutien à « *Mlle Tanguy* », sobrement intitulée « *Nicolas Bay : "Marine Le Pen, un choix d'idées, de stratégie et de personnalité"* ». Comme l'on change, tout de même ! Que s'est-il passé entre-temps ?

Eh bien, entre-temps, le MNR n'a pas décollé et le jeunot s'impatiente. Il commence à flirter (politiquement, s'entend) avec la fille de « Monsieur Le Pen », tant et si bien qu'il est exclu du MNR en septembre 2008. Dès les européennes de l'année suivante, le flirt consommé, il figure sur la liste de Marine Le Pen. En 2010 il est parachuté tête de liste FN aux régionales en Haute-Normandie. Les quelques récalcitrants sont mis au pas, secrétaire départemental de Seine-Maritime en tête : suspendu de ses fonctions. Depuis il est devenu secrétaire départemental à la place du récalcitrant. Ainsi que conseiller régional. Marine Le Pen l'a fait entrer au bureau politique en janvier 2011. Il est également délégué national à la communication électorale.

Ca valait le coup, non, de faire le bon « *choix d'idées, de stratégie et de personnalité* » ?

## Philippe Olivier

Lui, il occupe un rang spécial, en tant que membre du clan. Il est en effet le second époux de Marie-Caroline Le Pen. Proche collaborateur de Mégret, il sera l'un des artisans de la scission, fin 1998. La guerre tout court entre clans se doublera d'une savoureuse guerre des gendres : Samuel Maréchal, époux de Yann Le Pen, restera fidèle à son beau-père et aux avantages qui vont avec, tandis que Philippe Olivier, parti avec Marie-Caroline, n'aura pas de mots assez durs pour fustiger le vieux qui s'accroche.

Il est alors – ainsi que sa femme –, conseiller régional d'Ile-de-France et délégué général adjoint du FN. Tous deux figureront parmi les piliers du MNR nouvellement créé avant de quitter cette formation en 2000.

Philippe Olivier tentera ensuite un petit tour du côté de Philippe de Villiers. Actuellement, quoique n'ayant pas réintégré officiellement le FN, il passe pour être l'un des proches conseillers de sa belle-sœur. Il écrit sous le pseudonyme d'Olivier Carer pour divers médias de la mouvance.

Il est à noter que ces quatre mousquetaires sont très exactement aux postes qui avaient été révélés par *Minute* le 13 octobre 2010. Sous le titre « *Ces marinistes qui veulent tous les pouvoirs* », le journal publiait un organigramme de travail écartant délibérément tout partisan de Gollnisch. Marine Le Pen s'était hautement offusquée en ces termes : « *J'en reçois quinze par jour de ce genre de trucs. Je ne l'ai même pas vu. C'est l'œuvre d'un militant de base de vingt-cinq ans. (...) Je n'ai fait à ce jour aucun organigramme. Mais j'en ferai un et il n'aura pas la même tête* ».

Finalement, cet organigramme fait par un jeunot inconnu de vingt-cinq ans a dû lui paraître, toute réflexion faite, suffisamment pertinent pour être traduit dans les faits.

A côté de ces quatre ex-mégrétistes, la garde rapprochée de la nouvelle présidente comporte les suivants :

## **Louis Aliot**

Lui aussi occupe un rang spécial puisqu'il est l'actuel compagnon de Marine Le Pen. Agé de 42 ans, il est divorcé et père de deux enfants. Il débute au Front national de la jeunesse puis prend la tête de la fédération FN de Haute-Garonne. Il est élu conseiller régional en 1998, réélu en 2004 puis en 2010. Lors de la scission, il va faire le bon choix en refusant de suivre les mégrétistes. Du fait du grand vide laissé par les partants, il y a plein de bonnes places à prendre. Il va aussitôt avoir sa récompense car Le Pen le nomme directeur de cabinet en remplacement de Bruno Racouchot, le « félon ». Il devient aussi secrétaire général de *Génération Le Pen*, la structure présidée par la fille du chef. Dont il devient par ailleurs l'attaché parlementaire en 2004 lorsqu'elle accède au parlement européen.

De 2005 à 2010, il est secrétaire général du FN, succédant à Carl Lang. Marine Le Pen l'a imposé à ce poste stratégique. Sous le sobriquet de Loulou la purge, il manifeste dans ses nouvelles fonctions de forts talents d'épurateur. C'est qu'il s'agit, déjà, d'éliminer les « radicaux » qui auraient le toupet de faire obstacle à la dédiablement en marche. Et de nuire à la belle médiatisation qui en est la récompense. Il s'agit aussi d'éliminer les anti-marinistes. Soucieux lui aussi de se bâtir son fief, lorsqu'il quitte le secrétariat général en 2010, il s'installe comme avocat à Perpignan, avec l'appui de Roland Dumas, toujours là au bon moment. Et s'y présente avec constance aux élections locales.

Après ce court éloignement, Aliot revient au FN par la grande porte puisque Marine Le Pen, à peine présidente, porte son compagnon à la vice-présidence du parti en janvier 2011. Au FN, tout change et tout est toujours pareil.

Il est à présent responsable du projet. Et donc de l'élection présidentielle qui s'annonce.



### **Philippe Peninque**

Cet ancien du GUD, ancien avocat, a été avec Alain Soral à l'origine du discours de Valmy, point de départ de la campagne présidentielle de 2007 : « *Si je m'adresse à vous aujourd'hui du moulin de Valmy, lieu symbolique où notre patrie en danger fut sauvée jadis, c'est que la France est une nouvelle fois à un tournant de son histoire. (...) Valmy, dernière victoire de la Monarchie, première victoire de la République.* » Etc, etc.

Le public visé était l'électorat communiste, cher à Soral, laissé en jachère par un parti en déshérence. Cette nouvelle cible n'a pas vraiment mordu à l'hameçon. Tandis que l'électorat traditionnel frontiste renâclait devant toutes ces innovations. Et ce soudain amour fou affiché pour la République. Résultat : le bide du premier tour de 2007.

## *Le piège médiatique*

---

**L**orsque des sites ou des journaux « mal-pensants » se permettent de dresser des listes de membres éminents de la communauté juive opérant dans divers secteurs-clés, et en particulier dans celui des médias, ils sont immédiatement taxés d'antisémitisme.

Pourtant, rappelons qu'en février 1989, le magazine juif *Passages* n'hésitait pas à publier sur vingt-cinq pages un tableau des « 100 juifs qui comptent ». Il le faisait avec beaucoup de satisfaction, officiellement « *pour mieux faire connaître les juifs de France dans leur diversité* ».

Ce qui tendrait à prouver qu'en 1989, on ne croyait pas tant que cela, du côté communautaire, à l'antisémitisme présumé des Français. On ne semblait craindre aucun réveil de ce vice rédhibitoire que dénonçaient pourtant inlassablement CRIF et LICRA. D'ailleurs, si cet antisémitisme avait été avéré, comment tous ces « *juifs qui comptent* » auraient-ils pu accéder en si grand nombre à ces postes enviables ?

Seul un petit nombre de journalistes et d'écrivains était alors répertorié par *Passages*. Un nombre infime, sans doute faute de place, par rapport à tous ceux qui, en 1989 comme aujourd'hui, disposaient et disposent encore de la faculté de fabriquer l'opinion publique. Cette présence massive dans les médias et les instituts de sondages est toujours bien réelle et facile à vérifier.

Or, les médias ont toujours constitué des armes de propagande massive contre les idées nationales. Dans ces conditions, on ne peut qu'être stupéfait – et alerté –, par la promo-

tion absolument étonnante qu'ils assurent, hier à la postulante, aujourd'hui à la nouvelle présidente du FN, parti pourtant maudit entre tous. Pourquoi se mettent-ils à inviter Marine Le Pen à tour de bras ? Pourquoi lui servent-ils à ce point la soupe ? Reconnaissons, à la lumière des réactions antérieures, que si cette promotion avait dérangé les responsables de la « communauté », ils l'auraient fait savoir à hauts cris. Et y auraient vite mis bon ordre, ce qui leur était facile. C'est donc que cette promotion ne les dérange pas. Et peut-être même qu'elle les arrange.

### Mégret, déjà...

Toute analyse doit obligatoirement s'apprécier à la lumière de l'événement capital pour n'importe quel membre de la classe politique, et partant, du système : son élection ou sa réélection. Tout part de là, tout y revient. Hier comme aujourd'hui.

A la veille de la scission de 1998, Jacques Chirac est un président qui a réussi l'exploit de réduire son septennat à deux ans. Il a dissous l'Assemblée en 1997 et porté Lionel Jospin au poste de premier ministre. Deux ans après que les Français aient cru élire un président « de droite », voilà à nouveau la gauche au pouvoir. Magistral. Mais cette déconfiture n'empêche nullement le locataire de l'Elysée, qui s'y plaît bien, de souhaiter y rester pour un second septennat. Comment faire ? Il a une belle épine dans le pied avec ce FN à 15% et son président inamovible qu'il déteste. De là à donner un discret coup de pouce à l'éclatement de ce mouvement honni... Diviser pour régner, c'est vieux comme le monde. Et toujours efficace.

La gauche, elle, avait tout intérêt à poursuivre le petit jeu qui lui avait si bien réussi : souffler alternativement le chaud et le froid. Et de toute façon, un Front divisé démultipliait ses possibilités d'interventions et n'était pas pour lui déplaire *a priori*.

Le livre *Crime contre le FN* de François Delancourt, paru en 2000, s'achève par une interview de Le Pen. A la question « *Quel a été, selon vous, le rôle de la presse dans cette crise ?* », il répond : « *La presse de gauche a porté Mégret. Celui-ci a cru que c'était à cause de ses mérites et de son talent alors qu'il n'était, à leurs yeux, qu'un pion* ».

En cette fatidique année 1998, Le Pen « fête » en maugréant ses soixante-dix ans. Mégret en a vingt et un de moins. De quoi rendre hargneux le patriarche qui se voit fâcheusement passer au second plan de l'attention et qui considère que les médias ont fait leur choix : à tout prendre, c'est bien le second exécré qu'ils préfèrent. Ou qu'ils font mine de préférer, afin d'entretenir la zizanie au FN. En février paraît, sous la plume de Michaël Darmon et Romain Rosso, *L'après Le Pen*, ouvrage plutôt favorable à Mégret. Un titre bien fait pour jeter de l'huile sur le feu. Et voilà *Libération* qui embraille en publiant une série de doubles pages titrées « *L'inéluctable ascension de Bruno Mégret* ». En octobre de la même année, *Le Canard enchaîné* consacre à son tour un dossier spécial à Mégret, que les lepénistes jugent des plus complaisants. Mégret y apparaît notamment comme l'artisan des victoires électorales récentes.

Face à ce tir de barrage, Le Pen ne peut que mettre en garde ses troupes devant l'action manipulatrice des médias et il le fera à plusieurs reprises au cours de l'année : « *Je dénonce ici à l'avance l'influence que peut avoir (...) l'action des médias surtout quand nous sommes nous-mêmes en cause, on répète ce qui a été dit sans se rendre compte que l'on se fait l'instrument de nos diffamateurs et de nos calomniateurs. On suggère par exemple que Jean-Marie Le Pen étant définitivement inflexible, d'autres que lui, plus malléables, plus polis, plus courtois, plus diplomates, pourraient espérer d'eux l'indulgence de médias et partant de là, leur réintégration dans le club des partis et une place dans la recomposition de la droite ...* » (août 1998, université d'été du FN).

Ou encore, le 5 décembre de la même année, en pleines turbulences : « *Nos cadres reçoivent des extraits de presse. Ces extraits*

*de presse leur sont envoyés par des gens du mouvement. Ce sont des extraits de Libé, du Monde, de L'Express. (...) Voyez-vous, Mesdames et Messieurs, je crois qu'il est important de faire là une vraie analyse. Si nous n'arrivons pas à nous défendre de l'influence que, volens nolens, exercent sur nous les médias, nous sommes perdus. Nous sommes dirigés par eux. C'est eux qui décident à notre place, car, même quand on est très averti, il en reste quelque chose. Le militant ou le cadre qui reçoit une fois par semaine non pas nos journaux, non pas un article disant du bien de nous, tout le bien que nous méritons, mais au contraire des critiques systématiques, des injures, des calomnies, finit par être impressionné. Et il ne faut pas chercher ailleurs le trouble qui existe à l'intérieur de notre mouvement ».*

En d'autres termes, si les choses vont mal au FN, si un climat de « trouble » s'est instauré, c'est de la faute des médias. Qui osent critiquer le chef et encenser un blanc-bec de cinquante ans.

Mais tout ceci, c'était en 1998. Treize ans plus tard, Le Pen ne semble plus aussi hostile aux incroyables attentions médiatiques dont bénéficie cette fois... sa fille. Laquelle tâche pourtant de correspondre point par point à la définition qu'il fournissait lui-même : « *plus polis, plus courtois, plus diplomates* ». Il disait aussi « *plus malléables* » et il faut reconnaître qu'à ce propos, sous bien des aspects, le nouveau discours mariniste va dans le bon sens. Vu côté système, naturellement. Mais nous y reviendrons.

### **Marine Le Pen partout Bruno Gollnisch (presque) nulle part**

Il est clair que les médias ont choisi, bien avant les adhérents qui n'ont fait que suivre logiquement le mouvement initié par la médiatisation, celle qu'ils voulaient voir à la tête du FN. C'est-à-dire celle dont ils savaient qu'elle suivrait fidèlement la ligne paternelle consistant à garder un strict contrôle de la PME familiale si utile finalement à bien des



égards. Celle qui, de plus, souhaitait visiblement faire effectuer au mouvement un virage idéologique marqué. Elle avait toutes les qualités à leurs yeux. Voilà pourquoi ils l'ont puissamment aidée à « dédiaboliser », en assurant sa promotion. Et ils continuent à le faire. Songeons qu'elle a même eu tout loisir, lors de ses apparitions télévisées durant la campagne de succession, d'appeler les téléspectateurs à rejoindre le FN pour être à même de voter pour elle !

Nathalie Saint-Cricq s'est abondamment répandue dans les médias pour dire tout le bien qu'elle pensait de la nouvelle cheftaine du FN, dans le style lénifiant: « [Marine Le Pen] *est d'une autre génération, de 1968, pas mariée, avec un mode de vie assez proche du nôtre, elle raconte qu'elle se fait engueuler par ses gosses quand elle rentre tard* ». Une bonne copine, quoi. Ces propos sont rapportés par *Le Canard enchaîné* dans son dossier *Les dégâts de la Marine* (juin 2011). Or Madame Saint-Cricq n'est pas n'importe qui. Elle trône au sein même du système médiatique version télé en tant que rédactrice en chef d'émissions politiques de grande écoute sur France 2. Elle est l'épouse de Patrice Duhamel, pont de l'audiovisuel, et belle-sœur d'Alain Duhamel, journaliste politique. Toute une galaxie. Les deux frères ont d'ailleurs publié en octobre 2010 *Cartes sur table*, ouvrage consacré aux rapports entre télévision et milieu politique. Un sujet qu'ils connaissent particulièrement bien.

Il est intéressant de savoir que ni Patrice Duhamel, ni son frère Alain, ni du reste Arlette Chabot, ne portent Sarkozy dans leur cœur. Un doux euphémisme, qui tendrait à éclairer les fréquentes invitations à Marine Le Pen d'un jour nouveau. Nathalie Saint-Cricq était en effet rédactrice en chef de l'émission *A vous de juger* présentée par Arlette Chabot, émission qui a abondamment invité Marine Le Pen, y compris encore en décembre 2010, juste avant la clôture des inscriptions pour le vote au congrès de Tours. Mais jamais ces gens n'ont invité Bruno Gollnisch. Pas une seule fois, au mépris de tout pluralisme et de toute prétention à l'impartialité.

Rappelons également que du temps où elle était journaliste sur la Cinq, Nathalie Saint-Cricq était chargée de suivre le parti socialiste et ses satellites, comme SOS-Racisme. Elle s'était liée notamment avec Julien Dray, autre bon client d'*A vous de juger*. Un client sûrement pas trop mécontent de l'ascension médiatique de Marine Le Pen, puisqu'elle est de nature à embêter la « droite ».

Arlette Chabot a finalement été écartée de la chaîne, mais pas Nathalie Saint-Cricq qui, au contraire, s'est vu confier la nouvelle émission politique de France 2 *Des paroles et des actes*. Et qui en était la première invitée, en juin 2011 ? Marine Le Pen, comme par hasard.

L'engouement des médias pour la nouvelle madone frontiste serait dû, paraît-il, à son extrême aisance devant les caméras. Et à son *look*, tellement moderne. Voilà justement qui prouve à quel point la connivence est de rigueur entre cette représentante d'un FN « dédiabolisé » et le système médiatique.

Car enfin, si ce dernier était sincère dans sa pseudo détestation, il semblerait logique qu'il se garde comme de la peste d'inviter un ou une responsable dont les apparitions font justement monter un parti tellement honni dans les sondages. Il devrait soigneusement lui en barrer l'accès, au contraire. Ce qu'il aurait tout loisir de faire, puisque qu'il est seul maître en ce domaine.

Et *a contrario*, il n'aurait intérêt à l'inviter à tour de bras que si elle se montrait nulle face aux médias. C'est cela qui discréditerait le mouvement. Pas l'inverse. Il y a là quelque chose d'infiniment troublant.

### **Même le *New York Times* s'y met**

Il n'est pas anodin de signaler qu'à deux reprises Marine Le Pen a eu droit à de grandes interviews dans le *New York Times*, prestigieux journal de référence appartenant à des juifs américains. La première fois, c'est le 21 mai 2010, elle n'est alors

que prétendante, et « Marine », ainsi qu'elle est désignée dans l'interview, ne rate pas l'occasion de tenter d'émouvoir les *Yankees*, si sensibles comme chacun sait, à propos des malheurs de son enfance : « *But her own childhood, she says, was a misery. The youngest of three daughters of a reviled politician who happily pressed buttons of xenophobia, anxiety and anti-Semitism, Marine often found herself ostracized. Another shock was her parents' divorce eight years later, when her mother, Pierrette, moved to America with her father's biographer and demanded alimony. "Let her clean houses," Mr. Le Pen said. (...) She does not share her father's anti-Semitism or deny the Holocaust, Mr. Camus said. But like Gianfranco Fini of Italy, who moved away from neo-Fascism, she will at some point need to make a speech breaking with "all those neo-Nazis on the fringe of the National Front," he said.* »

(« Mais sa propre enfance, dit-elle, a été une misère. Benjamin des trois filles d'un politicien honni qui jouait des ressorts de la xénophobie, des peurs et de l'antisémitisme, Marine s'est souvent sentie exclue. Autre choc : le divorce de ses parents, huit ans plus tard, lorsque sa mère Pierrette s'est installée en Amérique avec le biographe de son père et a réclamé une pension alimentaire. "Qu'elle fasse des ménages", répliqua M. Le Pen (...). Elle ne partage pas l'antisémitisme de son père et ne nie pas la shoah, dit M. Camus. Mais comme Gianfranco Fini en Italie, qui s'est éloigné du néo-fascisme, il faudra à un moment donné qu'elle dise clairement qu'elle rompt avec "tous ces néo-nazis en marge du Front national", dit-il. »)

Le *New York Times* remet le couvert un an plus tard, le 29 avril 2011. Cette fois, ce n'est plus la prétendante qu'ils interrogent complaisamment, mais la présidente, en plein euphorie de sondages mirifiques. Elle embraie à nouveau sur sa triste enfance et les « vingt kilos de dynamite », qui font décidément mieux dans le décor que cinq, qui sont un peu juste : « *When I asked Le Pen to identify something from her childhood that formed her, she said, "20 kilos of dynamite." In 1976, when she was 8, a bomb tore off the front of the family's apartment*

*building in Paris while they were asleep. "I realized politics could cost you your life," she said flatly. As the daughters of a greatly reviled politician, she and her two sisters grew up in an atmosphere of fear and intimidation – taunted by other children and shunned by teachers. »*

(« Quand je lui ai demandé de citer un événement de son enfance qui l'a formée, elle a répondu "20 kilos de dynamite". En 1976, elle a 8 ans lorsqu'une bombe, visant l'appartement parisien de sa famille, explose alors qu'elle dort. "J'ai réalisé que la politique pouvait vous coûter la vie", explique-t-elle. Filles d'un politicien insulté en permanence, ses deux sœurs et elle ont grandi dans une atmosphère de peur et d'intimidation, moquées par les autres enfants et évitées par les enseignants »).

Mazette. Si après ce triste récit digne des *Misérables*, les Américains ne fondent pas, c'est vraiment qu'ils ont un cœur de pierre que rien ni personne n'arrivera jamais à émouvoir.

Les lobbys qui pilotent les médias français et ont aidé à travers eux l'héritière à prendre le contrôle du FN, ont également décidé de l'aider à acquérir une stature internationale. Même au prix d'une grossière supercherie. Le but des lobbys ? Disposer en France d'une force nationale importante, opposée à l'idée d'une Europe puissante, hantise des Américains, et prête à servir de chair à canon contre l'islam que redoutent ces mêmes lobbys. En conséquence, Marine Le Pen figure cette année sur la liste établie par le magazine américain *Time* des cent personnalités les plus influentes du monde, publiée en avril 2011. En 71<sup>e</sup> position... devant Barak Obama, qui n'est, il est vrai, que président des Etats-Unis. Et qui doit se contenter cette année de la 86<sup>e</sup> place.

### **Des livres en veux-tu en voilà**

Accompagnant la promotion médiatique de Marine Le Pen dans les journaux, radios et télévisions, toute une floraison d'ouvrages sur la nouvelle présidente se bousculent en librairie. Ils



sont globalement complaisants et ressortent en boucle les mêmes informations.

Dans leur livre *Marine Le Pen*, paru en mai 2011, Caroline Fourest et Fiammetta Venner s'émerveillent de l'attitude de la présidente face aux journalistes. Ce qui nous donne ce savoureux morceau de bravoure : « *Marine Le Pen est surentraînée au fait de rencontrer des gens qui viennent voir la "fille du monstre" et repartent en la trouvant tout à fait normale, voire franchement sympathique. Beaucoup de journalistes en ont fait l'expérience. Loin des accueils froids, paranoïaques voire violents, des années noires, la nouvelle présidente du Front national sympathise volontiers, quand elle ne taxe pas une cigarette pour créer une certaine complicité. (...) Une journaliste ayant fait ses classes à l'UNEF, à l'époque de la mobilisation contre le FN, se souvient de la première fois qu'elle a croisé Marine Le Pen dans les coulisses d'une émission : "Si elle ne s'appelait pas Le Pen, c'est typiquement le genre de fille avec qui t'as immédiatement envie de faire la bringue et d'en faire ta meilleure amie" ».*

Face à ce petit bijou, on se demande si c'est la complaisance ou la naïveté qui prédomine. Quant au « coup de la clope », façon copain/copine, difficile de l'ignorer tant il circule avec délectation de livre en livre.

Parlons donc, puisqu'il en est question plus haut, de la « paranoïa » des « années noires ». Il faut avoir la mémoire singulièrement courte pour ne pas se souvenir que cette « paranoïa » avait quelques bonnes raisons de se manifester. Qu'on veuille bien se remémorer les incroyables débordements auxquels les médias se livrèrent entre les deux tours de la présidentielle de 2002. Ce n'était pas du délire sorti de l'imagination malade d'un barbon se croyant persécuté. Mais un déchaînement de haine et d'insultes absolument irrationnels déclenché par une situation qui n'était pas prévue au programme. Tout à coup le golem sortait de son périmètre. Et le système s'affolait.

Quant à l'amabilité de Marine Le Pen à l'égard des médias, disons qu'elle n'a rien que de très naturel dans la mesure où



ces mêmes médias n'ont rien fait d'autre depuis des années que de la promouvoir de toutes les façons possibles. Il ne manquerait plus qu'elle les morde ! Mais il n'y a pas de danger. Elle sait fort bien ce qu'elle leur doit, à ces médias aujourd'hui si sympas avec elle. Tellement sympas que cela devrait inquiéter les électeurs FN.

Le journal *Rivarol*, sous la plume de son directeur Jérôme Bourbon qui ne la porte pas dans son cœur, résume à sa façon ce partenariat : « *Marine Le Pen s'appuie sur les médias dont elle est la coqueluche. Ce qui est normal : ils se reconnaissent en elle puisqu'elle a, somme toute, le même mode de vie et de pensée que les actuels décideurs. Au fond Marine Le Pen se sentira toujours plus proche d'une Vénus Myrtil, féministe favorable à toutes les déviations (drogue, homosexualité) que d'une famille chrétienne qui essaie de bien élever ses enfants et va à la messe le dimanche, que du militant nationaliste ou identitaire attaché à son peuple, à sa terre, à son sang, qui lit Bardèche et Maurras et qui n'a aucune sympathie pour la modernité décadente. (...) Marine Le Pen représente par excellence l'ère du vide. Les médias se l'arrachent parce qu'elle est deux fois divorcée, pour l'avortement et le Pacs, ce qui est pour eux un gage de modernité. De plus elle ne dérape pas sur les questions historiques interdites. Elle a parfaitement fait siennes les deux religions officielles de la V<sup>e</sup> République, l'avortement et la Shoah. »*

### **Comment les médias font monter la pression et jouent à se faire délicieusement peur**

Un article assez emblématique à cet égard est signé par Philippe Cohen, dans *Marianne*, le 4 août 2010. L'hebdomadaire *Marianne* a été créé en 1997 par Maurice Szafran et Jean-François Kahn, deux proches de la communauté juive française. Il n'est pas insignifiant de le rappeler en raison des rapports de cette communauté avec l'« extrême droite » en général et le FN en particulier. Voilà donc un hebdomadaire

## LE PIÈGE MÉDIATIQUE

qui devrait normalement ne parler, et encore, contraint et forcé, qu'en termes sévères de la nouvelle icône. L'article en question est tout au contraire des plus complaisants. Il revient abondamment sur le bilan médiatique « *impressionnant* » de Marine Le Pen dont il précise qu'elle s'est même « *offert la une du Point, le journal de référence de la droite, sous le titre : "Qui est vraiment Marine Le Pen ?"* ».

Mais non, Philippe Cohen, elle ne s'est pas « *offert la une du Point* ». C'est *Le Point* qui a décidé d'en faire sa une, ce qui est très légèrement différent. Et tout est à l'avenant.

Il y a une très réelle complaisance des médias à l'égard de Marine Le Pen. C'est un fait, et qui date à présent de plusieurs années. Le phénomène s'est même amplifié depuis son arrivée officielle à la tête du mouvement. Alors, à quel jeu jouent-ils, les uns et les autres ? Voilà la question à se poser. L'aisance devant les caméras est une raison d'autant plus courte qu'elle n'entre pas en ligne de compte pour la presse écrite dont les colonnes sont tout autant ouvertes à l'héritière. Même la presse *people*, même les magazines féminins s'y sont mis. Une véritable marée.

Un signe qui ne trompe pas : la nouvelle présidente est désignée partout, y compris chez les gauchistes, sous son seul prénom de Marine. Certes, c'est plus court. Mais c'est surtout une façon de marquer une connivence, pour ne pas dire plus. Imagine-t-on les mêmes appelant par le passé le président du mouvement, « Jean-Marie » ? Ils auraient suffoqué d'horreur rien que d'y penser. Et lui se serait étranglé de rage d'être ainsi désigné. Alors, pourquoi cette soudaine proximité ?

Pour en revenir à la floraison de livres récemment parus, leurs auteurs se félicitent tous avec une belle unanimité de ce que « Marine » ait jeté aux orties l'histoire contemporaine. Et notamment tout ce qui a trait à la Seconde Guerre mondiale. Voilà qui en dit long sur le soulagement face à ce FN nouvelle version qui ne posera plus de questions gênantes, ni ne se permettra de soulever des points, de détail ou non, des plus malvenus.

Balançons tous ensemble par-dessus bord la Seconde Guerre mondiale et ses conséquences – sur lesquelles nous vivons toujours, et Dieu sait que le poids n'en est pas léger – et rajoutons-y le communisme et ses horreurs. Et ne parlons plus de tous ces sujets qui fâchent.

Ne nous occupons plus que de l'« image », de la communication immédiate et superficielle. Voilà ce que souhaitent les médias. Voilà ce qu'ils attendent de « Marine ». Et c'est justement ce que compte bien leur offrir l'héritière de Jean-Marie.

Les mêmes d'ailleurs font mine de se demander gravement si Marine Le Pen est plus ou moins dangereuse que son père, si oui ou non elle est fasciste comme lui, si elle va changer le FN, etc, etc. Alors qu'ils savent pertinemment ce qu'il en est. Puisque ce sont eux qui fabriquent de pied en cap le personnage. Si elle était véritablement dangereuse pour le système, soyons sûrs qu'on la verrait beaucoup moins.

### **Diète médiatique ? Curieux aveu**

Dans la foulée de son élection à la tête du FN, les sondages ont été particulièrement généreux avec la nouvelle cheftaine. En mars 2011, en pleine vague marine, Harris Interactive, présidé par Jean-Daniel Lévy, la place carrément en tête du premier tour, caracolant à des 24%. Les autres instituts de sondage vont suivre, en modulant quelque peu.

Cependant, le mieux est l'ennemi du bien. Il faut que le soufflé monte, mais pas trop quand même. Donc, quelques mois plus tard, vers les vacances, les sondages redescendent puis se stabilisent à un niveau plus modéré. Interrogée à ce sujet, Marine Le Pen ne se déclarera pas le moins du monde inquiète : « *Dans les intentions de vote, nous nous sommes stabilisés à un niveau extrêmement haut (...) Disons que c'est un palier, pour mieux reprendre de l'élan à la rentrée* », dira-t-elle. Ajoutant ces quelques mots extrêmement révélateurs, sans doute un lapsus : « *Depuis un mois, j'étais un petit peu à la diète médiatique* ».

Difficile de mettre mieux en évidence le rapport quasi mathématique entre les apparitions médiatiques et le résultat des sondages. Marine Le Pen a ainsi reconnu le plus naturellement du monde à quel point ses succès étaient tributaires des médias. Ce qui est la marque même de l'appartenance au système.

Mais pourquoi vouloir faire grimper le FN dans les sondages ? Qui y a intérêt ? A quoi rime cette manipulation de l'opinion publique au profit exclusif de l'héritière ? Car il est clair que c'est elle, et elle seule, qui bénéficie de l'opération. Ce n'est pas le FN en tant que tel, ni aucun autre responsable, qui semblent rester tout aussi ostracisés qu'avant. Il a été dit qu'elle était invitée, elle et pas les autres, parce qu'elle était la meilleure. Peut-être, mais difficile de le savoir vraiment puisque les autres ne sont jamais invités.

Encore une fois, c'est la gauche qui, au premier chef, a intérêt à cette progression : les voix qui iront à Marine Le Pen échapperont à Nicolas Sarkozy. Avec un peu de chance, si elle parvient au second tour, la gauche sera assurée d'être élue dans un fauteuil. Comme Chirac en 2002, mais à son bénéfice, cette fois. Certes, la gauche a de bonnes chances d'être élue même avec Sarkozy en face d'elle. Mais enfin, là, ce sera quand même moins évident. Mieux vaut ne pas prendre trop de risques. Evidemment, cette fois, la gauche n'envisage même pas la possibilité de ne pas se retrouver au deuxième tour. Elle ne recommencera pas les mêmes bêtises qu'en 2002. Et après le psychodrame que les primaires socialistes ont infligé aux Français pris en otage par cet interminable feuilleton à l'automne 2011, avec la complicité des médias, son candidat bénéficiera d'une légitimité certaine. Et d'une sacrée pub par anticipation.

Quelle est la stratégie de Sarkozy en l'occurrence et comment compte-t-il utiliser lui aussi le FN ? Ce sera beaucoup plus difficile pour lui, cette fois. Son obsession est naturellement d'être au second tour. Se faire éjecter au premier tour comme un malpropre, voilà qui doit peupler ses cauche-

mars. Et pourtant... le risque existe. L'idéal pour lui, comme pour la gauche, serait de se retrouver également au second tour face à Marine Le Pen. Il gagnerait les doigts dans le nez. Un scénario peu plausible, il faut le reconnaître. Le danger est bien sûr qu'elle le dépasse au premier tour et l'élimine : le scénario rêvé par la gauche.

C'est un risque sérieux, mais au point où il en est ... Vu le degré d'exécration dans lequel il est tenu par les Français, en cas d'affrontement classique droite/gauche, sa probabilité de succès est assez faible. Non, sa vraie chance d'être réélu, aussi mince soit-elle, est de se retrouver face à face avec la présidente du FN.

Bref, d'une façon ou d'une autre, chaque camp a intérêt à se retrouver au second tour face à elle. Et a donc intérêt à faire monter la mayonnaise pour l'aider à y accéder. Mais jusqu'à un certain point seulement. La recette est délicate.

Dernier exemple illustrant de façon quasi caricaturale la totale sujétion de Marine Le Pen au système médiatique. Quoiqu'elle n'ait pas eu à se plaindre des médias qui lui passent et lui repassent les plats, il lui manque sa cerise sur le gâteau et elle la réclame avec insistance comme la grande enfant gâtée qu'elle est : elle veut son *Vivement Dimanche* ! Na, na, na !

Imagine-t-on « Jean-Marie », pardon Le Pen, réclamant à cor et à cris de participer à *Vivement Dimanche* ? Sa fille, si. Pour ceux qui l'ignoreraient, *Vivement Dimanche* est une émission (très) grand public présentée le dimanche après-midi par Michel Drucker. Les politiciens n'auraient en principe strictement rien à y faire si le niveau politique du pays était encore ce qu'il était il y a peu de temps. Disons une quinzaine d'années. Mais il a sérieusement dégringolé et du coup, ces messieurs-dames tiennent à aller montrer leur bobine au bon peuple qui y est très sensible, paraît-il. C'est très bon pour l'image. Et tellement plus simple que de se positionner sur des sujets de fond, qu'il faut connaître. Ou du moins faire semblant. Donc Marine Le Pen veut y aller pour faire comme ses



petits copains du système. Il n'y a pas de raison. Seulement voilà : Michel Drucker ne veut pas (encore) l'inviter. Ce n'est pas gentil et il y a fort à parier que d'ici mai 2012 quelques pressions bien placées ne parviennent à le faire évoluer. Marine Le Pen pourra enfin s'éclater à *Vivement Dimanche* ! Comme les autres.

### **Comment transformer une défaite en victoire ?**

Les régionales 2010 ont été complaisamment décrites par celle qui était encore la prétendante au trône comme « *le printemps du Front national* », formule qui fut relayée en boucle. Un « *printemps* » qu'elle aurait fait fleurir, naturellement. La réalité des faits est un peu moins glorieuse. Il faut savoir que ces élections sont importantes pour le mouvement car elles constituent le baromètre de son implantation locale et une appréciable source de parrainages pour la présidentielle.

De 1986 à 2010, le nombre d'électeurs FN aux régionales a baissé et non augmenté, avec un pic durant la faste période 1992-98. Il n'est pas inintéressant de rappeler quelques chiffres, car ces derniers sont plus parlants que les discours :

Régionales 1986 : 2 658 500 électeurs – 137 élus

Régionales 1992 : 3 375 079 électeurs – 239 élus

Régionales 1998 : 3 273 549 électeurs – 275 élus  
(Ce sera le sommet. Juste avant la scission)

Régionales 2004 : 3 200 194 électeurs – 156 élus

(Le différentiel d'élus provient d'une modification du mode de scrutin)

Et enfin, régionales 2010 : 2 223 760 électeurs – 118 élus

Les chiffres parlent d'eux-mêmes et révèlent la température exacte de ce « *printemps* » particulièrement frisquet. La médiatisation croissante de la future présidente entre 2004 et 2010 n'a nullement empêché une importante déperdition d'électeurs.

FN : TOUT ÇA POUR ÇA !

Mais il fallait à tout prix démontrer le miraculeux effet de la prétendante choisie par les médias. Ce qu'ils s'employèrent à faire, au mépris de toute réalité.

## *La « dédiabolisation » côté FN*

---

**L**a dédiabolisation ne constitue pas une idée neuve au FN, loin s'en faut. Et c'est bien naturel : un mouvement aussi hystériquement diabolisé ne pouvait qu'aspirer à un peu plus d'équité dans le traitement. Ce qui se traduisait inévitablement par l'espérance de ce qui était nommé « dédiabolisation ». De toutes les façons possibles, c'était le système qui décidait puisque lui seul possédait les caisses de résonance magique : les médias. Et qu'à travers les médias, il pouvait à sa guise faire et défaire. Les anges et les diables.

### **Le cas Yann Piat**

Yann Piat était une proche de Jean-Marie Le Pen, lequel avait bien connu sa mère en Indochine. Par la grâce de son parrain en politique, elle grimpe vite les échelons à l'intérieur de l'appareil et fait partie des trente-cinq députés FN qui se font élire en 1986. Encore plus fort, elle est la seule du groupe à survivre au tsunami des législatives de 1988, marquées par le retour au scrutin majoritaire. Elle est élue députée FN du Var, ce qui restera en travers de la gorge de son parrain qui, lui, a échoué.

Elle aussi était très soucieuse de respectabilité et de dédiabolisation. Dans le livre retraçant son parcours qu'elle écrit en 1991, *Seule, tout en haut à droite*, elle se souvient de ses débuts de responsable départementale du Var, en 1982, allant à la rencontre des quelques sympathisants que compte alors

le mouvement. Ils ne sont pas vraiment à son goût : « *La véhémence et la haine de l'avocat m'épouvantent. Cet homme rubicond et replet, petit notable arrogant, est assez représentatif d'une écume des sympathisants ou des militants du Front nostalgiques du nauséabond ordre vichyssois. Une fois de plus, je me sens affreusement mal à l'aise de devoir m'acoquiner avec de tels personnages. Une fois de plus, je me console en pensant que, plus tard, lorsque le mouvement de Le Pen aura grandi en nombre, il sera possible d'écarter ces individus dangereux. Pour le moment, il me faut faire avec* ».

En quête elle aussi de respectabilité, elle prendra de plus en plus de recul avec le mouvement à partir de sa réélection. Tant et si bien qu'elle en sera finalement exclue et intégrera l'UDF. Tellement moins nauséabonde. Mais pas forcément moins dangereuse puisque la malheureuse Yann Piat, dont certaines interventions avaient déplu au milieu, sera assassinée dans des circonstances mystérieuses en février 1994.

### **Le président *himself*...**

Bien avant sa fille, Le Pen avait soin lui aussi de récuser le terme offensant d'« extrême droite » et présentait ainsi son mouvement : « *Le Front national n'est pas un parti d'extrême droite. Nous ne sommes extrémistes ni dans nos idées, ni dans nos moyens* ».

Arrive la scission, la désertion des cadres, et en parallèle, la montée en puissance de la benjamine du clan. La « dédialabolisation » devient la formule magique censée faire sortir le mouvement de son ghetto. Et assurer la promotion de la fille du chef. En vue de la présidentielle de 2002, une *Cellule Idées-Image* est créée pour *relooker* le candidat qui va tranquillement sur ses soixante-quatorze ans, et pour le notabiliser. Marine Le Pen est étroitement associée à ce ravalement. C'est à ce moment-là que paraît le fameux album hagiographique *Le Pen*, destiné à casser l'image du grand méchant loup.

L'idée de transmettre le patrimoine familial à sa fille Marine a vraisemblablement dû s'imposer au patriarche dans les années suivant la scission. Cette histoire d'élément féminin familial suppléant au titulaire en titre empêché pour l'une ou l'autre raison a dû lui trotter dans la cervelle et l'amener à la conclusion que finalement, la solution était peut-être là. Elle avait le considérable avantage d'éliminer tous les prétendants extérieurs et de garder le magot dans la famille.

Car enfin, avant l'épisode Jany en 1998, deux autres précédents au FN lui avaient ouvert les yeux : Catherine Mégret avait victorieusement remplacé son mari Bruno, inéligible pour cause de dépassement de comptes de campagne, à la mairie de Vitrolles, en 1997. Et l'année suivante, Cendrine Le Chevallier remplaçait son époux Jean-Marie, député-maire FN de Toulon, inéligible pour les mêmes raisons.

Jany = femme = dédiabolisation = normalisation. Pourquoi pas ? Écoutons Le Pen dans l'atmosphère houleuse du 5 décembre 1998 à la Maison de la Chimie : *« Je pensais que le traitement de cette candidature, de l'hypothèse de cette candidature Jany, avait l'avantage, à condition d'être gérée intelligemment, de permettre au Front national de donner une image plus féminine, moins diabolisée. Et qu'elle constituait une ouverture à l'égard des Français naturalisés, à l'égard des femmes, où nous souffrons d'un déficit électoral évident, et que le rôle joué par ma femme dans les organisations caritatives, y compris SOS enfants d'Irak, était de nature à nous valoir quelques sympathies neutralisantes de gens qu'on essaie depuis des mois et des années de mobiliser contre nous. »*

Apparemment, lui aussi se rendait bien compte du plafond de verre que le mouvement était incapable de traverser. Une femme le pourrait-elle ? Pourquoi pas, à condition que ce soit une Le Pen ?

Evidemment, ce n'était pas la solution de rêve, celle qui aurait permis au chef suprême de continuer à régner sur le mouvement dans les siècles des siècles. Mais puisqu'hélas



cette solution était inenvisageable, la moins mauvaise consistait à faire monter – le plus tard possible –, une de ses filles sur le trône.

Mais laquelle ? Sûrement pas Marie-Caroline la « félonne » qui avait rompu avec le clan. Pas Yann non plus qui ne s'intéressait pas suffisamment à la politique. En revanche, le clone de papa ferait parfaitement l'affaire. Nul doute qu'entre la scission de 1999 et l'apparition « inopinée » de Marine Le Pen devant les caméras de télévision au soir du deuxième tour de la présidentielle 2002, un intense entraînement n'ait préparé cette divine « surprise ».

### **Le cas d'école Fini**

Difficile lorsque l'on évoque la dédiablement, de ne pas penser au destin emblématique à cet égard de Gianfranco Fini en Italie. Né en 1952, Gianfranco Fini commence sa carrière politique au Front de la Jeunesse du Mouvement Social Italien (MSI), dont il grimpe ensuite tous les échelons. En 1987 – il a alors trente-cinq ans –, il succède à Giorgio Almirante au poste de secrétaire national.

Il ne craint pas alors de défendre le fascisme et évoque la mémoire de Mussolini en ces termes : « *Personne ne peut nous demander d'abjurer notre matrice fasciste* » (1990), « *Mussolini a été le plus grand homme d'État du XX<sup>e</sup> siècle. Et s'il vivait aujourd'hui, il garantirait la liberté des Italiens* », « *... Celui qui a été vaincu par les armes mais non pas par l'histoire est destiné à goûter à la douce saveur de la revanche... Après presque un demi-siècle, le fascisme est idéalement vivant.* » (1992). « *Mussolini a été le plus grand homme d'État du siècle... Il y a des phases dans lesquelles la liberté n'est pas parmi les valeurs prééminentes.* » (1994).

Mais voilà : en 1993, il s'est présenté aux municipales de Rome et il commence à voir les choses d'un autre œil. Sentant bien que le qualificatif de « fasciste » attaché au MSI est un boulet qui fera couler à pic ses ambitions, il décide de recen-

trer son mouvement. Dans un premier temps, il récusé les termes de fasciste ou de néo-fasciste pour celui de postfasciste. C'est un premier pas, mais bien insuffisant.

Il entre au gouvernement en 1994 dans la coalition de Silvio Berlusconi et se heurte à l'hostilité de collègues étrangers qui refusent de traiter avec lui en raison de la diabolisation qui s'attache à son parti. Cette fois, il faut aller beaucoup plus loin et relooker de pied en cap le mouvement pour le rendre compatible au système.

Ce sera chose faite en janvier 1995. *Exit* le MSI et bienvenue à l'Alliance nationale, qu'il préside, naturellement. Ce qu'il souhaite désormais, c'est abandonner toute référence au fascisme particulièrement honni par un système dont il a entrevu les séductions et devenir un parti de droite modérée. De faire enfin partie des vrais élus ! Dès cette « rénovation » de 1995, il va très loin dans le reniement : « *È giusto chiedere alla destra italiana di affermare senza reticenza che l'antifascismo fu un momento storicamente essenziale per il ritorno dei valori democratici che il fascismo aveva conculcato* ». (« Il est normal de demander à la droite italienne d'affirmer sans réticence que l'antifascisme fut un moment essentiel de l'histoire, qui a rétabli les valeurs démocratiques que le fascisme avait niées »).

A partir de ce moment-là, ayant fait repentance en bonne et due forme, il est agréé. Il se rend en 2003 en Israël pour s'y faire confirmer avec éclat son certificat de bonne conduite. Il ne manquera pas d'y cracher sur ses anciennes amours, déclarant que le fascisme « *fut le mal absolu* » du XX<sup>e</sup> siècle et que le règne de Mussolini fut « *un chapitre honteux de l'histoire de notre peuple* ».

Voici ce qu'il écrira à Yad Vashem le 24 novembre 2003 : « *Di fronte all'orrore della Shoah, simbolo perenne dell'abisso d'infamia in cui può precipitare l'uomo che disprezza Dio, sale fortissimo il bisogno di tramandare la memoria e far sì che mai più in futuro sia riservato, anche ad un solo essere umano, ciò che il nazismo riservò all'intero popolo ebraico.* » (« Devant l'horreur de la shoah, symbole éternel de l'abîme d'infamie où l'homme qui mépri-

se Dieu peut se précipiter, s'affirme la nécessité d'en perpétuer à jamais la mémoire et de faire en sorte que jamais plus aucun être humain ne connaisse le sort que les nazis réservèrent au peuple juif dans son entier »).

Sa repentance sera bien récompensée : de 2001 à 2006, il est vice-président du conseil des ministres, en 2004, ministre des affaires étrangères et depuis 2008, il préside la chambre des députés.

En 2009, il saborde l'Alliance nationale qui fusionne avec le parti de Berlusconi, Le Peuple de la Liberté. Par la suite, il y a eu de l'eau dans le gaz entre les deux compères car Fini espérait bien profiter des déconvenues du *Cavaliere* pour devenir calife à la place du calife.

Ses « convictions » : l'ex-facho est devenu pro-européen (enfin, pro-Bruxelles) et très atlantiste. Il ne rate pas une occasion de défendre le capitalisme. Sur l'immigration, Fini est en faveur d'un assouplissement des conditions d'obtention de la nationalité italienne et du droit de vote aux élections locales pour les immigrés. Il est pour l'insémination artificielle, la dépénalisation de la consommation de cannabis, le mariage homosexuel. La totale, quoi. Ce qui est logique car le système veut tout, et plus encore. Impossible de n'y mettre que le doigt, tout y passe forcément. La preuve par Fini.

Giorgio Almirante a eu le bon esprit de mourir en 1988, à l'âge de soixante-quatorze ans. Il n'a pas vu les trahisons et reniements de celui qu'il avait promu à la tête d'un parti qu'il avait lui-même fondé, avec d'autres, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Fini a donc eu les coudées franches pour son opération de dédiablement.

Marine Le Pen est obligée à plus de prudence. Car son père, lui, a toujours refusé de faire repentance et de courber l'échine. Du moins jusqu'à présent. Il n'a pas prononcé les mots de Fini, affirmant à la place : « *Je n'ai pas la culture de la repentance. Fini a acheté ainsi sa place et il est devenu un bon démocrate. Je n'ai pas besoin de l'indulgence de ces gens envers qui généralement*

*j'éprouve un profond mépris »* (propos tenus le 27 octobre 2007, rapportés par Laszlo Liskai dans *Marine Le Pen, un nouveau Front national ?*).

### **Marine Le Pen, la dédiabolisée**

Le FN occupe une part du marché politique à laquelle le système a fini par se résigner, d'abord parce qu'il y trouvait son intérêt et ensuite, parce qu'il fallait bien un exutoire au bon peuple. Or, ainsi qu'on va le voir au chapitre suivant, le développement de certains événements déplaisants dans les banlieues pudiquement dénommées « sensibles » et l'incapacité manifeste du système à résoudre les problèmes et tensions occasionnés par la présence d'une forte population immigrée musulmane, ont conduit ledit système à revoir son attitude à l'égard du FN.

Il s'est rendu compte de l'impérieuse nécessité de desserrer un peu le carcan pour un certain nombre de raisons. Mais pas au bénéfice du patriarcat, trop marqué et trop vieux, de toute façon. Sûrement pas au bénéfice de Gollnisch, à la fois trop dur et trop mou. Etranger au clan, de surcroît. Non, la fille du chef présentait l'immense avantage d'être à même d'adresser un signal fort à ces populations tout en ne remettant pas en cause ceux qui avaient ouvert les vannes et étaient responsables de la situation. Elle avait pris soin d'adresser bien des messages clairs en ce sens. Il était donc possible d'entamer le processus de « dédiabolisation » à son profit.

Marine Le Pen accuse régulièrement Sarkozy d'être à l'origine de cette dédiabolisation, pour s'être emparé des thèmes du FN. Ce qui prouve à l'évidence que c'est bien le système, et lui seul, qui décide de la chose.

L'opération passe naturellement par le sacre accordé par les médias. Ce sont eux qui décrètent ce qui est possible ou impossible. Ce qui est souhaitable ou non. Jusqu'où l'on peut aller ou pas. Ou, plus exactement, ce sont eux qui répercutent

les mots d'ordre reçus de plus haut.

Il faut pourtant relativiser la légende complaisante relayée au FN selon laquelle Le Pen père n'aurait pas eu accès aux médias et aurait été condamné par eux au silence. « *Persécuté* », comme toujours.

Dans son album hagiographique paru en septembre 2001, p. 108, s'étale au contraire ce titre satisfait : *Champion de l'audimat*, sous lequel on peut lire ce commentaire : « *Ce n'est un secret pour personne et surtout pas pour les journalistes, mais Jean-Marie Le Pen est connu pour faire grimper les taux d'audience, à la télévision comme à la radio. Dans un univers où le terne et le gris sont trop souvent de rigueur, les vrais débatteurs politiques sont une monnaie assez peu commune. La langue de bois ? Connaît pas !* »

Dans cet album, on a d'ailleurs la surprise de rencontrer à deux reprises la journaliste Anne Sinclair. Eh oui, on peut admirer deux photos d'elle, respectivement dans la maison natale de Le Pen à La Trinité-sur-Mer et à Montretout, prises lors des tournages de l'émission *Questions à domicile* quelques semaines avant l'élection présidentielle de 1988. Ce qui prouve à l'évidence qu'à ce moment-là – l'émission a duré de mars 1985 à mai 1989 –, elle ne refusait pas de rencontrer le diable en personne. Elle allait même chez lui.



## *Marine Le Pen et la communauté juive de France*

---

« *E*lle est une ennemie du camp national et la pire qui soit, une ennemie de l'intérieur. C'est pourquoi elle est tant promue par les médias du système et par la communauté. Pour nous, les choses sont très claires. » (Jérôme Bourbon – Rivarol).

A partir des années 2000-2001, conséquence de la seconde intifada, des manifestations d'antisémitisme se multiplient fâcheusement dans les banlieues « sensibles ». Il ne s'agit pas hélas d'un « climat » que les associations dites antiracistes ont l'habitude de dénoncer. Mais bien de faits réels et tangibles qui surviennent de plus en plus fréquemment, particulièrement dans les établissements de l'Education nationale. Et comble de malheur, ces manifestations ne sont pas le fait de l'extrême droite, ce qui serait bien commode, mais proviennent en droite ligne des quartiers peuplés d'immigrés. De ceux-là même qui ont été encouragés pendant des décennies à venir s'installer en France par toutes les organisations communautaires et assimilées. S'ils ont ainsi été incités et soutenus de toutes les façons possibles, c'était largement dans l'objectif de faire voler en éclats une cohésion nationale indésirable à bien des égards. Ce qui fut accompli.

Mais à présent, les choses ont changé et une désagréable évidence s'impose : l'antisémitisme dit des banlieues se développe et par conséquent l'hostilité grandit entre certains éléments des communautés juive et musulmane vivant dans l'Hexagone.

Comme un malheur n'arrive jamais seul, un autre « antisémitisme », ou réputé tel, tout aussi politiquement incorrect, va croître en parallèle au sein des partis d'extrême gauche, plutôt pro-palestiniens, donc considérés comme antisionistes. Or chacun sait, et la LICRA en tout premier lieu, que l'antisémitisme n'est que le « camouflage de l'antisémitisme ». Des partis qui avaient pourtant toujours été considérés comme des alliés naturels.

Toujours est-il que ces situations inédites – les « chances » pour la France devenues de vraies malchances pour les juifs –, vont engendrer des révisions déchirantes. Elles vont inciter certains, dans la communauté, à se chercher de nouveaux alliés face à un antisémitisme encore larvé mais qui pourrait éclater un jour. Et à en chercher notamment là où l'on s'attendrait *a priori* le moins à en trouver : à l'extrême droite. Pourquoi pas ? Cette extrême droite si diabolisée, si instrumentalisée, on sait bien au fond, du côté des responsables communautaires, que ce n'est rien qu'un tigre de papier. Et que le vrai danger risque de venir d'ailleurs.

Il risque de venir de cette immigration arabo-musulmane massive favorisée par ceux-là même qui s'aperçoivent aujourd'hui, mais un peu tard, qu'ils ont largement contribué à faire entrer le loup dans la bergerie.

Au vu du résultat du premier tour de la présidentielle 2002 – Le Pen admis au deuxième tour –, Roger Cukierman, alors président du CRIF, s'épanchera en ces termes : « *Le succès de Le Pen est un message aux musulmans de se tenir tranquilles, parce qu'il s'est toujours opposé à l'immigration musulmane* ». Cette sortie provoque un tollé, mais un tabou est brisé. Les sionistes influents dans les médias vont lâcher la meute. Maintenant que la brèche est ouverte, elle ne se refermera plus.

C'est au tournant de ces années-là que les médias du système, de même que certains organes de la presse dite d'extrême droite commencent à se faire régulièrement l'écho d'un débat qui, prétendument, diviserait cette même extrême droite : doit-elle s'allier avec la communauté juive pour combattre l'islam ?

C'est prendre le problème très exactement à l'envers. Car en l'occurrence, ce n'est pas l'extrême droite, toujours autant vilipendée, qui est à la manœuvre. Ou qui aurait pris l'initiative. Non, disons plutôt qu'elle est, une fois de plus, manœuvrée. En sens inverse, cette fois, car tous comptes faits, à présent, elle peut être utile d'une autre manière.

Et nous arrivons là aux racines de la « dédiabolisation ». Qui n'est nullement, comme certains naïfs pourraient le croire, issue d'une volonté de certain(e)s dirigeant(e)s du FN de normaliser leurs rapports avec le reste de la classe politico/médiatique. Tout comme le mouvement n'était pas à l'origine de la diabolisation, il ne l'est pas davantage de la dédiabolisation. Ce n'est en rien une « stratégie » de sa part. Ces mots d'ordre ne sont tributaires que des intérêts de ceux qui le manipulent comme ils l'ont toujours fait depuis trente ans. Ce n'est pas nouveau.

Ce qui est nouveau, en revanche, c'est la crainte qui grandit au sein de la communauté juive : la crainte des réactions éventuelles de cette importante population musulmane vivant sur le territoire français. Voilà pourquoi certains, au sein de cette même communauté, attendent à présent du FN qu'il joue le rôle indispensable, à la fois de gendarme et d'idiot utile de service. La présidente du FN nouveau est donc invitée à parader dans les médias pour y déblatérer tout son soûl contre l'« islamisation ». Avant, c'était strictement interdit, mais maintenant c'est permis. Et même recommandé. En fait de « voix de l'alternance », Marine Le Pen est surtout La Voix de son Maître. Elle doit cependant respecter la règle du jeu : pas de questionnements gênants sur les origines de cette immigration, ni de remise en cause des vaches sacrées du système, qui doivent rester intouchables. Tout comme son père, elle a son périmètre et doit y rester. Inutile de préciser que le système sait parfaitement à quoi s'en tenir sur la situation réelle du FN qui n'est plus guère qu'une coquille vide. Si un appareil puissant se profilait derrière la cheftaine, il y regarderait à deux fois avant de jouer à se faire peur.

Certes, toutes ces évolutions dans la communauté ne vont pas sans mal et les officines officielles, type CRIF et LICRA, encore fortement marquées à gauche, renâclent. Ou en donnent l'impression.

Mais il n'en demeure pas moins que c'est à la lumière de cette situation nouvelle qu'il faut apprécier les rapprochements qui seront évoqués plus loin. Les intérêts convergent. Marine Le Pen, qui a compris tout le parti qu'il y avait à tirer pour elle personnellement de la normalisation avec la communauté juive, multiplie les avances en ce sens. Si côté système on l'aide un peu, elle finira par faire comme Fini en son temps et ce sera tout bénéfice pour la communauté. C'est du moins ce que certains de ses membres éminents pensent à voix de plus en plus haute.

**Eric Zemmour,  
le pseudo « antisystème » du système**

Maintenant que le système est sur la défensive s'agissant de cette question brûlante de l'immigration/islamisation, il autorise une certaine libération de la parole pour se protéger. Il se sert notamment de la télévision – qu'il contrôle totalement –, pour déverser jour après jour le prêt à penser que le public est prié de s'enfoncer dans le crâne. Or, puisqu'il paraît que nous sommes en démocratie, le système est assez intelligent pour ménager quelques ouvertures et laisser certains s'exprimer un peu plus librement que la moyenne des quidams ordinaires. Cela donne des émissions « insolentes », des amuseurs « corrosifs » et des journalistes « rebelles » ou « libres ». Quoique d'une liberté fort surveillée. C'est qu'il faut bien quelques soupapes à ce bon peuple de France pour que ça n'explose pas et pour que la situation reste sous contrôle. Et nous en arrivons au cas fort intéressant d'Eric Zemmour, justement investi de cette tâche. Ce journaliste « politiquement incorrect » aimerait nous faire croire qu'il est hors système. Mais il y est bel et bien,

puisqu'on le voit et qu'on l'entend beaucoup. S'il était un opposant authentique, on ne le verrait et on ne l'entendrait nulle part car c'est ainsi que sont traités les « vrais » résistants.

Ainsi protégé, il se permet des jugements et des réflexions qui, en d'autres temps pas si lointains, conduisaient leurs auteurs moins chanceux ou moins bien soutenus que lui en correctionnelle. Exemples : dans *Petit frère*, roman axé sur l'assassinat d'un jeune juif par un jeune arabe, ami d'enfance, il décrit ainsi la France : « *Un pays d'Arabes et de Noirs. Des millions et des millions. Ils tirent la France vers le bas. Avec eux, on devient un pays du tiers-monde. Les Français ont peur d'eux. Ils n'osent plus rien leur dire* ». En une autre occasion, il affirme : « *Nous vivons la fin de l'empire romain* ». (*Actualité Juive*, 9 novembre 2006). Ou encore : « *Les Français issus de l'immigration sont plus contrôlés que les autres parce que la plupart des trafiquants sont noirs et arabes... C'est un fait* » (Canal+, 6 mars 2010).

Mais jamais au grand jamais, il ne pipe mot sur les raisons initiales de cette présence musulmane massive. Ni sur le rôle qu'ont joué à cet égard des organisations communautaires comme le CRIF ou la LICRA. Du reste, les journalistes – du système eux aussi –, se gardent bien de lui poser ce type de questions dérangeantes. Le rôle de Zemmour ne serait-il pas d'appâter les gogos de la droite prise dans son sens le plus large pour les inciter à tomber comme un seul homme dans le piège de l'union sacrée des juifs et des Gaulois contre l'envahisseur ?

### **Idiots utiles européens**

Marine Le Pen est loin d'être la seule ciblée par cette nouvelle stratégie sioniste. Les grandes manœuvres pour se rallier des harkis destinés à défendre le cas échéant les juifs contre l'antisémitisme éventuel des musulmans, au nom d'une commune civilisation « judéo-chrétienne » bien pratique à agiter en cas de coup dur, sont visibles à l'échelle de



toute l'Europe. Rappelons ce qu'en disait Pierre Vial, dans le n°48 de *Terre et Peuple Magazine* (juillet 2011) : « *Un reportage diffusé par Canal + le 30 mai était intitulé La déferlante anti-islam : enquête sur la nouvelle extrême droite. Ce film confirme, de façon spectaculaire, la dérive pro-sioniste d'une partie de l'extrême droite européenne, instrumentalisée, au nom de la lutte contre l'islam, par la droite dure israélienne. Dont un des idéologues de pointe, Hillel Weiss, explique très tranquillement que l'extrême droite peut être "utile" (c'est le mot qu'il utilise) à Israël.*

*C'est la vieille histoire des "idiots utiles" que les communistes, en leur temps, appréciaient tant. Le même Weiss précisant : "Nous demandons aux Français de soutenir Marine Le Pen". Celle-ci, comme il est rappelé dans l'émission, n'a-t-elle pas déclaré à un grand quotidien israélien :*

*"Le Front National a toujours été sioniste". Ce qui est une façon bien à elle de réécrire l'Histoire... »*

Un certain nombre de mouvements nationalistes européens se sont rendus ces derniers temps en pèlerinage en Israël : des Flamands du Vlaams Belang, des Autrichiens du FPÖ, des Allemands, etc. Kippa sur la tête, ils y ont rencontré des extrémistes sionistes, visité des colonies, déguisés en soldats de Tsahal avec gilets pare-balles, casques, etc., et se sont rendus comme un seul homme à Vad Yashem. Leur objectif était d'acquérir, enfin, dans leurs pays respectifs, une respectabilité qui leur ouvrirait la porte des médias et leur offrirait le sésame de l'intégration au système. Devenir des partis de gouvernement : le rêve ! Ce qui donne à réfléchir : « ouvrir la porte des médias » ? Est-ce à dire que les médias européens seraient entre les mains des lobbys juifs ? Est-ce à dire que ce serait en Israël que se déciderait qui peut être un parti de gouvernement en Europe, et qui ne saurait l'être ? De quoi plonger dans des abîmes de perplexité...

## Flirt avec les sionistes

Dès décembre 2003, Marine Le Pen ne craint pas de se rallier à une conception communautariste de la société française, que le FN n'a pourtant jamais cessé de récuser, en déclarant à *France-Soir* : « *Je suis aussi assez sensibilisée à la situation de la communauté juive. Il y a un malaise parce qu'elle se sent exclue, elle a l'impression que son existence, comme communauté française, est remise en cause. Tout Français mérite de se sentir chez lui en France quel qu'il soit. Le problème posé aujourd'hui est inadmissible.* »

Dès son arrivée au parlement européen, en juin 2004, Marine Le Pen s'inscrit au groupe d'amitié France-Israël. Encore un signal fort. Mais voilà qu'en octobre de la même année, son collègue député européen, Bruno Gollnisch, s'attire les foudres communautaires en raison de ses propos sur les historiens et les révisionnistes, déclarant notamment : « *Le débat sur les chambres à gaz appartient aux historiens. Cinquante ans après, il me semble que ce débat pourrait être libre. Il pourrait y avoir une confrontation, autrement que par tribunaux interposés ou procès d'intentions de part et d'autre* ». Comme le fait a été peu rapporté, nettement moins en tout cas que sa condamnation qui, elle, fut largement médiatisée, précisons que le 23 juin 2009 la Cour de cassation finira par annuler les sanctions initialement prises à son encontre suite à ces déclarations.

En attendant, la fille du chef est fort contrariée par ces propos intempestifs qui ruinent son patient travail pour se faire accepter. Elle signera cependant, quoique de très mauvais gré, la motion de soutien à Gollnisch votée par le bureau politique du FN.

Redoublant d'efforts pour faire oublier cette bétise, elle s'inscrit pour un voyage projeté par son groupe d'amitié du parlement européen: seize députés doivent entreprendre une tournée au Liban, en Israël et dans les territoires palestiniens du 28 octobre au 4 novembre 2006. Quel beau coup ce serait

que de se rendre en Israël officiellement, en tant que députée européenne et vice-présidente du FN ! Voilà qui constituerait une opération dédiablement de première grandeur.

C'est dans le contexte de la préparation de ce voyage qu'elle est interviewée le 1<sup>er</sup> février 2006 par Shirli Sitbon, correspondante à Paris de l'agence *European Jewish Press* (EJP). A la question « *Êtes-vous aussi opposée aux lois contre le révisionnisme ?* », elle répond : « *Le monde a connu des périodes terribles. On ne peut pas avoir de lois pour tout mais cela ne signifie pas qu'il faut oublier les crimes contre tel ou tel... Il faut répondre aux révisionnistes en les ignorant... C'est aux tribunaux de décider s'il faut se montrer plus sévère selon les circonstances.* »

Seulement voilà : malgré tous ses efforts et ses manifestations de bonne volonté, elle est recalée. Elle est encore loin du compte. La veille du départ, en octobre 2006, Israël refuse de recevoir les députés européens car « *l'un des membres de la délégation appartient à un parti politique qui, malheureusement, est à la fois raciste et négationniste* ».

### **Ligne de fracture**

En réalité, l'intelligentsia juive – celle qui a un total accès aux médias et parle sans vergogne au nom de l'ensemble des juifs de France –, est partagée entre deux lignes à tenir à l'égard du FN.

D'un côté, il y a les traditionalistes type CRIF et LICRA, initialement fortement marqués à gauche, qui continuent à pourfendre le FN, qu'il soit ancien ou nouveau. Et sa nouvelle représentante avec. Difficile en effet pour eux, après trente ans de diabolisation à laquelle ils ont participé au premier rang, de venir tout à coup admettre que finalement, aujourd'hui, on pourrait éventuellement s'entendre avec Marine Le Pen. Une telle reconnaissance équivaldrait à admettre que la diabolisation antérieure était exagérée, abusive. Voire mensongère. Et alors, dans ce cas de figure, si la boîte

de Pandore est ouverte, qui sait ce qui pourrait finalement en sortir ?

Il est donc bien plus prudent d'y aller très progressivement pour ne pas brouiller intempestivement le message. A l'université d'été de la LICRA, en juillet 2011, son président exhortera comme au bon vieux temps les partis politiques à refuser « *tout compromis* » avec le FN, soulignant que le seul *ni, ni*, qui vaille est « *Ni avec le Front national, ni avec ses idées* ». Quelle injustice ! Alors que pourtant, Marine Le Pen ne ménage pas sa peine pour rompre avec toutes les références et idées « *nau-séabondes* ».

En mars 2011, la présidente jubile : elle est invitée le 13 du mois à la radio communautaire Radio J. Comme va le souligner *Le Monde* : « *Cette invitation est pour Marine Le Pen une très grosse étape dans la stratégie dite de "dédiabolisation". Cela signifie en clair que pour Radio J, le FN de Marine Le Pen n'est plus perçu comme antisémite.* »

« *Le FN de Marine Le Pen n'est plus perçu comme antisémite* ». Cette phrase mérite qu'on s'y arrête et qu'on s'interroge une fois de plus sur le sens de ce mot, « *antisémite* », actuellement parmi les plus usités de la langue française.

Pour les responsables communautaires, est « antisémite » celui qui s'interroge sur le sionisme, critique l'arrogance d'Israël, et se demande – à la manière des juifs qui ne considèrent un événement que sous l'angle « *Est-ce que c'est bon pour les juifs ?* » –, donc, celui qui se demande : « *Est-ce que c'est bon pour les Français* » ? Autrement dit, le soutien inconditionnel à Israël et ses corollaires obligés, essentiellement la repentance effrénée, coûteuse, et à tout jamais inextinguible face à la shoah, sont-ils positifs pour notre pays ? Ou ne sont-ils pas plutôt la résultante d'une influence majeure, et inopportune, d'un certain lobby sur les affaires publiques du pays ? Voilà des questions éminemment politiques, que l'on s'attendrait à voir posées par la dirigeante du FN. Au lieu de devoir constater la soumission complète et le silence radio sur ces questions en échange de l'accès aux médias.



De toute façon, cette fois encore, en dépit de toutes les concessions marinistes, l'affaire va rater. Car le CRIF monte immédiatement au créneau et fait tout capoter. L'invitation à Radio J est annulée. Le président de l'officine, Richard Prasquier, dira : *« Je me suis élevé contre son invitation dans une radio de la communauté juive de France parce que j'ai estimé que ce n'était pas à un media de la communauté juive de donner si facilement cet équivalent d'un certificat de cachetout qu'elle était venue chercher, c'est-à-dire de montrer qu'elle était tout à fait fréquentable. »* A la question *« Pensez-vous que Marine Le Pen soit antisémite ? »*, il répondra : *« Ça m'est égal. Il y a des gens qui sont antisémites et qui ne le sont pas quand ça les arrange. Elle est dans un parti qui n'a pas abandonné son antisémitisme et son mépris pour la Shoah. Quand on prétend qu'elle a dit que la Shoah était la pire des barbaries, c'est faux. Elle a dit que les camps étaient la pire des barbaries. C'est complètement différent. Il faut qu'elle en fasse plus pour que nous soyons convaincus. Elle a envie de montrer qu'elle est respectable. »*

Voilà qui est des plus clairs : *« Il faut qu'elle en fasse plus pour que nous soyons convaincus »*. Elle avait pourtant dit le mois précédent, dans les colonnes du *Point* : *« Tout le monde sait ce qui s'est passé dans les camps et dans quelles conditions. Ce qui s'y est passé est le summum de la barbarie. Et, croyez-moi, cette barbarie, je l'ai bien en mémoire. »*

Dommage qu'elle n'ait pas saisi cette occasion que lui offrait *Le Point* pour évoquer d'autres barbaries que celles des « camps », telles la bombe d'Hiroshima larguée sur des civils ou les bombardements de Dresde et d'Hambourg. Et bien d'autres crimes commis par les communistes. Dans ce même numéro du *Point* qui lui demande pourquoi, lorsqu'elle était conseillère régionale d'Ile-de-France, elle avait déposé un amendement afin que son groupe participe aux voyages scolaires à Auschwitz, elle répondra : *« C'était un amendement de principe. Je trouvais inadmissible que mon groupe ne participe pas à ces déplacements. C'est un problème de démocratie. Ostraciser un parti politique avec le sous-entendu qu'il est antisémite ou nazi est*



*pour moi insoutenable. Je ne me sens aucune filiation avec ce que fut l'armée allemande. Je n'ai aucune fascination, aucun sentiment vis-à-vis d'elle. Cette armée a assassiné nos pères et nos frères, je ne l'oublie pas. Et tous ceux qui font preuve d'ambiguïté sur le sujet m'agacent au plus haut point. »*

En une autre occasion, au micro d'une radio israélienne, elle affirmera : « *Ceux qui font la promotion [au sein du FN] d'une idéologie nauséabonde seront exclus* ». Sans doute pensait-elle qu'en faisant toutes ces déclarations, et en utilisant le vocabulaire ad hoc, comme ce mot de nauséabond employé à tout propos par l'intelligentsia juive, elle arriverait au bout de ses peines. Mais non. Il faudra en faire plus, bien plus, il faudra se livrer encore à bien des repentances pour le passé, le présent et l'avenir, avant de pouvoir espérer faire partie du cercle magique des élus.

### **Qui sont les obsédés de la shoah ?**

En décembre 2010 à Montpellier, Marine Le Pen, toujours soucieuse de complaire davantage aux lobbys, avait affirmé : « *Je suis opposée à voir revenir dans le FN des groupuscules radicaux, caricaturaux, anachroniques. Entre les catholiques, les pétainistes et les obsédés de la shoah, ça ne me paraît pas cohérent. Le FN ne servira pas de caisse de résonance à leurs obsessions.* »

Voilà qui mériterait de figurer dans un bêtisier fait sur mesure pour elle ! Les obsédés de la shoah ! Ou l'art de confondre causes et effets.

N'en déplaise à la présidente, les « *obsédés de la shoah* » ne sont pas ceux qui dénoncent une situation de plus en plus irrespirable et étouffante. A base de pressions exercées dès l'école primaire, à travers livres de classe, programmes et voyages à Auschwitz obligatoires payés par le contribuable. A base de commémorations et de repentance officielles à n'en plus finir. A base de programmes télévisés très orientés, toujours dans le même sens.

Les « *obsédés de la shoah* » sont ceux qui ont créé de toutes pièces cette pression toujours plus lourde à mesure que les années passent. Ceux qui en vivent et qui prospèrent en imposant au pays une culpabilité abusive. Et pourtant, les parents de bon nombre de ces responsables communautaires d'aujourd'hui, fuyant l'Europe de l'est, ont été généreusement accueillis par la France. Les Séfarades arrivés d'Afrique du nord dans les années 1960, n'ont, quant à eux, pas connu la shoah, ce qui ne les empêche nullement de la revendiquer comme les autres.

Les « *obsédés de la shoah* » sont ceux qui trouvent normal que de l'argent public soit aujourd'hui encore, plus de soixante ans après les faits, versé aux héritiers des victimes. Les « réparations » d'ordre financier ont en effet immédiatement suivi la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français dans le régime de Vichy, solennellement proclamée par Jacques Chirac à peine élu, en juillet 1995. Une reconnaissance officielle qui avait été exigée par les responsables communautaires. Mais refusée par les prédécesseurs de Chirac à l'Elysée.

Ce sont là les vrais « *obsédés de la shoah* ». Un parti national digne de ce nom dénoncerait ces excès et cette fixation au lieu de s'aplatir et de hurler avec les loups.

### **Le soutien de la Ligue de Défense Juive**

Fort heureusement pour Marine Le Pen, tous, dans la communauté, ne se montrent pas aussi réfractaires que le CRIF ou la LICRA. Certains, même, semblent avoir oublié leur virulence passée à l'encontre du parti maudit. Exemple : la Ligue de Défense Juive (LDJ).

Née en 1968 aux Etats-Unis sous le nom de *Jewish Defense League*, cette organisation d'extrême droite ultra-sioniste est carrément considérée dans son pays d'origine, par le FBI, comme un groupe terroriste. Et à tout le moins, ailleurs, comme un mouvement violent et extrémiste qui s'est signalé

Les « *obsédés de la shoah* » sont ceux qui ont créé de toutes pièces cette pression toujours plus lourde à mesure que les années passent. Ceux qui en vivent et qui prospèrent en imposant au pays une culpabilité abusive. Et pourtant, les parents de bon nombre de ces responsables communautaires d'aujourd'hui, fuyant l'Europe de l'est, ont été généreusement accueillis par la France. Les Séfarades arrivés d'Afrique du nord dans les années 1960, n'ont, quant à eux, pas connu la shoah, ce qui ne les empêche nullement de la revendiquer comme les autres.

Les « *obsédés de la shoah* » sont ceux qui trouvent normal que de l'argent public soit aujourd'hui encore, plus de soixante ans après les faits, versé aux héritiers des victimes. Les « réparations » d'ordre financier ont en effet immédiatement suivi la reconnaissance de la responsabilité de l'Etat français dans le régime de Vichy, solennellement proclamée par Jacques Chirac à peine élu, en juillet 1995. Une reconnaissance officielle qui avait été exigée par les responsables communautaires. Mais refusée par les prédécesseurs de Chirac à l'Elysée.

Ce sont là les vrais « *obsédés de la shoah* ». Un parti national digne de ce nom dénoncerait ces excès et cette fixation au lieu de s'aplatir et de hurler avec les loups.

### **Le soutien de la Ligue de Défense Juive**

Fort heureusement pour Marine Le Pen, tous, dans la communauté, ne se montrent pas aussi réfractaires que le CRIF ou la LICRA. Certains, même, semblent avoir oublié leur virulence passée à l'encontre du parti maudit. Exemple : la Ligue de Défense Juive (LDJ).

Née en 1968 aux Etats-Unis sous le nom de *Jewish Defense League*, cette organisation d'extrême droite ultra-sioniste est carrément considérée dans son pays d'origine, par le FBI, comme un groupe terroriste. Et à tout le moins, ailleurs, comme un mouvement violent et extrémiste qui s'est signalé

dans le passé par nombre d'attentats et/ou d'assassinats visant les « ennemis du peuple juif ».

Des branches existent dans un certain nombre de pays, dont la France. La LDJ française a, elle aussi, pas mal d'actes violents à son actif. A tel point que sa dissolution a été demandée à plusieurs reprises, notamment en 2009 par l'extrême gauche, sans succès jusqu'à présent. Son responsable actuel est « Michaël Carlisle », qui a milité auparavant au Bétar, mouvement de jeunesse sioniste d'extrême droite.

Dès 2005, des passerelles commencent à s'établir entre LDJ et FN, vraisemblablement suite aux ouvertures exprimées par la prétendante. Ainsi, une délégation frontiste participe à la manifestation organisée après le meurtre d'Ilan Halimi en janvier 2006. Cette délégation est accueillie et « protégée » par la LDJ. Suite à cet acte de bonne volonté, « Carlisle » rencontrera la fille du chef. Et viendra même faire un tour aux journées Bleu-blanc-rouge, le 11 novembre 2006.

Ces courants encore semi-souterrains vont se voir officialisés le 15 juillet 2011 par un communiqué de la LDJ ... offrant carrément son soutien « vigilant » à la nouvelle présidente du FN *« parce que la situation catastrophique et l'incurie des élites, juives ou non, nous y oblige. (...) Soyons clairs : une partie notable de la communauté juive apporte ou apportera son soutien à Marine Le Pen. N'en déplaise au CRIF et autres instances prétendument représentatives des "Juifs de France", ce n'est ni le PS ni l'UMP qui seront à même de résoudre les problèmes des "Juifs d'en bas" (...) Mais bien le seul parti qui à ce jour a osé évoquer l'immigration/colonisation de peuplement et l'islamisation »*. Une déclaration d'amour en bonne et due forme. La LDJ ne semblait apparemment pas tenir rigueur à la présidente de ses déclarations sur l'islam *« compatible avec la République et avec la démocratie »* ou sur les immigrés, qui seraient *« des branches de l'arbre France »*.

Devant les réactions et le tollé provoqués par cette offre de service, la LDJ jugera cependant utile de faire machine arrière et d'apporter le rectificatif suivant une semaine plus tard :

*« La Ligue de Défense Juive n'apporte pas son soutien au Front National. A l'heure qu'il est, la communauté juive ne peut se sentir représentée par aucun des partis en présence. Bien que la prise de position faite par le FN à l'encontre de l'islamisation reste un pas significatif dans les urgences politiques de notre pays. »*

Marine Le Pen garde de toute façon un certain nombre de passerelles avec la LDJ. Notamment son conseiller pour la sécurité, officiellement présenté dans l'organigramme de campagne, en octobre 2011 : Michel Thooris. Ce syndicaliste de trente et un ans, qui a bourlingué de la gauche au FN en passant par de Villiers, est totalement sur la ligne officielle des « idiots utiles » : *« Mon organisation syndicale, Action Police CFTC, et moi-même pensons qu'il y a véritablement une guerre qui a été déclenchée par l'islam radical contre l'occident judéo-chrétien, dont les premières victimes sont les français autochtones et la communauté juive (composée de français à part entière) »*. Dans cette logique, on ne s'étonnera pas qu'il soit un chaud partisan de la Ligue qu'il a ardemment défendue en ces termes : *« Pourquoi la communauté juive n'aurait-elle pas le droit de se défendre ? (...) La LDJ et le Betar (...) accomplissent une mission de service public en défendant les personnes et les biens »*.

Une vision communautariste de la sécurité aux antipodes des positions officielles frontistes. Mais cette légère contradiction ne semble avoir été relevée par personne dans l'entourage présidentiel. Thooris apportera de toute manière un peu de gaieté supplémentaire à la campagne mariniste, lui qui s'était présenté en 2007 aux législatives à Paris sous l'étiquette inédite de « Parti anarchiste révolutionnaire ».

### **Sans oublier l'inévitable Mossad...**

Marine Le Pen rencontre chaque semaine un agent du Mossad. Il s'agit de Shana Aghion, femme officier de l'armée israélienne, travaillant pour le compte d'une agence israélienne de sécurité accréditée par le ministère de la Défense



israélien. C'est *Le Canard enchaîné* qui nous l'apprend dans son dossier *Les dégâts de la Marine* (juillet 2011).

Concernant cette agence de sécurité et ses mystérieux agents, le site officiel de la chambre de commerce France-Israel nous précisait ce qui suit, le 16 mars 2008 : « *Impossible de ne pas voir les hommes de la Sécurité du Président Peres lors de son récent voyage en France cette semaine. Le magazine Tribune Juive a consacré un article à une agence israélienne de sécurité qui utilise le savoir-faire israélien en France. (...) Assaf Rothschild dirige l'agence de sécurité International Protection. Fort d'une expérience de plus de dix ans au Shin Beth, il a assuré la protection de nombreux présidents et formé leur garde rapprochée, dont celle de Bill Clinton.*

*Sa société, il l'a fondée il y a quelques mois avec des agents israéliens qui ont plus de quinze ans d'expérience. Après avoir servi dans les unités d'élite, ils ont été recrutés par les services secrets.*

*International Protection revendique une démarche apolitique et indépendante du gouvernement israélien, même si le Ministère de la Défense accrédite le personnel d'IP, comme celui de toutes les entreprises de sécurité privées. (...) Shana Aghion enseigne le tir au sein de la police nationale depuis vingt ans. Elle "privilégie l'anticipation à l'action". "J'essaie de développer chez eux l'écoute de ce qui les entoure, comme un sixième sens." Force de persuasion, maîtrise de soi et pratique de différents arts martiaux complètent la panoplie de l'agent idéal. Pour les policiers sur le terrain en banlieue, les critères changent, précise Shana Aghion. On insiste davantage sur la psychologie et le sens du dialogue. L'action vient en dernier ressort. »*

A quelle fin, ces rencontres régulières entre la présidente du FN et une agente secrète israélienne ? Pour y puiser l'inspiration d'un manifeste bruyamment philosémitique destiné à rejeter définitivement dans les enfers l'accusation mortelle d'antisémitisme ?

Si tel est le cas, rappelons que ce ne serait pas le premier : le FN avait cru utile, en mars 1997, de sortir un petit fascicule intitulé *Ni raciste, ni antisémite, le Front national répond aux organisations juives qui le combattent injustement*. Suivaient une

FN : TOUT ÇA POUR ÇA !

quarantaine de pages dans lesquelles le mouvement protestait de ses bons sentiments à l'égard d'une communauté particulièrement maltraitée dans notre pays, comme chacun sait.

Avait-elle apprécié cette sollicitude, cette communauté meurtrie ? Que nenni. Elle avait poursuivi de plus belle ses accusations à l'encontre des maudits, tout en encourageant autant qu'elle le pouvait l'immigration musulmane en cours. Nous étions en 1997 et tel était alors son intérêt.

Les choses ont évolué depuis et voilà pourquoi le discours lui aussi a évolué.

## *La dérive idéologique*

---

**C**omme un gros iceberg, le FN dérive lentement mais sûrement vers les rives dorées (et argentées) du système. L'attrait des ors de la République est trop puissant aux yeux de la présidente et à ceux de la camarilla à l'appétit aiguisé qui gravite autour d'elle, pour que les fondamentaux du parti résistent bien longtemps. Des pans entiers ont d'ores et déjà été allégés pour faire place à une version revue et corrigée, compatible avec la pensée dominante. Le prix du ticket d'entrée, en quelque sorte.

Il est une citation dans *A contre flots* très éclairante quant au vif désir de l'héritière d'être enfin admise à la table du festin, malgré ses dénégations. Nous parlant de Jean-Edern Hallier, curieux personnage au parcours sinueux, qui avait un temps fréquenté sa famille, elle nous rapporte avec délectation le satisfecit que cette icône d'une certaine intelligentsia lui avait décerné sur une radio : « *Marine Le Pen, elle est tellement bien qu'elle mériterait d'être de gauche !* ». Elle ajoute : « *Dans son esprit, c'était un compliment... !* » Dans son esprit seulement ? On a peine à le croire...

Aux yeux des Français – et la diabolisation a tout fait pour bien ancrer cette croyance –, le Front national est le parti qui s'oppose à l'immigration massive et réclame l'inversion des flux migratoires. Qui refuse l'islamisation du pays découlant inévitablement de cette présence. Par conséquent, il est aussi, toujours dans l'esprit du public, le défenseur intransigeant des identités, qu'elles soient locales, nationale ou européenne. Défenseur de la loi naturelle, il fait siennes les valeurs traditionnelles de la famille, du respect de la vie, et combat les

réformes sociétales antinaturelles prétendent « progressistes ». Bref, il est perçu comme le parti antisystème, rejetant la vision individualiste, consumériste et mondialiste de la société imposée par le pouvoir.

Voilà en tout cas ce que les Français imaginent. Et voilà pourquoi certains croient voir en lui la solution à leurs maux et au déclin évident du pays.

Or, à supposer que cette vision entretenue par la diabolisation ait jamais été conforme à la réalité, force est de reconnaître que nous nous éloignons aujourd'hui à vitesse supersonique des fondamentaux cités plus haut, emblématiques dans l'esprit du plus grand nombre d'un mouvement encore perçu, malgré tout, comme nationaliste et identitaire.

Et ce ne sont pas les multiples prises de position hasardeuses et souvent contradictoires de la présidente qui risquent d'apaiser les craintes de l'électorat « traditionnel », de plus en plus déboussolé, ou de ce qu'il reste de militants. Désireuse avant tout de faire du chiffre électoral, elle tente de rallier à elle le maximum de suffrages, ce qui est logique et normal pour tout parti politique. Mais au prix, en ce qui la concerne, de grands écarts idéologiques de plus en plus acrobatiques. Comment satisfaire ses nouveaux amis sionistes sans s'aliéner les Français d'origine immigrée, qui constituent un marché électoral plus avantageux par le nombre ? Certes, ils sont nombreux, mais ce sont les premiers qui règnent sur les médias. Ah, cruelle incertitude de la politique. Que dire, que faire pour plaire aux uns et aux autres ? Sans même parler des autres lobbys, si influents, comme les homosexuels à qui il ne faut pas oublier de faire aussi les yeux doux ? Et tout ça sans laisser filer l'électorat de base du FN qui ne comprend rien à toutes ces arguties et se détermine beaucoup plus simplement. Ou s'abstient. Une gymnastique de plus en plus casse-cou.

Avant d'évoquer un certain nombre de dérives marinistes, destinées à satisfaire chacun et son contraire, n'oublions pas de rappeler, et c'est assez déconcertant, que la position du FN par rapport à l'immigration et à l'islamisation, pourtant

son « fonds de commerce » à en croire le système, a souvent été ambiguë et peu lisible. Et cela remonte fort loin : Le Pen père a soutenu au tout début de sa carrière, à l'époque de l'Algérie française, des positions qui en étonneraient plus d'un aujourd'hui, s'ils venaient à les connaître.

Voici en effet ce que déclarait Jean-Marie Le Pen le 28 janvier 1958 à la Chambre des députés : *« Ce qu'il faut dire aux Algériens, si nous voulons en faire des Français, ce n'est pas qu'ils ont besoin de la France, mais que la France a besoin d'eux, c'est qu'ils ne sont pas un fardeau ou que, s'ils le sont pour l'instant, ils seront au contraire la partie dynamique et le sang jeune d'une nation française dans laquelle nous les aurons intégrés. »*

*J'affirme que dans la religion musulmane rien ne s'oppose au point de vue moral à faire du croyant ou du pratiquant musulman un citoyen français complet. Bien au contraire. Sur l'essentiel, ses préceptes sont les mêmes que ceux de la religion chrétienne, fondement de la civilisation occidentale. D'autre part, je ne crois pas qu'il existe plus de race algérienne qu'il n'existe de race française. (...). Offrons aux musulmans d'Algérie l'entrée et l'intégration dans une France dynamique. Au lieu de leur dire comme nous le faisons maintenant: "Vous nous coûte très cher, vous êtes un fardeau", disons-leur : "Nous avons besoin de vous. Vous êtes la jeunesse de la Nation ».*

On croirait lire du Bernard Stasi dans le texte. Soyons justes, ce qu'il prônait alors, c'était l'intégration et certainement pas le communautarisme qui s'est aujourd'hui installé, car il ajoutait aussi: *« Si vous êtes fidèles à la France, si vous l'aimez, si vous adoptez ses lois, ses moeurs, sa langue, sa façon de penser, en un mot, si vous vous intégrez complètement à elle, nous ne vous refuserons pas d'être des nôtres, pour peu qu'il y ait une étincelle d'amour et non pas seulement un intérêt matériel dans votre démarche. Mais si vous êtes fidèles à vos racines – ce qui est en soi respectable et que je respecte –, si vous prétendez vivre dans vos lois, vos moeurs à vous, avec votre culture, alors il vaut mieux que vous rentriez chez vous, sans cela tout se terminera très mal. »* Et là, ce n'est plus vraiment du Bernard Stasi. Mais quand même...



## **Immigration – islamisation identité nationale**

C'est Samuel Maréchal, le « gendre », qui ouvre officiellement le feu en 1999, en déclarant que « *la France est désormais multiculturelle et multiethnique* » et que l'islam est la « *deuxième religion française, dont il faut prendre compte* ». Il est alors à la tête de *Génération Le Pen* sans « s ». Ses propos provoquent un tollé au FN et il est sanctionné par le président. Il a pourtant un supporter de poids : Marine Le Pen, qui est sur la même ligne. Mais il est encore trop tôt pour elle pour imposer ses vues. Le « s » qu'elle ajoutera bientôt à la dénomination de l'association dont elle prendra la tête à la suite de son beau-frère, visait aussi, à n'en pas douter, ce public-là.

Mais l'inflexion idéologique du mouvement sur ce sujet essentiel démarre réellement pendant la campagne de la présidentielle de 2007. Cette fois, la future présidente, en tant que directrice stratégique, tient les manettes. Le Pen père et fille trouvent judicieux de se rendre, en avril, sur la dalle d'Argenteuil, quartier « sensible » s'il en est, pour tenter d'y pêcher quelques voix franco/immigrées. Prudence oblige, ils s'y rendent en milieu de matinée. Le quartier est quasiment désert mais peu importe, l'essentiel est ailleurs. Le message est lancé en direction des tours : « *Vous êtes les branches de l'arbre France. Vous êtes des Français à part entière. Pour moi, vous n'êtes ni des potes, ni des blacks, ni des beurs, vous êtes des citoyens français.*

(...) *Si certains veulent vous karchériser pour vous exclure, nous voulons, nous, vous aider à sortir de ces ghettos de banlieue où les politiciens français vous ont parqués pour vous traiter de racaille par la suite* ».

Cette initiative pour le moins étonnante a été prise derrière le dos du bureau exécutif, mis au courant après... à la lecture des journaux. C'est une idée de la fille du chef et d'Alain Soral, l'ex-communiste alors au FN. Ce sont eux aussi qui ont veillé à faire figurer sur les affiches une jeune femme visi-

blement d'origine maghrébine. Malheureusement pour le duo, et plus encore pour le candidat, l'opération séduction fait un flop dans les banlieues. Et déroute les « traditionnels ». Résultat : Le Pen qui se voyait déjà en haut de l'affiche, affrontant Sarkozy au deuxième tour, doit se contenter de la quatrième place.

Le message apparaît tout aussi brouillé à Marseille. Le FN y a déposé des recours contre la construction de la grande mosquée prévue. Or, voilà que le conseiller régional frontiste Stéphane Durbec fait ami-ami avec Omar Djellil, secrétaire général de la mosquée de la Porte d'Aix et représentant de l'association *Présence citoyenne* (tout un programme). Et cela va très loin puisque les deux compères créent au printemps 2011 une association modestement baptisée *L'Alliance République Éthique*. Et attention, ce n'est pas une association purement locale. Non, non, il est prévu de faire de l'éthique au niveau national : « *On veut aller vers l'intérêt général et le sens des valeurs politiques. On veut regrouper tous les enfants de la République, quelles que soient leur religion ou leurs idées* », proclame Durbec.

Le 4 mai 2011, le FN, par la voix de son secrétaire national aux fédérations, désavoue son conseiller régional en ces termes : « *Contrairement aux affirmations parues dans Métro le 3 mai 2011, le Front National ne compte pas retirer ses recours contre la construction de la grande mosquée de Marseille* ». Plutôt sibyllin, comme formulation. Pas un mot sur les projets éthiques qui continuent à aller leur train pendant ce temps. Et voilà que là-dessus, Jean-Marie Le Pen croit utile d'ajouter son grain de sel dans cette bouillabaisse : « *Je n'écarte pas la possibilité pour le Front national de faire un geste pour la communauté musulmane de Marseille. (...) J'envisage de demander son retrait [du recours] lors du prochain bureau départemental (...) Il serait temps d'évoluer sur cette question* ».

En juin 2011, c'est toujours le Président d'honneur, décidément de plus en plus sympa et tolérant à l'égard de cette clientèle électorale, qui déclare, dans une interview à la chaîne LCM : « *Les cinq piliers de l'islam ne sont pas incompatibles*

*avec l'appartenance à la communauté nationale française* ». Les cinq piliers ? Y figure notamment, au premier rang, la *Chahada*, l'attestation de foi en l'unicité d'Allah et en la prophétie de Mahomet. La *Chahada* implique évidemment une foi aveugle dans les préceptes du Coran pas particulièrement tendres envers chrétiens, juifs et athées. Sans parler des femmes.

Sur ce sujet crucial pour le mouvement et plus encore pour son électorat, la présidente se trouve sur la même ligne « ouverte à tous les suffrages » que son père et le prouve ce même mois de juin en répondant lors d'une interview à une question sur Geert Wilders, le leader anti-islamiste néerlandais : « *Wilders est dans un combat contre la religion. Pour lui, l'islam est incompatible avec la démocratie, mais je ne le crois pas. Je crois que la charia est incompatible, pas l'islam. Je crois qu'une immense majorité de musulmans sont favorables à la démocratie. (...) Je suis beaucoup moins radicale que M. Wilders !* »

Domage que la présidente « *moins radicale que M. Wilders* » n'ait pas pris le temps de lire le Coran, dans lequel elle aurait appris que la charia, qui codifie les aspects publics et privés de la vie du musulman, fait partie intégrante de l'islam. Et n'en constitue pas un accessoire facultatif.

Autre curiosité qui fait désordre et appelle à s'interroger : le plus gros fournisseur de volailles *halal* de la région Nord-Pas-de-Calais s'appelle Paul Lamoitier. Son originalité ? Il est... conseiller régional frontiste. Il s'épanche assez volontiers, notamment auprès de Jean-Baptiste Malet, journaliste à la revue *Golias*, et auteur d'un livre sur le FN : « *J'ai fourni huit bouchers halal cette semaine. Mais il faut qu'ils aient une assurance crédit. (...) Je fais généralement trente tonnes de halal. Il faut simplement qu'il y ait un sacrificateur qui s'oriente dans le sens de la Mecque.* » (18 octobre 2011). Car ses volatiles sont estampillés « mosquée de Paris ». Personne ne semble entrapercevoir la moindre contradiction entre cette activité commerciale parfaitement licite, certes, et la ligne supposée du FN, dont il est quand même un élu... N'oublions pas que Marine Le Pen n'avait pas eu de mots assez durs, durant l'hiver 2010,

pour stigmatiser la chaîne Quick coupable d'introduire de la viande *halal* dans certains burgers. Elle avait même parlé de « *scandale d'Etat* » et de « *viol de la loi sur la laïcité* ». Alors, il faudrait savoir, quand même ...

Dans le même registre, le FN présente carrément un candidat converti à l'islam aux cantonales de 2011 ! Marcel Collot est adhérent de fraîche date, puisque membre du FN depuis moins de trois mois, lorsqu'il est agréé candidat dans un canton strasbourgeois. Racontant sa vie dans un journal local, il y révèle sa conversion à l'islam pour faciliter son second mariage avec une Algérienne. Concernant son engagement politique, Marcel Collot dévoile par ailleurs la profondeur de ses motivations : « *J'ai toujours voté FN au premier tour car c'est un vote révolutionnaire. Besancenot, c'est un petit, il ne déplace pas un cordon de police quand il va sur les marchés. Krivine, Marchais, eux, c'étaient des hommes. (...) Le FN n'est pas mieux ou pire qu'un autre parti, il est juste plus proche de mon côté nationaliste, français et fier de l'être* ».

A présent musulman, il est naturel que ce nationaliste « *français et fier de l'être* » regrette que « *les résidents étrangers n'aient pas le droit de vote en France* » et qu'il souhaite que les « *musulmans puissent avoir des espaces décents, c'est-à-dire des mosquées et des centres culturels, car on ne travaille pas sa foi qu'en priant mais aussi en échangeant* ». Devant le tollé provoqué (quand même) par ses propos chez les frontistes locaux, il se rétractera en arguant classiquement la « *déformation* » desdits propos.

Certes, celle qui était alors candidate à la présidence du parti avait semblé durcir le ton en décembre 2010. Mais les circonstances étaient particulières : il s'agissait alors, devant les adhérents, de paraître aussi « *dure* » que son challenger Gollnisch. C'est dans cette vision purement électoraliste que Marine Le Pen avait créé, tout à fait délibérément, son petit scandale en déclarant : « *Je suis désolée, mais pour ceux qui aiment parler de la Seconde Guerre mondiale, s'il s'agit de parler d'occupation, on pourrait en parler pour le coup. C'est une occupation de pans de territoire. Certes, il n'y a pas de blindés, il n'y a pas*



*de soldats, mais elle pèse sur les habitants* ». Outre qu'elle ne faisait là qu'imiter ce qu'avait dit Mégret en son temps, c'était un message essentiellement destiné aux adhérents FN.

Maintenant que le message doit s'adresser aux Français en général, il semble s'être passablement adouci. Et les Le Pen, père et fille, s'emploient, tout comme les autres partis, à récupérer ce qu'ils peuvent de cet électorat.

Difficile en tout cas de s'y retrouver et de déceler dans ce méli-mélo une ligne claire et lisible.

### Faites votre choix

« *Qu'on soit homme ou femme, hétérosexuel ou homosexuel, chrétien, juif, musulman, on est d'abord Français !* ». Là aussi, cette affirmation attrape-tout prononcée par la nouvelle présidente lors du discours du 1<sup>er</sup> mai 2011 aurait pu être prononcée par chacun des leaders des différents partis du système. C'est typiquement le genre de déclaration creuse sans aucune signification qui émaille les discours des uns et des autres.

Marine Le Pen va récidiver bien des fois dans ce registre au cours de l'année 2011 dans l'espoir de ramener quelques prises dans ses filets : « *Avec toutes mes imperfections et mes contradictions, je ressemble à la France. Par exemple, je suis attachée aux racines chrétiennes, mais je ne pratique pas particulièrement ma religion. Je suis pour la libre entreprise, mais pas pour un Etat libéral. Je suis pour un Etat fort, mais je ne suis pas anticapitaliste à la NPA. Je suis attachée aux valeurs traditionnelles, mais je suis pour la liberté des mœurs. Je suis contre l'immigration, mais je ne suis pas xénophobe... comme beaucoup de Français.* », déclare-t-elle au *Parisien* le 23 octobre 2011.

Dans ce panel très ouvert – je suis, je ne suis pas, je suis pour, je suis contre –, il devrait normalement y en avoir pour tout le monde. C'est le but. Et puisque la France semble devenir très permissive, allons-y pour la permissivité maximale ! Autant dire que le FN, avec sa présidente deux fois



divorcée et tellement attachée, selon ses dires, à la liberté des mœurs, s'est bien éloigné de la défense des valeurs familiales traditionnelles :

Avortement : interrogée sur France Inter le 22 novembre 2010, Marine Le Pen répond : « *Moi j'ai dit très clairement que je n'étais pas pour l'abrogation de la loi Veil* ».

Pacs : interrogée par le magazine *Têtu* le 24 octobre 2011, Marine Le Pen déclare être favorable au Pacs, y compris pour les homosexuels. Et affirme qu'en cas de victoire, elle ne reviendrait pas sur ce droit.

### **De Sodome en Gomorrhe**

Alain Soral parlait de « *cage aux folles* » en évoquant l'entourage de la nouvelle présidente. Roger Holeindre, le vieux compagnon de route, cofondateur du FN, a fini lui aussi par claquer la porte d'un parti devenu méconnaissable. Il raconte que, révolté par l'entourage politique massivement homosexuel de Marine Le Pen, il est allé s'en plaindre à Le Pen père, avant de partir. Et ce dernier lui a rétorqué : « *Il faut savoir vivre avec son temps* ». Grandissime déclaration qui en dit très long sur les convictions profondes et réelles du personnage. Et sur la véritable raison d'être du Front national : une affaire de famille et de gros sous, par électeurs interposés. Bien plus que de combat pour des idées ou une certaine vision de la société.

Sa fille qui sait, elle aussi, vivre avec son temps, combat de toutes ses forces... l'homophobie. Tout comme ses petits copains du système. Car, s'agissant de ses positions à l'égard du lobby homosexuel et de ses revendications dites « progressistes », on ne peut que constater le virage plus que sensible opéré par le FN nouvelle mouture. Virage proprement stupéfiant pour un parti censé défendre la famille naturelle et le respect de la vie avant toute chose. Rappelons que le terme d'« *homophobie* » a été inventé par le lobby homosexuel

pour criminaliser tous les opposants aux déviances telles que le mariage ou l'adoption des enfants, réclamées à cor et à cris par ce même lobby.

Nous avons vu le cas de la candidate aux cantonales Vénussia Myrtil, promue secrétaire départementale adjointe du FNJ des Yvelines, inscrite sur *Facebook* à des groupes militants du style : « *Journée mondiale contre l'homophobie et la transphobie* », « *J'ai deux mamans* », « *Stop aux homophobes* », etc, etc, une liste de loin non exhaustive. Cette militante passée tout droit de l'extrême gauche au FN est présentée par la présidente comme « *un gage d'ouverture* » du parti. Disons plutôt qu'elle constitue surtout un vibrant message adressé au système : « *Voyez comme nous sommes devenus fréquentables ! Nous en avons fait, des efforts, pour y arriver. Et nous en avons débarqués, des ringards. Mais nous y sommes !* »

Myrtil est loin d'être un cas isolé et les candidats FN de plus en plus systémo/compatibles sortent à l'heure actuelle de partout :

Franck Beeldens, candidat FN aux cantonales à Asnières, est, lui, vice-président du Parti pour le respect. Cette appellation pompeuse cache une association dont les objectifs visent classiquement à obtenir le mariage et l'adoption pour les couples homosexuels et à lutter contre l'homophobie, la lesbophobie, la transphobie. Comme sa copine Vénussia, il annonce sur *Facebook* son soutien à *Faire l'amour là, comme ça, sans prévenir* et à l'*Association Contact Paris-Idf* (association homosexuelle militante).

Ce candidat FN très large d'esprit déclare, s'agissant du « mariage » entre homosexuels : « *Je reste ouvert sur cette question, pour moi elle ne revêt pas d'importance extrême. D'ailleurs j'estime pour ma part que le mariage homo ne constitue pas une atteinte à la politique de la famille, et ne la décourage pas. C'est je crois, plus une question d'opinion.* »

Autre soutien de Marine Le Pen : Laurent Salles, adjoint au secrétaire départemental des Hauts-de-Seine et investi candidat FN aux législatives 2012 à Suresnes. Durant la campagne pour la présidence du parti, Salles a fait le forcing pour se faire bien voir de la (future) patronne en flinguant Gollnisch. Et il n'y est pas allé avec le dos de la cuillère : « (...) *Je crains en effet que l'unique stratégie de notre vice-président exécutif, Bruno Gollnisch, dans sa campagne à la présidence du FN, soit de tout miser sur le retour des résidus de l'extrême droite au sein de notre formation politique. Il vient d'ailleurs d'en faire l'aveu sur LCI! Je crois qu'il fait fausse route en voulant repêcher des caniveaux de la République des gens qui, hier encore, prônaient l'unité de la nation française et qui, aujourd'hui, militent pour son implosion, dans des groupuscules régionalistes, indépendantistes et communautaires, aux ordres de l'Union Européenne et du système UMPS.*

*C'est d'une visionnaire et non d'un spéléologue dont nous avons besoin ! Débarrassée des sous-entendus antisémites ou homophobes que véhiculent toujours ceux à qui Bruno Gollnisch entend pourtant tendre la main, Marine Le Pen incarne une alternative crédible à la politique ultra libérale de Nicolas Sarkozy. Plus "fraîche" dans ses idées, plus combative, plus sociale et plus laïque que son concurrent. Plus "mec" que certains gros bras du DPS, cette quadragénaire plaît à l'électorat populaire, fait exploser l'audimat et les urnes, grâce à son franc-parler, son sourire et sa spontanéité. Telle une Macha Béranger, sa voix rauque accroche l'auditeur ! La défense de notre identité nationale, de notre souveraineté, de l'unité de la République, de nos racines judéo-chrétiennes, passe par la défense de la laïcité, seule marge de manoeuvre dont nous disposons et que Marine maîtrise parfaitement. Ce qui lui donne toute légitimité dans ce combat contre l'islamisme et le mondialisme, les nouveaux dogmes du XXI<sup>e</sup> siècle ! Ce n'est pas en ralliant les dernières grenouilles de bénitiers que nous gagnerons les élections ! »*

Belle déclaration faite à l'héritière de Jean-Marie Le Pen, promue carrément « visionnaire » ! Tout y est, de façon quasi caricaturale : « *résidus d'extrême droite, caniveaux de la République, sous-entendus antisémites ou homophobes, nos racines judéo-chré-*



*tiennes, unité de la République, défense de la laïcité* ». Le jeunot aux dents longues a bien pigé le nouveau credo. Les « *grenouilles de bénitiers* » du FN, entendez les cathos, apprécieront sans nul doute au moment des élections. Et renverront l'ascenseur.

### **Cerise sur le gâteau : des francs-maçons rallient ouvertement le FN**

Les francs-maçons, du haut de leur omniscience, ont été particulièrement virulents dans le combat contre la bête immonde. Essentiels piliers du système, on les retrouve à l'origine de toutes les lois antinationales et/ou visant à museler le droit d'expression. Au nom des valeurs dites humanistes dont ils se sont faits les hérauts péremptoires, ils ont largement contribué à l'installation de l'immigration massive d'un côté et au dynamitage des valeurs traditionnelles de l'autre.

N'oublions pas que francs-maçons, CRIF et LICRA ont œuvré pendant des décennies main dans la main à des lendemains qui devaient chanter. Or, ils déchantent plutôt, ces lendemains, ce qui conduit, là aussi, à certaines révisions. La bête immonde n'apparaît plus aussi (faussement) effrayante qu'avant et puisque la présidente, bien conseillée, chante sur tous les tons ses odes à la laïcité et à la République, certains se laissent bercer par le chant de la sirène...

Ce n'est pas encore la cohue, mais enfin, quelques « frères » viennent rejoindre un FN qui ne crie plus au complot « judéo-maçonnique », mais les accueille au contraire à bras ouverts.

C'est Gilbert Collard, avocat médiatisé et mariniste enragé, qui a ouvert le feu. Il est à la fois président du comité de soutien de la candidate pour 2012 et membre de la Grande Loge Nationale Française.

Il a été suivi par un autre avocat, Valéry Le Douguet, militant UMP jusqu'en 2010, ancien attaché parlementaire d'Yvon Briant. Lui est en charge du volet « justice » dans l'organigramme de campagne. Et se présente comme un membre

influent du Grand Orient de France (GOF). Il compte des amis dans les réseaux francs-maçons, affirme-t-il, et notamment « autour de Jean-Louis Borloo ».

Il y a un troisième larron, en la personne de Jean-Richard Sulzer, chargé du volet « économie » de la campagne. Après un parcours politique plutôt tortueux, du vote à Mitterrand à l'Association des amis de Jacques Chirac, on le retrouve au FN en 2004 où son ascension sera rapide sous la houlette de l'héritière. C'est qu'il a tout pour lui plaire : juif déclaré et franc-maçon – membre lui aussi du GOF –, voilà qui devrait ouvrir à la prétendante quelques portes obstinément fermées. Et de fait, Sulzer participera lui aussi en 2006 à la manifestation à la mémoire d'Ilan Halimi avec la délégation frontiste qui sera « protégée » pour l'occasion par la Ligue de Défense Juive. En 2007, il était déjà chargé du volet « économie » de la campagne, qui sera calamiteuse, comme le seront les résultats. C'est à cette période qu'il déclarait : « *Il serait désastreux que nous sortions de l'Europe du traité de Rome. En revanche, il serait temps de revenir à l'Europe telle qu'elle fut conçue par ses fondateurs.* » Pile le contraire du nouveau credo européen.

Il est conseiller régional FN et, sur le modèle d'Alain Soral, a créé lui aussi son association, en janvier 2010 : *SOS Égalité*, où sont distillés les nouveaux mots d'ordre d'islamophobie (modérée), république, sionisme, laïcité. On y défend, de manière très maçonnique « *l'égalité en droits des citoyens français, conformément aux principes de la République française* ». De quoi combler tous les nationalistes.

Si, en rejoignant le FN, tous ces transfuges avaient reconnu leurs erreurs passées et s'étaient convertis publiquement aux idées nationales et aux fondamentaux du mouvement, la percée aurait été réelle et on aurait pu, au Front, à juste titre crier victoire. Le gros problème en l'occurrence, c'est qu'ils sont restés ce qu'ils étaient auparavant. Ils n'ont pas bougé. C'est le FN, ou plus exactement ses dirigeants, qui ont fait le chemin inverse, multipliant concessions et reniements pour se faire agréer. Ces « transfuges » ne sont rien d'autre que la tra-



duction de la récupération du FN par le système. Une récupération qui s'effectue en ce moment même, sous nos yeux.

Si l'on ajoute à cette liste de recrues le jeune énarque bombardé directeur stratégique de la campagne, on ne peut plus conserver le moindre doute : ça ressemble encore au FN, ça en a encore vaguement le goût. Mais ça n'a plus rien à voir avec le FN. Du moins avec le mouvement réputé « antisystème » qui incarnait vaille que vaille les espérances des patriotes.

## *Conclusion*

---

**E**h oui, tout ça pour ça ! Avoir occupé pendant plus de trente ans un espace politique inédit pour en arriver là : un appareil réduit à une coquille désertée et une présidence familiale manifestement décidée à larguer toutes les idées nationales politiquement incorrectes pour s'assurer une promotion personnelle et rejoindre tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre, les séductions du système.

Une coquille désertée, car durant tout le temps qu'il est resté vissé à son siège inamovible, le « menhir » s'est bien gardé de favoriser la formation des cadres de son mouvement ou de veiller à leur implantation durable. Obnubilé qu'il était par sa volonté farouche d'associer totalement le sort du FN au sien propre et à celui de sa famille, et la crainte d'être poussé à la sortie par des éléments trop brillants.

Si son bilan politique est piteux – vingt-cinq années de sur-place dans un environnement socio-économique de plus en plus dégradé –, du point de vue du clan, il a parfaitement réussi : sa mégalomanie et son autoritarisme sont parvenus à faire fuir les cohortes d'élus, de militants et d'adhérents qui formeraient aujourd'hui, s'ils avaient été incités à rester plutôt qu'à prendre la porte, la colonne vertébrale d'un parti solide. Un parti qui serait autrement plus inquiétant pour le système que les effectifs squelettiques actuels.

Mais il fallait à tout prix garder le FN, cette prise de guerre, dans le giron familial. Seul un membre du clan pouvait donc prétendre à une succession qui a fini par s'ouvrir alors que le patriarche s'acheminait tranquillement vers ses quatre-vingt-trois ans. En attendant le jour de la transmission, cette

force prétendument antisystème a généreusement servi de bureau de placement pour la famille et les affidés.

Bien plus grave, avec la complicité active du système à qui il a rendu là un énorme service, Le Pen a réussi à accaparer tout le terrain national et identitaire en diabolisant délibérément par ses outrances les idées qu'il prétendait défendre. Il est parvenu ainsi à stériliser les suffrages de toute une partie de la population, la plus vulnérable, celle qui plaçait ses espoirs en un parti perçu comme le seul capable de résister à l'arrogance de la classe politique. Une population fragile qui ne se doutait guère qu'elle était « représentée » par un milliardaire dont les préoccupations premières ne rejoignaient pas forcément les siennes.

De son premier mandat de conseillère régionale en 1998 à la tête du parti en 2011, la nouvelle présidente a connu une progression météorique à faire rêver bien des soutiers de base. Pourtant, au FN, on est formel : cette ascension n'est due qu'aux mérites exceptionnels d'une prétendante qui s'est trouvée être, par le plus grand des hasards, justement la fille du chef. Un hasard qui a bien fait les choses, voilà tout.

Le comble de l'ironie étant que le « clone » de papa se retrouve à la tête d'une boutique familiale dont elle ne partage pas les idées. Elle ne rate d'ailleurs pas une occasion de le proclamer : ni le FN ni elle-même ne sont d'« extrême droite ». Oubliant, ou ignorant, que ce terme a été imposé par l'adversaire pour d'évidentes raisons.

Dans son ardent désir de se rendre fréquentable à tout prix, elle multiplie les comparaisons les plus hétéroclites : elle est plus à gauche qu'Obama, se reconnaît en Arnaud Montebourg le socialiste et partage plusieurs des analyses de Jean-Pierre Chevènement. Chevènement qui appréciait tellement en son temps les « sauvageons » et évoquait récemment encore l'arrivée de dizaines de milliers de « réfugiés » sur les côtes européennes en ces termes : « *Avec un peu de bonne volonté, les gouvernements européens auraient pu trouver une solution humaine et décente aux problèmes qui se posent* », jugeant

## CONCLUSION

« *qu'on aurait pu se répartir facilement* » les migrants.

Voilà les références que multiplie Marine Le Pen, essayant désespérément de se débarrasser du fâcheux mistigri de cette « extrême droite » tellement honnie que lui a refilé son père en même temps que la boutique. Elle veut bien la boutique et les avantages qui vont avec, mais pas le mistigri.

Il est évident aujourd'hui que le FN et le camp national et identitaire n'ont plus rien en commun. Le FN est clairement parti pour effectuer une trajectoire à la Gianfranco Fini et il finira en bonne logique par servir de supplétif à ceux qui assurent aujourd'hui la promotion effrénée de sa présidente. Le tapage médiatique fait autour d'elle démontre amplement qu'elle n'est en rien un danger potentiel. Mais tout juste l'inverse. Comme son père, elle est chargée de drainer les déçus et les révoltés du système pour les conduire dans une impasse. Histoire de les faire patienter en lâchant un peu de vapeur.

Elle n'est pas encore tout à fait dans le système, comme Fini l'est en Italie, mais presque. Encore quelques efforts, le voyage tant espéré en Israël pour couronner le tout, et nous y serons.

A ce moment-là, le FN sera mort et bien mort. Tous les opposants authentiques au système l'ayant, de gré ou de force, déserté, il sera temps pour le camp national et identitaire enfin libéré de ce fardeau de commencer à se réorganiser.

### **Les dix députés européens FN élus en 1984 :**

Jean-Marie Le Pen  
Michel de Camaret (décédé le 24/6/87)  
Jean-Pierre Stirbois (jusqu'au 15/04/1986)  
Gustave Pordéa  
Olivier d'Ormesson  
Bernard Antony  
Dominique Chaboche (jusqu'au 15/04/1986)  
Jean-Marie Le Chevallier  
Martine Lehideux  
Michel Collinot  
Roland Goguillot dit Gaucher (à partir du 16/04/1986)  
Gilbert Devèze (à partir du 16/04/1986)  
Roger Palmiéri (à partir du 01/07/1987)

### **Les 35 députés FN élus à l'Assemblée nationale en 1986 :**

Pascal Arrighi, Bouches-du-Rhône  
François Bachelot, Seine-Saint-Denis  
Christian Baeckeroot, Nord  
Jacques Bompard, Vaucluse  
Yvon Briant, Val-d'Oise  
Pierre Ceyrac, Nord  
Dominique Chaboche, Seine-Maritime  
Charles de Chambrun, Gard  
Bruno Chauvière, Nord  
Pierre Descaves, Oise  
Gabriel Domenech, Bouches-du-Rhône  
Edouard Frédéric-Dupont, Paris  
Gérard Freulet, Haut-Rhin  
Bruno Gollnisch, Rhône  
Guy Herlory, Moselle



Roger Holeindre, Seine-Saint-Denis  
Jean-François Jalkh, Seine-et-Marne  
Guy Le Jaouen, Loire  
Jean-Marie Le Pen, Paris  
Jean-Claude Martinez, Hérault  
Bruno Mégret, Isère  
Olivier d'Ormesson, Val-de-Marne  
Ronald Perdomo, Bouches-du-Rhône  
Jacques Peyrat, Alpes-Maritimes  
Albert Peyron, Alpes-Maritimes  
Yann Piat, Var  
François Porteu de la Morandière, Pas-de-Calais  
Jean-Pierre Reveau, Rhône  
Michel de Rostolan, Essonne  
Jean Roussel, Bouches-du-Rhône  
Pierre Sergent, Pyrénées-Orientales  
Pierre Sirgue, Gironde  
Robert Spieler, Bas-Rhin  
Jean-Pierre Stirbois, Hauts-de-Seine  
Georges-Paul Wagner, Yvelines

**Les dix députés européens FN élus en 1989 :**

Jean-Marie Le Pen (sortant)  
Martine Lehideux (sortante)  
Bruno Mégret  
Jean-Marie Le Chevallier (sortant)  
Yvan Blot  
Bernard Antony (sortant)  
Bruno Gollnisch  
Pierre Ceyrac  
Claude Autant-Lara (jusqu'au 04/09/1989)  
Jacques Tauran  
Jean-Claude Martinez (à partir du 05/09/1989)

**Les onze députés européens FN élus en 1994 :**

Jean-Marie Le Pen (sortant)

Bruno Mégret (sortant)  
Bruno Gollnisch (sortant)  
Jean-Claude Martinez (sortant)  
Carl Lang  
Marie-France Stirbois  
Bernard Antony (sortant)  
Yvan Blot (sortant)  
Jean-Marie Le Chevallier (sortant)  
Fernand Le Rachinel  
Jean-Yves Le Gallou

**Les cinq députés européens FN élus en 1999  
(après la scission) :**

Jean-Marie Le Pen (sortant)  
Charles de Gaulle (sortant, élu sur la liste conduite  
par Philippe de Villiers en 1994)  
Jean-Claude Martinez (sortant)  
Bruno Gollnisch (sortant)  
Carl Lang (sortant)

**Les sept députés européens FN élus en 2004 :**

Jean-Marie Le Pen (sortant)  
Carl Lang (sortant)  
Jean-Claude Martinez (sortant)  
Bruno Gollnisch (sortant)  
Marine Le Pen  
Lydia Schenardi  
Chantal Simonot (qui démissionnera du parlement  
européen le 30/09/2004 et sera remplacée le 22/10/2004  
par Fernand Le Rachinel)

**Les trois députés européens FN élus en 2009 :**

Jean-Marie Le Pen (sortant)  
Marine Le Pen (sortante)  
Bruno Gollnisch (sortant)

## Bibliographie

---

*Le Pen sans bandeau*, Jean Marcilly, 1984, Ed. Grancher.

*Les Hommes de l'extrême droite*, Alain Rollat, 1985, Ed. Calmann-Lévy.

*Ne dites pas à ma mère que je suis chez Le Pen, elle me croit au RPR...*, Dr François Bachelot, 1986, Ed. Albatros.

*Seule, tout en haut à droite*, Yann Piat, 1991, Ed. Fixot.

*La main droite de Dieu*, Emmanuel Faux, Thomas Legrand, Gilles Perez, 1994, Ed. du Seuil.

*Le Pen*, Gilles Bresson, Christian Lionet, 1994, Ed. du Seuil.

*La Montée du FN 1983-1997*, Roland Gaucher, 1997, Ed. Jean Picollec.

*L'après Le Pen*, Michaël Darmon, Romain Rosso, 1998, Ed. du Seuil.

*Dans l'ombre de Le Pen*, Lorrain de Saint Affrique, Jean-Gabriel Fredet, 1998, Ed. Hachette.

*Jean-Marie m'a tuer...*, François Brigneau, 1999, auto-édition.

*Histoire secrète du Front national*, Renaud Dély, 1999, Ed. Grasset.

*Monsieur le Président ... je vous fais une lettre*, Dominique Jamet, 1999, Ed. Ramsay.

*Crime contre le FN*, François Delancourt, 2000, Ed. Objectif France.

*Le Pen*, Album du Front national, 2001, Ed. Objectif France.

*A contre flots*, Marine Le Pen, 2006, Ed. Grancher

*Le Pen, Fille & père*, Christiane Chombeau, 2007, Ed. du Panama.

*Le testament du diable,*

Azzedine Ahmed-Chaouch, 2010, Ed. du Moment.

*Marine Le Pen, au nom du père,*

Jean-Marc Simon, 2011, Ed. Jacob-Duvernet.

*Marine Le Pen, un nouveau Front national ?,*

Laszlo Liskai, 2011, Ed. Favre.

*Marine Le Pen,*

Caroline Fourest, Fiammetta Venner, 2011, Ed. Grasset.

Anne Kling

# **FN... tout ça pour ça!**

## **La très étonnante évolution du Front national**

Le grand méchant loup de la politique, le croquemitaine qui faisait peur jusqu'aux petits enfants, a bien rempli son office pendant plus de trente ans à la satisfaction du système. A présent, en même temps que de président, le FN change de peau et se transforme en perdant quelques dents et en édulcorant largement ses fondamentaux. Du coup, il est même quasiment devenu « tendance », c'est tout dire.

Curieux, non ? Evidemment, pour bénéficier de cette image de marque redorée et de l'intense battage médiatique qui l'a accompagnée, il a fallu satisfaire à quelques menues conditions imposées par ceux qui nous gouvernent ...

Ce livre nous invite à un petit voyage à l'intérieur du FN qui nous permettra d'y voir plus clair dans ce montage et de démêler les motivations réelles et les convergences de vues, pour ne pas dire les connivences, entre le FN – ancienne et nouvelle mouture –, et les divers acteurs du système.

**Editions Mithra**

ISBN : 978-2-9529423-3-1

EAN : 9782952942331

**18 €**



9 782952 942331